

MATÉRIAUX POUR L'ÉTUDE DE L'ASIE ORIENTALE
MODERNE ET CONTEMPORAINE

CAHIERS DU CENTRE CHINE

publiés par le
Centre de Recherches et de Documentation
sur la Chine Contemporaine
de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

n° 7

CHRISTIAN HENRIOT

SHANGHAI 1927-1937

ÉLITES LOCALES ET MODERNISATION
DANS LA CHINE NATIONALISTE

ÉDITIONS DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES • PARIS

Éléments de catalogage avant publication
(établis par la bibliothèque de la Maison des Sciences de l'Homme)

Henriot, Christian
Shanghai 1927-1937 : élites locales et modernisation dans la Chine nationaliste /
Christian Henriot. - Paris : Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales,
1991. - 344 p. : tabl. ; 23 cm. - (Matériaux pour l'étude de l'Asie orientale
moderne et contemporaine. Cahiers du Centre Chine, ISSN 0181-1991 ; 7).

Bibliogr. p. 295-324. Notes bibliogr. Index. Gloss. - ISBN 2-7132-0962-5

A mes parents

Vente et diffusion:
CID, 131 boulevard Saint-Michel F-75005 Paris

ISSN 0181 1991
ISBN 2 7132 0962 5
© 1991 École des Hautes Études en Sciences Sociales
Imprimé en France

Remerciements

Cet ouvrage est issu d'une thèse de troisième cycle, *Le gouvernement municipal de Shanghai, 1927-1937*, Université Paris III, sous la direction de M.-C. Bergère. Toute recherche est la fois exercice solitaire et œuvre collective. Qu'il me soit permis de remercier ici tous ceux qui ont contribué à cet ouvrage, en particulier Marie-Claire Bergère qui a dirigé ce travail et encouragé sa publication.

Ma reconnaissance va aussi à Lyman P. van Slyke et Harold Kahn pour leurs conseils et leur soutien constant pendant mon séjour à l'Université Stanford. Julia Tung, de la Hoover East Asian Library, a répondu avec une égale et inépuisable gentillesse à mes multiples requêtes.

Ce livre n'aurait pas vu le jour sans le regard critique et la patience de Pierre-Étienne Will, qui a accepté de guider la première réécriture du manuscrit original, et de Yves Chevrier, qui n'a pas ménagé son temps pour extraire de sa gangue et polir avec soin le texte final de cet ouvrage. Je les en remercie sincèrement. Ils n'ont aucune part aux insuffisances de cette étude dont la responsabilité m'incombe entièrement.

Ce travail doit aussi beaucoup à Agnès qui a partagé avec moi les joies et les affres de la vie de chercheur.

Cette recherche a pu être menée à bien grâce à une mission « Jeune chercheur » du ministère de l'Éducation nationale en République populaire de Chine (1982) et surtout grâce à la bourse d'étude « ITT International Fellowship », qui m'a permis de puiser pendant une année (1981-1982) dans les remarquables collections documentaires de l'Université Stanford et de la Hoover Institution.

Introduction

Shanghai s'est affirmée, dès la fin du XIX^e siècle, comme le premier port commercial et le principal centre financier et industriel de Chine. De ce fait, la ville s'est trouvée à la croisée de multiples ambitions politiques : tour à tour courtisée, agressée, dénoncée, elle est devenue un enjeu entre les divers prétendants au pouvoir et une carte essentielle de leur succès ou de leur échec.

L'avènement du régime nationaliste, en 1927, ouvre une ère nouvelle pour Shanghai. Le fragile pouvoir du Guomindang qui s'est installé à Nankin n'exerce son autorité que sur une petite partie du territoire. Sa base arrière traditionnelle, le Guangdong, lui échappe, et les autres provinces nouvellement conquises restent en fait sous l'emprise de leurs anciens dirigeants, peu enclins à répondre aux injonctions — surtout aux injonctions financières — de la capitale. Dans ce contexte, Shanghai va donc devenir un pôle central, voire vital, pour le nouveau régime qui s'efforcera d'y établir son emprise.

Dès lors une expérience originale, unique dans l'histoire de la grande métropole commerciale, s'engage. Un appareil administratif moderne prend en main les destinées de la ville. De toute la ville ? Non, et c'est bien là ce qui fait le caractère spécifique de l'expérience : Shanghai comprend deux secteurs dont l'administration est contrôlée par les étrangers, la Concession internationale et la Concession française. Or, prises ensemble, ces deux zones forment le cœur, à tous les points de vue, de la cité. Et ce n'est pas l'un des moindres paradoxes que doit surmonter le gouvernement municipal chinois, que de régner sur une ville coupée en trois et dont la partie centrale échappe à sa tutelle. Malgré une volonté sincère, mais illusoire, de s'affirmer comme l'autorité suprême de tout Shanghai, l'administration municipale chinoise n'a pu développer son action en dehors de cette contradiction.

L'historien doit, lui aussi, en tenir compte dès lors qu'il s'efforce de comprendre comment fonctionnait une administration

municipale en Chine sous le régime nationaliste. Tel est, au-delà du cas spécifique de Shanghai, l'objet de la présente recherche dans un domaine encore peu abordé. Car si l'histoire urbaine de la fin des Qing et les recherches sur les institutions urbaines dans leur rapport avec l'évolution sociale et politique sous la République (1912-1949), même après la tourmente des seigneurs de la guerre (1916-1927) — c'est-à-dire lorsque le régime du Guomindang rétablit un semblant d'unité et s'attelle, avec une volonté et des résultats inégaux, aux tâches de la modernisation —, ont connu un certain essor au cours des dernières années, ce champ d'étude historique a encore été peu exploité¹.

L'abondance relative des sources (dans un contexte d'assez grande rareté), ainsi que les acquis de la première modernisation liée à la présence étrangère depuis l'époque de l'ouverture, au XIX^e siècle, font de Shanghai un poste d'observation irremplaçable pour tenter d'évaluer les orientations modernisatrices du nouveau régime et des élites urbaines. Il n'était donc pas inutile d'ajouter cette étude d'histoire urbaine, au carrefour du social et du politique, aux portraits du prolétariat et du capitalisme shanghaiens qui ont mis en lumière l'évolution sociale de la grande métropole².

Dans cette perspective, ma recherche met en œuvre trois problématiques. La première porte sur la nature de l'administration municipale. J'y ai répondu par une présentation des origines de cette institution, une analyse de son mode de fonctionnement ainsi que des moyens et objectifs qu'elle s'est donnés. La seconde problématique touche à la réalité du pouvoir municipal : qui en étaient les prétendants ? Quels étaient leurs mobiles et leurs stratégies ? Quel a été l'effet de cette compétition sur le travail du gouvernement municipal ? J'ai procédé, pour répondre à ces questions, à une présentation systématique des acteurs et de leurs modalités d'action, puis à une étude de la phase de la compétition pour le pouvoir. En

1. Les lettres entre crochets renvoient à la section correspondante de la bibliographie placée en fin d'ouvrage (*infra*, pp. 295-324).

Depuis le travail pionnier de [b] M. ELVIN (1967), plusieurs travaux méritent d'être relevés : [b] W. G. SKINNER, ed., 1977 ; [b] W. T. ROWE, 1986 ; [b] L. BERNSTEIN, 1988. La période républicaine a été abordée dans quelques études : [b] D. BUCK, 1978 ; [b] M. COLEMAN, 1984.

2. Voir en particulier les travaux de [b] J. CHESNEAUX, 1962 ; [b] E. HONIG, 1986 ; et de [b] M.-C. BERGÈRE, 1986.

dernier lieu, j'ai entrepris de cerner l'activité concrète de la municipalité chinoise et les transformations apportées à la ville.

Les contraintes qui ont pesé sur le destin de la municipalité doivent être resituées dans une perspective plus large, celle du poids de l'Histoire, celle de l'héritage du passé. En dépit de sa nouveauté, l'expérience engagée n'a pas surgi *ex nihilo* par l'effet d'une simple décision politique. Elle s'inscrit dans le long processus de développement des institutions locales, engagé au début du siècle en Chine et à Shanghai en particulier. Ce processus n'a pas été continu. Il est fait d'avancées et de reculs, de phases de stabilité et de ruptures. C'est d'ailleurs sous le signe d'une emprise progressive de la bureaucratie d'État sur les initiatives locales que se sont déroulées les multiples tentatives de gestion municipale à Shanghai. En définitive, les institutions locales en Chine n'ont pas réussi à s'affranchir, sauf pour une très brève période, de la tutelle bureaucratique.

Cette évolution des institutions locales dans un sens de moins en moins « populaire », ou « démocratique » (ce que recouvrent ces termes sera précisé dans le premier chapitre), se reflète dans celle des textes qui, à chaque étape, ont défini le cadre d'action légal. Sous le régime nationaliste, le processus s'est accéléré et l'étau de la bureaucratie gouvernementale n'a fait que se resserrer. Une conception nettement perceptible de la prééminence du rôle de l'État a constamment inspiré le schéma directeur qui présidait à l'installation des institutions locales. Les possibilités d'expression laissées à la population, sans cesse réduites, ont été définitivement étouffées par la complexité des dispositions prévues par les textes. A Shanghai, les tentatives d'application de ces dispositions par le gouvernement municipal ont conduit à une situation de blocage qui ne pouvait être dépassée qu'à condition de remettre en cause la conception d'ensemble de la loi, voire l'existence même de l'administration municipale.

Cela ne signifie pourtant pas que le gouvernement municipal ait disposé d'une totale liberté d'action. Si une nouvelle génération de militants politiques, les « jeunes loups » du Guomindang, cherchent à occuper les premiers rôles, les anciens animateurs de la scène locale, les notables, n'ont pas disparu dans les coulisses. Ces deux groupes rivaux assaillent, chacun à sa manière, l'administration municipale pour tenter d'en infléchir la politique. Le pouvoir municipal est d'abord l'objet d'une contestation organisée de la part de

l'appareil local du Guomindang. Méfiants à l'égard de dirigeants municipaux dont l'orthodoxie politique n'était pas toujours établie, ardents défenseurs des prérogatives et de la primauté du parti, les responsables du Guomindang n'ont pas cessé de harceler le gouvernement municipal de leurs critiques et de leurs exigences, dans l'espoir d'en faire un simple instrument de leurs volontés.

De ce fait, ils sont entrés en confrontation avec un autre groupe, lui aussi soucieux d'établir un pouvoir local stable auquel il serait partie prenante. Ce groupe, défini largement comme la bourgeoisie, s'est peu à peu réduit pour ne plus rassembler qu'une coterie de grands notables, financiers et entrepreneurs, attachés au régime par les liens personnels que beaucoup entretenaient avec le personnage central de l'époque, Chiang Kai-shek (1887-1975). Grâce à leurs affinités avec les dirigeants municipaux et à leur pouvoir économique, ses membres ont su, malgré les attaques répétées des représentants du parti, faire entendre leur voix et influencer, parfois de façon décisive, l'orientation de la politique municipale. Très clairement, ils ont fait sentir que sans eux, rien ou presque ne pouvait se faire à Shanghai.

Les événements consécutifs à l'agression japonaise en Mandchourie, en septembre 1931, ont été l'occasion d'une cristallisation de la confrontation entre le groupe des marchands et les militants du Guomindang. Le gouvernement municipal, tout en essayant de rester neutre, n'a pu s'empêcher de manifester sa sympathie envers les premiers. De ce fait, il s'est trouvé entraîné à son corps défendant dans un mouvement que personne ne contrôlait vraiment. Au cours de l'hiver 1931-1932, une puissante campagne de boycottage antijaponais se développe, qui voit s'affronter les partisans d'une ligne dure, les étudiants, avec un groupe dans l'ensemble plus modéré, les marchands, tandis que l'appareil local du Guomindang tente à la fois de maintenir un contrôle étroit sur les premiers et de se servir du mouvement pour affaiblir les seconds. Ce faisant, il a recours à des méthodes violentes, lesquelles contribuent à créer une situation de désordre dont il sera à terme la victime principale.

Mais entre-temps, cette vague de protestation aura aussi emporté l'administration municipale, presque anéantie par la vague d'anarchie grandissante qui déferle. De cette expérience, pourtant, elle va ressortir plus forte, plus assurée d'une autorité que l'unanimité de circonstance causé par l'attaque japonaise, à Shanghai en

janvier 1932, a renforcée. La rude épreuve qui lui a été infligée lui a aussi permis de faire la preuve, dans les conditions les plus difficiles, de sa capacité d'intervention et d'assistance à une population en détresse. Dans ce tourbillon, le pouvoir de l'appareil local du parti s'est définitivement effondré, tandis que le petit groupe de notables qui domine la vie économique de la cité a repris sa place, bien en vue, au sein des institutions municipales.

Ce qui précède donne une idée du contexte politique et historique dans lequel s'est formé le gouvernement municipal et à partir duquel il a conçu et mis en œuvre sa politique de développement urbain. On ne peut comprendre cette dernière sans s'attacher d'abord à l'étude des moyens dont elle disposait, c'est-à-dire, dans un premier temps, sans examiner la mécanique interne du nouvel appareil administratif local. Pour cela, l'approche institutionnelle classique a paru insuffisante. Il s'est avéré plus fructueux de centrer l'étude sur le personnel municipal, et en particulier sur ses dirigeants. Cette méthode « prosopographique » a permis de comprendre le rôle des structures formelles en relation avec le fonctionnement des liens informels, plus ténus en apparence, qu'entretenaient entre eux les responsables de la municipalité. Sans la compréhension de cette réalité si importante de la vie sociale et politique de la Chine moderne, l'analyse perdrait une grande partie de sa substance. Au-delà de l'étude du fonctionnement interne de l'administration municipale, cette approche a permis d'éclairer les rapports des dirigeants municipaux avec le gouvernement central, avec les élites locales et avec la branche shanghaienne du Guomindang.

Les ressources et la politique financière constituent un volet essentiel de l'analyse. Il va de soi que l'établissement d'un simple catalogue de chiffres n'aurait pas suffi à cerner tous les problèmes auxquels a été confronté le gouvernement municipal. Il a fallu s'interroger sur la nature même de la nouvelle administration, sur sa capacité à s'implanter et à se faire accepter par le corps social, sur sa crédibilité et sa légitimité, avant d'étudier les choix de politique fiscale qu'elle a faits. Cette démarche m'a conduit à traiter des rapports du gouvernement municipal avec la population locale, qu'il s'agisse des élites ou de la population des petits contribuables dont les frondes, révélatrices d'un certain état de société, ont souvent fait obstacle aux plans modernisateurs des dirigeants municipaux. Tous ces éléments ont permis d'apprécier dans leur contexte les réalisa-

tions, ou plutôt les limites des réalisations effectuées par le gouvernement municipal en dix années de gestion.

Les progrès accomplis dans le fonctionnement de la ville et dans le bien-être de ses habitants ne sont certes pas négligeables. Si le caractère multiforme de l'action municipale ne m'a pas permis de m'attacher en détail à tous les domaines d'intervention, certains étant parfois plutôt symboliques, les réalisations les plus significatives ont été en revanche recensées, explicitées et analysées à la lumière des problèmes soulevés dans les premières parties de l'étude. Peut-être n'était-il pas indispensable de les relater avec autant de précision? Mais où se trouve l'essentiel : dans les petits projets effectivement exécutés, ou dans les grands desseins restés sur le papier? Comme l'a fait remarquer un jeune historien américain, même si peu a été réalisé, il importe de ne pas l'ignorer³. En dix années, une somme de labeur, de talents et de ressources a été investie et j'ai voulu rendre justice à cet effort.

Comme on le verra, l'ensemble dégage l'impression d'un bilan assez positif, même si certains indices donnent à penser que trop de temps et d'énergie ont été gaspillés et que l'équilibre atteint en 1937 restait fragile. La guerre sino-japonaise a mis un point final à une expérience en pleine maturation, mais dont le développement régulier n'était point assuré, faute d'une stabilité institutionnelle et économique adéquate.

3. [b] B. K. GEISERT, 1978.

Le poids de l'histoire

La vie municipale a connu en Chine un développement tardif. Comme on le sait, il n'y a pas dans ce pays de tradition semblable à celle, en France, du mouvement d'affranchissement des villes de la tutelle seigneuriale ou royale, par l'attribution de chartes communales, dès le XII^e siècle. L'un des arguments avancés pour expliquer cette différence est l'existence en Chine d'une bureaucratie omniprésente, soucieuse de préserver son emprise sur la société et d'écarter les candidats au partage du pouvoir, en particulier les marchands, groupe potentiellement puissant par sa richesse et sa concentration dans les villes, mais déconsidéré dans le système de valeurs confucéen.

Il faut certes nuancer ces vues car la réalité a été plus complexe. On ne peut manquer de relever en effet l'existence d'une association de fait entre l'État et les marchands. Cependant, ces derniers sont restés victimes d'un certain ostracisme politique qui les excluait des lieux du pouvoir. Ils semblent n'avoir jamais développé une identité de groupe qui aurait pu remettre en cause le dogme de la suprématie de la bureaucratie d'État¹. Au contraire, le prestige de celle-ci était tel que la carrière mandarinale apparaissait à tous, y compris aux marchands, comme la voie à suivre, l'objectif à atteindre pour acquérir la respectabilité sociale. Les marchands ont profité des périodes d'affaiblissement ou d'effondrement du pouvoir central pour accroître leur autonomie, mais ils n'ont jamais réussi à transformer leur pouvoir économique en un pouvoir politique².

Des travaux récents ont par ailleurs montré que la structure sociale des villes pourrait être elle-même un élément important

1. Ou s'ils l'ont fait, ce n'est que tardivement, à la faveur des évolutions du XIX^e siècle; cf. [b] W. T. ROWE, 1984.

2. [b] E. BALAZS, 1968, pp. 33-40, 207-218.

d'explication. Ces études ont mis en évidence le caractère hétérogène, quant à leur origine géographique, des populations citadines : la population des villes aurait été constituée majoritairement par un flot constamment renouvelé de migrants. Pour faire face à leur déracinement, ceux-ci se regroupaient dans des guildes ou des associations régionalistes (*tongxianghui*), lesquelles ont eu pour résultat de renforcer le particularisme de groupes multiples, au détriment de la formation d'une couche urbaine homogène et forte, mais au bénéfice des mandarins qui ont pu utiliser à leur avantage cette fragmentation du corps social. Par ailleurs, l'existence au niveau macro-économique de deux réseaux en partie distincts, l'un administratif, qui intégrait les différentes cellules de la bureaucratie, et l'autre « naturel », qui reflétait les pulsions de la vie économique et liait les centres commerciaux, a fait obstacle à la conjonction des bureaucrates et des marchands en orientant leur activités respectivement vers le premier et le second réseau. Ces conditions étaient particulièrement défavorables, jusqu'à une époque récente, à la formation d'institutions dans lesquelles les notables locaux auraient pu prendre part à la gestion de leur ville³.

Ce n'est que vers le milieu du XIX^e siècle que, dans quelques villes, certaines organisations traditionnelles (guildes, associations régionalistes) ont commencé à s'unir et à étendre leurs services (charité, lutte contre le feu, police) non plus à leurs seuls membres, mais à la population tout entière. Il ne semble pourtant pas que cela ait débouché sur la formation d'un gouvernement local. Le seul exemple, le plus précoce aussi, est la structure municipale établie à la fin du siècle dernier par un groupe de notables de Shanghai.

Une lente maturation

Mark Elvin a fait revivre cet épisode, unique, de la formation et du développement graduel d'une administration municipale qui n'était pas une émanation du pouvoir impérial. Le phénomène est lié à plusieurs facteurs. Il est indéniable que le XIX^e siècle a vu s'affaiblir de façon croissante la puissance impériale. Tandis qu'une crise

3. W. G. SKINNER, « Introduction : Urban Social Structure in Ch'ing China » et « Cities and the Hierarchy of Local Systems », in [b] W. G. SKINNER, ed., 1977, pp. 538-546, 549-551, 275-351.

économique latente commence à faire sentir ses effets, divers soulèvements régionaux battent en brèche l'autorité des représentants de l'Empire⁴. La grande révolte des Taiping accroît encore le désarroi de la dynastie, tout en avivant dans les zones affectées par la rébellion un sentiment grandissant d'insécurité.

Pris dans ce tourbillon d'incertitudes, les notables locaux s'organisent pour remédier au déclin de l'autorité impériale et préserver la continuité de l'ordre social. Cette période est chargée d'un sens nouveau, car elle voit les élites locales assurer de leur propre initiative des responsabilités autrefois monopolisées par l'État. Même si elle parvient à écraser la rébellion et à reprendre le contrôle de l'Empire, la dynastie n'a pas pu revenir sur cette délégation involontaire de pouvoir⁵.

À Shanghai même, l'évolution de certaines institutions traditionnelles a conduit celles-ci à intervenir de plus en plus fréquemment dans la vie de la cité. Parmi elles, les organisations de charité ont joué un rôle de premier plan : autrefois concernées essentiellement par l'assistance aux pauvres et aux orphelins, elles ont peu à peu élargi le champ de leurs activités à des domaines comme la construction de rues, l'entretien d'une petite force de police, la formation d'équipes de pompiers, domaines dans lesquels les autorités, par suite d'une volonté d'intervention minimale, s'en remettaient traditionnellement aux élites locales. Dans ces organisations charitables, les notables locaux, en particulier les marchands, ont acquis une place prépondérante.

En second lieu, les guildes, associations corporatives jusqu'alors ouvertes aux seuls membres d'une profession, commencent à s'organiser systématiquement et à étendre le bénéfice de leurs services d'entraide à des secteurs plus larges de la société. Enfin, une institution nouvelle de la fin de la dynastie des Qing (1644-1911), le *ju* (bureau), chargé le plus souvent de tâches spécifiques (perception de certaines taxes, gestion du téléphone et des postes, d'installations militaires), constitue le dernier élément d'un faisceau d'innovations

4. [b] S. M. JONES & Ph. A. KUHN, 1978. Sur les divers soulèvements, cf. [b] Ph. A. KUHN, 1978 ; [b] LIU Kwang-ching, 1980.

5. Sur le déclin de l'Empire, cf. [b] F. J. WAKEMAN, 1975 ; [b] Ph. A. KUHN, 1970.

qui vont aboutir à terme, et dans certaines circonstances, à la naissance du premier organe municipal à Shanghai⁶.

L'initiative revient cependant aux autorités impériales. En juin 1894, le sous-préfet (*xianzhang*) Huang Chengxuan propose la construction d'une route le long du Huangpu, au sud de la Concession française. Ce projet se concrétise en décembre 1895 par la création officielle de l'Office de construction des rues de la Cité (*nanshi malu gongchengju*). Les travaux une fois terminés (novembre 1897), l'office est d'abord transformé en un organe chargé de l'entretien de la nouvelle route (*malu gongcheng shanhouju*), puis il se voit attribuer, à l'initiative des notables locaux, un certain nombre de compétences, en particulier la création d'une force de police de soixante hommes, le nettoyage et l'éclairage des rues et, pour financer ces opérations, le droit de percevoir certaines taxes (sur les bateaux, les véhicules, les boutiques)⁷.

Un facteur non négligeable dans l'intérêt croissant des élites locales pour les affaires de la cité a sans doute été la réflexion animée par un groupe d'intellectuels réformistes après la défaite humiliante infligée par le Japon en 1895. Ses chefs de file, Kang Youwei (1858-1927) et Liang Qichao (1873-1929), qui s'inscrivent eux-mêmes dans un courant de pensée plus général prônant une plus grande attention aux questions de gouvernement, préconisaient des réformes institutionnelles (dont la délégation de certains pouvoirs à des assemblées locales élues) afin d'enrayer le processus de déclin dans lequel la Chine, selon eux, s'était engagée⁸. Après une décennie de maturation, ces idées ont réussi à conquérir les esprits d'une large frange de l'élite nationale⁹. L'autre source d'ins-

6. [b] M. ELVIN, 1967, pp. 19-24, 25-28 ; ID., 1974.

7. [c] JIANG Shenwu, 1935a ; [b] M. ELVIN, 1967, p. 88.

8. Mary Rankin montre clairement que les élites locales ont, à la suite de la rébellion Taiping, élargi leur sphère d'activités afin de remédier au plus vite aux dommages économiques et politiques causés par ce soulèvement. Cet engagement accru dans le domaine public s'est nourri d'une réflexion qui s'est appuyée sur la redécouverte de textes plus anciens portant sur des périodes similaires de troubles politiques. Ce renouveau d'intérêt pour les affaires publiques, qui émerge dans les années 1860, est à la source de la pensée des réformateurs de la fin du siècle. Cf. [b] M.B. RANKIN, 1986, spéc. chap. 3 et 4.

9. Les réformistes sont appelés en 1898 par l'empereur pour mettre en application leurs propositions, mais le coup d'État de l'impératrice douairière, Ci Xi, met brutalement fin à cette expérience. Déclarés hors-la-loi, les réformistes se réfugient au Japon où ils poursuivent leurs activités grâce à un moyen de communication nouveau en Chine, la presse,

piration des notables qui ont pris l'initiative de constituer l'Office de construction des rues de la Cité, est de toute évidence l'administration municipale mise en place par les étrangers dans les Concessions.

C'est dans ces dispositions qu'en 1905 un groupe de notables shanghaiens mené par Li Zhongjue (1853-1922) propose à l'intendant de circuit (*daotai*) Yuan Shuxun, la création de l'Office général de travaux de la Cité (*chengxiang neiwai zong gongchengju*, plus connu sous le nom de *zong gongcheng ju* dont est tirée notre traduction)¹⁰. À la suite de négociations menées par Li Zhongjue, Yuan autorise « des directeurs choisis publiquement par les lettrés (*shenshi*) et les marchands locaux, à gérer toutes les affaires en relation avec les rues, l'éclairage et la police dans la Cité et ses environs ». Plusieurs assemblées se succèdent alors pour élire soixante-seize délégués parmi lesquels l'intendant de circuit choisit la liste définitive des directeurs¹¹. Il convient de noter que cette création constitue aussi une réponse à la crainte de voir les étrangers accaparer de nouveaux territoires et de nouveaux privilèges à Shanghai¹².

La multiplication des initiatives locales

Bien que cette évolution ait lieu dans la Cité, c'est-à-dire dans la partie sud de Shanghai, les autres quartiers, qui constituent autant d'entités autonomes, ne manquent pas d'en être affectés¹³. En 1898,

qui leur permet d'influencer leurs contemporains et de leur inculquer l'idée des réformes. Cf. [b] C. HENRIOT, 1980.

10. Cf. [c] JIANG Shenwu, 1935a, pp. 1223-1225. Li Zhongjue (Pingshu) a joué un rôle central dans l'histoire moderne de Shanghai. Membre du corps des lettrés, il a servi l'Empire comme sous-préfet de *xian*. Il s'est intéressé aux technologies et aux idées occidentales, tout en restant profondément attaché aux valeurs morales confucéennes. Au moment des négociations avec l'intendant de circuit, Li est un homme d'affaires établi et sert comme inspecteur de l'arsenal du Jiangnan. Cf. [b] M. ELVIN, 1974, p. 248 ; [c] JIANG Shenwu, 1935a, p. 1222.

11. [b] M. ELVIN, 1974, p. 250 ; [c] JIANG Shenwu, 1935a, pp. 1223-1225.

12. [b] M. ELVIN, 1967, p. 91.

13. À l'origine, Shanghai n'était constitué que de la ville murée (en chinois *Nanshi* ou *Nandao*) et de ses faubourgs. Après la guerre de l'Opium et le traité de Nankin (1842), les Britanniques, puis les Français occupent un secteur situé au nord et à l'ouest de la Cité. Connues respectivement sous les noms de « Concession internationale » (*International Settlement*) et « Concession française », ces deux zones, placées sous l'autorité des étrangers, ne sont pas concernées par l'installation des organes d'autonomie locale. Enfin, au nord de la Concession internationale s'est développé un nouveau quartier appelé Zhabei, qui

un débat s'engage à Wusong entre les autorités et les étrangers qui souhaitent ouvrir des facilités portuaires dans cette zone. En septembre de la même année, un Office général de construction du port de Wusong (*Wusong kaibu gongcheng zongju*) est établi pour mener à bien l'aménagement du port. Pour des raisons financières, les travaux sont suspendus après la réalisation de quelques routes. Dans l'expérience de Wusong, le poids des fonctionnaires impériaux l'emportait encore sur celui des notables locaux, mais on peut considérer que seule son existence éphémère a empêché l'office de se développer vers une plus grande autonomie¹⁴.

A Zhabei, situé au nord et à l'est de la Concession internationale, les marchands, qui redoutent une extension de la concession aux dépens du quartier chinois, prennent l'initiative, dès 1900, d'établir un marché, puis de construire leurs propres rues et ponts. Le projet se révèle un fiasco financier et doit être pris en charge par les autorités impériales. Toutefois, l'idée n'est pas abandonnée et, en mai 1906, l'Office général des rues, des travaux publics et des patrouilles de Zhabei (*beishi malu gong xun zongju*) voit le jour. En dépit de l'initiative privée, le poids de l'administration reste prépondérant dans cette instance également, et ce n'est pas avant 1911 qu'est finalement établi un organisme véritablement contrôlé par les notables locaux¹⁵.

A Pudong les soucis sont d'un autre ordre : les sautes d'humeur du Huangpu causent des dommages réguliers aux digues, et sans un entretien constant toute la zone se trouverait en permanence placée sous la menace d'une inondation catastrophique. En septembre 1905, le sous-préfet du *xian* ordonne aux notables locaux de procéder aux réparations nécessaires. Les travaux une fois achevés, les notables se consultent pour créer une agence capable d'assurer l'entretien des digues de façon régulière. Ces discussions donnent naissance, en décembre 1906, à l'Office d'entretien des digues de Pudong (*Pudong tanggong shanbouju*) qui élargit ses compétences par

est devenu la seconde zone urbaine sous juridiction chinoise. Wusong est un petit port situé à 30 kilomètres au nord-est de Shanghai. Enfin, Pudong est une large zone, essentiellement agricole, qui s'étend sur la rive opposée du Huangpu, face à Shanghai. Cf. carte p. 48.

14. [c] « Wusong zipi shanghu de jingguo », 1936.

15. [b] M. ELVIN, 1967, p. 92 ; [c] JIANG Shenwu, 1935a, pp. 1245-1247.

la création d'une force de police, puis par la construction et l'entretien de routes, l'établissement d'écoles, la distribution de médicaments et la vaccination gratuite des pauvres. En 1914, toutefois, il est de nouveau réduit au rôle d'une agence chargée du seul entretien des digues¹⁶.

Ces trois tentatives mettent en valeur le caractère unique de la réussite de l'Office général de travaux de la Cité. Pourtant, l'office se trouve dans une situation ambiguë. Il ne doit son existence qu'à l'appui des autorités locales et à la bonne volonté de l'intendant de circuit de Shanghai. Cette position précaire prend fin lorsque la Cour, pressée de toutes parts par les demandes de réformes, publie le 18 janvier 1909 l'ordonnance sur l'autonomie locale des villes, bourgs et communautés rurales (*cheng-zhen-xiang difang zizhi zhangcheng*). Celle-ci prévoit l'institution d'un chef de gouvernement local indépendant, mais maintient un mécanisme élaboré de contrôle officiel. En réalité, à l'exception d'un changement de dénomination et de l'abaissement de la franchise fiscale permettant d'être électeur, le nouveau texte n'a pas d'incidence particulière sur l'organisation et le travail de l'Office général de travaux. En revanche, il l'inscrit de façon formelle dans le grand mouvement qui conduit dans toute la Chine au développement d'institutions d'« autonomie locale » à tous les niveaux (province, *xian*, ville)¹⁷.

En dépit des concessions diverses accordées par la Cour à l'extrême fin de la dynastie, le mécontentement continue de croître dans le pays. Réformistes et révolutionnaires, chacun à leur manière, minent chaque jour davantage les fondations de la dynastie. Avec le soulèvement de Wuchang en octobre 1911, c'est le début de l'hal-lali : l'une après l'autre, les provinces font sécession et proclament leur indépendance. La chute de la dynastie est inévitable. En l'absence de gouvernement central, les provinces se gèrent elles-mêmes et légifèrent à volonté. En novembre, l'assemblée provinciale du Jiangsu (*Jiangsu ziyiju*) se réunit et adopte un texte intitulé « Organisation provisoire des villes et des communes du Jiangsu » (*Jiangsu zhanxing shi xiang zhi*), largement inspiré du texte impérial de 1909. Selon ce règlement, Shanghai doit être divisée en zones d'autono-

16. [c] JIANG Shenwu, 1935a, p. 1278.

17. [c] « Shanghai shizhi jinhu shilüe », 1936, p. 76.

mie locale qui deviendraient autant de municipalités (*shi*) à part entière. Dans chaque zone est établi un Bureau urbain d'autonomie locale (*cheng zixzhi gongsuo*), transformé plus tard en hôtel de ville (*shizhengting*)¹⁸.

Les nouvelles structures municipales

Après ce survol chronologique des différentes tentatives de création d'une administration municipale à Shanghai, il convient de revenir plus précisément sur les initiateurs du mouvement et sur la structure et le fonctionnement de l'Office général de travaux. Dans une société en pleine mutation, il n'est pas aisé de tailler arbitrairement des classes ou des catégories sociales. Pourtant, il n'est pas inutile de définir avec quelque précision l'appartenance sociale des personnages qui ont présidé à la naissance et au développement des activités municipales à Shanghai. Prudemment, Mark Elvin décrit ce groupe comme résultant de « la fusion des marchands et des mandarins ». Les dirigeants de l'office représenteraient donc un segment de la société chinoise encore profondément enraciné dans sa culture et ses traditions, mais en même temps ouvert à la nouveauté, curieux de formules originales et, surtout, soucieux du progrès de la Chine.

L'appartenance de certains membres de l'Office général de travaux au corps des lettrés leur confère un droit particulier d'accès aux représentants officiels de l'Empire et les place sur un pied d'égalité dans les négociations intéressant les affaires locales. Les marchands, parfois d'anciens lettrés reconvertis aux affaires, occupent cependant une place prépondérante dans le mouvement. Cela est symptomatique d'un phénomène nouveau en Chine, l'émergence sur la scène politique d'une couche sociale encore en formation : la bourgeoisie. Depuis le début du siècle, les marchands ont réussi à secouer le joug de l'ostracisme et à obtenir une reconnaissance formelle de leur existence avec les chambres de commerce¹⁹. La formation de l'Office général de travaux constitue une étape préliminaire de leur ascension politique.

18. *Ibid.*, p. 77; [c] JIANG Shenwu, 1935b, p. 767.

19. Sur la formation de la bourgeoisie au début du siècle, cf. [b] M.-C. BERGÈRE, 1968, pp. 25-37.

En outre, l'office n'est pas une institution isolée et unique, même si elle a atteint son plus haut niveau de développement à Shanghai. En 1907, une organisation semblable avait été établie à Tianjin, mais placée sous un contrôle plus étroit des autorités locales. Ce mouvement est révélateur de la volonté d'une importante fraction de la société urbaine chinoise de se faire entendre auprès de la bureaucratie impériale et, à l'occasion, auprès des puissances étrangères dans les Concessions²⁰, afin de mieux défendre ses intérêts. Il se caractérise, dans les zones les plus avancées de la Chine à cette époque, par la prise en charge des affaires locales par des institutions créées localement et par l'utilisation de véritables procédures électorales dans le choix des responsables.

L'Office général de travaux a conservé un caractère indubitablement élitiste. Certes, il a donné l'exemple d'une administration municipale relativement efficace et, semble-t-il, exempte de corruption, mais la population locale, en majorité exclue du processus de décision, a parfois été rebutée par certaines initiatives. Néanmoins, héritier d'une tradition de gouvernement à travers les élites locales, c'est « en se rendant indispensable aux autorités impériales et non parce qu'il parlait pour la masse de l'opinion publique », que l'office a su s'assurer une base de pouvoir²¹.

Plus préoccupé de résoudre des problèmes administratifs en s'aidant d'un système inspiré de l'Occident, que d'instaurer les valeurs démocratiques qui, en Occident, ont inspiré ces institutions, l'Office général de travaux représente une tentative d'introduction, dans l'ordre social traditionnel chinois, de nouvelles formes d'organisation et de courants intellectuels venus d'Europe. En conclusion de son étude, Elvin a baptisé ce phénomène nouveau du terme de *gentry democracy*, prenant le soin de définir qu'il entend par là un « système dans lequel le vote majoritaire parmi un groupe relativement important de personnes est utilisé pour sélectionner les membres d'un gouvernement national ou local »²². C'est un point

20. [b] M. ELVIN, 1967, pp. 59-62, 65-67. A la suite des émeutes de décembre 1905, les marchands chinois ont organisé dans la Concession internationale un Comité consultatif des marchands chinois de la concession de Shanghai (*Shanghai zixie huashang gongyihui*), chargé de faire valoir l'opinion des notables locaux auprès du conseil municipal étranger (Shanghai Municipal Council).

21. [b] M. ELVIN, 1974, p. 262; ID., 1967, pp. 60, 73.

22. *Ibid.* (1967), p. 10.

capital, car ce système tranche avec la situation antérieure et surtout avec l'évolution ultérieure des institutions municipales, lesquelles vont repasser des mains de la bourgeoisie à celle des représentants de l'État.

1911 : l'éphémère victoire

Le pouvoir de l'élite shanghaienne atteint son apogée avec la révolution de 1911, pendant laquelle les dirigeants de l'Office général de travaux vont se trouver au centre d'un mouvement qui les propulse sur le devant de la scène locale, voire nationale²³.

Jusqu'alors, l'office s'est tenu prudemment à l'écart des questions politiques nationales. Il bénéficie du soutien des autorités locales et du climat général d'innovation en Chine. Certes, plusieurs dirigeants de l'office sont actifs dans le mouvement de préparation de la constitution, et les réformes entreprises par la Cour après la révolte des Boxeurs (1900) ont suscité un enthousiasme indubitable parmi les élites locales et désamorcé les attaques violentes des révolutionnaires de la Ligue jurée (*Tongmenghui*). Ces réformes fournissent un cadre dans lequel les notables peuvent asseoir leur pouvoir. Mais les hésitations, puis les reculades de la Cour à partir de 1908 finissent par exaspérer et par aliéner une grande partie des élites. Celles-ci, par frustration, basculent dans le camp de la révolution²⁴.

A Shanghai, des contacts sont pris dans la discrétion avec les révolutionnaires que dirige Chen Qimei (1876-1916). Ces contacts débouchent rapidement sur un accord plus formel de soutien en cas d'insurrection armée. Lorsque les troupes de Chen se soulèvent contre la garnison impériale, le poids des milices marchandes constitue un facteur décisif, tout comme l'influence des notables qui

23. Sur ce point, il convient sans doute d'être nuancé. La bourgeoisie shanghaienne n'est pas représentative de l'ensemble de la bourgeoisie chinoise dont elle est plutôt le fer de lance. Son intervention énergique aux côtés des révolutionnaires est révélatrice d'une aspiration à jouer un rôle grandissant dans les affaires du pays. Mais dans la réalité, il semble que la révolution de 1911 ne lui ait pas donné cette possibilité. La bourgeoisie, là où elle existait, a pu s'emparer parfois du pouvoir local comme à Shanghai, mais au niveau national, elle est restée plutôt absente. Sur ce sujet, cf. [b] M.-C. BERGÈRE, 1986, chap. VI et VII, pp. 70-93.

24. [b] J. W. ESHERICK, 1976, p. 7; [b] E.J.M. RHOADS, 1975, p. 274.

s'efforcent de gagner l'appui ou la neutralité des responsables civils et militaires²⁵. Ces derniers sont d'ailleurs peu enclins à défendre un pouvoir qui s'acharne à vouloir réimposer ses prérogatives à leurs dépens. La participation des dirigeants de l'Office général de travaux à la prise de Shanghai est déterminante, et lorsque le nouveau pouvoir s'établit en novembre 1911, les notables locaux occupent aussitôt les postes importants du gouvernement militaire provisoire, de l'administration municipale et de celle du *xian* de Shanghai²⁶. Pour l'élite locale, la victoire est totale.

Cette période d'euphorie ne va pas durer. Les succès des révolutionnaires se révèlent fragiles face aux armées puissantes et disciplinées de Yuan Shikai (1859-1916), qui dominent le Nord du pays et représentent une menace pour le nouveau pouvoir établi au Sud. Celui-ci, instable, divisé, est confronté à de graves problèmes économiques et sociaux qu'il est incapable de dominer. Moins de deux mois après avoir été élu (29 décembre 1911-13 février 1912), Sun Yat-sen (1866-1925) décide de renoncer à la présidence de la République au profit de Yuan Shikai afin de mettre un terme à la division du pays. C'est en fait la sanction de son isolement politique. A Shanghai, Chen Qimei, farouchement opposé à la venue au pouvoir de Yuan Shikai, dont il pressent les visées contre-révolutionnaires, remet aussitôt sa démission. Le gouvernement militaire de Shanghai est dissous et ses attributions transférées au gouverneur militaire du Jiangsu, un homme de confiance de Yuan Shikai.

Soucieux avant tout de rétablir l'ordre et de raffermir le pouvoir central, le nouveau président est prêt à remettre en cause l'autonomie des provinces et des gouvernements locaux, et ce malgré l'opposition des révolutionnaires — regroupés depuis 1912 dans le Guomindang (GMD), le Parti nationaliste chinois — et des élites locales²⁷. Après l'assassinat, en mars 1913, de Song Jiaoren (1882-1913), chef de file du GMD au sein du Parlement nouvellement élu (janvier 1913), les révolutionnaires se soulèvent dans une tentative désespérée pour renverser Yuan Shikai et reprendre le pouvoir.

25. Sur cette question, cf. chap. IV («The City Council and the Revolution of 1911 and 1913») dans [b] M. ELVIN, 1967, pp. 212-263, et [c] SHEN Weibang & YANG Liqiang, 1980.

26. [b] M. ELVIN, 1967, pp. 245-246; [b] J. FEWSMITH, 1985a, p. 44.

27. [b] E. YOUNG, 1977, pp. 87-88, 105-120, 129-137; [c] JIANG Shenwu, 1935b, p. 782.

C'est un échec dans toute la Chine. Chen Qimei, qui organise en juillet un soulèvement armé pour reprendre Shanghai, essuie une défaite en dépit du soutien que lui apportent les dirigeants de l'Office général de travaux.

Le reste de la bourgeoisie locale, rebuté par le régime arbitraire imposé par Chen et ses sbires, inquiet des désordres grandissants en Chine, est resté en grande partie indifférent ou s'est rangé aux côtés de Yuan Shikai. Après cette expérience, Yuan, toujours désireux de conforter son pouvoir, se méfie plus que jamais d'organes d'autonomie locale qu'il perçoit comme une menace potentielle et un obstacle majeur à sa politique de renforcement de l'État. En février 1914, il prend un arrêt qui abolit les institutions d'autonomie locale dans tout le pays²⁸. Pour l'Office général de travaux, c'est la fin d'une entreprise qui a marqué la vie de Shanghai pendant près de deux décennies. Jamais les notables locaux ne retrouveront un tel degré d'autonomie et de pouvoir.

L'interminable attente

Le destin des organes d'autonomie locale, même s'il est momentanément suspendu par la décision de Yuan Shikai, n'est pas pour autant définitivement scellé. Dans un premier temps, le sous-préfet du *xian* reprend le contrôle direct des anciennes administrations autonomes, tout en nommant un certain nombre de personnalités locales fiables pour gérer les projets d'ordre technique. Pour ne pas rester dans l'histoire comme l'exécuteur de l'autonomie locale en Chine, Yuan fait promulguer en décembre 1914 un règlement d'expérimentation de l'autonomie locale (*difang xizhi shixing tiaoli*). Il s'agit, en réalité, d'une mesure destinée à désamorcer d'éventuelles revendications, et Yuan en repoussera toujours l'application²⁹.

Après la mort de Yuan Shikai en 1916, la suspicion qui s'était abattue sur les organes d'autonomie locale s'estompe. Les notables locaux, libérés du régime autoritaire de Yuan, manifestent des velléités de rétablir les anciennes institutions municipales. En 1918, ils

28. [b] M. ELVIN, 1967, p. 58; [b] E. YOUNG, 1977, pp. 131, 148-153; [c] *Minguo renwu zhuan shuju*, 1978, I, p. 108; [c] JIANG Shenwu, 1935b, pp. 786-787.

29. [c] « Shanghai shizhi jinhua shilüe », 1936, p. 77; [c] JIANG Shenwu, 1935b, p. 784; [b] E. YOUNG, 1977, pp. 154-155.

demandent à plusieurs reprises la restauration (*huifu*) de l'autonomie locale. Les autorités maintiennent leur refus, tout en accédant à la demande de reconstitution d'une administration à part entière à Zhabei, au lieu d'un simple bureau. En 1921, Zhang Jian (1853-1926) rétablit l'Office du port commercial de Wusong (*Wusong shanghujū*) mais, faute de moyens, celui-ci est suspendu quatre ans plus tard³⁰. L'obstacle majeur à une relance des initiatives locales réside dans le désordre politique qui s'installe en Chine.

Après la disparition de Yuan Shikai, l'armée constituée sous son égide (*Beiyangjun*) éclate en cliques rivales³¹. Comme aucune n'est capable de s'imposer aux autres, la Chine se morcelle en une mosaïque de fiefs tenus par des chefs militaires, liés à l'une ou l'autre des cliques au pouvoir par des alliances changeantes. En dépit de cet environnement peu favorable, la situation des organes d'autonomie locale évolue vers une restauration progressive. En 1924, un office municipal (*shigongsuo*) est créé dans la Cité et dans Zhabei. L'année suivante, le nouveau gouverneur du Jiangsu, Han Guojun, prend l'initiative de nommer un groupe de notables locaux à un comité de préparation de la municipalité spéciale de Wusong-Shanghai (*Song-Hu tebie shi choubihui*). Ceux-ci rédigent une « Charte de la municipalité spéciale de Wusong-Shanghai » (*Song-Hu tebie shi gongyue*) qui est adoptée par une assemblée municipale provisoire (*Song-Hu linshi shiyihui*) et présentée aux autorités provinciales. Le projet, transmis à Pékin, n'obtient pas l'accord du gouvernement national³² qui, en retour, promulgue son propre règlement intitulé « Statut d'autonomie locale de la zone Wusong-Shanghai » (*Song-Hu shiqu xizhi zhi*). Les deux textes sont en fait très semblables, si l'on excepte l'étendue des pouvoirs attribués au

30. [c] « Shanghai shizheng jiguan bianqian shilüe », 1936, pp. 81-82. Zhang Jian (1853-1926), personnage célèbre tant par ses activités dans le domaine de l'éducation que par ses tentatives pour développer une industrie moderne en Chine. Cf. [b] H. L. BOORMAN, 1967, I, pp. 35-38; [b] M.-C. BERGÈRE, 1986, pp. 163, 206, 213; voir aussi Marianne BASTID, *Aspects de la réforme en Chine au début du XX^e siècle d'après les écrits de Zhang Jian*, Paris-La Haye, Mouton, 1971.

31. Sur l'apparition et le développement des cliques militaires en Chine, cf. [b] CH'I Hsi-sheng, 1976; [b] A. J. NATHAN, 1976.

32. De 1912 à 1927, le gouvernement national, sis à Pékin, a continué à jouir de la reconnaissance internationale, bien que sa légitimité et son autorité, après le décès de Yuan Shikai, fussent limitées à la région de Pékin ou, au mieux, à la zone contrôlée par la faction au pouvoir du moment.

maire. Le projet gouvernemental renforce en effet la dépendance du maire vis-à-vis des autorités³³. Il est important de noter que les deux projets vont pour la première fois dans le sens d'une unification de l'administration de toute l'agglomération de Shanghai. Toutefois, les combats qui font rage entre les seigneurs de la guerre ne permettent pas la mise en application de ces dispositions.

En octobre 1925, Sun Chuanfang, gouverneur militaire du Fujian, lance une offensive contre les troupes de Zhang Zuolin, qui le menacent, et reprend Shanghai. Dès lors, jusqu'à l'arrivée de l'Armée nationale révolutionnaire en mars 1927, Shanghai connaît une période de relative tranquillité. Sun, soucieux de se concilier la bourgeoisie locale, lance l'idée d'un gouvernement municipal de toute la ville et de ses environs. En mai 1926, il précise son plan devant une assemblée de notables et décrète l'établissement du Directoire général du port marchand de Wusong-Shanghai (*Song-Hu shanghai duban gongshu*)³⁴. Il s'attribue le titre de directeur-général, mais confie la réalisation du projet à un éminent géologue de formation anglaise, Ding Wenjiang (1887-1936). Ding s'attelle à la tâche et commence par prendre le contrôle des offices municipaux de la Cité et de Zhabei. Il organise ensuite une structure administrative couvrant toute la ville sans distinction de quartier.

Pour des raisons essentiellement financières, les réalisations effectives du Directoire général seront très limitées. La bourgeoisie locale reste réticente face à un projet qui ne laisse pas à la population locale le moindre regard sur l'administration. Elle se montre encore plus réticente aux demandes d'argent. A la veille de l'arrivée des nationalistes, le projet perd toute crédibilité et les parties constitutives du directoire reprennent leur autonomie³⁵.

Les espoirs de la révolution nationale

La situation en Chine est rapidement bouleversée par les développements militaires et politiques de l'Expédition du Nord. Les nationa-

33. [c] « Shanghai shizheng jiguan bianqian shilüe », 1936, p. 82 ; [c] « Shanghai shizhi jinhua shilüe », 1936, p. 78.

34. [b] J. E. SHERIDAN, 1966, pp. 179-180 ; [b] *The China Yearbook*, 1926, pp. 1012-1015 ; [a] *Shen Bao*, 6 mai 1926, p. 13 :1-2.

35. [c] « Shanghai shizheng jiguan bianqian shilüe », 1936, p. 82.

listes, alliés au Parti communiste, ont lancé en juillet 1926 une grande campagne militaire en vue de reconquérir et de réunifier le pays. Après une avancée rapide à travers les provinces du Sud et du Centre de la Chine, les troupes nationalistes se trouvent au début de 1927 aux portes de Shanghai. A l'intérieur de la ville même, les différents protagonistes ne sont pas restés inactifs³⁶. Le Guomindang, le Parti communiste et une bonne fraction de la bourgeoisie ont préparé l'entrée de l'Armée nationale révolutionnaire dans Shanghai. En octobre 1926, une tentative de soulèvement s'est soldée par un échec. Un second essai en février 1927 est tout aussi infructueux, et il coûte de nombreuses vies humaines aux insurgés³⁷. Le PCC, principal inspirateur de ces actions, prend conscience de la nécessité de travailler en collaboration plus étroite avec toutes les forces sociales locales et appelle à la formation d'une assemblée populaire, prélude à la création d'un gouvernement municipal destiné à asseoir localement le pouvoir issu de l'alliance de classes³⁸.

Le 12 mars, les vœux des dirigeants communistes sont exaucés avec la tenue d'un Congrès des résidents de Shanghai (*Shanghai shimin daibiao dahui*) auquel assistent plus de deux cents délégués. Tous les secteurs de la société locale sont représentés : syndicats, chambres de commerce, unions de rue, fédération des étudiants, etc.³⁹. Le congrès constitue une sorte d'instance suprême représentant les volontés de la population, mais il lui manque un véritable organe de direction. Le processus de création de ce dernier n'est engagé qu'à la veille de la grève générale insurrectionnelle qui donnera la victoire aux révolutionnaires avant que l'armée nationaliste ne pénètre dans Shanghai. Le gouvernement municipal provisoire (*Shanghai linshi shi zhengfu*) est établi le 20 mars 1927. Le refus de participer ou les démissions successives de certains de ses membres en font rapidement un instrument largement dominé par les

36. Pour une analyse plus détaillée de ces événements à Shanghai, cf. [b] C. HENRIOT, 1986b.

37. Sur ces soulèvements, cf. [b] H. ISAACS, 1967, p. 171 ; [b] CHANG Kuo-t'ao, 1971, I, p. 570 ; [b] A. NEUBERG, 1931, pp. 131-143 ; [b] J. GUILLERMAZ, 1975, I, pp. 121-123 ; [b] J. CHESNEAUX, 1962, pp. 494-498.

38. *Xiangdao zhoubao* [Le Guide], 189, Shanghai, p. 226.

39. *SB*, 13 mars 1927, p. 9 :4.

communistes. Lors de leur prise officielle de fonctions, le 29 février, treize de ses dix-neuf membres seulement sont présents⁴⁰.

Dès sa formation, le nouvel organe demande sa reconnaissance au gouvernement installé à Wuhan par les nationalistes. Après quelques hésitations dues à des problèmes de communication, celle-ci lui est acquise. Le Conseil politique central, l'instance suprême du GMD, lui apporte aussi un appui total. Localement, en revanche, le gouvernement municipal doit faire face à l'hostilité croissante des troupes de Bai Chongxi (1893-1966) et de Chiang Kai-shek⁴¹. Celle-ci s'exprime par des mesures d'intimidation, alors que chaque camp essaie de prendre le contrôle des anciens organes administratifs. L'armée l'emporte dans la Cité et, surtout, se saisit des centres de perception, coupant le gouvernement municipal de possibles sources de revenu. Dans l'autre secteur de la ville, Zhabei, les dirigeants municipaux réussissent à mettre en place leurs services grâce à la neutralité bienveillante de Xue Yue (1896-?), l'officier chargé de cette zone. Cette situation favorable est complètement renversée lorsque Xue, devenu encombrant, est envoyé au front et remplacé par des hommes de Bai Chongxi⁴². Dès lors, l'épreuve de force finale est engagée.

Chiang Kai-shek, assisté par les troupes de Bai Chongxi et par les nervis de Du Yuesheng (1888-1951), l'un des grands maîtres des sociétés secrètes locales, opère par coups successifs afin d'affaiblir les positions du PCC et de ses organisations. La loi martiale, décrétée le 1^{er} avril, permet de placer des officiers auprès des sections de piquets ouvriers. Les hommes de confiance de Chiang Kai-shek sont nommés à des postes clés, tandis que les permanences du PCC et des syndicats sont placées sous la surveillance des mouchards de Du Yuesheng⁴³. L'appareil local du GMD est dissous ainsi que la branche shanghaienne du Conseil politique, mise en place peu de temps auparavant avec l'accord du gouvernement de Wuhan. Une

40. *SB*, 23 mars 1927, p. 9 :1-2; [a] *Shi Bao*, 23 mars 1927; 30 mars 1927, p. 9 :2.

41. *SB*, 24 mars 1927, p. 9 :1-2; 29 mars 1927, p. 9 :2; 9 avr. 1927, p. 14 :4; [a] *Hankou Minguo Ribao*, 24 mars 1927; [b] J. CHESNEAUX, 1962, p. 503.

42. Cf. les annonces en première page du gouvernement municipal provisoire dans le *SB* et le *SHB* à partir du 29 mars 1927; sur la prise de contrôle des organismes financiers, *SHB*, 24 mars 1927; sur Xue Yue, *SB*, 26 mars 1927, p. 9 :3-4; 7 avr. 1927, p. 13 :4.

43. [c] ZHANG Jungu, 1967, I, p. 312.

nouvelle branche, constituée des éléments les plus conservateurs du GMD, est établie avec l'assentiment de Chiang Kai-shek⁴⁴.

La suite des événements est bien connue. Le 12 avril, les gangsters de Du Yuesheng, assistés des compagnies les plus fiables de l'armée, donnent l'assaut aux permanences des syndicats et du Parti communiste. Le même jour, la presse publie le programme officiel du gouvernement municipal. Ironie du sort? En fait, malgré l'attaque féroce des hommes de Chiang Kai-shek, le gouvernement municipal ne renonce pas à poursuivre ses travaux. Deux délégués sont même envoyés auprès de Bai Chongxi pour lui demander des explications sur le désarmement des piquets. Les communistes évaluent-ils encore mal le rapport de forces? Ont-ils encore confiance dans le soutien d'une partie de la bourgeoisie et de la population? Ce n'est que le 14 avril, alors que les responsables du gouvernement municipal tiennent une réunion de travail dans leurs locaux de Zhabei, qu'un détachement de soldats envahit les lieux et les arrête avec le reste du personnel⁴⁵.

Naissance d'un nouveau pouvoir

Après la victoire de Chiang Kai-shek, le pouvoir local passe nominale-ment sous le contrôle de la branche locale du Conseil politique⁴⁶. Peu à peu cependant, les décisions que cet organisme est amené à prendre perdent toute importance. La branche locale du Conseil politique sert de plus en plus de «boîte aux lettres» aux différentes organisations qui présentent plaintes, suggestions, revendications, etc., et se contente de transmettre aux organismes concernés les affaires qui leur reviennent. Le pouvoir réel, en effet, se trouve à Longhua, siège du quartier général des forces armées de Bai Chongxi, qui décide de toutes les questions à caractère politique. Il est clair que le pouvoir local est aux mains de Bai Chongxi, qui l'a habilement confisqué à la faction qui domine la branche

44. [a] *North China Daily News*, 8 avr. 1927; *HKMG*, 13 avr. 1927; *SB*, 9 avr. 1927, p. 13 :1.

45. *SHB*, 13 avr. 1927; [c] *Di yi ci guonei geming zhanzheng shiqi de gongren yundong*, 1953, p. 525.

46. La branche locale du Conseil politique se sépare progressivement de ses membres les plus importants, appelés à occuper des postes plus élevés au sein du nouvel appareil d'État. Cf. *SHB*, 22 avr. 1927.

locale du Conseil politique : le groupe des Collines de l'Ouest. L'affrontement qui se fait jour n'est que le reflet de la compétition pour le pouvoir au sein du GMD entre la clique du Guangxi (Bai Chongxi) et le groupe des Collines de l'Ouest, après le retrait volontaire de Chiang Kai-shek en août 1927⁴⁷.

Les difficultés pour arriver à un accord semblent avoir dominé la vie politique locale, du moins si l'on en juge d'après le délai qui s'écoule entre la victoire de Chiang (12 avril) et la fondation du gouvernement municipal de Shanghai (7 juillet). Le premier maire, Huang Fu (1880-1936), a été nommé dès le 5 mai, après deux refus successifs de sa part⁴⁸. Huang manifeste assez peu d'enthousiasme pour ce poste : il a un long passé politique, essentiellement dans le gouvernement de Pékin, et bien qu'il soit un ami personnel de Chiang Kai-shek, la mairie de Shanghai (de sa partie chinoise de surcroît) ne peut rien apporter à son prestige personnel (ancien Premier ministre, ministre de l'Éducation, des Relations extérieures). Désireux de ne pas faire partie de ceux qui ont pris le train en marche, il n'est d'ailleurs pas membre du GMD. Enfin, il a l'impression d'être envoyé dans un guêpier : à la tête d'une municipalité qui n'a qu'une existence nominale et dont il présume, à juste titre, qu'elle pèsera peu face aux troupes de Bai Chongxi. Chiang Kai-shek a insisté pourtant pour qu'il accepte ce poste afin de contrebalancer l'influence de Bai, et pour rassurer les puissances étrangères, auprès desquelles Huang Fu a une réputation bien établie⁴⁹.

Un mois plus tard, Huang Fu nomme ses collaborateurs et organise les services municipaux. Le 7 juillet, en présence de Chiang Kai-shek, les membres du gouvernement municipal (*Shanghai tebie shi zhengfu*) prêtent serment de servir la ville. Les représentants de la bourgeoisie, par la bouche de Yu Xiaqing (1886-1946), expriment leur satisfaction face à la formation d'un gouvernement municipal

47. Le groupe des Collines de l'Ouest tire son nom du lieu où, en 1925, certains dirigeants du GMD, opposés à l'admission des communistes dans le parti, se sont réunis. En 1926, ils sont installés à Shanghai où ils prennent une part active aux activités clandestines du GMD et soutiennent sans réserve Chiang Kai-shek en avril 1927. Après le retrait de ce dernier, le groupe des Collines de l'Ouest occupe le devant de la scène, talonné par la clique du Guangxi. Les membres les plus influents de cette coterie sont Wu Zhihui, Dai Jitao, Zhou Lu, Lin Sen, Zhang Ji, Shao Yuanchong, Ye Chucang, Shen Xuanlu et Xie Chi. Cf. [b] M.C. WILBUR, 1956, pp. 209-212.

48. [c] SHEN Yiyun, 1980, I, pp. 317-318 (Shen Yiyun était l'épouse de Huang Fu).

49. *SB*, 4 juin 1927, p. 14 :1 ; *SHB*, 17 juin 1927.

débarrassé des militaristes et des communistes, et se félicitent du choix de Huang Fu pour imprimer l'élan initial. Ce dernier prononce un discours très prudent, refusant de faire des promesses mirifiques, et lance un appel à la coopération de toute la population⁵⁰. Le gouvernement municipal est né, les acteurs sont bien en place. Que va-t-il en advenir ?

Avant de répondre à cette interrogation, il convient de revenir une fois encore sur les conditions dans lesquelles les institutions municipales sont apparues en Chine, tardivement, en raison de la complaisance bienveillante des autorités impériales locales, favorables à la prise en charge par les notables de fonctions dans lesquelles elles étaient peu enclines à intervenir. La tradition était donc trop récente pour se maintenir après la disparition du cadre institutionnel stable que représentait l'Empire. La domination sans partage des seigneurs de la guerre a balayé le fragile pouvoir des élites locales, les laissant soumises au bon vouloir de ces nouveaux maîtres. Et, de façon un peu paradoxale, c'est la restauration d'un État central qui permet de recréer des institutions de pouvoir locales. On pressent toutefois que, dans de telles conditions, ces instances nouvelles auront peu de chances d'être d'authentiques expressions des intérêts de la population locale et de ses élites.

50. *SB*, 7 juin 1927, p. 13 :3 ; 5 juil. 1927, p. 13 :1 ; 6 juil. 1927, p. 14 :1 ; 8 juil. 1927, p. 13 :1-4 ; [a] *China Weekly Review*, 16 juil. 1927, p. 165.

Les pesanteurs juridiques

La structure et l'action du gouvernement municipal ont été façonnées, parfois contraintes, par un cadre légal, lui-même fondé sur une tradition récente. Le chapitre précédent a montré qu'en Chine les organes d'administration municipale ont précédé la publication d'une loi sur les institutions locales. Celle-ci n'a été qu'une reconnaissance *a posteriori* d'un fait accompli. A la suite du premier texte de 1909, plusieurs lois ont été promulguées avant celles qui concernent l'établissement du gouvernement municipal. Dans de nombreux cas, ces lois n'ont pas dépassé le stade de leur publication au journal officiel et sont restées lettre morte. La situation politique en Chine ne présentait pas les meilleures conditions pour l'application du droit, en particulier lorsque celui-ci était édicté par le gouvernement national de Pékin. En dépit de cette quasi non-existence, il n'est pas inutile de faire une courte revue des règlements qui ont précédé les lois élaborées par le gouvernement nationaliste, tant ceux-ci sont un reflet de l'évolution politique et idéologique en Chine depuis la fin de l'Empire.

Lois municipales : les précédents

S'il est un aspect que l'on ne peut manquer de constater dans l'évolution des textes législatifs considérés ici, c'est le recul progressif de l'esprit démocratique qu'elle manifeste. De l'ordonnance sur l'autonomie locale des villes, bourgs et communautés rurales de 1909 à la loi municipale de 1930, en passant par tous les textes intermédiaires qui ont été publiés, on retrouve indéniablement le même fil conducteur. La loi élaborée par les Qing prévoyait la création de municipalités dans toute la Chine, réparties entre deux catégories : celles de moins de 50 000 habitants et celles de plus de 50 000 habitants. Ces

municipalités devaient être gérées par un conseil municipal élu par les habitants et par un maire nommé par le gouverneur de la province, sur recommandation du conseil. Le texte introduisait trois grandes innovations : distinction entre administration générale et administration municipale, création d'un organe délibérant et participation des habitants à l'administration municipale. C'était un progrès incontestable, mais dont peu de villes, à l'exception de Shanghai et de Tianjin, ont eu le temps de bénéficier¹. L'ordonnance sanctionnait à la fois un courant revendicatif plus général (mouvement des réformes) et des pratiques déjà en usage (Office général de travaux à Shanghai). Le déclin croissant de l'Empire et la révolution de 1911 remirent en cause l'application de ce règlement, et l'avènement de Yuan Shikai, malgré la publication d'une nouvelle loi en 1914, arrêta brusquement l'évolution qui venait de s'amorcer.

Il faut attendre 1921 pour qu'un texte très différent remette les problèmes d'administration municipale à l'ordre du jour. Ce texte présente un intérêt particulier car il constitue le premier effort des nationalistes pour établir une administration municipale. Sun Yat-sen, à la tête du Guomindang, s'est implanté dans le Guangdong et travaille à la construction d'une base solide pour son mouvement, avant de partir à la reconquête de la Chine. Canton, capitale provinciale et siège du gouvernement révolutionnaire, sera la première ville chinoise à être dotée d'une administration municipale moderne, directement inspirée des modèles occidentaux.

La charte municipale de Canton est un bon exemple de la volonté des nationalistes de concilier leurs idéaux démocratiques avec les réalités politiques de l'époque. Le maire est désigné par le gouverneur de la province, tandis que la volonté populaire doit pouvoir s'exprimer à travers un conseil municipal composé de trois groupes : dix conseillers nommés par le gouverneur de la province parmi les habitants de la ville, dix conseillers élus au suffrage universel direct, et dix conseillers élus par diverses associations professionnelles. En réalité, les dirigeants révolutionnaires ne se sont pas privés d'intervenir dans les affaires de la ville, et Sun Ke, le maire, n'a pas pu vraiment préserver l'autonomie, notamment financière, de son gouvernement². Même si elles n'ont pas été copiées directe-

1. [b] LOO Kon-tung, 1934, pp. 16-18

2. [b] LAI Jeh-hang, 1976, pp. 19, 22, 39-40.

ment de la charte de 1921, les lois municipales promulguées plus tard par le gouvernement nationaliste s'en sont largement inspirées, au moins en ce qui concerne l'organisation des services municipaux.

Le règlement de 1927

Après la formation du gouvernement national à Nankin, en avril 1927, deux règlements sont adoptés en juillet de la même année, portant création respectivement de la municipalité spéciale de Nankin et de la municipalité spéciale de Shanghai. Le texte instituant la municipalité de Shanghai est relativement court³. Son origine exacte n'est pas très claire. Une source, partielle il est vrai, en attribue tout le mérite à Huang Fu, le premier maire de la ville. Mes recherches révèlent cependant que les responsables du GMD à Shanghai ont élaboré leur propre projet de règlement⁴. Une lecture comparée des deux textes (le projet et le règlement officiel de juillet 1927) permet de rendre compte de la vérité, qui se situe sans doute à mi-chemin.

Le texte des responsables du parti comporte deux points remarquables. La direction de la municipalité devait être confiée à un comité administratif (*xingzheng weiyuanhui*) de quinze personnes, présidé par un maire. Les membres de ce comité devaient être élus par la population, théoriquement du moins, car dans l'immédiat il était prévu qu'ils seraient nommés par le gouvernement central. Sous ce comité, une structure bureaucratique (différents *ju* ou bureaux) devait être organisée pour mettre en œuvre la politique municipale. Le projet définissait ainsi deux niveaux nettement séparés, l'un à caractère politique, l'autre à vocation administrative. Enfin, il était prévu d'établir un conseil municipal, mais il était précisé qu'il n'aurait qu'une fonction consultative (*jianyi*); ses compétences étaient vaguement formulées et aucune procédure de désignation de ses membres n'était définie. C'est un problème que les auteurs du texte, comme on le verra plus loin, ont délibérément négligé.

3. Le texte intégral du règlement se trouve dans [a] *Dongfang zazhi*, 24 (8), pp. 101-103. Il comporte 37 articles regroupés en six chapitres.

4. [c] SHEN Yiyun, 1980, I, p. 317; *SB*, 28 avr. 1927; 7 mai 1927, p.13 :3.

Il me paraît très vraisemblable que ce soit ce texte, au demeurant adopté tel quel par le Conseil politique central, que Huang Fu a repris et révisé lui-même⁵. Les articles concernant l'organisation des services municipaux restent inchangés dans le règlement officiel de juillet 1927. En revanche, Huang Fu a éliminé toutes les dispositions susceptibles de mettre en cause son autorité. Le comité administratif est supprimé au profit d'un maire, seul maître des affaires du gouvernement municipal. Dans le texte précédent, les prérogatives du maire étaient limitées et ses décisions soumises à l'approbation du comité. D'autre part, le texte officiel prévoit un conseil municipal doté de pouvoirs précis, quoique toujours restreints, nommé directement par le maire. La comparaison entre les deux règlements laisse percevoir, en germe, une divergence de vues entre les responsables politiques (en particulier ceux de l'appareil local du GMD) et les dirigeants du gouvernement municipal, sur leurs rôles respectifs et sur celui des élites locales. C'est là une donnée essentielle pour comprendre les conditions d'action de la nouvelle municipalité.

Le règlement de 1927 n'est qu'une disposition transitoire, mais il fixe les grandes lignes des lois municipales à venir. On peut tout d'abord noter dans sa formulation une tonalité nettement centralisatrice. Le premier chapitre est consacré aux principes généraux et le second à la délimitation territoriale de la municipalité. Deux *xian*, celui de Shanghai et celui de Baoshan, sont réunis en une seule entité administrative. La municipalité de Shanghai s'étend donc sur un vaste territoire qui dépasse largement les limites de la ville proprement dite et qui fait passer nombre de villages et de hameaux des environs sous sa juridiction⁶. Le troisième chapitre, composé de deux articles et quinze alinéas, détaille les domaines de compétence de l'administration municipale. Dans les lois suivantes, on notera certes des changements dans la forme de l'exposé, mais pas dans le

5. *SB*, 12 mai 1927, p. 13 :3.

6. Le territoire de la municipalité couvre une surface totale de 695 783 mu (572,5 km²). La Concession internationale et la Concession française représentent 6,2 % de cette superficie, soit respectivement 33 503 mu (22,6 km²) et 15 150 mu (10,22 km²). La plus grande partie de ce territoire est une zone à vocation agricole. La zone urbaine de la municipalité chinoise représente une surface sensiblement équivalente à celle des deux Concessions. La nouvelle entité administrative est découpée en 17 arrondissements (*qu*) urbains et ruraux. Cf. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. I, p. 15 ; [c] LUO Zhiru, 1932, tabl. 18, p. 15.

contenu : tout ce qui n'est pas laissé expressément à l'administration municipale relève en fait du gouvernement national. En résumé, le règlement de 1927 met en place une institution qui émane totalement du pouvoir central. Le mode d'organisation adopté attribue des pouvoirs très étendus au maire et n'est pas sans rappeler ceux dont disposaient les préfets français.

La querelle de juridiction

Malgré l'absence d'ambiguïté des dispositions juridiques adoptées pour établir la municipalité spéciale de Shanghai, les limites territoriales et le partage des compétences administratives ont été l'objet d'une longue querelle entre les responsables municipaux et les dirigeants de la province. Cette querelle n'a pu être réglée qu'avec l'intervention des autorités de Nankin. En théorie, le gouvernement municipal héritait des structures et du territoire de l'ancien Directoire général. Toutefois, à la différence de ce dernier, les administrations de *xian* devaient disparaître et se fondre dans la nouvelle structure municipale⁷. Seules étaient laissées au gouvernement provincial les parties de *xian* qui n'étaient pas intégrées officiellement au territoire municipal.

Dès juillet 1927, lorsque les responsables des services municipaux se présentent pour reprendre le contrôle des anciens organes administratifs, ils se heurtent à une fin de non-recevoir des fonctionnaires en place. Ceux-ci avancent pour motif de leur refus le fait qu'ils ne peuvent pas procéder au transfert sans un avis officiel de leurs supérieurs⁸. Il s'avère très vite qu'une réunion des dirigeants provinciaux et municipaux est nécessaire pour mettre au clair le partage de juridiction. Le 15 octobre, un groupe de travail réunissant des représentants du gouvernement municipal, des responsables provinciaux et les sous-préfets des *xian* concernés approuve un plan présenté par la municipalité de Shanghai⁹.

Le gouvernement provincial refuse cependant de ratifier l'accord passé par ses représentants. Les négociations reprennent, sans

7. [c] JIANG Shenwu, 1935b, pp. 808-809.

8. *SB*, 15 juil. 1927, p. 14 :1.

9. [c] JIANG Shenwu, 1935b, p. 813 ; *SB*, 7 juil. 1928, p. 7 :2.

résultat, jusqu'à ce que le gouvernement central intervienne. Le 15 mars 1928, toutes les parties en cause sont conviées à Nankin pour débattre des problèmes en suspens avec les représentants de l'État. Après trois jours de discussions, un compromis est finalement élaboré, qui permet de repousser le transfert intégral du territoire attribué par le règlement de 1927 et revendiqué par le gouvernement municipal¹⁰. Mais le transfert prévu pour le 1^{er} mai n'a pas lieu, les représentants des administrations de *xian* refusant d'appliquer l'accord en l'absence d'ordre d'exécution formel du gouvernement provincial.

La colère des dirigeants municipaux est alors à son comble, mais ils n'en reprennent pas moins les tractations avec les autorités provinciales. Le ministère de l'Intérieur dépêche un de ses agents pour servir de médiateur dans l'interminable dispute entre les deux administrations rivales. Le 16 juin, une ultime réunion préparatoire permet de mettre la dernière main au projet de partage. Tous les délégués sont convoqués une nouvelle fois à Nankin où, pour donner plus de solennité à l'événement, le gouvernement national tient à leur faire ratifier le texte de l'accord. Celui-ci repose sur un compromis portant cette fois essentiellement sur les problèmes financiers¹¹. Certains points sont laissés en suspens dans l'attente de négociations ultérieures entre les parties intéressées et l'État. Ces problèmes non résolus vont continuer à envenimer les relations entre les deux administrations¹².

Le transfert effectif de juridiction, officiellement prévu pour le 1^{er} juillet, n'a lieu qu'une semaine plus tard. L'application de l'accord est toutefois de courte durée. D'une part, les difficultés financières du gouvernement municipal le rendent particulièrement sensible aux sommes qu'il doit déboursier en faveur des autorités provinciales. Il ressent avec amertume ces négociations sans fin, qui ont duré plus d'une année (juillet 1927 - juillet 1928) et qui l'ont empêché de percevoir certains impôts sur son propre territoire (limité alors à Zhabei, à la Cité et à Pudong). Le gouvernement

10. [c] *Shanghai tebie shi tudiju niankan*, 1928, 1928, p. 421; *SB*, 19 mars 1928, p. 13 :2; 7 juil. 1928, p. 7 :4.

11. [c] *JIANG Shenwu*, 1935b, p. 814; [c] *Shanghai tebie shi tudiju niankan*, 1928, 1928, p. 422; *SB*, 27 avr. 1928, p. 13 :1; 1 mai 1928, p. 14 :6; 16 mai 1928, p. 14 :2-3.

12. [c] *Shanghai tebie shi tudiju niankan*, 1928, 1928, pp. 428-435.

provincial n'honore pas davantage ses engagements, et très rapidement, chaque camp se replie sur son domaine et refuse d'assister l'autre¹³.

Il apparaît très clairement que c'est sur les questions financières que s'est cristallisée la querelle entre la municipalité de Shanghai et les autorités provinciales. On ne peut pour autant exclure d'autres facteurs largement occultés par les sources. Il est évident que la formation de la municipalité de Shanghai, à laquelle s'ajoutait celle de Nankin, faisait perdre au gouvernement provincial une source de revenu et de pouvoir importante. Toutefois, si Shanghai elle-même (zone urbaine) pouvait constituer un enjeu de taille, on comprend mal l'acharnement des responsables provinciaux à vouloir conserver cette partie de leur territoire, essentiellement rurale, et qui ne rapportait que fort peu. Il n'y a d'ailleurs pas eu de dispute semblable avec les autorités de Nankin¹⁴. Il faut donc tenir compte d'une autre donnée, de nature politique.

En 1927, après le retrait de Chiang Kai-shek du gouvernement national, le pouvoir au sein du GMD est devenu l'objet d'une lutte sourde entre le groupe des Collines de l'Ouest et la clique du Guangxi¹⁵. Cette rivalité est particulièrement sensible à Shanghai, où, comme nous l'avons vu, le général Bai Chongxi a fini par s'imposer. Le gouvernement provincial du Jiangsu, au contraire, est passé entre les mains du groupe rival qui, à n'en pas douter, prend un certain plaisir à créer des difficultés à l'administration municipale dirigée depuis septembre par Zhang Dingfan (1891-?), le chef d'état-major de Bai Chongxi, en remplacement de Huang Fu, démissionnaire¹⁶. Cette rivalité persiste après le retour de Chiang Kai-shek, mais les pressions sont assez fortes de part et d'autre, et dans l'opinion publique excédée par ces tergiversations, pour qu'un compromis raisonnable soit trouvé. Zhang Dingfan démissionne d'ailleurs quelques mois plus tard, en décembre 1928.

13. *SB*, 1 juil. 1928, p. 13 :2; 2 juil. 1928, p. 13 :4; 6 juil. 1928, p. 13 :2; 30 juin 1929, p. 13 :2; 24 juill. 1929, p. 14 :1; 19 janv. 1930, p. 13 :1-4.

14. Il y a bien eu une querelle de juridiction, mais très localisée (un *xian*) et sans signification politique globale, cf. [b] M. COLEMAN, 1984, pp. 83-95.

15. [b] B. K. GEISERT, 1979, p. 74.

16. [c] ZHAO Ruheng, 1935, II, pp. 7-10.

Les lois de 1928 et 1930

Les dispositions de 1927 restent en vigueur jusqu'en juillet 1928, date à laquelle deux lois organiques sont promulguées¹⁷. En effet, le gouvernement central fait désormais la distinction entre municipalités ordinaires (*shi*) et municipalités spéciales (*tebie shi*). Le principal critère de classification est quantitatif : au-dessus d'un million d'habitants, une municipalité est dite « spéciale ». Les principes d'organisation sont quasiment identiques, la différence résidant dans le fait que les municipalités spéciales sont placées sous l'autorité directe du gouvernement central, tandis que les municipalités ordinaires relèvent du gouvernement provincial¹⁸.

Deux ans plus tard, le 20 mai 1930, la Loi organique des municipalités (*shi zuozhifa*) est promulguée. Elle restera en vigueur pendant toute la période étudiée ici. La loi de 1930 regroupe les deux textes précédents (1928) sous une même appellation. La distinction entre municipalité ordinaire et municipalité spéciale est abolie dans les termes, mais elle subsiste dans la réalité. Les anciennes « municipalités spéciales » ne sont plus placées sous l'autorité directe du gouvernement central, mais sous celle du Yuan exécutif (art. 2). L'évolution par rapport aux dispositions antérieures n'est guère sensible. La nouvelle loi ne fait que prolonger les textes de 1927 et de 1928 dans un sens plus autoritaire. Elle comporte 145 articles (les deux lois de 1928 réunies n'en comprenaient que 81), qui reprennent les dispositions précédentes avec un plus grand luxe de détails¹⁹. Nous en donnons ci-après les grandes lignes.

La structure du gouvernement municipal

Le gouvernement municipal est dirigé par un maire nommé par le président du Yuan exécutif (art. 13). Le maire possède des pouvoirs

17. Le texte intégral a été publié dans *DFZZ*, 25 (19), pp. 124-128.

18. Les autres municipalités spéciales relevant du Yuan exécutif sont Nankin, Pékin, Qingdao, Tianjin, Xi'an. Notons toutefois que seules les villes de plus de 200 000 habitants sont concernées par la loi. Toutes les autres restent sous l'autorité du magistrat de *xian*. Cf. [a] SHEN Naizheng, 1936.

19. La longueur du nouveau texte s'explique par le fait que de nouvelles structures d'autono-

très étendus d'administration et de police. Il est le chef des services municipaux et, à travers eux, il peut réglementer dans tous les domaines et intervenir dans la vie de la cité sans passer par le conseil municipal. Seul un vote de censure, pratiquement impossible, pourrait remettre en cause ce pouvoir. Mais même dans ce cas, tout différend prolongé doit être soumis à l'autorité supérieure, c'est-à-dire au Yuan exécutif, et tranché par lui. Toutes les nominations aux postes administratifs dépendent du maire, qui peut aussi révoquer ses subalternes. Il est le chef de la police et, dans le cas de Shanghai après 1932, chef du Corps de préservation de la paix (*bao'anchu*), et commandant des forces armées stationnées dans la ville (*Song-Hu jingbei silingbu*). Le maire de Shanghai concentre ainsi dans ses mains tout le pouvoir policier et militaire local.

Le gouvernement municipal est constitué d'un certain nombre de bureaux, qui peut varier selon l'importance et les besoins de la municipalité. Quatre sont obligatoires : le bureau des Finances (*Caizhengju*), le bureau de la Sécurité publique (*Gong'anju*), le bureau des Affaires sociales (*Shehuiju*) et le bureau des Travaux publics (*Gongwujū*). D'autres services peuvent être créés, tels que le bureau de l'Hygiène (*Weishengju*), le bureau des Terrains (*Tudiju*), le bureau des Utilités publiques (*Gongyongju*), le bureau de l'Éducation (*Jiaoyuju*), le bureau des Affaires portuaires (*Gangwujū*), le bureau d'Intérêt public (*Gongyiju*) (art. 14 et 15). A Shanghai, tous ces bureaux ont existé, mais celui des Affaires portuaires et celui d'Intérêt public n'ont eu, pour des raisons diverses, qu'une existence éphémère (cf. *infra*, chap. 6). Leurs domaines d'activité ont été répartis entre les autres bureaux concernés.

Le maire est assisté d'un secrétariat (*mishuchū*), chargé des tâches administratives et de tout ce qui ne relève pas d'un bureau particulier. Deux conseillers (*canshi*) s'occupent de la préparation et de la rédaction des avis, règlements et autres textes municipaux qui doivent être présentés au maire et au conseil municipal (art. 19 et 20). Le secrétaire général (*mishuzhang*), les directeurs de bureau (*juzhang*) et les conseillers sont nommés directement par les autorités centrales ou sur proposition du maire (art. 18). Il apparaît à

mie locale y sont explicitées en détail dans les chapitres VII à XIV, soit 98 articles sur les 145 qui composent la loi. On trouvera le texte intégral dans [c] XU Baiqi, 1937, pp. 270-276.

l'étude des faits que c'est le maire qui choisissait ses collaborateurs. La loi ne prévoit aucun mode de recrutement particulier du personnel municipal, tous les fonctionnaires à tous les niveaux étant engagés directement par le directeur de bureau par concours ou cooptation, avec l'approbation du maire. Nous verrons plus loin les conséquences de l'imprécision des statuts du personnel (cf. *infra*, chap. 5).

Le véritable exécutif du gouvernement municipal est le conseil administratif. C'est en son sein que sont prises toutes les décisions importantes, que sont élaborés tous les règlements qui organisent la vie municipale. On ne peut parler pour autant d'une direction collégiale. Le conseil administratif est composé du maire, président de droit, des directeurs de bureaux, des conseillers et de trois à cinq délégués du conseil municipal lorsque celui-ci existe. Le secrétaire général et les secrétaires doivent aussi assister au conseil. Bien que la loi soit imprécise sur ce sujet, il semble que seuls le maire, les directeurs et les conseillers aient voix délibérative (art. 24). Le conseil est dominé par le maire, qui peut avoir raison contre la volonté de tous.

Le conseil municipal

Pour équilibrer les pouvoirs du gouvernement municipal et donner aux citoyens une possibilité de contrôle et d'intervention dans la vie locale, la loi prévoit l'élection d'un conseil (*shi canyihui*) au suffrage universel. Les conseillers sont élus pour un mandat de trois ans, renouvelable par tiers chaque année (art. 28). Le conseil devrait être l'organe législatif de la municipalité et l'instrument d'un contrôle populaire des décisions prises par le gouvernement municipal. Il est toutefois permis de douter de l'efficacité d'un organe dont la loi n'exige la réunion que deux fois par an, c'est-à-dire pour un examen *a posteriori* des actions du gouvernement, même si à la demande d'un cinquième des conseillers ou du président du conseil, une session extraordinaire peut être convoquée (art. 43).

En outre, la loi indique que l'organisation du conseil municipal ainsi que l'élection des conseillers seront définies par deux autres lois particulières. Ces lois n'ont été adoptées que deux ans plus tard, en août 1932 : loi organique des conseils municipaux (*shi canyihui*

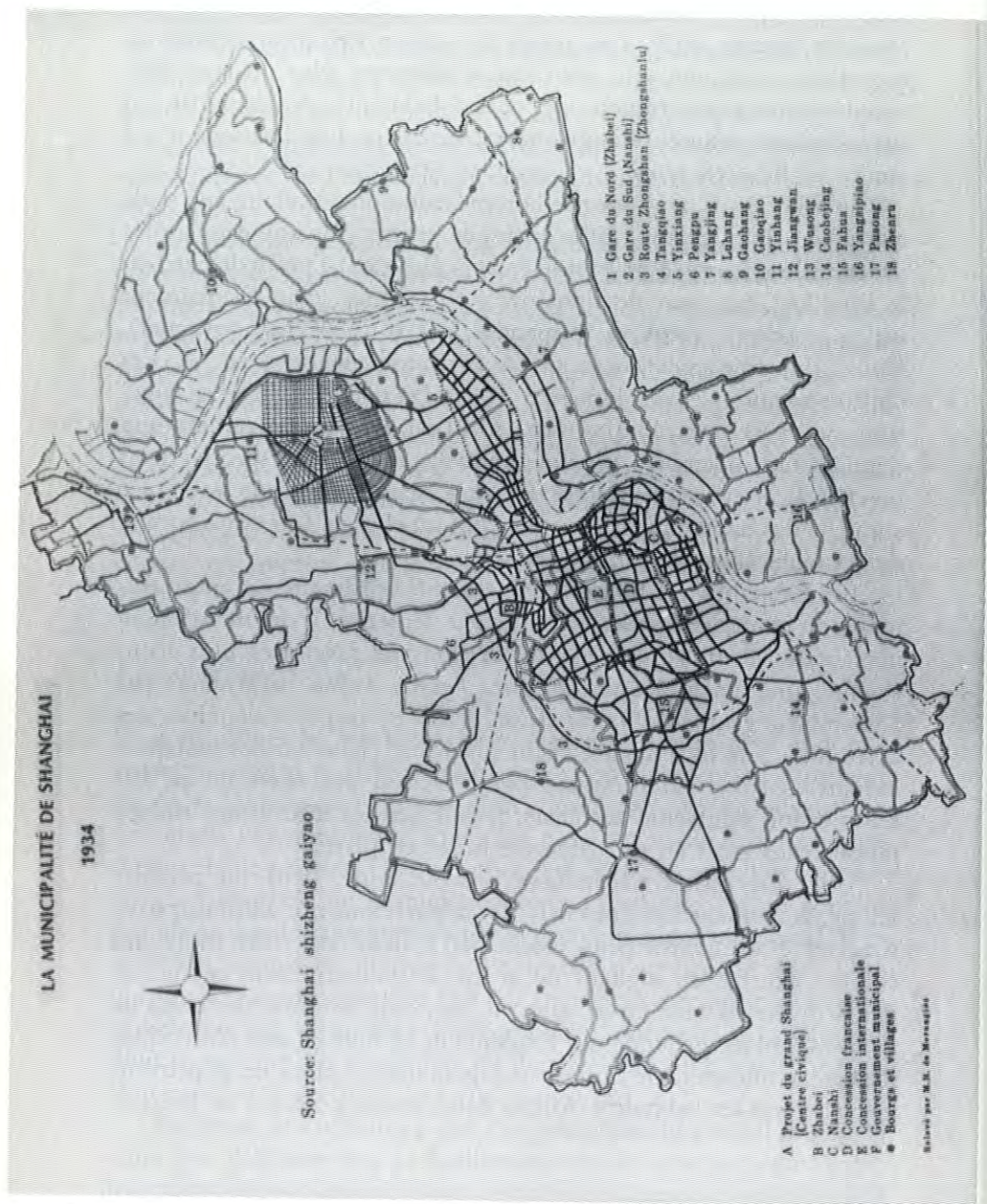
zuzhi fa) et loi sur l'élection des conseillers municipaux (*shi canyiyuan xuanju fa*)²⁰. Ces textes prévoient l'élection de quinze conseillers pour une ville de 200 000 habitants, plus un conseiller supplémentaire par tranche de 50 000 habitants. A Shanghai, en 1932, il aurait fallu élire environ 75 conseillers. Les élections n'ont jamais eu lieu (cf. *infra*).

La loi de 1930 ne limite pas la représentation populaire aux seuls conseillers municipaux. Elle distingue quatre sous-niveaux dotés chacun d'organes exécutifs et législatifs élus dont l'unité de base est le *ling* (îlot), composé de cinq foyers. Au-dessus, cinq *ling* forment un *yu* (section), vingt *yu* formant à leur tour un *fang* (quartier). Enfin, dix *fang* constituent un *qu* (arrondissement) (art. 5). Ces chiffres ne sont pas absolument normatifs et peuvent varier en fonction des nécessités locales (art. 6). Les deux premiers niveaux tiennent une assemblée générale annuelle et élisent respectivement un chef de *ling* et un chef de *yu*. Le *fang* organise aussi une assemblée annuelle des habitants, mais celle-ci élit un chef de *fang* et un comité de contrôle (*fang jiancha weiyuanhui*).

Les habitants ont le droit, en assemblée ordinaire ou extraordinaire, de révoquer les élus qui auraient démerité. L'organisation au niveau du *qu* est similaire. Aux organes de *fang* cités plus haut, s'ajoute une assemblée de délégués (*qumin daibiao dabui*) élue par l'assemblée générale (*qumin dabui*) (art. 73-119). La réunion des assemblées aux différents niveaux ainsi que l'élection des instances exécutives sont conditionnées par l'élection des chefs de *qu*. Or selon la loi, pour élire ces chefs, il faut que les institutions micro-municipales aient au préalable été mises en place.

Une disposition particulière prévoit donc, dans un premier temps, la nomination des chefs de *qu* par l'autorité administrative supérieure (gouvernement municipal) : dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur de la loi, le gouvernement municipal devra diviser la ville en *qu*, *fang*, *yu*, *ling*, puis nommer des chefs de *qu*. L'assemblée générale des résidents de chaque *qu* sera convoquée lorsque le ministère de l'Intérieur jugera que les chefs de *qu* peuvent être élus par les habitants. Aucun délai, aucun critère n'est précisé.

20. Le texte intégral de ces deux lois se trouve *ibid.*, pp. 276-279.



Une année après la tenue éventuelle de ces élections, le ministère examinera l'état de la situation locale d'après les informations fournies par l'instance supérieure de chaque ville (gouvernement municipal). Si les résultats sont en conformité avec l'article 8 des «Principes fondamentaux de la reconstruction nationale»²¹, le ministère accordera à la municipalité un statut d'autonomie complète, c'est-à-dire la possibilité d'élire un conseil municipal au suffrage universel direct. A Shanghai, comme dans les autres municipalités concernées par la loi, aucune de ces dispositions n'a été mise à exécution. Pékin (alors Pei-p'ing) est la seule ville qui semble avoir réuni les conditions nécessaires : en 1935, des élections municipales y sont organisées, mais le conseil municipal élu est aussitôt dissous par le gouvernement central²².

*

De quel type de municipalité la loi de 1930 et les règlements précédents créaient-ils les bases juridiques? La lecture des textes nous a permis d'avancer qu'ils donnaient la possibilité au gouvernement national de mettre en place des institutions administratives locales, avec la simple promesse d'un fonctionnement démocratique à terme. Selon la définition juridique, l'autonomie locale n'existe que lorsqu'une collectivité, dotée de pouvoirs propres et de la personnalité morale, a la charge de gérer dans une sphère territoriale déterminée tous les services intéressant plus particulièrement ses habitants²³. Or la loi municipale comportait de nombreuses omissions et des imprécisions sur des points qui exigeaient d'être tout à fait clairs. Toutes ces faiblesses contredisaient le principe énoncé plus haut. Ainsi, les gouvernements municipaux n'ont un pouvoir d'administration qu'à condition que leurs prérogatives n'aillent pas à l'encontre de celles de l'État.

21. Les Principes ont été publiés par Sun Yat-sen le 12 avril 1924 : « les articles 8 à 18 indiquent que le but de la tutelle politique est de guider le peuple dans le travail de construction révolutionnaire » ([b] M. J. T. SHIEH, 1970, p. 562). L'article 8 dit exactement : La réalisation de l'autonomie locale dépend de l'accomplissement du recensement [de la population], du cadastrage du district (*xian*), de l'organisation d'une force de police efficace et de la construction de routes [dans tout le *xian*]. Cf. [b] TYAU Min-ch'ien, 1930, p. 440.

22. [c] SHEN Naizheng, 1936, p. 326.

23. [b] JAO Dain-houa, 1939, p. 25.

Par ses dispositions, la loi reporte dans un futur imprécis, sans critère sérieux, l'établissement des instances qui devraient précisément être le contrepoids principal et nécessaire des organes exécutifs nommés par le pouvoir central. La complexité des structures envisagées (institutions micro-municipales et conseil municipal) semble destinée à faire obstacle à toute tentative d'application et alourdir le poids de la machine bureaucratique. L'équilibre voulu par la loi a été rompu : une municipalité devait être constituée d'un gouvernement municipal (*shi zhengfu*) et d'un conseil municipal (*shi canyihui*). Le gouvernement municipal (organe du pouvoir central) et le conseil municipal (organe de représentation populaire) auraient dû avoir le même statut juridique. Or, comme aucune élection municipale n'a été organisée, le conseil municipal a été nommé par le maire. Cette pratique a eu pour effet d'annuler la distinction formelle qui pouvait exister entre le droit d'administration du gouvernement local (*difang guanqzhi quan*) et le droit à l'autonomie locale (*difang xizhi quan*) représenté par le conseil municipal. Ainsi que l'a fait remarquer un juriste chinois, « les gouvernements provinciaux, ceux des *xian* comme ceux des municipalités n'ont d'autre statut juridique que d'être des organes de représentation de l'État »²⁴.

En d'autres termes, la loi refusait aux citoyens des villes la jouissance de leur droit à participer au développement de leur cité et à l'orienter. Son application tortueuse a fini de rendre caducs les quelques aspects qui auraient pu rendre possible leur intervention. Le texte de 1930 marque un recul certain par comparaison avec ceux promulgués précédemment, en particulier celui élaboré sous l'Empire. Sous des formulations changeantes, les règlements et lois organiques édictés entre 1927 et 1930 permettaient l'installation, dans les grandes métropoles, de délégations du pouvoir central plus proches, dans leur conception, des anciennes préfectures françaises que de véritables municipalités autonomes.

Le régime nationaliste, qui connaissait déjà des difficultés certaines pour maintenir l'unité du pays, n'a d'évidence pas voulu prendre le risque de voir se développer une contestation ou une opposition à son pouvoir dans les grandes villes. A Shanghai, la nomination du conseil municipal par le maire a permis à celui-ci de

24. [C] SHEN Naizheng, 1936, pp. 311-312, 332-333.

sélectionner les membres de la bourgeoisie locale qu'il souhaitait voir associés aux travaux de la municipalité (cf. *infra*, chap. 3, 2^e partie). En conclusion, la volonté de contrôle du pouvoir central, manifeste partout, l'est d'autant plus à Shanghai, ville « étrangère », que le régime nationaliste a décidé d'assujettir.

Pouvoir municipal et élites locales

L'action du gouvernement municipal n'a pas été seulement contrainte par un cadre juridique. Elle l'a été par son environnement politique et social. Je n'entends certes pas retracer l'histoire des mouvements sociaux ou politiques qui ont agité Shanghai au cours de cette période (grèves ouvrières, manifestations estudiantines, etc.) et qui ont pu affecter le travail de l'administration locale. Celle-ci se trouvait d'ailleurs dans la position avantageuse de représenter l'autorité et a souvent pu imposer, par la force ou la persuasion, ses volontés. Par environnement politique et social, je fais référence plus modestement à deux groupes qui ont exercé une influence notable sur les activités du gouvernement municipal, l'appareil local du Guomindang et une partie de la bourgeoisie shanghaienne. Le premier s'est efforcé, au moins jusqu'en 1932, de s'emparer de la direction politique des affaires de la ville. Le second, que je vais définir plus précisément dans la suite, s'était fixé des ambitions plus limitées, mais a obtenu davantage en dernier ressort.

I. La section locale du Guomindang

Les rapports d'une administration locale avec une section de même niveau du GMD étaient définis, en théorie, par des textes réglementaires. Le rôle du parti était de « surveiller » et de « guider ». À l'inverse, l'administration locale avait un droit de regard sur les activités de l'appareil du parti¹. En fait, rien n'était dit de ce que signifiait « surveiller » et « guider », ce qui ouvrait la voie à toutes

1. Cf. le texte « Xunzheng shiqi dangwu jinxing jihua » [Programme d'activité du parti pendant la période de tutelle politique], adopté par le Comité exécutif central le 15 juin 1929; cf. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. E6.

sortes d'interprétations, selon le caractère ou la volonté des responsables administratifs ou politiques locaux. Plusieurs études ont déjà montré que les relations parti/gouvernement au niveau local ont été parfois difficiles, voire conflictuelles, les responsables administratifs s'installant trop souvent, au goût des militants du GMD, dans la gestion quotidienne des affaires, en évitant soigneusement de créer des remous par des décisions politiques intempestives. Précisons d'emblée que la rivalité qui s'est développée entre le gouvernement municipal de Shanghai et l'appareil local du GMD n'est qu'un des aspects d'un conflit plus général opposant, tout au long de la période nationaliste, l'État et le Parti (notamment au niveau des sections locales) sur le sens à donner à la révolution nationale².

Les jeunes loups du Guomindang à Shanghai

Après le coup de force sanglant de Chiang Kai-shek contre les communistes en 1927, la section locale du GMD, qui a grossi démesurément l'année précédente, est largement épurée. Deux ans plus tard, à l'issue de sa réorganisation officielle, il ne reste plus qu'un tiers des effectifs de 1927³. Entre-temps, la direction des affaires du parti est passée aux mains de représentants nommés par Nankin ou par le nouvel homme fort de la ville, le général Bai Chongxi. Un comité exécutif provisoire (*linshi zhibixing weiyuanhui*) est nommé en avril, transformé deux mois plus tard en comité de réorganisation (*zhengli weiyuanhui*). Aucun de ces deux comités n'est constitué à proprement parler de militants locaux. Ce n'est qu'avec le comité spécial (*tebie weiyuanhui*) qu'apparaît en février 1928 un authentique membre de l'appareil local, Chen Dezheng (1899-?), qui jouera un rôle déterminant par la suite. Deux mois plus tard, le comité d'orientation (*lingdao weiyuanhui*), successeur du précédent et chargé

2. Cf. l'article un peu ancien mais toujours pertinent de [b] P. CAVENDISH, 1966, et les études plus récentes de [b] J. FEWSMITH, 1985 ; [b] B. K. GEISERT, 1979 ; [b], P. Mc L. COBLE, 1980 et, dans une moindre mesure, [b] N. R. MINER, 1973.

3. En octobre 1926, la section locale du GMD comptait 2266 adhérents. En avril 1927, ce chiffre est passé à 16000, tandis que 4300 nouvelles inscriptions sont reçues au cours du seul mois de mai. Le total varie cependant entre 18770 et 20300 selon les sources. En février 1928, il n'y a plus que 5919 membres et en avril les effectifs auront remonté à 6207. Ce chiffre est resté stable jusqu'en 1936 (6470). Cf. [c] *Zhongguo Guomindang Shanghai tebie shi dangbu dangwu baogao*, juin 1927, p. 97 ; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. E16-17.

de procéder à l'enregistrement général des adhérents, réunit les figures dominantes du GMD à Shanghai pour les années à venir : Pan Gongzhan (1895-1975), Wu Kaixian (1898-?), Wang Yansong (1900-?). Curieusement, Chen Dezheng est absent de ce comité⁴.

Le travail de réorganisation mené avec vigueur par ces personnalités leur permet de reconstituer l'appareil du parti sur une base entièrement nouvelle, en s'appuyant essentiellement sur des cadres locaux. C'est une donnée importante pour la compréhension des conflits qui se sont développés par la suite entre le parti et le gouvernement municipal. Dans la mesure où elle a duré plus de deux années, cette réorganisation semble avoir posé de délicats problèmes de lutte d'influence au sein de l'appareil. Son achèvement consacre l'arrivée au pouvoir d'un groupe de jeunes militants (leur adhésion ne remonte souvent qu'à 1925-1926), au détriment des plus anciens responsables du parti à Shanghai. Il n'est pas inutile de s'attarder sur l'origine mal connue de ce groupe, assez homogène, de dirigeants politiques.

En 1927, ce sont déjà des cadres actifs dans les différents départements de l'appareil local (Chen Dezheng, Tao Baichuan (1901-?) à la propagande, Wu Kaixian à l'organisation). Certains n'ont cependant accédé à des postes de responsabilité (membre des comités exécutifs d'arrondissement) qu'à partir de 1929, après la purge du parti⁵. Des informations sommaires révèlent que beaucoup d'entre eux sont de jeunes intellectuels issus de l'université ou engagés dans l'enseignement. On peut noter en particulier le fait que cinq des dirigeants de l'appareil local — Wu Kaixian, Tong Xingbai (1898-?), Lu Jingshi (1908?-1982), Jiang Huaisu (1899-?), Tao Baichuan — ont fait leurs études à la Faculté de droit et de sciences

4. *Ibid.*, pp. E1-2 ; *SB*, 22 avr. 1928, p. 13 :6. D'après mes informations, Chen Dezheng aurait été appuyé au début de sa carrière politique par Ye Chucang (entretien confidentiel, États-Unis, 13 août 1982). Cela paraît vraisemblable dans la mesure où Ye Chucang a été actif à Shanghai dès les années 1912-1913. Il est l'un des fondateurs du *Minguo ribao* [Le Républicain] où Chen Dezheng fait ses débuts de journaliste. Ye est un spécialiste du travail de propagande (c'est dans ce domaine qu'il a fait toute sa carrière au sein du parti) et il occupe des fonctions importantes en mars-avril 1927, lors de l'arrivée de l'Armée nationale révolutionnaire. La nomination de Chen Dezheng à la direction du département de la propagande de l'appareil local du GMD peut vraisemblablement être attribuée à l'influence de Ye Chucang.

5. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. E2-5 ; [c] *Zhongguo Guomindang Shanghai tebie shi dangbu dangwu baogao*, juin 1927, pp. 209-210 ; *SB*, 21 mars 1927.

politiques de Shanghai (*Shanghai fazheng daxue*), et qu'ils sont tous plus ou moins, d'après leur âge, de la même promotion.

Ce fait tend à renforcer l'impression de grande homogénéité dégagée par la nouvelle direction politique à Shanghai. Seuls font exception Pan Gongzhan (St. John's University), Chen Dezheng (Hangzhou Christian College) et Wang Yansong (Shanghai College of Commerce). Je n'ai pu réunir aucune information sur les autres responsables. Enfin, la plupart des membres dirigeants sont affiliés à la clique CC, l'un des groupes les plus influents au sein du Comité exécutif central du GMD après 1929, proche de Chiang Kai-shek et dont l'un des chefs de file, Chen Guofu (1892-1951), dirige le puissant département de l'organisation du parti⁶. Il est d'ailleurs probable que l'avancement de ces jeunes militants à des postes de direction est dû à l'appui de Chen. En conclusion, les nouveaux responsables de la section locale du GMD forment un groupe homogène, tant par la formation que par l'âge (ils ont à peine la trentaine). Ils ont bénéficié d'une promotion rapide à la faveur des bouleversements politiques à Shanghai et se trouvent brutalement aux prises avec de multiples problèmes auxquels ils vont tenter de répondre en se conformant à la doctrine du parti. C'est sur ce point que leurs ambitions vont achopper.

De 1927 à 1928, il est difficile de suivre l'action du parti, alors en pleine réorganisation et divisé en factions rivales. Au gouvernement municipal, après le bref intermède de Huang Fu, c'est Zhang Dingfan, un militaire associé à la clique du Guangxi, qui se trouve à la tête de la mairie. Sa nomination n'a pas plu aux dirigeants locaux du parti, qui le considèrent avec méfiance. Les causes de tension ne vont pas manquer, notamment la revendication du parti d'avoir le contrôle exclusif dans deux domaines dont le gouvernement municipal a la charge, les affaires sociales et l'éducation⁷. Toute la stratégie de l'appareil local va tendre à obtenir la nomination de ses membres à ces postes de l'administration municipale. Satisfaction lui est donnée avec celle de Pan Gongzhan au bureau des Affaires

6. La clique CC s'est constituée en juin 1927, après l'établissement du gouvernement national à Nankin. L'origine de sa désignation n'est pas claire : les lettres CC peuvent faire référence aux deux frères Chen (Guofu et Lifu) ou à l'expression Club Central, nom de l'ancien quartier général du GMD pendant l'Expédition du Nord. Cf. [b] TIEN Hung-mao, 1972, pp. 47-52.

7. [b] P. CAVENDISH, 1969, pp. 164-165.

sociales. En sa qualité de directeur, Pan se conduit davantage comme un militant du parti que comme un membre de l'administration municipale. Son comportement est dicté par les objectifs et les décisions du comité exécutif plus que par le cabinet du maire. Le bureau des Affaires sociales, du reste composé d'employés sélectionnés par la section locale du parti, fonctionne peu ou prou comme une annexe du GMD à Shanghai, même si cela est tempéré par son intégration à l'administration municipale⁸.

Néanmoins, Pan Gongzhan est resté relativement plus modéré que certains de ses collègues (Chen Dezheng, Wang Yansong) qui souhaitent une politique plus incisive vis-à-vis des marchands. Il ne semble pas avoir été particulièrement virulent (sauf dans ses discours) à l'égard d'une bourgeoisie que la section locale du parti avait décidé de museler (*jiezhi*), comme l'y invitait le dogme officiel. Ainsi, les mouvements de provocation qui aboutissent en 1929 à la dissolution de la Chambre générale de commerce sont dus à l'initiative de Chen Dezheng et de Wang Yansong, qui trouvent Pan Gongzhan trop conciliant⁹. Il me semble donc que Pan a joué un rôle modérateur, plus marqué encore après l'éclatement du parti en 1932 (cf. *infra*, chap. 4) et qu'il a servi de relais entre un appareil qui n'avait pas perdu toutes ses velléités d'intervention dans la vie locale et une administration municipale complètement dominée par des fonctionnaires venus « d'en haut ». La jonction entre les deux groupes a sans doute été facilitée, après 1932, par la présence de Yu Hongjun (1896-1960), ancien camarade d'université de Pan, au secrétariat général de la mairie. Pan Gongzhan apparaît donc, au cours de cette période, comme un pont jeté entre un appareil politique agressif et un gouvernement municipal modéré.

8. [c] Yi Xun, 1949, p. 55.

9. Entretien confidentiel, États-Unis, 13 août 1982. La réorganisation des organes de représentation de la communauté marchande, même si elle a permis d'unifier les différentes institutions sous une seule bannière, n'a pas éliminé pour autant le pouvoir de la haute bourgeoisie que visait précisément l'action du GMD local. La réorganisation menée sous les auspices du gouvernement a donné la possibilité aux représentants des couches intermédiaires de cette communauté de siéger dans les instances dirigeantes de la Chambre générale de commerce, mais il semble que le petit groupe de notables lié au régime ait réussi à contrebalancer l'effet de la réforme et à reprendre la direction des affaires. Sur les différences d'interprétation de cette réorganisation, cf. [b] M.-C. BERGÈRE, 1986a, pp. 280, 344 n. ; [b] P. Mc L. COBLE, 1980, pp. 57-65 ; [b] J. FEWSMITH, 1985a, pp. 156-159 ; *SB*, 14 déc. 1931, p. 14 :1.

A l'Éducation, le succès du parti a été plus tardif. Huang Fu préfère confier le poste à un technicien plutôt qu'à un idéologue. Zhang Dingfan, qui lui succède, ne donne pas davantage satisfaction à cette revendication ouverte des membres du parti. Cela lui vaut des mouvements de grève et des manifestations de la part des instituteurs municipaux, animés discrètement, mais avec efficacité, par les militants du GMD, solidement implantés dans ce milieu. Cette guerre d'usure se poursuit jusqu'à la nomination de Chen Dezheng à la direction de l'Éducation, en 1929. Après son arrestation (cf. *infra*), Chen est remplacé par un authentique membre du parti, bien que non local. Enfin, Pan Gongzhan, après un court retrait de l'administration municipale en 1932, revient au poste de directeur du bureau de l'Éducation en août de la même année. En 1936, il cumule même ce poste avec celui de directeur du bureau des Affaires sociales (en raison du décès de son titulaire). Mais la présence des membres de l'appareil local au bureau de l'Éducation n'a pas vraiment infléchi la politique éducative du gouvernement municipal, sauf sous Chen Dezheng (cf. *infra*, chap. 8, 1^{re} partie).

Les premiers échanges

Les revendications de la section locale du GMD ne commencent à être formulées qu'en 1928, après la formation du comité d'orientation, et alors que la reprise en main de l'appareil par les personnages décrits précédemment est bien avancée. Les marchands sont les premiers visés, en particulier à l'occasion du mouvement de boycottage qui suit l'incident de Jinan en mai 1928¹⁰. Quelques mois plus tard, le comité d'orientation adopte des résolutions qui annoncent les thèmes qui seront au centre des débats lors du congrès de 1929. Elles demandent notamment l'abolition du système de conseil municipal, qui donne la possibilité aux « hobereaux locaux » (*tuhao*) de s'emparer de pouvoirs normalement dévolus au parti.

10. Alors que les troupes chinoises de l'Expédition du Nord poursuivent leur progression en direction de Pékin, le Japon annonce qu'il va envoyer quelques unités militaires dans la capitale du Shandong, Jinan, afin d'assurer la protection de ses nationaux. La nouvelle provoque l'indignation de la population chinoise, qu'avive encore un affrontement entre les deux armées, le 3 mai 1928. Le mouvement de boycottage antijaponais qui s'ensuit ne correspond cependant pas aux vœux de Nankin, pressé d'achever l'Expédition du Nord, qui s'efforce de le contrôler et de le désamorcer. Cf. [b] J. ISRAEL, 1966, pp. 18-20.

Cette demande intervient peu après la publication de la loi municipale de juillet 1928, qui prévoit l'élection de tels conseils dans les municipalités spéciales. La résolution déclare en outre que la conduite des affaires municipales doit revenir au parti. Ces attaques s'inscrivent dans une stratégie plus générale qui vise à affaiblir les positions de la bourgeoisie locale en la privant de ses lieux d'expression traditionnels. Ainsi, la section locale du GMD demande au gouvernement municipal d'interdire la levée de la « taxe d'auto-défense » (*baoweijuan*) qui sert à l'entretien des milices marchandes, l'un des piliers du pouvoir des notables locaux¹¹, et objet d'une longue polémique lors de leur réorganisation par les autorités municipales quelques années plus tard (cf. *infra*).

Cependant, c'est surtout sur le problème de la souveraineté nationale que l'appareil local du GMD a mené une lutte incessante et active. Dans une ville comme Shanghai, divisée en trois zones administratives, cela ne pouvait manquer d'avoir un effet sur les positions du gouvernement municipal et sur ses rapports avec les autorités étrangères. A l'occasion d'incidents, ou pour la défense du principe de souveraineté lui-même, les responsables du parti organisent des mouvements de protestation. Ils demandent au gouvernement national d'interdire aux fonctionnaires de résider dans les Concessions, et exigent que tous les bureaux des organes officiels soient transférés dans la zone chinoise. Ces requêtes sont empreintes d'une ironie certaine dans la mesure où tous les membres de la haute administration, dont le maire de Shanghai lui-même, possèdent une résidence dans la Concession française. En décembre 1928, la section locale organise une semaine d'action pour la rétrocession à l'administration chinoise des douanes maritimes, placées sous contrôle étranger depuis 1854¹².

Pour faciliter la communication entre les trois composantes du pouvoir local (gouvernement, parti, armée), et éviter les malentendus, il était convenu que des rencontres auraient lieu régulièrement entre des représentants du gouvernement municipal, de la section locale du parti et du quartier général des forces armées. Ces réunions devaient servir à mettre au point les manifestations

11. *SB*, 1 juil. 1928, p. 13 :2; 29 juil. 1928, p. 16 :6; *CWR*, 28 juil. 1928, p. 305.

12. *SB*, 26 juil. 1928, p. 14 :2-3; 24 déc. 1928, p. 13 :2. Sur la prise de contrôle des douanes maritimes par les Occidentaux, cf. John K. KAIBANK, *Trade and Diplomacy on the China Coast, 1842-1854*, Cambridge, Ma., Harvard University Press, 1953.

publiques, à assurer la sécurité et l'ordre et à empêcher les débordements possibles (par crainte des communistes). Il semble que cela se soit avéré particulièrement nécessaire pour les relations gouvernement/GMD et armée/GMD, fortement empreintes d'animosité. Ainsi, les responsables du GMD n'hésitent pas à placer dans l'embarras le bureau de la Sécurité publique et les forces armées, tous deux impliqués dans une sombre affaire de trafic d'opium. Pan Gongzhan, dans une déclaration à la presse, annonce qu'aucune mesure de censure ne pèse sur cette histoire et que les journaux peuvent publier librement leurs informations sans craindre de représailles. Le quartier général des forces armées, au contraire, a tout fait pour étouffer l'affaire¹³.

Les réunions tombent rapidement en désuétude, bien qu'elles soient rétablies par Zhang Qun, le troisième maire¹⁴. On peut noter que Pan Gongzhan (ou Chen Dezheng) participe à ces réunions en tant que représentant de l'appareil local du parti, sur un pied d'égalité avec les membres du gouvernement municipal, dont le maire, qui est en théorie son supérieur. Ceci illustre la puissance du parti à Shanghai, qui permet de transcender la hiérarchie administrative et constitue un obstacle au fonctionnement de la municipalité. En résumé, la confrontation parti/gouvernement municipal a été diffuse au cours des deux premières années, en raison des divisions internes et du processus de réorganisation du premier. Elle a été suscitée, en partie, par la présence d'une faction politique «ennemie» à la tête de la municipalité, et elle a plutôt emprunté des voies détournées pour s'exprimer.

Le congrès de 1929 et ses suites

L'attaque frontale contre l'administration municipale n'intervient qu'en février 1929, lors du V^e Congrès de la section shanghaienne du GMD. Celle-ci s'est enfin reconstituée et s'est donné des dirigeants ambitieux et volontaires. Le premier congrès local depuis la réorganisation de l'appareil est l'occasion de dresser un bilan de l'action municipale et de formuler des critiques. L'assemblée a lieu

13. *SB*, 26 nov. 1928, p. 13 :2-6; 28 nov. 1928, p. 13 :4; *CWR*, 22 déc. 1928, p. 149.

14. *SB*, 5 mai 1928, p. 13 :4; 28 mai 1928, p. 13 :2; 19 nov. 1928, p.13 :2; 26 nov. 1928, p. 13 :2-6; 17 avr. 1929, p. 13 :4; 27 août 1930, p. 13 :1.

en février, alors que Zhang Dingfan, démissionnaire depuis la fin de décembre, se trouve toujours sans remplaçant. Des rumeurs courent sur une éventuelle nomination de Pan Gongzhan, et le parti fait pression dans ce sens.

Après plusieurs jours de travaux et de débats, le congrès adopte un rapport très critique sur l'action des autorités à Shanghai. Tout en notant les progrès accomplis depuis la fondation du gouvernement municipal, le congrès affirme que celui-ci n'a pas répondu aux attentes de la population. Les bureaux qui ont fait preuve de faiblesse dans la lutte pour la reconquête de la souveraineté nationale sont violemment fustigés, en particulier ceux des Terrains (qui n'ont pas encore unifié l'administration du domaine municipal et qui ont laissé faire une vente de terrains à des ressortissants japonais)¹⁵, des Utilités publiques (qui n'ont pas repris le contrôle direct de toutes les entreprises d'utilité publique), et de l'Éducation (qui n'a pas uniformisé le système scolaire local). Parmi les plus critiqués, toutefois, se trouve le bureau des Affaires portuaires. Le congrès lui reproche de n'avoir rien fait connaître de ses projets et le presse de mettre en œuvre le plan de grand port de l'Orient de Sun Yat-sen (cf. *infra*, chap. 7).

Le bureau des Finances est sévèrement rappelé à l'ordre pour n'avoir rendu public aucun bilan et pour n'avoir pas pris la peine de communiquer un rapport au congrès. Enfin, la police est sérieusement mise en cause quant à la qualité, la formation, l'efficacité et l'intégrité de son personnel. Seuls le bureau des Travaux publics, pour ses réalisations, et celui des Affaires sociales, dirigé par Pan Gongzhan, trouvent grâce aux yeux des censeurs du parti. L'appréciation du travail des Affaires sociales est l'occasion d'encourager Pan Gongzhan à se montrer plus rigoureux à l'égard des associations de charité (dirigées par la bourgeoisie locale) afin de les faire passer sous son contrôle exclusif. Enfin, le congrès demande le remplacement des officiers municipaux (*shizheng weiyuan*, en fait les anciens chefs de village) par des gens éduqués et instruits de la doctrine du parti, et ce par voie de concours¹⁶.

15. Le directeur du bureau des Terrains, Zhu Yan, est un notable local, actif depuis longtemps dans les affaires de la Concession française. L'attaque du parti contre le bureau n'est sans doute pas étrangère à la personnalité de son directeur.

16. Les officiers municipaux sont en fait les anciens chefs de village (*xiangdong*) repris par l'administration municipale sous une autre appellation. Le gouvernement municipal avait

Face à cette véritable volée de bois vert, les services du gouvernement municipal commencent par répondre en ordre dispersé (police, bureau des Affaires portuaires), avant que le secrétariat général n'apporte une réplique globale aux critiques du congrès. Les responsables municipaux se retranchent derrière des formules dilatoires ou réfutent sans détour les attaques portées contre certains aspects de leur action. Ils invoquent principalement les difficultés financières pour justifier les retards qui leur sont reprochés. Pour ce qui concerne le bureau des Finances, ils déclarent qu'il est soumis à une surveillance constante (par un comité des finances, en fait, une agence municipale) et que son bilan a été publié dans le *Shen Bao* (Journal de Shanghai). Les officiers municipaux ne sont pas forcément mauvais, et seuls ceux qui manquent à leurs devoirs seront remplacés. Le gouvernement municipal déclare qu'il a au contraire besoin de la coopération de toute la population pour mener à bien sa tâche, malgré des ressources limitées¹⁷.

Il ressort de ces échanges que les deux parties ne parlent pas le même langage. Le gouvernement municipal est en faveur du *statu quo*. Il ne souhaite pas entrer en conflit avec les élites locales ni avec les dirigeants des concessions. Ses réponses ne portent que sur les aspects techniques, et non sur les problèmes politiques (souveraineté nationale). L'administration municipale affiche manifestement une indifférence assez grande à l'égard des demandes et des ambitions de l'appareil local du parti. L'absence de rapport d'activité au congrès en est un signe. Peut-être faut-il noter que le gouvernement se trouve alors dans une période d'incertitude à la suite de la démission de Zhang Dingfan et qu'il en résulte une certaine paralysie de ses services.

Après le congrès de 1929, la section locale du parti se radicalise davantage, en particulier vis-à-vis de la bourgeoisie locale et de ses institutions représentatives. L'année 1929 voit se produire un conflit entre l'Association de salut national pour la résistance au Japon

décidé dans un premier temps de les supprimer, mais il a réalisé qu'il allait se priver ainsi de précieux auxiliaires. En l'absence d'administration pendant plusieurs années, toutes les transactions locales (de terrains en particulier) avaient été accomplies sans déclaration auprès des autorités. En revanche, les responsables locaux étaient parfaitement au courant de la situation locale et des changements intervenus. Cf. [c] CHEN Yanlin, 1933, p. 62.

17. *SB*, 21 févr. 1929, p. 13 :5 ; 22 févr. 1929, p. 13 :6 ; 28 févr. 1929, p. 13 :6.

(*fanri jiuguo lianbehui*), contrôlée par le GMD, et la Chambre générale de commerce (*zong shanghui*), qui mène à la dissolution de cette dernière et à sa fusion avec les autres groupes représentatifs de la communauté marchande. Il faudra plus d'une année pour voir renaître une Chambre de commerce affaiblie, mais finalement dominée par un groupe plus restreint et plus docile de la haute bourgeoisie¹⁸. Les responsables du parti sont d'autant plus furieux de cette issue imprévue qui va à l'encontre leurs vœux, que le nouveau maire, Zhang Qun, s'efforce de redonner confiance aux élites locales et de s'appuyer sur elles pour financer ses projets de développement de la ville.

En juillet 1929, le parti lance un second mouvement pour la rétrocession des Concessions, qui rassemble quotidiennement quelques centaines de personnes. Ce n'est pas un grand succès, mais cela contribue à empoisonner les relations du gouvernement municipal avec les autorités étrangères¹⁹. En janvier 1930, l'action en faveur de l'abolition de l'exterritorialité prend la forme d'une gigantesque manifestation, tandis que les organes gouvernementaux chinois sont bombardés de télégrammes²⁰. À l'échelon municipal, le parti poursuit sa campagne de dénonciation de la corruption et de la police. Depuis la nomination de Yuan Liang (1883-?), un confident du maire, à la tête de ce service, la campagne a pris un ton plus personnel. Les puristes de l'appareil local reprochent à Yuan Liang d'avoir un passé politique trouble (il a travaillé dans le gouvernement de Pékin) et de n'être pas membre du GMD²¹. Ces attaques ne peuvent que viser, indirectement, Zhang Qun, qui lui aussi a collaboré avant 1927 au gouvernement de Pékin.

18. *SB*, 3 mars 1929, p. 14 :2 ; 29 avr. 1929, p. 14 :2 ; 11 mai 1929, p. 13 :5 ; 25 mai 1929, p. 13 :5 ; 2 juil. 1930, p. 13 :1. Xu Jiqing est élu président, mais il se démet aussitôt en faveur de Wang Xiaolai. Cf. *SB*, 12 juil. 1930, p. 13 :5 ; 13 juil. 1930, p. 13 :5 ; 17 juil. 1930, p. 9 :4 ; 18 août 1930, p. 13 :5 ; 21 août 1930, p. 14 :1. Sur la réorganisation de la Chambre générale de commerce, cf. [b] P. Mc L. COBLE, 1980, pp. 57-65 ; [b] J. FEW-SMITH, 1985a, pp. 154-159.

19. *SB*, 13 juil. 1929, p. 13 :4 ; 14 juil. 1929, p. 13 :2 ; 15 juil. 1929, p. 13 :4 ; 16 juil. 1929, p. 13 :5 ; 17 juil. 1929, p. 17 :4 ; 19 juil. 1929, p. 14 :2.

20. *SB*, 22 janv. 1930, p. 13 :1.

21. *SB*, 16 sept. 1929, p. 13 :6 ; 22 sept. 1929, p. 16 :1 ; 28 nov. 1929, p. 13 :2.

1930 : la maturation des revendications

Le VI^e Congrès du GMD à Shanghai, en avril 1930, est une nouvelle fois l'occasion de constater les divergences de vue croissantes et même les conflits ouverts entre le parti et l'administration municipale. Le secrétariat général et tous les bureaux ont remis un rapport d'activité au congrès et ce dernier a par ailleurs envoyé ses délégués visiter les services municipaux. Le jugement porté sur les bureaux techniques est assez favorable, tout en étant parfois assorti de quelques réserves. On retrouve par ailleurs la même dichotomie qu'auparavant entre les « bons bureaux » et les « mauvais bureaux ». La police, qui vient en tête de la seconde catégorie, est accusée d'opprimer le peuple et de mépriser le pouvoir du parti. Le congrès demande la démission de son directeur, Yuan Liang, et réclame une réorganisation de ses forces afin de la rendre plus efficace et de la soumettre à un contrôle partiel du GMD. La police est le « bras armé » du parti, dit la résolution, et ne peut dépendre seulement du gouvernement municipal²². Dans la première catégorie, le bilan des bureaux dirigés par des membres de l'appareil local (Pan Gongzhan aux Affaires sociales et Chen Dezheng à l'Éducation) est jugé très positif, malgré un échec patent.

Le bureau des Affaires sociales n'a en effet pas réussi à imposer son autorité aux associations de charité (cf. *infra*, chap. 9) et est encouragé à plus de sévérité. Ses crédits doivent être augmentés afin qu'il puisse faire face dans de bonnes conditions à la tâche immense qui lui a été confiée, la transformation de la société. Le bureau de l'Éducation reçoit aussi une dotation insuffisante et le congrès demande qu'on lui attribue 25 % du budget municipal. L'unification manquée du système scolaire est passée sous silence. Le congrès réclame aussi la mise en route du programme d'éducation du peuple (*minzhong xunzheng*) en vue de réaliser l'autonomie locale. Le congrès insiste sur la nécessité de la coopération et de l'échange d'informations entre le parti et l'administration pour favoriser une meilleure compréhension mutuelle et éviter les conflits²³. Mais le gouvernement municipal ne répond ni aux critiques ni aux appels

22. La liste des 65 délégués au congrès se trouve dans *SB*, 1 mars 1930, p. 13 : 1 ; cf. aussi *SB*, 6 mars 1930, p. 13 : 1 ; 7 mars 1930, p. 13 : 3.

23. *SB*, 7 mars 1930, p. 13 : 3.

du congrès à la coopération. La position de Zhang Qun est claire : il n'entend pas se laisser dicter sa conduite, et encore moins se laisser lier les mains par la section locale du parti.

Ce bilan n'est pas très différent de celui du congrès précédent. Toutefois, il s'y ajoute un élément qui met en lumière ce qui a été dit plus haut et qui éclaire les ambitions de l'appareil local du GMD. En effet, les responsables du parti ont élaboré un « Projet de contrôle des gouvernements municipaux » (*jiandu shi zhengfu banfa*), qui est adopté par le congrès et transmis au Conseil politique central. Dans ce texte, le parti revendique clairement un droit qui va au-delà d'un simple contrôle et qui s'apparente davantage à un pouvoir de décision dans la conduite des affaires municipales. Selon ses dispositions, les plans annuels et le budget doivent être portés à la connaissance de la section locale du parti un mois au moins avant leur entrée en application, tandis qu'en fin d'année un bilan des comptes et des réalisations doit pareillement être soumis.

De plus, tous les règlements, toutes les transformations du système fiscal et toutes les nominations à des postes de responsabilité dans l'administration municipale doivent être examinés par les responsables locaux du GMD. Si ceux-ci découvrent des points en contradiction avec le programme du parti, ils renverront les projets du gouvernement municipal assortis des modifications à y apporter, ou d'un veto en cas de désaccord total. L'administration municipale ne pourra plus appliquer aucune réforme, aucune mesure sans avoir obtenu une réponse favorable de la section locale du parti. Enfin, le parti s'arroge le droit d'envoyer à tout moment des inspecteurs chargés de vérifier le travail de l'administration municipale.

Le congrès justifie sa démarche par la nécessité, pendant la période de « tutelle politique », de donner aux sections du GMD la possibilité de jouer le rôle qui leur revient : « Le gouvernement applique ses pouvoirs, le parti exerce son droit à diriger. Au niveau local, on ne voit pas le parti exercer les droits du peuple. Les sections locales [du GMD] vont en s'affaiblissant, tandis que les gouvernements locaux se fortifient toujours davantage. » De façon explicite, le congrès revendique de la sorte tous les droits dévolus en théorie au conseil municipal et nie de ce fait aux notables locaux la possibilité d'être admis à la direction des affaires de la cité²⁴. Le

24. *SB*, 5 mars 1930, p. 13 : 1.

parti veut ainsi opposer un veto préventif à l'installation d'un nouveau conseil municipal comme celui qui avait été nommé en 1927 et qui fut dissous par la suite (cf. *infra*, 2^e partie). C'est aussi la raison pour laquelle il demande la mise en œuvre des mesures d'autonomie locale, qui pourraient permettre au parti de renforcer son pouvoir à Shanghai (cf. *infra*, chap. 2).

On constate donc que la section locale du GMD à Shanghai ne veut pas se contenter d'une place de figurant sur la scène politique locale. Elle entend au contraire y jouer un rôle de premier plan, jusque dans la définition et la conduite de la politique municipale. C'est sur ces ambitions qu'achoppent les relations entre le gouvernement et l'appareil du parti (dont le projet de règlement n'a finalement pas été entériné par le Conseil politique central). Le ressentiment des responsables locaux est d'autant plus vif que le pouvoir politique est entre les mains du maire, Zhan Qun, et du chef des forces armées, Xiong Shihui (1894-?), un ami de Zhang et un opposant aux visées du parti au niveau local.

L'année suivante, la section locale poursuit ses activités en vue de la rétrocession des Concessions, avec la création d'une assemblée des résidents des zones spéciales (*tebiequ shimin dabui*), c'est-à-dire des Concessions dans le langage officiel, suivie d'une campagne pour le retour à l'administration chinoise du contrôle des établissements scolaires situés dans les Concessions²⁵. Au cours de cette dernière campagne, le bureau de l'Éducation, dirigé par Chen Dezheng, monte en première ligne, au grand dam du gouvernement municipal (cf. *infra*, chap. 8, 1^{re} partie). En juillet s'ouvre le VII^e Congrès local du GMD, mais ses travaux s'orientent rapidement vers une relance des activités antijaponaises à la suite de l'incident de Wanbaoshan en Mandchourie²⁶. C'est en effet le début d'un long mouvement de boycottage qui va culminer à la fin de l'année après l'invasion et l'occupation des trois provinces du Nord-Est, en septembre, par les troupes japonaises. La politique municipale est passée sous silence. Elle réapparaît brièvement en septembre sous la forme d'un rappel à l'ordre de la section locale du GMD²⁷.

25. *SB*, 7 mai 1930, p. 13 :1. L'assemblée s'est élargie ensuite pour couvrir toute la ville, sous le nom de *Shanghai shimin lianbeihui* (Fédération des résidents de Shanghai). Cf. [c] *Shanghai shi shehuiju yewu baogao*, 1931, 1931, p. 321 ; pour la campagne sur l'éducation, cf. *infra*, chap. 8.

1932-1937 : l'engourdissement

Avec le boycottage antijaponais de l'hiver 1931-1932, dont nous donnons une analyse détaillée au chapitre 4, la tension entre l'administration municipale et l'appareil local du GMD atteint son paroxysme et aboutit à une large défaite des responsables du parti. Pourtant, il n'y aura pratiquement pas d'épuration. La section est reprise en main par Wu Xingya (1892-1936), délégué spécialement par Nankin pour corriger les excès précédents et remettre en ordre l'organisation locale du parti. Wu est un des premiers membres de la Ligue jurée de Sun Yat-sen. Il est aussi affilié à la clique CC qui l'a déjà envoyé dans le Hubei et dans l'Anhui reprendre en main l'organisation locale du parti à la suite d'incidents ; ceci explique en partie sa nomination, bien qu'il semble moins imbu de purisme idéologique que les responsables du GMD à Shanghai²⁸. L'entrée de Yu Hongjun, le secrétaire général du gouvernement municipal, dans le comité de contrôle de l'appareil local apparaît comme le signe d'une volonté d'équilibre de la part des autorités centrales.

Le VIII^e Congrès, réuni en septembre 1932, fait beaucoup moins de bruit dans la presse. L'événement n'est plus qu'en seconde page des informations locales et bénéficie d'une couverture bien moindre que les années précédentes²⁹. L'équipe élue lors de ce congrès restera au pouvoir sans changement puisqu'il n'y a pas d'autre congrès avant 1937. Au cours de ces années, l'appareil local du GMD est beaucoup plus discret et n'engage plus le fer avec le gouvernement municipal. Les affaires sociales et l'éducation restent les domaines privilégiés du parti, mais le maire y joue désormais un rôle prépondérant. C'est par l'intermédiaire d'organisations qu'il manipule indirectement que le GMD de Shanghai, à partir de 1933-1934, essaie de faire entendre sa voix et d'amener l'administration municipale à suivre ses recommandations. Cette volonté se

26. Sur l'incident de Wanbaoshan, cf. *infra*, chap. 4, n. 7.

27. *SB*, 2 juil. 1931, p. 5 :6 ; 20 sept. 1931, p. 19 :4.

28. Entretien confidentiel, États-Unis, 13 août 1982 ; entretien confidentiel, Taiwan, 27 août 1982 ; cf. [b] TIEN Hung-mao, 1972, pp. 50-51.

29. *SB*, 14 sept. 1932, p. 14 :2 ; 18 sept. 1932, p. 15 :6.

concrétise par un mouvement en faveur de la réduction des loyers, animé par l'assemblée populaire des zones spéciales (*tebiequ shimin dabui*), élargie désormais à la zone chinoise, et par un comité pour la réduction des loyers (*jianzu yundong weiyuanhui*) composé de membres du GMD, ainsi que par une campagne pour la garantie des ressources budgétaires de l'éducation (cf. *infra*, chap. 8).

Mais ces actions ont perdu la vigueur qu'elles avaient avant 1932. Le gouvernement municipal, s'il y accorde une attention relative, se détermine selon ses propres critères, assuré de n'être plus menacé dans son autorité. De 1932 à 1937, les relations entre la section locale du GMD et l'administration municipale se détendent progressivement. L'autorité de cette dernière s'est considérablement affermie avec la présence à sa tête de Wu Tiecheng (1888-1953), un personnage volontaire et influent au niveau national, nommé au plus profond de la crise de l'hiver 1931-1932. Les responsables locaux du parti s'élèvent eux-mêmes vers le sommet de l'appareil du GMD (en 1935, Pan Gongzhan est élu au Comité exécutif central, Wu Kaixian est élu suppléant lors du même congrès et nommé membre du Yuan législatif) et s'intéressent avec moins de rigidité et de passion sans doute aux problèmes locaux³⁰.

*

Une synthèse de ce qui vient d'être développé permet de déceler, aux tensions entre parti et gouvernement à Shanghai, deux causes essentielles. La première réside dans l'imprécision des textes qui régissent les rôles respectifs, au niveau local (au niveau national, les deux sont étroitement imbriqués), de l'appareil du parti et de l'administration municipale. La conséquence directe en a été la tentation, pour les éléments les plus dynamiques et les plus volontaires du GMD, d'interpréter dans un sens très large les fonctions, les droits et les pouvoirs reconnus au parti. En second lieu, il existe une différence notable entre le mode de recrutement des responsables municipaux, en particulier des maires, et celui des dirigeants du parti. Les premiers sont nommés par le gouvernement national, qui attache une importance spéciale à Shanghai, et sont issus des hautes sphères de l'administration centrale (c'est notamment le cas

30. [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, I, p. 198; *ibid.*, ...1936-1937, pp. 138, 227.

des maires). Leur connaissance des affaires locales n'est pas toujours suffisante et ils ont tendance à s'appuyer sur des réseaux d'amitié constitués avant leur nomination à Shanghai (par exemple, celui issu des luttes de 1911), c'est-à-dire sur la bourgeoisie locale ou ses représentants les plus actifs aux côtés du régime.

Les responsables du GMD, au contraire, sont de jeunes cadres issus du vivier local de militants, actifs depuis peu dans le parti clandestin, avant qu'ils aient eu l'occasion de se trouver brutalement à la tête de l'appareil local. Ils sont imbus de la doctrine du parti, qu'ils cherchent à faire passer dans les faits, même au risque d'une confrontation violente avec les autorités municipales. Ces dernières préfèrent s'engager dans la voie d'une gestion tranquille du *statu quo*, quitte à faire quelques entorses aux principes du parti. Peut-on pour autant parler, à Shanghai, d'une lutte pour le pouvoir? Certes, le parti n'avait pas vocation à remplacer l'appareil gouvernemental, mais au sein de celui-ci, les responsables locaux du GMD ont tenté de mettre en œuvre la doctrine du parti en cherchant à acquérir une influence majeure, un pouvoir de contrôle et de veto réel sur l'administration.

II. Le petit cercle des notables

Le pouvoir du gouvernement municipal a été l'objet de pressions de la part d'un autre groupe traditionnellement engagé dans la gestion des affaires locales, la bourgeoisie. Il importe toutefois de définir d'emblée ce que recouvre le terme car, après 1927 et la mise en place du régime nationaliste, ce n'est plus la bourgeoisie au sens large qui a joué un rôle prédominant, comme cela avait été le cas dans les initiatives du début du siècle, mais une fraction seulement de cette bourgeoisie. Nous chercherons ici à préciser la composition et l'évolution de ce groupe à Shanghai, et à examiner les modes d'intervention par lesquels il a obtenu un droit de regard sur les affaires municipales.

Les conseils municipaux provisoires mis en place en 1927 et en 1932 serviront de base à notre étude. Le premier est établi par Huang Fu dans l'attente d'une loi qui permette l'élection de conseillers au suffrage universel. Dans les faits, c'est une reconnaissance (comme en 1911) de la contribution de certains personnages à la

victoire de Chiang Kai-shek à Shanghai. Cette aide n'avait pas été purement désintéressée et impliquait de façon tacite que ces notables fussent consultés, en particulier sur les affaires de la ville. Peut-être escomptaient-ils un retour du balancier qui leur avait échappé après 1911. La sélection des conseillers de 1927 s'explique essentiellement par ces raisons.

Le conseil municipal de 1927

En 1927, la plupart des treize conseillers sont issus d'un groupe que l'on peut définir largement comme celui des notables locaux. Un seul d'entre eux a reçu une éducation supérieure. Ils sont entrés jeunes dans la vie active et ont été formés sur le terrain. Leur origine provinciale est révélatrice d'une connaissance certaine de Shanghai où ils se sont installés très tôt, quand ils n'y sont pas nés. Deux sont des Shanghaïens de naissance, six autres sont originaires du Zhejiang (ils appartiennent tous, sauf un, au fameux groupe de Ningbo)³¹, un seul est natif du Jiangsu et un autre du Guangdong. Bien qu'il soit difficile de délimiter strictement les domaines d'activité de ces personnages aux occupations multiples, on peut cependant regrouper les conseillers municipaux dans les catégories suivantes : trois banquiers — Chen Guangfu (1880-1976), Lin Kanghou (1875-?), Wang Yansong —, cinq marchands — Feng Shaoshan (1885-?), Gu Xinyi (1872-?), Wang Xiaolai (1886-1967), Ye Huijun, Yao Ziruo —, quatre entrepreneurs — Wang Yiting, Yu Xiaqing (1857-?), Zhao Xi'en (1884-?), Li Zhongjue — et un journaliste — Guan Ji'an. On trouve parmi eux deux représentants du GMD : Guan Ji'an, un vieux militant qui a été éliminé de la direction de l'appareil local, semble-t-il, après la réorganisation de 1928-1929, et Wang Yansong, une étoile montante du parti à Shanghai³².

31. Sur la guilde de Ningbo, cf. S. M. JONES, « Finance in Ningpo : The Ch'ien Chuang », in [b] W. E. WILMOTT, ed., 1972, pp. 47-78, et du même auteur, « The Ningpo Pang and Financial Power at Shanghai », in [b] W. G. SKINNER & M. ELVIN, eds., 1974, pp. 73-96.

32. Wang Yansong a été un des principaux acteurs au sein de l'appareil local du GMD, chargé notamment, de 1927 à la guerre sino-japonaise, de suivre les affaires concernant les marchands. Je n'ai pas réussi à savoir s'il était affilié à un groupe ou à une faction particulière du parti. Wang a aussi été l'un des militants les plus radicaux dans la lutte

A quel titre ces personnages peuvent-ils prétendre à une connaissance des affaires locales ? La réponse met en évidence certains traits spécifiques, notamment les liens personnels du maire, Huang Fu, avec les personnalités qu'il a désignées. Cinq d'entre elles appartiennent à la vieille garde de la bourgeoisie locale qui a été à l'origine de la création d'institutions municipales à Shanghai en 1905 et qui a participé activement à la victoire des révolutionnaires en 1911. On peut leur adjoindre un autre personnage, Yu Xiaqing, actif dans les Concessions à la même époque. Les autres appartiennent à des générations plus jeunes et qui n'ont pas eu d'activités politiques aussi précoces, mais qui ont déjà occupé des postes de responsabilité dans les organes de représentation des marchands. Neuf d'entre eux ont été élus au comité des directeurs de la Chambre générale de commerce, voire à la présidence avant 1927. Sept font partie du comité exécutif de l'Association des contribuables chinois (*nashui huarenhui*) établie dans les Concessions³³.

Les conseillers municipaux de 1927 sont donc issus en majorité de l'ancienne bourgeoisie de Shanghai, celle qui a milité pour la reconnaissance de ses droits dans la zone chinoise et dans les Concessions. Elle est prête à coopérer avec le nouveau régime auquel elle n'a pas ménagé son soutien, à condition qu'on lui reconnaisse certaines prérogatives. Tous ses membres sont d'ailleurs présents lors de la cérémonie d'investiture du gouvernement municipal en juillet 1927 (cf. *supra*, chap. 1). Il existe donc un accord tacite, une convergence de points de vue entre le nouveau pouvoir qui se met en place à Shanghai et une fraction de la bourgeoisie locale. Cet état d'esprit ne va pas durer en raison de circonstances propres à Shanghai et, à plus long terme, à cause de l'évolution même du régime qui s'est progressivement et délibérément aliéné une partie de la bourgeoisie.

À Shanghai, deux facteurs contribuent à la perte d'influence des représentants de la bourgeoisie. Après le départ de Huang Fu, le

engagée contre l'influence des grands bourgeois, qui le regardaient d'ailleurs comme un vulgaire agitateur.

33. Dans la Concession internationale, comme dans la Concession française, seuls les étrangers ont le privilège d'élire des représentants au conseil municipal. Les contribuables chinois sont réunis dans une association exclusive (*nashui huarenhui*) qui ne peut envoyer que des observateurs sans pouvoir (*hua guwen*). Ce n'est qu'en 1928 que trois conseillers chinois sont finalement admis au Shanghai Municipal Council et au conseil municipal.

gouvernement municipal passe sous le contrôle de la clique du Guangxi, représentée par Bai Chongxi et Zhang Dingfan. Or, à l'évidence, les membres du conseil municipal n'éprouvent aucune sympathie ni aucune confiance à l'égard de ce groupe prêt, s'il le faut, à résoudre les problèmes par la manière forte. Par ailleurs, l'appareil local du parti conteste lui aussi, dès le début, la légitimité du conseil. Ce dernier, dans ces conditions, n'a guère l'occasion de prendre d'initiatives. Il influence cependant de façon déterminante la politique financière (cf. *infra*, chap. 6) et les conseillers jouent un rôle fréquent de médiateurs dans les nombreux conflits engendrés par les réformes fiscales du gouvernement municipal. Même privés de pouvoirs réels, ils restent les interlocuteurs inévitables et indispensables de la nouvelle administration.

Le petit cercle des notables

Lors de la publication de la loi municipale en 1928, le conseil municipal perd le droit d'exister. En fait, Zhang Dingfan n'est pas mécontent de se défaire d'un interlocuteur embarrassant. En dépit des pouvoirs limités qu'avaient les conseillers, ils constituaient un obstacle à la direction sans partage des affaires locales que souhaitait le maire. L'opposition de l'appareil local du parti, et sans doute le désir de se démarquer de la direction de Zhang Dingfan, ont conduit les conseillers à se retirer. Ils demandent toutefois que les mesures nécessaires soient prises pour procéder le plus rapidement possible à l'élection de nouveaux conseillers municipaux par la population, ou à l'établissement d'une instance similaire³⁴. Après la disparition du conseil municipal, les représentants de la bourgeoisie locale sont presque totalement exclus des affaires. La nomination de Zhang Qun, en avril 1929, leur donne l'occasion de faire une rentrée discrète, mais déterminante.

C'est en effet par la petite porte, celle des commissions municipales, que s'est effectué le retour des membres de la bourgeoisie. En 1929, la municipalité, qui se trouve à court d'argent, souhaite émettre un emprunt. Elle ne peut le faire qu'avec le soutien, et donc l'assentiment, de la communauté marchande et financière locale. À la suite de l'emprunt, un comité de discussion de la planification

34. *SB*, 15 août 1928, p. 14 :3 ; 15 sept. 1928, p. 13 :4.

urbaine (*Shanghai shi jianshe taolun weiyuanhui*) est établi pour surveiller l'emploi des fonds et décider du mode de développement de la ville. En septembre 1930, un autre comité est créé dans le but spécifique de délibérer des affaires financières du gouvernement municipal. C'est au sein de ces commissions qu'un groupe influent de notables va négocier avec les responsables municipaux les réformes à apporter au système fiscal, aux investissements, etc.

La composition de ces commissions est sensiblement différente de celle du conseil municipal de 1927. Elles regroupent en effet des personnages influents de la communauté marchande, en particulier des milieux financiers, liés au nouveau régime par affairisme ou opportunisme politique. Sans être pleinement en accord avec les décisions du régime de Nankin, notamment sa gestion économique, ces personnes restent de fervents soutiens du gouvernement national. On note l'absence quasi totale des industriels, alors que les banquiers et les entrepreneurs (le plus souvent engagés eux-mêmes dans des activités financières), c'est-à-dire ceux qui profitent le plus des caprices financiers du régime, sont présents en force. À Shanghai même, ils trouvent en Zhang Qun un interlocuteur fiable et complaisant, proche en outre de Chiang Kai-shek, avec qui ces notables ont tissé de multiples attaches et auquel les lient des affinités et des expériences communes (révolution de 1911).

Il me paraît important de souligner la composition restreinte du groupe de personnes qui parle au nom de la communauté d'affaires shanghaienne, et que l'historiographie traditionnelle a souvent assimilé à cette dernière. Il serait erroné de considérer que toute la bourgeoisie serrait les rangs derrière ces porte-parole. Des pans entiers de cette communauté (les industriels) sont pratiquement absents, tout comme les strates intermédiaires de la bourgeoisie (commerçants, artisans). Ces éléments ne se reconnaissent pas nécessairement dans les positions du groupe en question, et ils en ont contesté parfois la légitimité et le droit de parler pour tous. Ne s'agissait-il pas de grands bourgeois confortablement installés dans les Concessions et, de ce fait, peu affectés par les décisions prises dans la zone chinoise, alors qu'ils en étaient parfois les auteurs ? On peut attribuer à ce groupe la volonté, peut-être implicite, de prendre les commandes de certains secteurs, même au prix d'un accommodement avec le pouvoir en place. La réorganisation de la Chambre générale de commerce en 1929 en est un bon exemple.

La réforme des milices marchandes

Au niveau local, l'affaire des milices marchandes (*baoweituan*) a mis en valeur l'opposition entre le groupe des notables, liés au gouvernement municipal, et les secteurs de la moyenne et petite bourgeoisie, alliés pour l'occasion au GMD de Shanghai. En septembre 1929, en vertu d'un décret du gouvernement national, la direction des milices locales, jusqu'alors dévolue à l'armée, doit être remise aux autorités locales de *xian*, et dans le cas de Shanghai (bien qu'il n'y ait pas de texte spécifique concernant les municipalités), au gouvernement municipal. Le 12, Xiong Shihui annonce le transfert du contrôle des milices au bureau de la Sécurité publique³⁵.

La décision soulève un tollé général de la part des milices, conduites par leur chef, Yao Wennan. Ce dernier, en très mauvais termes avec Yuan Liang, le directeur de la police municipale, s'oppose à la passation de pouvoir sur la base d'arguments juridiques douteux, mais surtout pour prévenir une reprise en main des milices par l'administration municipale. Les sections d'arrondissement du GMD se joignent au chœur des protestataires, ainsi que les guildes, les unions de rue et l'Association des marchands (*Shangmin xiehui*)³⁶. Une assemblée générale élit pour président Jiang Huaisu, membre de l'appareil local du GMD, et rejette à l'unanimité la décision du transfert. Yuan Liang est en outre accusé des pires exactions, ainsi que de corruption morale et politique. Les milices reconnaissent un droit de regard au gouvernement municipal, mais demandent qu'on se limite à la nomination d'un notable local qui répondrait d'elles auprès des autorités. Elles menacent de s'autodissoudre si l'administration municipale persiste dans sa démarche³⁷.

Malgré les ordres répétés, les milices refusent donc de procéder au transfert d'autorité. Le maire, Zhang Qun, justifie son action par la nécessité de les réorganiser afin de les rendre plus efficaces, plus homogènes et plus saines financièrement. Il se déclare prêt à entamer des discussions avec les représentants du parti, des milices et

35. *SB*, 13 sept. 1929, p. 13 :4.

36. L'Association des marchands est une organisation entièrement contrôlée par l'appareil local du parti. C'est elle qui lance l'attaque, encore verbale, contre la Chambre générale de commerce. Cf. [b] J. FEWSMITH, 1983b, pp. 126-133.

37. *SB*, 3 mars 1929, p. 14 :2; 15 sept. 1929, p. 13 :4; 16 sept. 1929, p. 11 :2.

des notabilités locales. En fait, le gouvernement choisit ses interlocuteurs avec soin. Ye Huijun (président du comité exécutif des milices de la Cité) et Wang Xiaolai (mêmes fonctions à Zhabei) viennent négocier avec le maire, puis rendent compte de leurs entretiens à Yu Xiaqing, Wang Linyan et Gu Xinyi, personnages influents qui ont formé et conduit les milices en 1911. Après un mois de négociation, un comité de réorganisation (*baoweituan zhengli weiyuanhui*) est mis sur pied. La réforme des milices se poursuit sous la direction de ce comité, contrôlé par l'administration municipale et les notables proches des autorités³⁸. Les opposants au transfert de pouvoir, en particulier Yao Wennan, ont été éliminés du processus.

Après une année de discussion, un comité de gestion des milices (*baoweituan guanli weiyuanhui*) est constitué, qui traduit la victoire de l'administration municipale et de ses alliés au sein de la bourgeoisie. Un nouveau règlement limite sévèrement l'autonomie des milices en matière de police et les place sous la tutelle stricte du bureau de la Sécurité publique. Le comité de gestion est composé de Chen Xizeng (1896-?) (Sécurité publique), Sun Baorong, Luo Jingyou (cabinet du maire), Yu Xiaqing, Wang Xiaolai, Ye Huijun, Yao Mulian et Wang Linyan (notables locaux)³⁹. Les deux derniers sont moins connus (sauf Wang Linyan qui appartient à la vieille garde de la communauté marchande); les trois représentants de la bourgeoisie sont des personnages liés activement au régime nationaliste et au gouvernement municipal. On constate que ni les organisations de la petite et moyenne bourgeoisie ni l'appareil local du GMD ne sont représentés dans le nouveau comité. En 1933, les milices sont devenues de véritables forces armées auxiliaires, complètement intégrées à l'organisation policière de la municipalité⁴⁰.

1932 : le retour en force

Zhang Qun n'a jamais cherché à dissimuler sa préférence pour des contacts suivis avec le groupe de grands bourgeois qui, à ses yeux,

38. *SB*, 18 sept. 1929, p. 13 :1; 19 sept. 1929, p. 13 :4-5; et 14 :3; 20 sept. 1929, p. 13 :4; 24 oct. 1929, p. 13 :6; 2 nov. 1929, p. 13 :6; 9 déc. 1929, p. 13 :2.

39. *SB*, 18 juin 1930, p. 14 :1; 14 avr. 1931, p. 10 :4; 22 avr. 1931, p. 9 :6.

40. *SB*, 13 juin 1933, p. 12 :1; 23 janv. 1934, p. 10 :4; 20 févr. 1934, p. 11 :2.

représentait les volontés de la population locale. C'est le message qu'il transmet explicitement à son successeur, Wu Tiecheng, lors de la prise de fonctions de ce dernier à la mairie de Shanghai. Il l'encourage vivement à poursuivre la politique de dialogue et de concertation avec la population, c'est-à-dire avec ses représentants les plus qualifiés⁴¹. Wu Tiecheng suivra ce conseil et, de façon paradoxale, c'est sous sa direction, à la tête d'un gouvernement municipal largement « cantonisé », que la collaboration avec cette élite de la bourgeoisie locale (originaire en majorité, il faut le rappeler, du Zhejiang/Jiangsu) a connu le plus grand développement et le plus large succès.

Après l'attaque japonaise de 1932, l'administration municipale, proche de la banqueroute, ressent l'urgence de s'appuyer sur ceux qui peuvent lui apporter un soutien financier (même si cela s'est avéré illusoire; cf. *infra*, chap. 6). Dès l'arrêt des combats, Wu Tiecheng demande l'autorisation de nommer un autre conseil municipal provisoire, doté d'un mandat perpétuel (il ne pourra être dissous qu'après l'élection d'un conseil municipal régulier). La composition de ce nouveau conseil est encore une fois particulièrement révélatrice et fait d'ailleurs l'objet d'une contestation virulente de la part des officiers municipaux (*shizheng weiyuan*) et de résidents des dix-sept arrondissements que compte la ville. Ceux-ci protestent contre la présence massive de personnalités résidant dans les Concessions et demandent l'élargissement du conseil afin d'y accueillir des représentants de Zhabei, de la Cité, ou de nommer un délégué par arrondissement, adjoint d'un représentant pour chacune des deux Concessions et pour l'appareil local du GMD. Malgré une manifestation devant les portes de l'hôtel de ville, ils n'obtiennent aucune réponse de la part des dirigeants de la municipalité⁴².

Le nouveau conseil est composé de dix-neuf membres⁴³. L'application des critères déjà utilisés pour l'analyse du conseil de 1927 révèle immédiatement des changements notables. Tout d'abord, le

41. *SB*, 8 janv. 1932, p. 13 :2.

42. *SB*, 5 avr. 1932, p. 1 :8; 21 juin 1932, p. 10 :4; 29 juil. 1932, p. 19 :6; 21 août 1932, p. 19 :6.

43. La loi municipale de 1930 prévoit l'élection de 15 conseillers pour 200 000 habitants, plus un conseiller supplémentaire par tranche additionnelle de 50 000 habitants. Le chiffre de 19 n'est donc qu'une approximation qui traduit la volonté de diversifier la composition sociale.

niveau moyen d'éducation semble plus élevé : six diplômés d'universités chinoises et sept d'universités étrangères (ces deux chiffres ne sont pas cumulables). Les études commerciales dominent largement (cinq). Comme on le verra, on peut attribuer cette évolution à la volonté d'élargir la représentation du conseil aux divers secteurs professionnels de la société. La répartition par province est sensiblement modifiée : cinq personnes originaires du Jiangsu, dix du Zhejiang, deux du Guangdong, une du Hunan et une du Hubei. Cette distribution confirme la très nette prééminence du groupe originaire du Zhejiang, qui recoupe d'ailleurs la répartition professionnelle des conseillers. La présence de Cantonais peut être attribuée à Wu Tiecheng (l'un des deux est d'ailleurs originaire du même *xian* que le maire). Les deux derniers conseillers ont été choisis pour leur prestige dans les milieux éducatifs de Shanghai.

Dans le classement par profession, les banquiers sont les plus nombreux et accroissent même leur représentation relative dans l'effectif total du conseil — Chen Guangfu, Li Ming (1887-1966), Qian Yongming (1885-1958), Qin Runqing (1898-?), Zhang Gongquan (1888-?), Wang Yansong. Tous les grands noms de la finance shanghaienne et chinoise sont présents, c'est-à-dire tous les membres du puissant groupe Zhejiang-Jiangsu remarquablement décrit par Coble⁴⁴. Les entrepreneurs et les marchands arrivent au second rang avec cinq représentants — Chen Bingqian, Guo Shun, Wang Yiting, Yu Xiaqing, Wang Xiaolai —, auxquels on peut ajouter un expert-comptable — Xu Yongzuo. Les catégories nouvellement représentées sont les intellectuels, avec trois universitaires — Liu Zhan'en, Wu Jingxiong, Wu Yuguan — et un directeur de journal — Shi Liangcai —, les syndicalistes — Lu Jingshi —, le GMD — Tao Baichuan, auquel il convient d'ajouter Wang Yansong, déjà dénombré parmi les banquiers, et un inclassable, Du Yuesheng (cf. *infra*).

La différence de composition est inévitable en raison de l'élargissement du conseil en nombre et en qualité (secteurs socio-professionnels). Cette simple constatation ne suffit pourtant pas à expliquer tous les changements intervenus. Du conseil de 1927, seuls cinq membres sont repris en 1932 — Yu Xiaqing, Wang Xiaolai, Wang Yiting, Chen Guangfu et Wang Yansong. Si l'on fait exception de ce

44. [b] P. Mc L. COBLE, 1980, pp. 23-24.

dernier (nommé pour son appartenance à l'appareil local du GMD), tous ces personnages sont des soutiens fidèles du régime nationaliste et des alliés de Chiang Kai-shek. Leur reconduction dans les fonctions de conseiller municipal n'est donc pas surprenante.

Pourquoi les autres n'ont-ils pas été retenus? Il y a d'abord l'élimination naturelle due à l'âge. Plusieurs conseillers de 1927 ont été politiquement actifs dès 1905, voire plus tôt, à une étape sans doute déjà avancée de leur vie. Certains ne désirent donc pas assumer de nouvelles responsabilités en 1932. En revanche, certaines absences sont significatives. Feng Shaoshan, un des jeunes turcs de la communauté marchande de Shanghai, a été éliminé, bien que cantonais. Il est pourtant loin de la retraite. Lin Kanghou, un banquier énergique, est aussi absent du nouveau conseil. Ces absences sont révélatrices de luttes au sein même de la bourgeoisie, divisée entre les censeurs du régime nationaliste et ses partisans.

Feng Shaoshan et Lin Kanghou, pour des raisons différentes, mais finalement convergentes, ont été exclus du cercle des collaborateurs du régime. Ils ont en commun d'avoir formulé des critiques féroces contre le GMD, et en particulier contre les méthodes de gouvernement de Chiang Kai-shek. Les nouveaux venus, à l'inverse, peuvent être considérés comme des tenants de la nouvelle administration. Ils sont liés au gouvernement et à sa politique, et pour certains d'entre eux (banquiers), sont devenus peu à peu des quasi-bureaucrates après la réforme du système bancaire en 1935⁴⁵. On note aussi l'entrée, comme banquier, de Du Yuesheng, dirigeant notoire des sociétés secrètes de Shanghai, qui s'est acquis une renommée publique grâce à sa collaboration avec Chiang Kai-shek après 1927.

D'une façon générale, les membres du nouveau conseil municipal semblent avoir été choisis pour leurs liens avec le régime nationaliste. Bien qu'il y ait des raisons d'âge, comme nous l'avons noté, les conseillers de 1927 éliminés en 1932 appartiennent manifestement à un segment peu malléable de la bourgeoisie locale, et qui ne s'est pas accommodé des méthodes du GMD à Shanghai et en Chine. Ils ont préféré se démarquer volontairement ou ont été rejetés. Par ailleurs, l'élargissement relatif du conseil municipal à des secteurs plus larges de la société ne doit pas faire illusion. La voix dominante

45. *Ibid.*, pp. 205-206.

est bien celle des financiers et des hommes d'affaires influents. Les universitaires, tout comme les deux représentants du GMD, pèsent peu face à cette puissance. La répartition des tâches à l'intérieur du conseil reflète d'ailleurs clairement ce rapport de forces⁴⁶.

Les attributions du conseil municipal

La prise de fonctions officielle du conseil municipal est l'occasion pour les représentants du parti (Pan Gongzhan) et du gouvernement municipal (Wu Tiecheng) d'exprimer leur conception du rôle du conseil. Tandis que le maire déclare qu'une coopération entre son gouvernement et la population est nécessaire, et qu'elle n'est possible qu'avec l'existence d'un conseil municipal, Pan Gongzhan met l'accent sur le caractère transitoire du présent conseil et avertit ses membres de la nécessité de représenter toute la population et de dépasser les intérêts de classe⁴⁷. Mais quels sont en fait les pouvoirs du conseil municipal? En théorie, il lui est reconnu les mêmes droits qu'à un conseil municipal élu régulièrement selon la loi de 1930, c'est-à-dire un pouvoir de contrôle et d'initiative. La direction reste toutefois entièrement entre les mains du gouvernement municipal et le conseil ne peut pas — il n'en a d'ailleurs pas la prétention — censurer le maire et ses collaborateurs.

Bien que je n'aie pas pu consulter les rapports d'activité sur les travaux et les délibérations du conseil municipal, il est possible d'entrevoir son rôle de 1932 à 1936⁴⁸. D'octobre 1932 à juin 1936, les conseillers municipaux ont tenu 27 séances, soit beaucoup plus que

46. Le conseil municipal est organisé en huit cellules (组) chargées d'étudier les projets par secteur. A la Sécurité publique (*Gong'anzu*), on trouve Du Yuesheng et Wang Xiaolai; aux Finances (*Caizhengzu*), Zhang Gongquan, Qin Runqing et Xu Yongzuo; à l'Éducation (*Jiaoyuzu*), Liu Zhan'en, Wu Jingxiong et Wu Yugan. Les représentants du parti, Wang Yansong, Lu Jingshi et Tao Baichuan sont aux Affaires sociales (*Shehuizhu*). Toutes les autres cellules sont réparties entre les banquiers et les entrepreneurs (Terrains, Hygiène, Travaux publics, Utilités publiques). Quant aux commissions spéciales (examen du budget, réhabilitation des zones de guerre, conflits sur les loyers), elles sont toutes, sauf la dernière, le monopole exclusif des banquiers/entrepreneurs.

47. *SB*, 18 oct. 1932, p. 13 : 1.

48. Les informations présentées dans cette partie sont tirées de l'analyse de rapports d'activité succincts publiés dans [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, pp. F62-69 et *ibid.*, ...1937, pp. F70-74.

ne le prévoyait la loi (deux fois par an). Ils ont été particulièrement actifs au cours des deux premières années de leur mandat, alors que les réunions ont été plus espacées durant la période suivante. En quatre années de travaux, le conseil municipal a traité 62 affaires que j'ai regroupées sous quatre rubriques. Les affaires financières ont fait l'objet de 32 discussions (52 % du total), ce qui revient à dire qu'elles ont occupé une place prépondérante dans les activités du conseil. Sur ces 32 délibérations, on dénombre 11 interventions à propos des impôts, 11 à propos du budget et 7 à propos des emprunts municipaux, le reste portant sur des questions diverses. Cette orientation majeure est révélatrice de l'interdépendance du gouvernement et du conseil dans le domaine des finances municipales.

A plusieurs reprises, le conseil s'est prononcé contre les propositions des responsables municipaux. Il s'est souvent opposé à des augmentations d'impôts ou s'est efforcé de les différer. En 1933, il repousse aussi un projet d'emprunt municipal qu'il juge prématuré. Le conseil veille étroitement à l'utilisation des fonds municipaux (emprunt de 1932) et ne consent à aucune augmentation des taxes locales sans avoir obtenu du gouvernement municipal un projet de budget en bonne et due forme. L'administration municipale accepte généralement les recommandations des conseillers, ou bien revient plus tard à la charge sur les problèmes à propos desquels elle a essuyé une rebuffade. Jamais pourtant, les dirigeants municipaux n'ont transgressé les décisions du conseil. Les conseillers n'hésitent pas à prendre des initiatives, à se saisir d'une question particulière s'ils le jugent opportun (budget, emprunt), ou à se faire les porte-parole de groupes de résidents (réduction des loyers). Les autres domaines d'intervention ont été l'aménagement urbain (11) (le conseil s'est prononcé pour la construction ou l'amélioration des rues), les affaires sociales (8) (il s'agissait le plus souvent de l'adoption de textes réglementaires), et enfin des affaires diverses (reboisement, assassinat de Shi Liangcai)⁴⁹.

49. Shi Liangcai a été assassiné, le 13 novembre 1934, par des inconnus alors qu'il se rendait à Shanghai en voiture. Ce meurtre est resté inexplicable, mais il est admis qu'il avait été commandité par Chiang Kai-shek, irrité par les positions critiques adoptées par Shi Liangcai et son journal, le *Shen Bao*, vis-à-vis de la politique d'apaisement du gouvernement national à l'égard du Japon.

*

Le conseil municipal n'a pas été l'organe de pouvoir dont la bourgeoisie avait pu rêver au début du siècle ou après la victoire des nationalistes en 1927, mais il a fourni une structure légitime à ses interventions, une arène où elle a pu exprimer son point de vue et espérer raisonnablement être écoutée du gouvernement municipal, sans devoir recourir à des manifestations violentes d'opposition. Le pouvoir de l'argent et le prestige social conféraient aux financiers et aux entrepreneurs un avantage certain au sein du conseil et vis-à-vis de l'administration municipale. Entre 1932 et 1937, on ne relève aucun conflit sérieux entre les conseillers et les dirigeants municipaux, sauf en 1933 où un différend sur l'usage de fonds amène le conseil à présenter sa démission, que le maire rejette aussitôt. Une année plus tard, l'assassinat de Shi Liangcai, président du conseil, conduit les conseillers à remettre une nouvelle fois leur démission, qui est pareillement refusée. Cet incident n'a toutefois rien à voir avec la conduite des affaires locales par le gouvernement municipal⁵⁰.

Il y a eu, à mon sens, une convergence manifeste entre les vues du petit groupe de notables appelé au conseil municipal, et celles des responsables municipaux, en majorité issus de la haute administration gouvernementale. Ces derniers étaient plus soucieux d'efficacité que de dogme et pouvaient se satisfaire du *statu quo* dans des domaines où les représentants du parti, aussi bien au niveau local que national (clique CC), voulaient bousculer l'ordre établi. Les personnages qui ont été nommés au conseil municipal de 1932 appartenaient aussi aux multiples comités, commissions, organisations mis en place par le gouvernement municipal de Shanghai. Certes, en fonction des circonstances, ce cercle de notables a pu être élargi, mais fondamentalement, ce sont les mêmes personnes qui forment le noyau invariable de ces groupements. Par son statut social, son influence dans les milieux d'affaires, et surtout, sa collaboration voulue ou subie avec le régime nationaliste, ce noyau a survécu aux assauts lancés contre l'ensemble de la bourgeoisie par le

50. *SB*, 23 janv. 1934, p. 8 :4 et p. 12 :1. Wang Xiaolai a été élu président du conseil municipal en remplacement de Shi Liangcai.

parti. Le monopole de l'expression politique dont il bénéficie est une illusion qui dissimule en fait l'affaiblissement croissant du reste de la bourgeoisie, diminuée économiquement et politiquement, et réduite au silence.

A Shanghai, ce groupe s'est attribué progressivement la main-mise totale sur les affaires locales relevant du gouvernement municipal. Des tensions se sont produites dès le début en raison de la présence à la tête de la municipalité de dirigeants mal acceptés (clique du Guangxi), mais surtout à cause des attaques de la section locale du GMD qui s'est acharnée à miner les prérogatives de ce groupe, en même temps qu'elle contestait les choix effectués par les dirigeants municipaux. De ce jeu à trois, c'est le gouvernement municipal et ses alliés qui sont sortis vainqueurs. En dépit de l'appui politique du pouvoir central à Nankin (soucieux de réduire la puissance de la bourgeoisie chinoise, et en particulier de sa composante principale, la bourgeoisie shanghaienne), l'appareil local du parti s'est littéralement écrasé sur le mur de complicité élevé au niveau local par les autorités municipales et la fraction de cette bourgeoisie liée au régime.

Peu à peu, les conflits et les réticences qui existaient entre le gouvernement municipal, la bourgeoisie et les autorités des Concessions ont fait place à un mariage de convenance où les partenaires se sont efforcés de jouer le jeu en suivant des règles minimales. C'est bien cette union contre-nature qui était intolérable aux militants du parti. L'appareil local du GMD a poursuivi son travail dans la droite ligne des espoirs soulevés par la victoire nationaliste en 1927, mais avec le temps, ses dirigeants ont fini par apparaître comme des trublions inconscients qui pouvaient remettre en cause des équilibres difficilement acquis. L'arrestation de Chen Dezheng et son élimination de la vie politique locale, puis la reprise en main de l'appareil en 1932, en sont le signe. Cette défaite signifie aussi le ralliement définitif de l'appareil d'État à une conception rationnelle du pouvoir qui l'éloigne du projet révolutionnaire qui l'avait porté.

La crise de 1931-1932

Le mouvement antijaponais qui s'est développé en Chine à la suite de l'agression nipponne en Mandchourie a connu à Shanghai une ampleur particulière au cours de l'hiver 1931-1932. Pris entre les forces qui animaient ce mouvement et les pressions japonaises, le gouvernement municipal s'est trouvé confronté à une situation extrêmement délicate, alors même que l'environnement politique national continuait de se dégrader. Par deux fois, il a été au centre d'une crise grave qui a failli l'emporter. L'habileté incontestable des dirigeants municipaux a permis toutefois de surmonter les obstacles et de redonner au gouvernement une vigueur et une autorité nouvelles.

Le recours au boycottage contre le Japon n'était pas une pratique nouvelle à Shanghai¹. Quelques années plus tôt, un incident militaire à Jinan avait soulevé une énorme vague de protestation dans la population et avait conduit à une campagne de boycottage des produits japonais. En dépit d'un succès remarquable au cours du premier semestre 1928, le mouvement avait été désamorcé par le retrait assez rapide des troupes japonaises impliquées². Le gouvernement national chinois avait manifesté sa désapprobation et ordonné la dissolution de toutes les associations antijaponaises³. A Shanghai, les autorités s'étaient efforcées de calmer les esprits et de

1. Il s'agit en fait du neuvième mouvement de boycottage antijaponais en Chine. Sur ce sujet, cf. LOWE Chuan-hua, « China's Boycott against Japan », in [b] *Symposium on Japan's Undeclared War in Shanghai*, 1932, p. 140.

2. Sur le déroulement du mouvement de boycottage antijaponais, cf. les articles suivants du *SB* : 6 mai 1928, p. 13 :1-5 ; 7 mai 1928, p. 13 :2 et 14 :2-3 ; 8 mai 1928, p. 13 :1 ; 9 mai 1928, p. 13 :2 ; 13 mai 1928, p. 13 :2 ; et [b] C. F. REMER, 1933, pp. 137-142.

3. Officiellement, le gouvernement national soutient qu'il faut achever au plus vite l'expédition du Nord et éliminer les derniers seigneurs de la guerre, faire face avec patience (*rongren*) aux provocations japonaises tant que le pays ne sera pas réuni, et protester avec vigueur auprès du gouvernement japonais ; *SB*, 13 mai 1928, p. 13 :2. Le 31 mai, le

maintenir l'ordre dans l'espoir de ne pas entraver, par des troubles à l'arrière, la progression de la deuxième phase de l'Expédition du Nord. Leur action avait d'ailleurs été facilitée par la présence d'une garnison locale obéissante et sûre.

Le mouvement de boycottage antijaponais

A la fin de l'été 1931, la confrontation avec le Japon éclate dans un contexte tout à fait différent. Le pays est politiquement coupé en deux : au printemps, la faction cantonaise du Guomindang a fait scission et a constitué un gouvernement séparatiste à Canton. De son côté, Chiang Kai-shek, fort de l'appui de l'armée, refuse de faire la moindre concession sur ses méthodes de gouvernement. Par ailleurs, les crues catastrophiques du Yangzi au cours de l'été n'ont fait qu'aggraver la crise économique et révéler un peu plus l'incurie du régime⁴. Devant l'état de faiblesse et de désunion où se trouve la Chine, les militaires japonais saisissent le prétexte d'un incident mineur, le 18 septembre, pour envahir les trois provinces de Mandchourie. Lorsque la nouvelle éclate dans la presse shanghaienne, elle provoque un sursaut extraordinaire de colère et d'indignation.

Dans tous les milieux, la réaction est unanime : la Chambre générale de commerce, les étudiants, les syndicats, la section locale du GMD demandent au gouvernement national de reprendre les provinces perdues, par la force si nécessaire, de refuser toute négociation, et de réunifier le parti et le gouvernement⁵. Les associations antijaponaises, dissoutes à la fin de 1928, ont repris leurs activités dès juillet 1931⁶. En septembre, elles fondent l'Association de salut national pour la résistance au Japon (*fanri jiuguo lianhehui*) [ci-après : Association de salut national] pour prendre en charge la direction

gouvernement national demande aux autorités locales de mettre fin aux activités des associations de boycottage ; [b] C. F. REMER, 1933, p. 142.

4. [b] *The China Yearbook*, 1931-1932, pp. 385-386.

5. *SB*, 20 sept. 1931, pp. 17-18 ; 26 sept. 1931, p. 10 : 5 ; 28 sept. 1931, p. 9 : 1 ; 29 sept. 1931, p. 9 : 1 ; 1 oct. 1931, p. 13 : 1 ; 3 oct. 1931, p. 13 : 1.

6. Dans une petite ville du Jilin, Wanbaoshan, occupée par les Japonais, une dispute entre résidents chinois et coréens tourne à l'affrontement violent. Les troupes japonaises se rangent aux côtés des Coréens. La nouvelle de la confrontation, largement amplifiée par la propagande japonaise, provoque à son tour de graves émeutes antichinoises dans plusieurs villes de Corée.

du boycottage auquel toutes les organisations ont appelé⁷. Plusieurs assemblées, auxquelles participent des milliers de manifestants, se succèdent pour réclamer l'envoi de troupes en Mandchourie et exiger le retrait de l'armée japonaise ou une déclaration de guerre, la rupture des relations économiques avec le Japon et la réunification politique de la Chine⁸.

Au milieu de ce tumulte, le gouvernement municipal reste silencieux. Alors que toutes les organisations politiques, commerciales et syndicales ont fait connaître leur opinion dès le premier jour, la municipalité s'abstient de toute déclaration. Ce n'est que le 22 septembre que le maire, Zhang Qun, sort de son mutisme pour demander à la population de garder son calme et de ne pas répondre aux provocations japonaises. La sécurité constitue le souci primordial du gouvernement, qui ordonne à ses policiers de passer moins de temps dans les bureaux et d'effectuer plus de tournées de surveillance dans les rues⁹. Manifestement, les autorités municipales ont opté pour une position très modérée afin d'éviter de jeter de l'huile sur le feu. A Shanghai, la présence d'une large communauté japonaise, protégée par un important contingent militaire, rend la situation particulièrement explosive. Les dirigeants municipaux craignent par-dessus tout que les débordements de quelque militant enthousiaste ne débouchent sur une confrontation armée.

Dans les milieux commerciaux et industriels, le boycottage est appliqué très rigoureusement. Les banques locales ont décidé de rompre tous leurs liens avec le Japon, les transporteurs et les dockers refusent les marchandises japonaises, et les employés des entreprises japonaises sont vigoureusement encouragés à démissionner. Vers la mi-octobre, la presse rapporte que le mouvement a presque atteint un état de perfection : il est pratiquement impossible de vendre ou d'acheter des produits japonais à Shanghai¹⁰. Mais la

7. Une association regroupant 37 organisations (Chambre générale de commerce, Association des contribuables chinois, Association de la presse, branche locale du GMD, syndicats, etc.) est mise en place pour appliquer le boycottage. A la fin de juillet, le mouvement est déjà bien engagé ; [b] C. F. REMER, 1933, pp. 156-158. L'invasion de la Mandchourie va entraîner une amplification sans précédent du mouvement initié au cours de l'été ; *ibid.*, *loc. cit.* ; *SB*, 23 sept. 1931, p. 13 : 1 ; [b] *The Anti-Japanese Boycott Movement in China*, 1932, p. 12.

8. *SB*, 23 sept. 1931, p. 13 : 1 ; 27 sept. 1931, p. 13 : 4 ; 7 oct. 1931, p. 14 : 1.

9. *SB*, 23 sept. 1931, p. 14 : 1.

10. *SB*, 1 oct. 1931, p. 13 : 5 ; [b] C.F. REMER, 1933, pp. 161-162.

sévérité du boycottage est telle que certains secteurs de l'industrie locale ne tardent pas à être plongés dans de sérieuses difficultés faute d'approvisionnement en matières premières. Dans l'industrie de la soie, déjà en crise, vingt filatures sur les cent treize que compte la ville fonctionnent encore. Dans l'industrie du tricot, un tiers des ateliers est contraint de fermer ses portes. En représailles contre le mouvement de boycottage, les propriétaires de filatures japonaises ferment certaines de leur usines, jetant à la rue plusieurs dizaines de milliers de travailleurs. Devant l'aggravation du chômage, le gouvernement municipal donne l'ordre aux employeurs chinois de surseoir à tout licenciement, quelles que soient les difficultés matérielles des entreprises¹¹.

L'ampleur du mouvement de protestation surprend le gouvernement de Nankin, qui transmet des instructions aux municipalités pour qu'elles surveillent le déroulement des activités antijaponaises. Les étudiants sont les premiers visés par le rappel à l'ordre. Zhang Qun convoque les présidents d'université pour leur signifier que la grève doit cesser dans leurs établissements et que les étudiants doivent se consacrer à leurs études. En outre, le succès du boycottage n'ayant pas été acquis sans quelques entorses à la loi, le gouvernement et le quartier général des forces armées rappellent que le mouvement antijaponais doit rester dans la cadre de la légalité afin d'éviter des troubles¹². Quelques jours plus tôt, un incident mineur avait conduit un millier de personnes à assiéger un commissariat de police dont le responsable, pris de panique, avait fait tirer sur la foule. Pour diminuer la tension et désamorcer la croisade active que mène à cette occasion la section locale du parti, le gouvernement fait une enquête-éclair, suspend le chef du commissariat et indemnise les familles des victimes¹³.

Les réactions japonaises

La communauté japonaise de Shanghai ressent très vivement les effets du boycottage¹⁴. Même si aucune violence n'est exercée

11. *SB*, 8 nov. 1931, p. 14 :1; 28 déc. 1931, p. 10 :1; 23 févr. 1932, p. 2 :3.

12. *SB*, 1 oct. 1931, p. 11 :1; 5 oct. 1931, p. 10 :4.

13. *SB*, 1 oct. 1931, p. 11 :1; 5 oct. 1931, p. 11 :1; 6 oct. 1931, p. 15 :1.

14. Les sources concernant la taille de la communauté japonaise à Shanghai sont contradictoires, comme la plupart des données statistiques et démographiques de l'époque. En

contre elle, elle éprouve un sentiment de colère et d'humiliation. Les marchands chinois refusent de lui fournir leurs services habituels (eau, alimentation, charbon, etc.), ce qui rend leurs conditions de vie assez pénibles¹⁵. Le chiffre d'affaires des entreprises japonaises s'effondre. Au cours de réunions extrêmement tendues, les résidents japonais demandent à leur consul général d'intervenir auprès des autorités chinoises pour exiger l'arrêt immédiat des manifestations hostiles au Japon ainsi que de la propagande anti-étrangère dans les écoles. Ils apportent leur appui à la politique militariste de leur pays et réclament que le problème chinois soit réglé définitivement sans l'intervention de pays tiers¹⁶.

Pressé par les exigences de ses compatriotes, le consul général vient demander une première fois au maire de garantir la sécurité des biens et des résidents japonais. Quelques jours plus tard, il revient exiger l'interdiction des activités antijaponaises. Zhang Qun répond qu'il n'a aucun pouvoir sur le mouvement patriotique spontané de la population tant qu'aucune infraction à la loi au détriment des résidents japonais n'a été constatée. Il réitère sa détermination de protéger les intérêts de tous les étrangers à Shanghai¹⁷. Ces professions de foi ne suffisent pas à calmer les éléments les plus vindicatifs au sein de la communauté japonaise, qui organisent des expéditions punitives contre les magasins chinois de Hongkou, où la majorité des Japonais est concentrée, voire même contre les locaux de l'Association de salut national.

La marine japonaise contribue également à la montée de la tension entre les deux communautés. Dans la Concession internationale, elle disperse brutalement les groupes de propagande constitués par les étudiants. Quatre équipes de collecteurs de fonds pour l'armée nationaliste sont sévèrement passés à tabac, tandis qu'un agent de la sécurité publique est blessé de plusieurs balles. A chaque inci-

1928, il y aurait eu 19 852 Japonais dans la Concession internationale, 267 dans la Concession française et 6399 dans la zone chinoise, soit un total de 26 518 personnes. Une autre estimation, fondée sur les chiffres du recensement quinquennal de la Concession internationale, en fait apparaître 18 478 en 1930 et 20 242 en 1935; [c] ZOU Yiren, 1980, tabl. 53, p. 144 et tabl. 56, p. 145.

15. En 1928, plus de 8000 Japonais sont engagés dans le commerce à Shanghai, la plupart étant de petits boutiquiers; [c] ZOU Yiren, 1980, tabl. 48, p. 142.

16. *SB*, 12 oct. 1931, p. 13 :5; 7 déc. 1931, p. 10 :1. L'expression « pays tiers » vise en fait les puissances occidentales.

17. *SB*, 7 oct. 1931, p. 14 :1; 10 oct. 1931, p. 17 :1.

dent de cette sorte, le gouvernement municipal proteste auprès du consul général et exige qu'il rétablisse un peu la discipline parmi ses nationaux¹⁸.

Dans ce climat de suspicion réciproque, des rumeurs persistantes d'invasion japonaise parcourent la ville, causant à l'occasion des mouvements de panique. Zhang Qun et Xiong Shihui, le commandant en chef des forces armées de Shanghai, apportent un démenti formel à ces bruits et chargent quelques agents municipaux d'enquêter sur leur origine. En outre, le maire constitue une équipe pour assurer une permanence de nuit et de dimanche à l'hôtel de ville¹⁹. Cela ne l'empêche pas d'être obligé, par deux fois, de décréter la loi martiale pour mettre un terme aux rumeurs qui agitent la population et prévenir d'éventuels désordres. Le bureau de la Sécurité publique, le quartier général des forces armées et les milices d'autodéfense (*baoweituan*) établissent un bureau de liaison dans Zhabei où les risques de confrontation sont les plus grands²⁰. Partout dans Shanghai, les différents services de police multiplient les rondes de surveillance.

Le rôle du Guomindang

Alors que la tension grandit, l'entente entre les différentes composantes du mouvement antijaponais commence à se fissurer. Des contradictions se font jour entre les étudiants, partisans d'un boycott absolu, et les marchands, favorables à une application sélective des interdits. Bien que divisée sur ce sujet, la communauté d'affaires voit plutôt dans cette campagne une arme à double tranchant dont l'économie locale et nationale risque de pâtir. D'autre part, l'appareil local du GMD, qui s'est efforcé dès le début de prendre le contrôle du mouvement, y a gagné un ascendant qui inquiète les autres participants. Les détournements de marchandises

18. *SB*, 13 oct. 1931, p. 14 :1; 17 oct. 1931, p. 13 :5; 19 oct. 1931, p. 9 :8; 25 oct. 1931, p. 14 :2; 5 nov. 1931, p. 14 :1; 22 nov. 1931, p. 17 :6; 30 nov. 1931, p. 11 :4.

19. *SB*, 10 oct. 1931, p. 19 :1; 8 oct. 1931, p. 8 :5.

20. *SB*, 15 nov. 1931, p. 14 :1; 28 nov. 1931, p. 13 :1.

Zhabei est l'une des zones les plus peuplées de Shanghai. Elle est aussi le lieu de résidence de nombreux Japonais, du fait qu'elle est contiguë au quartier de Hongkou où se trouve concentrée la majorité de la communauté japonaise locale; « Little Tokyo and Shanghai's Future », *PT*, XIV (2), 16 juil. 1936, pp. 175-180.

confisquées, dans lesquels un membre du comité exécutif du parti est impliqué, renforcent la méfiance des marchands à l'égard d'un mouvement dont ils ont perdu la maîtrise et dont ils se sentent la cible privilégiée. Des protestations sont adressées au gouvernement municipal pour obtenir un assouplissement des mesures de boycottage et l'arrêt des sanctions arbitraires.

La haute bourgeoisie shanghaienne a pris conscience qu'elle risquait de faire les frais d'un mouvement qui, s'il était dirigé en priorité contre les Japonais, n'en était pas moins, dans les mains du parti, un instrument destiné à miner son influence politique et économique. La désaffection de cette fraction de la bourgeoisie est marquée avec éclat par la démission de Wang Xiaolai, président de la Chambre générale de commerce, du comité exécutif de l'Association de salut national. D'autres membres influents de la communauté marchande ne tardent pas à le suivre pour exprimer leur désaccord²¹. Une des conséquences immédiates du retrait des marchands est la mainmise totale de la section locale du GMD sur le mouvement antijaponais, ainsi qu'une radicalisation que rien ne peut désormais contrecarrer. Seuls les étudiants semblent constituer une force autonome qui échappe à l'influence des responsables du GMD.

Le gouvernement municipal s'avère impuissant à réduire la croisade antijaponaise qu'anime le parti. A Shanghai, celui-ci peut non seulement s'appuyer sur plusieurs organisations dont il a un contrôle satisfaisant, mais aussi profiter de sa vocation de « guide » pour infiltrer des militants dans celles où il n'était pas représenté. Ainsi, Tao Baichuan, directeur du département de la propagande et membre du comité exécutif, est élu président de l'Association de salut national²². L'appareil local du GMD possède aussi un levier puissant pour activer et orienter le boycottage grâce aux syndicats. Leur position suit rigoureusement celle du parti²³. Enfin les milieux éducatifs, d'où sont issus de nombreux cadres du GMD, sont un domaine privilégié d'action pour la section locale.

Dès le début du mouvement, le parti publie un programme

21. [b] C. F. REMER, 1933, p. 157; [b] *The Anti-Japanese Boycott Movement...*, 1932, p. 34; *SB*, 8 nov. 1931, p. 15 :1; 10 nov. 1931, p. 11 :1.

22. *SB*, 6 déc. 1931, p. 14 :6; 17 déc. 1931, p. 13 :6.

23. *SB*, 29 sept. 1931, p. 13 :1.

d'organisation des corps d'écoliers (*xuesheng tuanti zuzhi dagang*) qui prévoit essentiellement la constitution de branches de l'Association de salut national dans toutes les écoles. Ce travail de propagande et de mobilisation aboutit à une gigantesque manifestation (100 000 écoliers) au stade municipal pour réclamer la reconquête des provinces perdues. Dans les lycées, la réussite n'est pas moins grande. En dépit des efforts du bureau de l'Éducation pour interdire les grèves sauvages dans les établissements scolaires, les lycées décident, le 7 décembre, de suspendre les cours et forment des piquets pour empêcher l'accès aux bâtiments²⁴. Incontestablement, l'appareil du parti se trouve derrière toutes ces actions qui vont à l'encontre des vœux du gouvernement municipal, et peut-être au-delà de ceux du gouvernement national. A Shanghai, le GMD est devenu un centre de pouvoir complètement autonome.

On peut s'interroger sur les raisons qui poussaient les membres de l'appareil local à adopter une attitude aussi extrême. Si l'on fait exception du nationalisme intransigeant de certains de ses responsables, il y avait pour le parti, dans le mouvement antijaponais, une occasion de s'affirmer face à un gouvernement municipal timoré, contraint par le pouvoir central et les conditions locales à adopter un profil bas, voire conciliant, et ce malgré le sentiment patriotique incontestable de ses dirigeants. Dans ce qui peut apparaître comme une lutte larvée pour le pouvoir, le parti a profité de son statut particulier en dehors de l'appareil d'État, afin d'activer un mouvement embarrassant pour les autorités. D'autre part, en saisissant l'occasion d'une forte vague de mobilisation nationale, il pouvait étendre son influence à des secteurs de la société qui jusqu'alors lui échappaient. Il n'empêche que la branche locale du GMD n'avait pas une maîtrise totale de tous les acteurs et qu'elle a dû s'engager dans la répression de ses alliés les plus remuants²⁵.

Le mouvement étudiant, en particulier, prend une ampleur qui inquiète les dirigeants du parti et qui jette une ombre sur leur action. En dépit du rappel à l'ordre de Zhang Qun, suivi d'une menace de sanctions par Tao Baichuan, les étudiants, déçus par la politique conciliatrice du gouvernement national dans la crise sino-

japonaise, ont bien vite déserté les salles de classe²⁶. Pour soutenir les armées chinoises qui se battent dans le Nord, ils décrètent trois jours de suspension des cours afin de faire une collecte d'argent dans la rue. Plus de dix mille d'entre eux parcourent ainsi la ville, se heurtant parfois violemment aux soldats japonais. La Sécurité publique et les forces armées ont décidé de ne pas intervenir. En outre, les étudiants recourent fréquemment aux manifestations de protestation (*qingyuan*) auprès des autorités. Le gouvernement municipal accepte de recevoir leurs délégations et de transmettre leurs doléances au gouvernement central. Mais comme ils n'en sont pas satisfaits pour autant, les étudiants défilent dans les rues de Shanghai avant de s'embarquer en train pour Nankin où ils vont manifester devant les portes du ministère de l'Éducation ou de celui des Relations extérieures²⁷.

A l'intérieur de l'Association de salut national, les étudiants s'efforcent d'appliquer un contrôle strict sur la circulation des marchandises japonaises. Devant l'attitude de plus en plus réticente des marchands, ils préconisent une alliance avec les syndicats ouvriers, moins suspects à leurs yeux de vouloir sacrifier la cause nationale à leurs intérêts propres. Ces initiatives sont mal perçues par l'appareil local du GMD, qui n'a qu'un pouvoir limité sur les étudiants et craint particulièrement un rapprochement avec le monde ouvrier. Ce conflit latent va éclater à l'occasion d'une opération aussi absurde que mal exécutée. Dans le tourbillon qu'elle soulève, c'est toute l'autorité du parti qui vole en éclats, éclaboussant en même temps un gouvernement municipal près de s'effondrer. Avant de passer à l'étude de cette affaire, il convient cependant de restituer le contexte plus large dans lequel elle s'est déroulée, et qui seul peut expliquer l'étendue de la vague de fond politique et sociale qui balaie Shanghai à la fin de 1931.

Crise nationale et conflits locaux

La crise politique ouverte par la scission de la faction cantonnaise du GMD a suscité un large mécontentement dans l'opinion publique,

24. *SB*, 22 sept. 1931, p. 13 :1; 8 oct. 1931, p. 8 :6; 21 nov. 1931, p. 10 :1; [a] *Minzhong*, 16, 19 déc. 1931, p. 15.

25. [a] *Minzhong*, 18, 25 déc. 1931, pp. 5-6.

26. *SB*, 8 oct. 1931, p. 8 :5; [a] *Minzhong*, 11/12, 7 déc. 1931, p. 3; 14, 12 déc. 1931, p. 5.

27. *SB*, 18 nov. 1931, p. 12 :5; 20 nov. 1931, p. 10 :1; 6 déc. 1931, p. 17 :1; 25 nov. 1931,

alors même que le sort de la nation était en jeu. De tous les milieux sont parvenus des appels pour que les protagonistes enterrent leur différend et réunissent le parti. L'invasion japonaise crée un climat d'union nationale qui favorise le rapprochement des deux groupes, mais il faudra deux longs mois pour que les négociations aboutissent à la formation d'un nouveau gouvernement. C'est à Shanghai que s'ouvrent les pourparlers entre les délégués des deux camps²⁸. Les représentants de Canton, jusqu'alors particulièrement intransigeants sur le problème de l'agression japonaise, consentent à s'en remettre au gouvernement national et à la Société des Nations pour trouver une solution au conflit. En même temps, Sun Ke, le chef de file de la faction sudiste, apporte son soutien au mouvement étudiant et aux militaires qui désobéissent aux ordres du gouvernement central pour défendre le pays en poursuivant les combats. Mais les négociations achoppent sur l'exigence principale des Cantonais, à savoir la démission de Chiang Kai-shek, qu'ils posent comme condition préalable à la formation d'un gouvernement d'union nationale²⁹.

Par ailleurs, pour assurer leur sécurité, les délégués du Sud ont exigé la présence à Shanghai d'une unité militaire qu'ils puissent considérer comme sûre. La 19^e armée, composée uniquement de Cantonais, prend ainsi ses quartiers à Shanghai le 19 novembre sous la direction de Cai Tingkai. Bien que ces forces soient placées sous le commandement nominal de Xiong Shihui, elles n'obéissent en réalité qu'à leurs propres officiers. Xiong Shihui est d'ailleurs remplacé un peu plus tard par un autre Cantonais, Dai Ji³⁰. Les incertitudes créées par les négociations entre Canton et Nankin contri-

p. 10 :5. Les étudiants ont envoyé plusieurs délégations de protestation à la capitale. Cf. *SB*, 26 sept. 1931, p. 10 :5 ; 28 sept. 1931, p. 12 :1-2 ; 29 sept. 1931, p. 9 :1 ; 14 déc. 1931, p. 13 :5.

28. Les délégués de Canton sont : Wang Jingwei, Sun Ke, Lin Sen, Hu Hanmin, Chen Youren, Wu Chaoshu, Li Wenfan. La position de Nankin est défendue par Cai Yuanpei, Zhang Ji, Chen Mingshu, Zhang Jingjiang, Li Shizeng. Lorsque ce dernier démissionne, il est remplacé par Wu Tiecheng.

29. *SB*, 8 nov. 1931, p. 13 :1 ; 11 déc. 1931, p. 13 :6 ; 12 déc. 1931, p. 13 :4.

30. Les Cantonais ont posé comme condition à leur venue à Shanghai le contrôle de la ligne de chemin de fer Shanghai-Nankin par un corps d'armée indépendant de Chiang Kai-shek. Cf. *CWR*, 24 oct. 1931, p. 292 ; «How Wars Are Fomented», *The Far Eastern Review*, févr. 1932, p. 19 ; *SB*, 20 nov. 1931, p. 3 :6 ; 28 déc. 1931, p. 9 :1.

buent à accentuer le climat d'instabilité dans la ville. Le maire, Zhang Qun, ne cache pas son inquiétude devant les tensions croissantes qui se développent, alors même qu'il ne se sent plus assuré d'un soutien solide. Il est en effet très lié à Chiang Kai-shek, dont la position politique s'affaiblit à mesure que le temps passe, et ne peut pas même compter sur l'appui d'une garnison locale largement autonome. Finalement, le départ de Chiang, tout en levant une hypothèque importante sur la réunification du parti, affaiblit d'un coup l'autorité du gouvernement municipal, confronté à une contestation nouvelle au sein des organisations politiques, commerciales et syndicales de Shanghai.

L'affaire du 8 décembre

Le 8 décembre, les étudiants tiennent une assemblée générale réunissant toutes les universités de Shanghai en présence de deux délégués venus spécialement de Nankin et de Pékin. A l'issue de la réunion, les deux délégués sont agressés par une douzaine de malfrats du GMD, les policiers en civil de la Sécurité publique affectant de ne s'apercevoir de rien. Le délégué de Pékin est emmené en voiture par ses ravisseurs. Les étudiants, qui ont reconnu certains des hommes de main, se rassemblent devant l'hôtel de ville pour protester et demander la libération de leur camarade et la punition des coupables. En quelques heures, ce sont près de 5000 étudiants qui encerclent la mairie, accusant le GMD et la Sécurité publique d'être à l'origine du coup de main.

Le maire accepte de sortir pour répondre aux demandes des étudiants. Il affirme que le gouvernement municipal n'a jamais essayé de réprimer le mouvement patriotique antijaponais. Il annonce qu'une enquête est déjà en cours pour faire la lumière sur cette affaire. Zhang assure que les coupables seront punis, mais se déclare impuissant face à l'appareil local du GMD, dont les étudiants demandent la dissolution. Seul le Comité exécutif central a le pouvoir de sanctionner les abus des responsables du parti à Shanghai. Malgré une incitation à la dispersion, les étudiants refusent de partir et annoncent qu'ils maintiendront le siège tant que le délégué de Pékin n'aura pas été libéré. Yu Hongjun, le secrétaire général du gouvernement municipal, est chargé de mener l'enquête.

Au terme d'une poursuite épique, il retrouve l'étudiant enlevé et le ramène avec ses ravisseurs à l'hôtel de ville³¹. L'annonce de la libération du délégué ne restaure pas pour autant le calme parmi les étudiants, qui veulent voir leur camarade et organiser *in situ* un tribunal d'exception improvisé afin d'entendre les ravisseurs. Sous la pression des protestataires, le maire, qui n'est sans doute pas mécontent de mettre l'appareil local du GMD dans l'embarras, accepte la constitution d'une commission de quarante jurés (étudiants, policiers, membres du secrétariat général), qui procèdent à l'audition de l'étudiant enlevé et de ses ravisseurs. Ces derniers avouent appartenir à la section locale du parti et servir pour les affaires « musclées ». Ils reconnaissent que le rapt a été organisé par un membre influent du comité exécutif, que les étudiants identifient comme étant Tao Baichuan.

A l'annonce de ces révélations, les étudiants demandent que Chen Xizeng, le chef de la Sécurité publique, et le chef des hommes de main soient fusillés. Ils exigent aussi que le comité exécutif du parti à Shanghai soit démis de ses fonctions. Zhang Qun, sans esquiver ses responsabilités, suspend Chen, qui lui avait affirmé ne rien savoir de l'enlèvement, et ordonne qu'il soit arrêté ainsi que Tao Baichuan. En fait, les deux hommes resteront introuvables. Zhang télégraphie également à Nankin pour demander la dissolution du comité exécutif de Shanghai et présenter sa démission. La colère des étudiants peut alors éclater contre le siège du Guomindang, dont ils mettent à sac l'un des bureaux. En même temps, ils demandent au maire de reprendre sa démission et lui expriment leur admiration pour la célérité avec laquelle il a résolu l'affaire³².

Les jours suivants, l'appareil local du parti tente désespérément d'empêcher la diffusion des résultats de l'enquête. Il donne l'ordre aux postes de ne pas distribuer les journaux et fait saisir ceux qui sont en vente dans les kiosques. Ce nouvel abus entraîne une protestation rapide et énergique du Syndicat de la presse (*baoguan gonghui*), qui entend profiter de la venue au pouvoir des Cantonais pour se dégager de la censure établie par le précédent gouvernement³³.

31. [a] *Minzhong*, 14, 12 déc. 1931, pp. 6-7.

32. Sur cette affaire, cf. *SB*, 10 déc. 1931, p. 9 :1-4; 12 déc. 1931, p. 13 :4.

33. *SB*, 12 déc. 1931, p. 13 :1; [a] *Minzhong*, 14, 12 déc. 1931, p. 15; « The Futility of Press Censorship », *PT*, II (9), 31 mai 1932, pp. 239-244.

A Shanghai, un vide politique complet prévaut désormais. Zhang Qun a démissionné et, en dépit des pressions très fortes de tous les milieux pour qu'il revienne sur sa décision, il reste intraitable³⁴. On peut ajouter que, compte tenu de la situation politique créée par le retrait attendu de Chiang Kai-shek, Zhang considère qu'il ne peut plus assumer sa tâche dans des conditions satisfaisantes³⁵. La direction provisoire du gouvernement municipal est confiée à Yu Hongjun³⁶. L'arrivée au pouvoir des Cantonais et l'atmosphère de libération qu'elle engendre provoquent des mouvements divers. Le gouvernement municipal, sans appui politique ni militaire, assiste impuissant aux luttes spontanées ou suscitées par les Cantonais de Shanghai dans les différentes organisations.

L'agitation politique et sociale à Shanghai

Chez une partie des marchands, le mécontentement causé par la réorganisation forcée de leurs institutions représentatives (Chambres de commerce, unions de rue), en 1929, sous la houlette du gouvernement ne s'est pas effacé. Feng Shaoshan, ancien président de la Chambre générale de commerce évincé, et membre influent de la communauté cantonaise de Shanghai, constitue un comité du mouvement des marchands de la municipalité spéciale de Shanghai (*Shanghai tebie shi shangren yundong weiyuanhui*). Le 18 décembre à midi, une délégation du comité se présente au siège de la Chambre et tente d'en occuper les locaux par la force. Après une vive altercation avec les employés, la délégation est expulsée par la police, envoyée par le gouvernement municipal.

L'invasion est vivement condamnée par le comité permanent de la Chambre générale de commerce, avec l'appui de plus de cent-soixante guildes (*gonghui*). Pan Gongzhan, le directeur du bureau des Affaires sociales, dénonce également la tentative d'usurpation et

34. *SB*, 12 déc. 1931, p. 13 :3; 13 déc. 1931, p. 17 :4; 16 déc. 1931, p. 14 :1; 17 déc. 1931, p. 13 :5.

35. Chiang Kai-shek démissionne le 15 décembre 1931 (*SB*, 16 déc. 1931, p. 13 :1). Avant l'annonce officielle de sa décision finale, les milieux bien informés sont agités de rumeurs persistantes sur son retrait imminent. [a] *Minzhong*, 16, 19 déc. 1931, p. 1.

36. *SB*, 12 déc. 1931, p. 13 :4; 29 déc. 1931, p. 9 :1; 30 déc. 1931, p. 9 :1.

promet une enquête³⁷. Malgré ce premier échec, le comité annonce dans la presse la réunion d'une assemblée générale des guildes (*quanshi geye gonghui huiyi*) à laquelle la Chambre de commerce interdit à ses membres d'assister. Feng Shaoshan tient une conférence de presse devant cinquante journalistes pour exposer ses objectifs³⁸. Wang Xiaolai, président de la Chambre générale de commerce, refuse de reconnaître le comité et s'oppose résolument à toute prise de contrôle illégale de la Chambre³⁹. En fait, en raison d'un manque d'appui suffisant parmi les guildes, les activités du comité ne connaissent pas de développement particulier. Une autre organisation, la Fédération des associations de rue (*Shanghai shi malu lian-behui*), profite du climat de libéralisation pour renaître de ses cendres. Officiellement abolies depuis la réorganisation de 1929, les unions se reforment aussi rapidement qu'elles avaient disparu de la scène locale⁴⁰. Par la suite, le rétablissement des unions sera reconnu par le gouvernement municipal. On trouve derrière les deux mouvements les mêmes personnages clés, qui animent aussi la fronde au sein du parti (cf. *infra*). Derrière Feng Shaoshan, en particulier, il y a Wang Hanliang et Zhao Nangong, anciens responsables locaux du GMD et membres de la communauté marchande, ainsi qu'un grand nombre de petits commerçants⁴¹.

La même agitation fiévreuse règne dans les syndicats. Le 19 décembre, deux assemblées ont lieu séparément à Zhabei et dans la Cité, qui donnent naissance à deux syndicats généraux, ce que la loi sur les syndicats (*gonghui fa*) interdit formellement⁴². Bien que l'influence des éléments cantonnais existe aussi dans le cas des syndi-

37. *SB*, 19 déc. 1931, p. 13 :1; 20 déc. 1931, p. 19 :1; *Yinhang zhoubao* (*The Bankers' Weekly*), 29 déc. 1931, p. 6-7; *CWR*, 29 déc. 1931, p. 113; 2 janv. 1932, p. 132.

38. *SB*, 22 déc. 1931, p. 14 :4. Les objectifs de Feng Shaoshan peuvent être résumés en trois points : (1) redonner aux marchands la maîtrise de leurs institutions représentatives; (2) refuser les nominations d'en haut; (3) demander que les comptes de l'Association de salut national soient rendus publics.

39. *SB*, 23 déc. 1931, p. 13 :6.

40. *SB*, 24 déc. 1931, p. 14 :4; cf. [b] M.-C. BERGÈRE, 1986a, pp. 219, 279.

41. Sur Wang Hanliang, un des plus anciens partisans de Sun Yat-sen, cf. [c] YANG Jialuo, 1937, p. 3/73. Nous avons peu d'informations sur Zhao Nangong, qui a participé au gouvernement municipal provisoire en 1927 en tant que représentant de la communauté marchande; *SB*, 30 déc. 1931, p. 11 :4.

42. *SB*, 20 déc. 1931, p. 17 :2. Les deux formations portent un nom distinct. La première (Cité) s'appelle Syndicat général de la municipalité de Shanghai (*Shanghai shi zong gonghui*); la seconde (Zhabei) a pris pour nom Syndicat général de la municipalité spéciale de

cats, la situation est beaucoup plus complexe. La formation d'une fédération pour toute la ville était une revendication de longue date⁴³. L'écroulement du parti à Shanghai et l'affaiblissement du gouvernement municipal sont l'occasion d'y donner effectivement suite en plaçant les autorités devant le fait accompli. Le bureau des Affaires sociales dénonce l'illégalité des nouveaux syndicats généraux, mais il est impuissant à les réduire. Les deux formations tiennent d'ailleurs une réunion commune qui décide de leur fusion. Finalement, le Syndicat général obtiendra sa reconnaissance officielle, tout en étant pris en main par l'appareil local du parti réorganisé⁴⁴.

L'éclatement de la section locale du Guomindang

Le phénomène le plus remarquable de cette période reste cependant l'effondrement total de la direction du parti à Shanghai. Nous avons noté précédemment le militantisme qu'il avait manifesté dans le mouvement antijaponais, et sa volonté de marquer des points contre le gouvernement municipal. Tout en protestant de sa fidélité à Chiang Kai-shek, le comité exécutif de Shanghai veut affirmer la suprématie du parti, que la collusion (ou ce qu'il considère comme tel) du gouvernement local avec la haute bourgeoisie tend à remettre en cause. Cependant, par ses actions extrêmes, le parti, qui ne bénéficie pas d'une bonne réputation à Shanghai, s'est complètement discrédité. Les éléments pro-cantonais de l'appareil local, ainsi que ceux qu'ont aliénés les méthodes peu démocratiques de l'ancienne direction, ne manquent pas de saisir l'opportunité qui se présente de réformer l'appareil local.

Une assemblée générale réunissant 2300 personnes décide le 13 décembre d'entreprendre la démocratisation du parti. Wang Hanliang dresse un véritable réquisitoire contre la direction locale, et plus généralement contre Chiang Kai-shek et ses méthodes de

Shanghai (*Shanghai tebie shi zong gonghui*). La loi sur les syndicats n'autorise que la création de sections syndicales d'entreprise ou de branche, mais elle interdit la constitution d'organisations au niveau municipal, régional ou national.

43. Le premier syndicat général a disparu lors du coup d'État de Chiang Kai-shek en avril 1927. Cf. [b] E. R. HAMMOND, 1978, en particulier chap. 3 : « Shanghai Labor under Nanking Rule : The Question of a Labor Federation », pp. 39-85.

44. *SB*, 20 déc. 1931, p. 19 :1; E. R. HAMMOND, 1978, pp. 74, 77; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. O/9-10.

gouvernement. Il dénonce l'incurie des dirigeants face à l'agression japonaise et leur recours à la répression pour écraser les aspirations démocratiques et patriotiques des militants du GMD. Wang stigmatise la manipulation des affaires du parti à Shanghai par une minorité dont les actions ont aliéné la population et ont conduit au désastre. L'assemblée adopte plusieurs résolutions faisant appel à l'initiative populaire et réclamant la punition des responsables. Elle élit ensuite un comité de réforme des affaires du parti (*dangwu gaijin weiyuanhui*). C'est au sein de ce comité, sous le nom de *Gaijinhui*, que les contestataires vont poursuivre leur action en vue de transformer la section locale du GMD⁴⁵.

Dans le camp de l'ancienne direction se manifeste une volonté de résistance, en même temps que règne une grande confusion. Wang Yansong remet sa démission au Comité exécutif central sous prétexte de se consacrer aux problèmes de l'industrie et du commerce et au développement de l'économie nationale. Le 17 décembre, le *Shen Bao* annonce la démission en bloc du comité exécutif local et publie le texte de la lettre adressée aux instances centrales du parti. Les membres démissionnaires du comité shanghaien y brossent un tableau résumé de l'action qu'ils ont menée depuis le début pour guider la population dans le cadre du mouvement antijaponais. Ils critiquent féroce­ment l'Association de salut national, accusée d'être manipulée par des éléments réactionnaires (c'est-à-dire, communistes dans le langage codé du GMD) et par les étudiants. Ces derniers sont dénoncés comme les instruments d'une terreur rouge qui s'est abattue sur les installations mêmes du parti à Shanghai. En conclusion vient l'attaque perfide : le gouvernement municipal n'a pris aucune mesure pour rétablir l'ordre et cède au diktat des étudiants et des communistes. Ceux-ci peuvent manifester dans la rue et poussent l'audace jusqu'à s'attaquer à la police (cf. *infra*). La ville est dans un état d'anarchie totale, affirme le comité exécutif, et l'appareil local du parti ne peut plus rien⁴⁶.

Malgré cette lettre, Pan Gongzhan réaffirme, dans une déclaration à la presse, l'autorité du comité exécutif. Tant qu'une réponse du Comité exécutif central ne sera pas arrivée, la direction actuelle restera la seule représentante légitime du parti à Shanghai. Le *Gai-*

45. *SB*, 14 déc. 1931, p. 14 :1.

46. *SB*, 17 déc. 1931, p. 14 :3.

jinhui n'a été ni élu ni désigné par les instances centrales. Quelques jours plus tard, Pan remet sa démission individuelle de membre du comité exécutif et de directeur du bureau des Affaires sociales. Dans sa lettre, il dénonce les attaques des étudiants, la division à l'intérieur du parti, ainsi que l'apparition de nouvelles organisations chez les marchands et les ouvriers. Au maire, il prédit que le travail des quatre dernières années va être ruiné par le mouvement de fronde qui agite ces milieux⁴⁷.

Wu Kaixian, chef de la section locale du GMD, remet à son tour sa démission personnelle, alors qu'un délégué du *Gaijinhui* revient triomphalement de Nankin avec le soutien du Comité exécutif central⁴⁸. Malgré cet appui, il semble que les contestataires n'ont pu prendre en main ni l'appareil local ni ses finances. Les locaux du parti, placés sous la garde de la police, leur sont restés inaccessibles. Ils doivent donc tenir leurs réunions à l'Université de droit et de sciences politiques de Shanghai (*Shanghai fazheng daxue*). Les dernières informations dont la presse fait état à propos de ce groupe semblent indiquer qu'ils n'ont pas réussi à mobiliser autant de militants qu'ils l'avaient espéré. Les organisations syndicales de Shanghai ont refusé de reconnaître la légitimité du *Gaijinhui*⁴⁹. Manifestement, les frondeurs ne peuvent prétendre renverser l'ancienne direction aussi rapidement, en se contentant du soutien, très relatif d'ailleurs, du cabinet cantonais formé à Nankin. Le mouvement de contestation se poursuivra néanmoins de façon chronique jusqu'à la réorganisation de l'appareil du parti au début de 1932.

La reconstitution du gouvernement municipal

Au milieu du tumulte et des affrontements, le gouvernement municipal semble avoir disparu. La démission de Zhang Qun a porté un coup fatal à son autorité. Il n'a plus d'appui politique à Nankin, du moins pas tant qu'un nouveau maire n'aura pas été nommé. Les forces armées stationnées à Shanghai échappent à son autorité, alors

47. *SB*, 15 déc. 1931, p. 13 :4; 20 déc. 1931, p. 19 :1.

48. *SB*, 28 déc. 1931, p. 10 :2; 29 déc. 1931, p. 10 :2. Le journal ne donne aucune précision sur l'identité du délégué, ni sur la nature du soutien du Comité central au *Gaijinhui*.

49. *SB*, 15 déc. 1931, p. 14 :1; 22 déc. 1931, p. 14 :5.

que la situation locale continue de se dégrader. En effet, le mouvement antijaponais n'a rien perdu de sa vigueur malgré les conflits d'organisation et les clivages politiques internes. Par deux fois, des policiers trop nerveux abattent de pauvres bougres qui ont eu le tort de sortir un peu tard dans la nuit. Une assemblée de l'Association de salut national tourne à l'émeute et plusieurs magasins sont pillés, des autobus détruits, et les affrontements avec la police sont particulièrement violents⁵⁰. Ces incidents ne contribuent pas à rehausser l'autorité du gouvernement municipal.

La municipalité tente cependant de réagir devant la prolifération des initiatives politiques locales. Elle intervient énergiquement pour défendre la Chambre générale de commerce. Elle interdit également toutes les organisations illégales créées par des groupes minoritaires, notamment dans les syndicats⁵¹. Mais dans une situation où il n'y a plus d'autorité politique centrale, et où les activistes locaux tentent de forcer la main de celle qui se met en place, les responsables municipaux sont paralysés. Ils ne peuvent se livrer à une quelconque répression sans savoir quelle va être l'orientation des nouveaux dirigeants. Mais ils ne peuvent se résigner à tout laisser aller, afin de préserver les acquis et d'éviter un désaveu en cas de retour de l'ancien gouvernement. Yu Hongjun tire la conclusion qui s'impose et remet sa démission, avec celle de tout le secrétariat. Il est suivi par le bureau des Affaires sociales et par celui des Finances. Le gouvernement municipal n'existe plus que nominale-ment⁵².

Après un mois d'incertitude, l'administration municipale est finalement reconstituée sous la direction d'un personnage volontaire nommé par le gouvernement de Sun Ke, Wu Tiecheng. Cette nomination apparaît comme un compromis. Par son origine cantonnaise et sa longue carrière révolutionnaire aux côtés de Sun Zhongshan, Wu est un candidat acceptable pour Sun Ke, avec lequel il a d'ailleurs collaboré étroitement dans le passé, à l'époque du gouvernement révolutionnaire de Canton. Par la suite, il s'est rapproché de l'aile droite du GMD, avant de se joindre au groupe des Études

50. *SB*, 11 déc. 1931, p. 15 :1; 12 déc. 1931, p. 13 :1 et 15 :1.

51. *SB*, 24 déc. 1931, p. 14 :4; 25 déc. 1931, p. 9 :5; 30 déc. 1931, p. 11 :4.

52. *SB*, 30 déc. 1931, p. 9 :1.

politiques (*zhengxuexi*) dont Huang Fu et Zhang Xun, par exemple, sont aussi membres⁵³. Par ailleurs, Wu est devenu un allié, voire un confident de Chiang Kai-shek, depuis qu'il l'a aidé, avec Zhang Qun, à régler le problème de la scission organisée par Wang Jingwei (1883-1944) et deux généraux à Pékin en 1930⁵⁴. Enfin, dans la dispute à l'intérieur du parti en 1931, Wu Tiecheng est le seul haut dirigeant cantonnais qui n'ait pas fait défection en faveur du Sud. Il a la réputation d'être un homme d'autorité qui, de surcroît, possède une longue expérience militaire. Sa nomination est accueillie favorablement par la bourgeoisie locale.

La cérémonie de passation des pouvoirs a lieu le 7 janvier. Mais dès le début de son mandat, Wu est plongé dans des négociations laborieuses entre le gouvernement de Sun Ke et les financiers shanghaiens. Depuis l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe, les dirigeants provinciaux mis en place par Chiang Kai-shek s'abstiennent de remettre la recette des impôts au gouvernement central. Les banquiers de Shanghai, de leur côté, n'accordent pas grand crédit à ce cabinet composé uniquement de Cantonais⁵⁵. Alors que les tractations se prolongent, le gouvernement se débat dans d'insurmontables difficultés financières. Pendant ce temps, Chiang Kai-shek ne reste pas inactif. Il a des contacts fréquents avec Wu Tiecheng et Wang Jingwei, qui, bien qu'ayant à nouveau pris la tête du mouvement de dissidence au cours de l'été 1931, a refusé de se joindre au cabinet de Sun Ke⁵⁶. La chute du gouvernement sudiste est prévisible. A Shanghai, la situation d'attente et d'incertitude ainsi créée prend une dimension particulière en raison des risques de confrontation directe avec le Japon, qui augmentent de jour en jour.

Avec l'arrivée de Wu, le gouvernement municipal va connaître un regain d'autorité et d'activité. Bien qu'engagé sur la scène politique au niveau national, le nouveau maire ne néglige pas pour autant ce qui se passe dans la ville, en particulier les problèmes de

53. Sur la clique des études politiques, cf. [b] TIEN Hung-mao, 1972, pp. 65-71.

54. *BDRC*, I, p. 48.

55. Les prises de position des Cantonais sur la question de la dette publique alors qu'ils se trouvaient encore à Canton ont alarmé les banquiers chinois et fait perdre beaucoup d'argent aux détenteurs de bons, par suite d'un effondrement des cours. Cf. [b] P. Mc L. COBLE, 1980, pp. 88-90, 96-97.

56. *SB*, 20 janv. 1932, p. 9 :1; 22 janv. 1932, p. 9 :1.

sécurité. Il commence par reconstituer l'équipe municipale. Tout le personnel du secrétariat est renouvelé, sauf Yu Hongjun qui conserve son poste de secrétaire général⁵⁷. Puis tous les directeurs de bureaux sont changés, à l'exception de ceux de l'Hygiène et des Travaux publics. Le gouvernement s'attaque aussitôt aux problèmes en suspens. Le mouvement de Feng Shaoshan est interdit. La décision, qui émane du Yuan exécutif (Sun Ke), vise manifestement à ne pas indisposer davantage les capitalistes shanghaiens, avec lesquels des négociations vitales pour le gouvernement sont en cours. Le bureau des Affaires sociales reçoit l'ordre d'enquêter sur la nouvelle Union générale du travail, dont les dirigeants sont convoqués à l'hôtel de ville pour expliquer leurs objectifs⁵⁸.

Lorsqu'une nouvelle assemblée de la population est réunie à l'initiative des associations antijaponaises, le bureau de la Sécurité publique prend des mesures de sécurité exceptionnelles. Plus de 5000 personnes se rassemblent au stade municipal pour écouter quelques orateurs, avant de se répandre dans les rues pour manifester. Lorsque la foule, après un long défilé, revient au stade, celui-ci est fermé et gardé par l'armée. Les manifestants en colère n'ont d'autre ressource que de se disperser, attaquant au passage le siège du parti⁵⁹. Wu a choisi le langage de la fermeté car il en a les moyens : les forces cantonaises de la 19^e armée ne peuvent lui refuser leur appui. Il appelle tous les citoyens, en particulier les étudiants, à cesser la grève et à maintenir l'ordre à Shanghai, et les met en garde contre toute action illégale. Wu est enfin assuré du soutien des marchands qui, sur la proposition de la Chambre générale de commerce, viennent de mettre en place leur propre association antijaponaise pour appliquer les mesures de boycottage dans de bonnes conditions, sans passer par le contrôle de l'Association de salut national⁶⁰.

57. *SB*, 7 janv. 1932, p. 18 :1.

58. *SB*, 17 janv. 1932, p. 14 :2 et 3.

59. *SB*, 18 janv. 1932, p. 9 :1.

60. *SB*, 21 janv. 1932, p. 14 :4. Le nom de la nouvelle organisation est Association de salut national et de résistance au Japon des marchands de Shanghai (*Shanghai shi shangye kangri jingubhui*).

La marche à la confrontation avec le Japon

En dépit des efforts du gouvernement municipal, les incidents se multiplient. Le 9 janvier 1932, le quotidien du parti à Shanghai, *Minguo ribao* (Le Républicain), publie un article que les représentants japonais jugent insultant à l'égard de leur empereur. Le consul général exige des excuses et la fermeture du journal. Wu Tiecheng exprime ses regrets et fait publier un rectificatif dans le même journal. Cela ne satisfait qu'à moitié les Japonais qui, à la suite d'un nouvel article sur leur armée, obtiennent des autorités de la Concession internationale la suspension du quotidien⁶¹. Cette affaire augure mal des relations de Wu avec les Japonais et avec l'appareil local du parti. Le 18 janvier, un groupe de Chinois s'en prend violemment à des moines bouddhistes japonais, causant même la mort de l'un des religieux. Deux jours plus tard, en représailles, une troupe de résidents japonais met le feu à l'usine textile d'où étaient venus, selon eux, les agresseurs des moines⁶². Ces incidents sont l'étincelle qui met le feu aux poudres, alors même que la tension entre les deux communautés est à son comble.

Dans le premier cas, le consul général du Japon demande réparation au maire pour les blessures infligées aux moines, et réclame la punition des coupables. Il exige aussi des excuses formelles, ainsi que la dissolution de l'Association de salut national et la suppression de toutes les activités antijaponaises. Il attend une réponse immédiate, mais ne prend pas la peine de répondre à la protestation du gouvernement municipal à propos de l'incendie de l'usine textile chinoise. Wu demande un délai de consultation avec le gouvernement central. A la presse, il se déclare prêt à accepter les premières demandes japonaises, mais il lui semble difficile, dit-il, de satisfaire aux exigences relatives au mouvement patriotique antijaponais. Il réaffirme aussi sa volonté de résoudre le conflit par la voie pacifique. Wu hésite en fait entre deux solutions également porteuses de grands dangers. S'il rejette les exigences japonaises, il s'exposera à une action imprévisible de la marine japonaise, qui a fait savoir

61. [b] *The Shanghai Incident*, 1932, p. 3; [c] HUA Zhenzhong & ZHU Baikang, 1932, pp. 64-65.

62. [b] E. LEE Bing-shuey, 1934, pp. 230-231; [b] W. C. JOHNSTONE, 1937, pp. 276-277; *SB*, 21 janv. 1932, p. 13 :1-6.

qu'elle prendrait toutes les mesures appropriées en cas de refus du gouvernement municipal. S'il dissout l'Association de salut national et suspend toutes les activités antijaponaises, il encourt le risque de plonger la ville dans l'émeute, tant la tension dans la population est grande⁶³.

Le gouvernement national ne peut pas davantage lui apporter son aide. Sans finances et sans armée, il est bien incapable de prendre la moindre initiative. En outre, Sun Ke et son ministre des Relations extérieures, Chen Youren (1878-1944), s'opposent sur la politique à suivre face au Japon. Chen est partisan d'une déclaration de guerre, dont Sun ne veut pas assumer la responsabilité. Chen remet alors sa démission et se rend à Shanghai, bientôt rejoint par Sun qui tente vainement de le convaincre de rester dans le gouvernement. Définitivement découragé, Sun remet à son tour la démission de son cabinet le 25 janvier. Du 26 au 27, les délégations se succèdent à Shanghai pour persuader Sun Ke de revenir sur sa décision, mais en vain. Cette nouvelle crise gouvernementale se produit pendant ces journées cruciales où le sort même de Shanghai est en jeu. Il n'y a plus en Chine de gouvernement national capable de prendre une décision. L'atmosphère dans la ville s'alourdit. Zhaobei est placé sous la loi martiale. Le bureau de la Sécurité publique commence à installer des sacs de sable dans les rues, tandis que les milices d'autodéfense tiennent une réunion d'urgence⁶⁴.

Le consul du Japon, excédé par les atermoiements des autorités chinoises, pose un ultimatum le 27 janvier au soir : il exige une réponse pour le lendemain avant 18 heures, faute de quoi les mesures requises par la situation seront mises en œuvre. Wu Tiecheng ne peut plus reculer ; avec ou sans gouvernement national, c'est lui qui doit prendre la décision. En réalité, il consulte largement. Il a un entretien avec les représentants de la bourgeoisie, puis rencontre quelques hauts dirigeants du régime pour débattre de la solution à adopter⁶⁵. L'unanimité se fait contre l'Association de

63. *SB*, 23 janv. 1932, p. 13 :1 ; 24 janv. 1932, p. 13 :1.

64. *SB*, 25 janv. 1932, p. 9 :1 ; 26 janv. 1932, p. 10 :1 ; 27 janv. 1932, p. 13 :1 ; 28 janv. 1932, pp. 13 :6, 14 :1.

65. [b] E. LEE Bing-shuey, 1934, p. 232. Le 26 janvier, Wu Tiecheng consulte Yu Xiaqing, Wang Xiaolai, Xu Jiqing, Lin Kanghou et Qu Wenliu. Le lendemain, il se réunit avec Zhang Ji, Ju Zheng, He Yingqin, Huang Fu, Gu Ziyu, Ye Gongzhuo et Zhang Jing-jiang au domicile de ce dernier. Cf. [c] Li Nansha, 1932, pp. 7-8.

salut national. Wu Tiecheng préfère prendre le risque d'émeutes plutôt que d'entrer en guerre avec le Japon à Shanghai. Les activités de l'association, dominée par l'appareil local du GMD, lui ont valu une forte animosité de la part de la communauté marchande, en particulier du groupe de grands bourgeois associés au régime. C'est en prenant prétexte des plaintes déposées par une centaine de guildes que l'association est suspendue. Aucune référence n'est faite aux pressions japonaises, pourtant à l'origine de la mesure d'interdiction⁶⁶. La décision est appliquée avec efficacité par le bureau des Affaires sociales et de la Sécurité publique, qui investissent les différents sièges de l'association, en expulsent les membres présents et placent les locaux sous scellés.

L'action du gouvernement municipal n'a laissé aucune chance aux militants de l'Association de salut national. Peu, sans doute, s'attendaient à ce que le maire osât s'attaquer directement au mouvement antijaponais. Les étudiants et les lycéens manifestent une opposition véhémement, mais totalement impuissante. La plupart des marchands sont soulagés d'être débarrassés d'une organisation encombrante et sectaire. Les syndicats ne font pas de commentaires et annoncent simplement que la lutte antijaponaise continue sous la bannière de l'Union générale du travail⁶⁷. Une voix est étonnamment absente de ce concert de protestations ou d'approbations, celle de la section shanghaienne du GMD. Alors qu'elle avait partout infiltré ses hommes et qu'elle était à la pointe du combat, elle n'émet aucun jugement, aucun commentaire, aucune protestation. Cet épisode marque clairement la fin du pouvoir de l'appareil local du parti à Shanghai. La conduite de la vie politique de la ville appartient désormais entièrement au gouvernement municipal.

L'agression japonaise

Le 28 janvier à 15 heures, Wu Tiecheng informe officiellement le consul général que le gouvernement municipal accepte toutes ses demandes⁶⁸. Le consul fait aussitôt savoir au maire et aux autorités des Concessions qu'il est pleinement satisfait par la réponse chinoise

66. *SB*, 29 janv. 1932, p. 11 :1-7.

67. *SB*, 28 janv. 1932, p. 13 :1.

68. [b] E. LEE Bing-shuey, 1934, p. 233.

et que l'affaire n'aura pas d'autre suite. Les dirigeants des Concessions, bien que soulagés de voir le gouvernement municipal éviter une épreuve de force avec le Japon, décident cependant de maintenir la déclaration de l'état d'urgence, prévue pour le jour même, afin de prévenir d'éventuelles émeutes. Chez les militaires japonais, en revanche, les jusqu'au-boutistes ne sont pas contents. La décision rapide et imprévue du gouvernement municipal les a privés de l'excuse qu'ils cherchaient pour bouter l'armée chinoise hors de Shanghai et prendre le contrôle de la ville. L'armée japonaise est prête à entrer en jeu sous n'importe quel prétexte⁶⁹. En quelques jours, le nombre de canonnières japonaises ancrées dans le port de Shanghai est passé de deux à onze, tandis qu'une flotte de treize navires est en route depuis le Japon⁷⁰.

Plusieurs indices montrent que les militaires japonais ont pris leurs dispositions pour une intervention armée à Shanghai⁷¹. Le 28 janvier, à 23 heures, l'amiral Shiosawa fait savoir au maire et au directeur de la Sécurité publique qu'il a l'intention d'envoyer ses troupes dans Zhabei où, selon lui, la sécurité des résidents japonais n'est pas assurée. Il demande le retrait de tous les soldats chinois et la démolition des installations de défense militaire. Sans laisser au maire le temps de réagir, les « marines » japonais pénètrent dans Zhabei, guidés par des réservistes familiers du quartier. Les soldats de la 19^e armée, surpris, contre-attaquent immédiatement et repoussent l'avance des troupes japonaises⁷².

Dès réception du message de l'amiral, Wu Tiecheng prend contact avec le consul général qui déclare ne rien savoir. Celui-ci précise toutefois qu'il va s'informer auprès de l'état-major japonais. En fait, il est déjà trop tard pour les autorités civiles. A la provocation japonaise a répondu le nationalisme sourcilieux de la 19^e armée, et les combats font rage dans Zhabei. Le lendemain, un cessez-le-

69. [b] IENAGA Saburo, 1978, p. 65.

70. *SB*, 27 janv. 1932, p. 13 :2 ; 29 janv. 1932, p. 9 :1.

71. Les consuls japonais de plusieurs villes autour de Shanghai ont recommandé aux résidents de leurs circonscriptions de retourner au Japon dans un délai d'un ou deux jours. Les propriétaires de filatures japonaises, qui ont commencé à licencier en masse, décident de fermer leurs portes, jetant à la rue plusieurs milliers de travailleurs ; cf. *SB*, 21 janv. 1932, p. 13 :4 ; 27 janv. 1932, p. 14 :5 ; 28 janv. 1932, p. 14 :2 ; 29 janv. 1932, p. 13 :5. La plus grande partie (15 000) des résidents japonais de Shanghai seront rapatriés au Japon dès le début des hostilités ; cf. *PT*, III (4), mars 1932, pp. 84-86.

72. [b] E. LEE Bing-shuey, 1934, pp. 234, 239-240. Les réservistes sont des volontaires civils de la communauté japonaise de Shanghai.

feu est arrangé entre les deux parties, mais les discussions n'aboutissent pas, chacun rejetant la responsabilité du conflit sur l'autre. Les hostilités reprennent de plus belle. Alors que l'amiral japonais avait espéré balayer les troupes chinoises en quelques heures, ce sont les marines japonais qui doivent battre en retraite. La 19^e armée oppose une résistance opiniâtre à l'agresseur japonais, dont les moyens matériels dépassent pourtant largement le piteux équipement des soldats chinois⁷³.

D'abord limités à Zhabei, les combats s'étendent ensuite à Jiangwan et Wusong, et au-delà, dans un rayon de quinze kilomètres autour de Shanghai. Les Japonais, ulcérés par la ténacité de l'armée chinoise, mettent en œuvre tous les moyens à leur disposition. Ils bombardent sans merci Zhabei, l'un des quartiers les plus peuplés de Shanghai, ainsi que les autres zones où les troupes chinoises sont stationnées. La population civile est la première victime de cette orgie de fer et de feu. Ceux qui parviennent à échapper au pilonnage des canons ennemis sont soumis aux pires exactions des marines japonais et de leurs supplétifs, les milices de réservistes. Ceux-ci arrêtent, brutalisent, exécutent tous les Chinois qui ont eu la malchance de rester dans la zone de combat. La presse chinoise et étrangère dénonce unanimement le régime de terreur imposé par l'armée japonaise⁷⁴.

L'organisation des secours

Pour faire face à la situation d'urgence créée par le conflit, le gouvernement municipal se transforme en cabinet de crise. Les bureaux sont fermés et les activités régulières suspendues. Le maire établit un bureau de liaison (*lianhe banshichu*) composé de deux sections : l'une pour les affaires externes, chargée de suivre le déroulement

73. La 19^e armée n'a reçu pratiquement aucune aide de la part du gouvernement national. L'effort de guerre, de façon incroyable, a été soutenu entièrement par la population chinoise grâce aux contributions énormes (au total 12 millions de yuan) qui ont été envoyées à la 19^e armée de toute la Chine et des communautés chinoises d'outre-mer (50 %). Cf. *CWR*, 27 août 1932, p. 469 ; 11 juin 1932, p. 60 ; [c] *Shijiu tujun zhibubu shouru kangri weilaojin baogaoshu*, 1932, 1, tabl. 1 ; *PT*, III (4), 16 sept. 1932, pp. 115-133.

74. Voir en particulier les témoignages de résidents étrangers réunis dans un recueil publié par le *China Weekly Herald* : « A Month of Reign of Terror in Shanghai : What the Foreigners See, Say and Think from January 28 to February 27, 1932 ».

des combats, les négociations avec les autorités japonaises et celles des Concessions ; l'autre pour les affaires internes, responsable de l'organisation de l'assistance aux réfugiés, du maintien de l'ordre dans la ville et des rapports avec les autres associations de secours⁷⁵. Le bureau de liaison ne comprend que le maire, les directeurs de bureaux et quelques cadres du secrétariat.

Sur le plan financier, le bureau adopte des mesures draconiennes : aucune rémunération ne peut dépasser 50 yuan et tous les employés doivent verser dix pour cent de leur salaire comme contribution exceptionnelle à l'effort de guerre⁷⁶. La situation financière du gouvernement municipal est en effet catastrophique. Alors qu'en période normale, il percevait chaque mois 500 000 à 600 000 yuan de taxes diverses, le déclenchement du conflit l'a complètement coupé des revenus de la zone nord de la municipalité (Zhabei, Wusong, Jiangwan, Zhenru), où se déroulent les opérations militaires. Dans le reste de la ville, la vie économique est totalement paralysée. Les magasins chinois, même dans les Concessions, se sont mis en grève illimitée. La circulation intérieure est très difficile, tandis que les communications avec l'extérieur, par voie maritime ou fluviale, sont extrêmement réduites⁷⁷. Dans ces conditions, même dans la zone sud qui n'est pas affectée par les combats, l'administration municipale voit ses recettes fondre brutalement. En outre, le gouvernement national, réfugié à Luoyang et dirigé à nouveau par Chiang Kai-shek, se refuse à apporter une aide quelconque aux combattants.

Dès le début des hostilités, le gouvernement municipal met tous ses employés à la disposition des organismes d'aide au réfugiés. La direction énergique de Wu Tiecheng réussit aussi à tirer parti des ressources financières et humaines de la ville. Les membres de la haute bourgeoisie shanghaienne liés à la municipalité ont fondé une association (*Shanghai shimin difang weichihui*) chargée de maintenir les activités commerciales dans Shanghai et de réunir des fonds de secours. Tous ses membres se retrouvent dans l'Association d'assistance temporaire aux réfugiés des zones de guerre (*Shanghai zhanqu*

75. [c] SHEN Yi, 1970 (vol. 17, n° 2, 3, 4).

76. SB, 2 févr. 1932, p. 3 : 8 ; 5 févr. 1932, p. 3 : 2.

77. SB, 30 janv. 1932, p. 2 : 7 ; 2 févr. 1932, pp. 2 : 5-7, 3 : 5 ; YHZB, 2 févr. 1932, p. 17 ; 29 mars 1932, p. 3.

nanmin linsbi jiujihui), plus directement concernée par l'aide aux sinistrés et aux soldats⁷⁸.

C'est grâce à la collaboration de cette dernière organisation que le gouvernement municipal peut apporter une aide importante aux victimes de la guerre. Les tâches les plus urgentes à régler sont le soutien aux forces armées, le sauvetage des personnes bloquées dans les zones de combat, et l'accueil des réfugiés. Les autorités font réserver mille lits dans tous les hôpitaux de la ville pour recevoir les soldats blessés. Le bureau des Affaires sociales organise à leur intention une distribution de fruits et de serviettes. La municipalité fait don d'une somme de 30 000 yuan pour les soins aux civils⁷⁹. La Sécurité publique s'efforce de stabiliser l'arrière. Elle réorganise les services de sapeurs-pompiers pour maîtriser les incendies qui se déclarent partout dans Zhabei et constituent une gêne pour les combattants, sans parler des destructions qu'ils provoquent. La police assure aussi avec quelque succès la lutte contre l'infiltration d'agents chinois au service des Japonais. Elle est assistée dans cette tâche par les guildes et les cellules du GMD que le gouvernement municipal a mobilisées pour surveiller la population et déceler la présence de personnes étrangères à la communauté locale⁸⁰. L'assistance apportée aux forces armées par le gouvernement municipal est restée malgré tout limitée dans la mesure où son action était dirigée en priorité vers la population civile.

En dépit des rumeurs persistantes d'invasion japonaise, une grande partie des habitants s'est trouvée surprise par le déclenchement rapide et sauvage des hostilités. Les plus proches ont pu s'échapper à travers la Concession internationale, mais la majorité est restée bloquée dans Zhabei. Dès l'instauration de l'état d'urgence, les autorités de la Concession internationale font fermer tous les accès à leur zone pour ne pas être submergées par un flot incontrôlable de réfugiés. Profitant d'un court cessez-le-feu décrété le 29 janvier, des équipes de sauveteurs sont dépêchées pour retrouver les groupes isolés au milieu des zones de combat et les ramener à travers les Concessions dans la partie sud de la ville. Lorsque les

78. SB, 1 févr. 1932, pp. 6 : 1, 8 : 1.

79. SB, 2 févr. 1932, p. 3 : 8 ; 8 févr. 1932, p. 2 : 5 ; [c] *Shanghai zhanqu nanmin linsbi jiujihui gongzuo baogao shu*, 1933, p. 11/19 ; [c] HUA Zhenzhong & ZHU Baikang, 1932, pp. 448-455.

80. SB, 12 févr. 1932, p. 7 : 1 ; 29 févr. 1932, p. 1 : 7 ; 1 mars 1932, p. 5 : 1 ; 17 févr. 1932, p. 1 : 7.

combats reprennent et interrompent l'opération, le maire fait envoyer les bacs municipaux qui, par navettes successives, ramènent d'autres réfugiés. Grâce à ces mesures, plus de 75 000 personnes sont tirées de l'enfer de flammes et de sang qu'est devenu Zhabei. Des actions semblables sont entreprises en direction de Wusong et de Jiangwan, mais elles se heurtent à l'opposition des troupes japonaises qui craignent les infiltrations d'agents chinois derrière leurs lignes⁸¹.

Pour accueillir l'afflux constant des réfugiés, des camps de fortune sont installés dans toute la ville. Le gouvernement municipal met les écoles et même les commissariats à la disposition des associations de secours. Le 15 mars, un rapport du bureau des Affaires sociales recense plus de soixante-dix camps. Au total, ce sont plus de 200 000 personnes, selon des statistiques il est vrai imprécises, qui auront transité par ces centres. La sécurité et l'ordre dans les camps sont assurés par la police, qui doit notamment lutter contre les opérations de racket que certains individus n'hésitent pas à organiser. Le bureau des Affaires sociales se charge de la collecte et de la distribution de vêtements, de couvertures, d'ustensiles de cuisine, etc. Il se charge aussi d'établir des statistiques sur les mouvements de population, la gestion des camps, les besoins en nourriture, en médicaments, ainsi que leur répartition entre les différents centres de réfugiés⁸².

Tous les camps sont dotés d'un centre de soins, ou au moins d'une infirmerie, dans lesquels les services d'hygiène s'activent à vacciner la population contre la variole (100 000), la méningite (10 000), le choléra. Près de 90 000 personnes reçoivent des soins médicaux, et en deux mois on ne comptera que 400 décès en dépit de l'insuffisance de moyens et des conditions d'intervention particulièrement difficiles⁸³. Le gouvernement municipal ne néglige pas non plus le travail éducatif. Les concentrations de réfugiés dans les camps permettent au bureau de l'Éducation d'atteindre une population qui est normalement hors de sa portée. Des classes dispensant un enseignement de base sont ouvertes pour les enfants et les adultes. Chez ces derniers, le bureau de l'Éducation met l'accent sur

81. [c] *Shanghai zhanqu...*, 1933, p. I/5-6 et p. I/52

82. *Ibid.*, p. I/4, p. II/34; *SB*, 18 févr. 1932, p. 2 : 5-6; 15 mars 1932, p. 2 : 4.

83. *Ibid.*, pp. I/10, I/44-46.

la dimension politique de son action (sens de la lutte antijaponaise, nationalisme, etc.)⁸⁴.

Malgré cet effort massif, il devient rapidement impossible de maintenir une telle population à l'intérieur des camps dans Shanghai, où l'approvisionnement est particulièrement difficile. Le gouvernement municipal décide d'évacuer vers l'extérieur tous ceux qui ont de la famille dans la région, ainsi que ceux qui désirent quitter la ville. Ceux qui souhaitent rester à Shanghai sont temporairement déplacés dans des camps situés dans les *xian* du Jiangsu éloignés de la zone de combat. La municipalité négocie un accord avec les compagnies de transport fluvial et ferroviaire, qui acceptent d'assurer le transfert des réfugiés gratuitement ou à tarif réduit. Le bureau des Affaires sociales se charge de réunir les fonds nécessaires au paiement des billets. La Chambre de commerce de Suzhou affrète deux bateaux pour aider au transport des réfugiés le long du Huangpu. Grâce à ces opérations, plus de la moitié des personnes déplacées ont déjà été évacuées lorsqu'est signé le cessez-le-feu mettant fin aux hostilités. Plus de 137 000 personnes au total auront été envoyées dans leurs familles ou dans des sites éloignés des combats⁸⁵.

Ce gigantesque effort humanitaire, l'administration municipale n'aurait pas pu le fournir seule. Il y a eu en effet, au cours des deux mois de conflit, une mobilisation générale et spontanée de la population. Toutes les organisations traditionnellement actives à Shanghai (Chambres de commerce, guildes, associations de charité, associations régionalistes), diverses organisations humanitaires également (Croix-Rouge, Svastika bouddhiste rouge), ont joué un rôle considérable dans la collecte de fonds, la création d'hôpitaux de campagne et l'établissement de camps de réfugiés⁸⁶. L'action du gouvernement municipal s'est située à un autre niveau que celui d'une aide économique qu'il eût été bien en peine d'assurer, même dans une situation financière meilleure. En outre, l'administration municipale avait dû prendre en charge pendant six mois l'hébergement des sans-abri amenés à Shanghai par les inondations catastrophiques de l'été dans la région du bas-Yangzi (cf. *infra*, chap. 9).

84. *SB*, 12 août 1932, p. 10 : 6.

85. *SB*, 8 févr. 1932, p. 2 : 7; [c] *Shanghai zhanqu...*, 1933, pp. I/3, I/8, I/35, II/16-17.

86. [c] *Ibid.*, 1933, pp. I/64, I/68.

En revanche, le gouvernement municipal pouvait fournir aux organisations de secours un personnel d'encadrement, une capacité de coordination indispensable au milieu de cette profusion d'initiatives, et surtout une autorité certaine. Le gouvernement place ainsi des représentants dans toutes les associations d'aide aux réfugiés : Yu Hongjun, secrétaire général, Pan Gongzhan, ancien directeur du bureau des Affaires sociales, qui a dirigé la réorganisation des associations de charité à Shanghai, et Chen Lengzeng, l'un des chefs de service du même bureau, sont membres du comité exécutif de la puissante Association d'assistance temporaire aux réfugiés des zones de guerre de Shanghai, fondée par la bourgeoisie shanghaienne⁸⁷.

La reprise des zones de combat

Alors que les combats ravagent la ville, les parties en présence continuent de négocier. Les premiers échanges sont un dialogue de sourds, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité du conflit et de sa poursuite. La presse chinoise contribue à entretenir un climat nationaliste passionnel en rapportant régulièrement sur un ton triomphaliste les victoires de l'armée chinoise. A la fin février, elle annonce même que les troupes japonaises sont près de succomber⁸⁸. La désillusion, puis la rancœur de la population vis-à-vis d'un gouvernement qui donne l'impression de l'avoir flouée, n'en sont que bien plus fortes lorsque l'inévitable défaite arrive.

Devant l'ampleur des dégâts causés par les hostilités, les dirigeants des Concessions, en particulier de la Concession internationale, tentent à plusieurs reprises de s'entremettre pour obtenir la fin de la confrontation armée, mais sans résultat⁸⁹. Les généraux de la 19^e armée, largement autonomes, refusent de céder aux ultimatums japonais malgré les pressions du gouvernement national pour négocier au plus vite un accord⁹⁰. Wu Tiecheng et Cai Tingkai ont, à

87. *SB*, 1 févr. 1932, p. 8 : 1 ; 29 déc. 1932, p. 10 : 3 ; [c] *Shanghai zhanqu...*, p. I/1 ; [c] *Shanghai shi shehuiji yewu baogao*, 1932, 1932, p. 92.

88. *SB*, 25 févr. 1932, p. 1 ; 27 févr. 1932, p. 1. La correspondance complète (du moins celle qui a été rendue publique) est reproduite dans [b] *Symposium on Japan's Undeclared War*, 1932, pp. 140-150.

89. *Ibid.*, p. 9.

90. He Yingqin adresse un télégramme à Wu Tiecheng, le pressant de « mettre fin au conflit dès que possible » ([c] Li Huaming, RAO Jingying & WENG Sanxin, « Yi erba Shanghai kangzhan dashiji », 1982, p. 68).

l'occasion, des entretiens téléphoniques animés, mais aucune solution ne se fait jour. Après le retrait des troupes chinoises à l'extérieur de Shanghai, les Japonais acceptent un arrêt des combats sur place le 5 mars, mais ce n'est que deux mois plus tard qu'un accord de paix est signé⁹¹.

Les clauses en sont humiliantes pour la partie chinoise et donnent lieu à un vive controverse au sein du parti et dans la population. L'image du gouvernement municipal, qui a participé aux négociations, quoique de façon officieuse, n'est pas atteinte par cette humiliation, dont l'entière responsabilité est attribuée au gouvernement central. La clause la plus controversée est celle qui prévoit que le gouvernement chinois ne pourra plus stationner de troupes à l'intérieur de Shanghai et dans un rayon de trente kilomètres. Malgré les assurances du commandement militaire chinois qui déclare que ces dispositions ne concernent que Zhabei, il est de fait qu'aucune unité militaire chinoise ne sera désormais cantonnée à Shanghai. Pour compenser cette perte, les autorités chinoises devront créer un corps de police spécial chargé d'assurer la sécurité des habitants⁹².

Deux mois après la fin des hostilités, les deux parties sont parvenues à un accord permettant la reprise en main des zones de combat par l'administration municipale. Entre ces deux dates, les soldats japonais ne restent pas inactifs. Ils se livrent à un travail de destruction systématique dans les zones qu'ils occupent. Ce qui n'a pas été rasé par les bombardements et le feu est soit miné, soit démonté et chargé sur des navires japonais⁹³. Ayant échoué à obtenir par les armes la création *de facto* d'une concession japonaise dans tout le nord de la ville, les autorités militaires japonaises profitent de leur situation d'occupant pour susciter la formation d'un gouvernement municipal chinois autonome à Zhabei et à Wusong. Malgré les demandes réitérées du gouvernement municipal qui veut envoyer ses agents dans les quartiers occupés pour rétablir la situation, les Japonais font la sourde oreille.

91. L'une des conditions posées par les Japonais avant tout arrêt des combats est le retrait complet des troupes chinoises dans un cercle de 30 kilomètres autour de Shanghai ; cf. [c] *Shanghai chebing quyuan jieguan shilu*, 1933, p. II/1.

92. *SB*, 17 mai 1932, p. 9 : 8 ; 25 juin 1932, p. 14 : 4 ; 1 juil. 1932, p. 14 : 7 ; 3 juil. 1932, p. 15 : 2 ; [c] *Shanghai zhanqu...*, 1933, p. IV/1.

93. *Ibid.*, p. IV/3-5.

Dès le début du mois de mars, ils proposent à un marchand connu, Wang Linyan, de prendre la tête d'une brigade de gendarmerie chinoise (*huajingdui*), prélude à un gouvernement fantoche. L'affaire ne semble pas avoir eu de suite. Le 1^{er} avril est cependant créée l'Association de protection des résidents de Zhabei (*Zhabei shimin weichihui*). Dissoute dix jours après par les Japonais eux-mêmes sous la pression des consuls américain et britannique, prévenus des exactions (surtout financières) dont sont victimes leurs nationaux, elle n'en est pas moins reconstituée cinq jours plus tard sous le nom d'Association pour la promotion de l'autonomie locale de Zhabei (*Zhabei xizhi xiejinhui*). Quelques dirigeants ont été remplacés, mais l'ensemble du personnel reste inchangé⁹⁴.

En fait, les Japonais semblent avoir eu des difficultés à contrôler cet organe dont la préoccupation principale était de percevoir des taxes abusives auprès des habitants qui avaient survécu ou étaient revenus voir l'état de leurs biens. L'association confisque arbitrairement les propriétés de ceux qui sont encore absents⁹⁵. Les dirigeants du gouvernement fantoche sont en majorité issus de la communauté émigrée du Jiangbei (la partie du Jiangsu située au nord du Yangzi), communément méprisée par les Shanghaiens, ce qui peut expliquer une certaine rancœur et un désir de revanche en son sein⁹⁶. Le gouvernement municipal est impuissant à les empêcher de poursuivre leurs activités sous l'aile protectrice de l'armée japonaise. Lorsque celle-ci, en vertu de l'accord du 5 mai, doit finalement se retirer, un vent de panique s'empare des membres du gouvernement fantoche. Les Japonais font obstacle à leur arrestation, mais renoncent à leur assurer une protection réelle. Pourtant, un seul des dirigeants sera arrêté, puis condamné à mort pour trahison⁹⁷.

La tâche qui attend les responsables municipaux est considérable. L'administration doit d'abord reprendre le contrôle de la ville et établir un bilan des destructions. Une commission est chargée de superviser le transfert d'autorité dans les zones occupées par l'armée

94. *SB*, 8 mars 1932, p. 1 : 8 ; 8 avr. 1932, p. 1 : 6 ; 17 avr. 1932, p. 3 : 8.

95. *CWR*, 16 avr. 1932, p. 226.

96. *CWR*, 9 avr. 1932, p. 171. Les gens originaires du Jiangbei forment la majorité des habitants des bidonvilles de Shanghai (cf. *infra*, chap. 9).

97. *SB*, 8 mai 1932, p. 15 : 1 ; 18 août 1932, p. 15 : 1 ; *CWR*, 8 oct. 1932, p. 264 ; 29 oct. 1932, p. 385 ; 17 déc. 1932, p. 144 ; 27 mai 1933, p. 519 ; 10 juin 1933, p. 58.

japonaise. Malgré la signature de l'accord, la passation de pouvoir tarde à se traduire dans les faits, les Japonais mettant une mauvaise volonté évidente à se retirer et ne se privant pas de créer des incidents⁹⁸. Au fur et à mesure de leur départ, des équipes mixtes du gouvernement municipal établissent un bilan des dégâts et des dispositions à prendre. A Zhabei, la Sécurité publique installe un bureau spécial pour assurer la protection des habitants et prévenir de nouveaux incidents avec les Japonais. A la fin du mois de mai, les troupes stationnées dans deux des zones de regroupement s'en vont définitivement, mais elles se maintiennent dans les deux autres jusqu'en juillet⁹⁹.

La reconstruction

Dès le début des hostilités, le gouvernement municipal avait ordonné au bureau des Affaires sociales, à la Chambre générale de commerce et à l'Association des experts-comptables de réunir toutes les données possibles sur les pertes humaines et matérielles causées par les combats¹⁰⁰. En dépit de ce travail patient, il est difficile de connaître avec précision et certitude l'étendue des dégâts. Les autorités chinoises n'ont pas hésité à gonfler les chiffres dans la perspective (illusoire) d'obtenir des dommages de guerre. Par ailleurs, les autorités n'ont rendu publique que la valeur monétaire des pertes matérielles, y incluant les pertes directes (bâtiments détruits par exemple) et indirectes (manque-à-gagner des entreprises).

Un rapport du gouvernement municipal établit le montant total des dommages infligés à la ville à 1,5 milliard de yuan, soit 370 millions de dollars-or. Le même rapport indique que 180 000 familles (800 000 personnes) ont été affectées par la guerre. On a dénombré dans la population civile 6000 morts, 2000 blessés et plus de 10 000 disparus. Sans vouloir multiplier les chiffres, dont la fiabilité n'est pas absolue, ajoutons que plus de 12 000 habitations,

98. [c] *Shanghai chebing...*, 1933, p. III/10.

99. *Ibid.*, pp. II/3, III/2, VII/3 ; *CWR*, 25 juin 1932, p. 116.

100. LIN D. K., « War Losses and Damages in Shanghai », in [b] *Symposium on Japan's Undeclared War*, 1932, p. 50 ; [c] *Shanghai chebing...*, 1933 ; p. XIV/1-8 ; *YHZB*, 23 févr. 1932, pp. 2-3.

4000 boutiques, 240 écoles et 600 usines ont été détruites. Pour le gouvernement municipal lui-même, le bilan est effroyable. Zhabei et Wusong ont été presque entièrement rasés. Tous les bâtiments du bureau des Finances, presque tous les commissariats, ainsi que 35 écoles municipales ont disparu sous les bombes. Il ne subsiste qu'un quart du matériel de lutte contre les incendies¹⁰¹.

Les tâches les plus urgentes de reconstruction sont aussitôt entreprises par les services municipaux. Le bureau des Travaux publics reçoit l'injonction de tout remettre en ordre dans un délai d'un mois. Les employés commencent par déblayer les rues, démolir les fortifications, combler les tranchées et reconstruire les ponts. Le bureau des Utilités publiques installe plus de 2000 réverbères en moins d'un mois (soit 60 % du parc d'avant-guerre). Toutes les réserves disponibles sont mises à contribution, tandis que la plupart des agents municipaux sont affectés aux zones détruites. Le bureau veille aussi à la réparation systématique des bouches d'incendie et à la remise en état des lignes électriques¹⁰².

Un effort magistral est fourni par les services d'hygiène. Dans les zones de combat, en particulier à Zhabei, aucun nettoyage n'a pu être effectué, malgré quelques tentatives au début du conflit. Les détritiques et les cadavres s'y sont amoncelés, ajoutant à l'horreur de la tuerie les risques d'épidémies. Dès que le bureau de l'Hygiène peut avoir accès aux zones dévastées, il organise une opération de ramassage et de désinfection à grande échelle. Les responsables recrutent 1700 travailleurs qui retirent plusieurs milliers de tonnes de détritiques divers et qui désinfectent les rues à la chaux. Trois centres de soins mobiles parcourent les rues à la recherche des blessés et des malades, tandis qu'un corps de santé de quatre-vingt-dix personnes mène une campagne active de vaccination¹⁰³. Le gouvernement municipal donne l'ordre au bureau des Terrains de suspendre toutes

101. YHZB, « Song-Hu zhanqu shanhou zhi jinxing » [Les tâches de réhabilitation de la zone de guerre de Shanghai-Wusong], 14 juin 1932, p. 1. Les estimations sont réparties de la manière suivante : 985 millions de yuan à Zhabei, 180 millions dans la zone sud, 312 dans les deux Concessions. Par comparaison, la guerre aurait coûté 34 millions aux Japonais (d'après le *Mainichi shimbun* cité dans YHZB, 1 mars 1932, p. 1). Cf. [c] *Shanghai chebing...*, 1933, pp. VII/1-8, VIII/2, XIV/1-8; *Xin Zhonghua* [Chine nouvelle], I (2), 23 janv. 1933, pp. 26-29; *CWR*, 19 mars 1932, p. 731.

102. [c] *Shanghai chebing...*, 1933, pp. VI/1-6, VIII/1-4; *SB*, 13 mai 1932, p. 13 :5; 26 juin 1932, p. 14 :8.

103. [c] *Shanghai chebing...*, 1933, p. X/1-3; *CWR*, 25 juin 1932, p. 128.

les transactions immobilières tant que la situation ne sera pas redevenue normale¹⁰⁴.

L'administration municipale doit faire face non seulement à des dégâts matériels importants, mais aussi à de graves problèmes sociaux. Selon un de ses rapports, 800 000 résidents ont quitté Shanghai pendant la période des hostilités. Ce chiffre paraît excessif, mais il n'est pas invraisemblable que près d'un demi-million de personnes soient en effet parties¹⁰⁵. Le coût social de la guerre ne se limite pourtant pas à cela. La fermeture des entreprises a privé de moyens de subsistance un demi-million de travailleurs et leurs dépendants. Pendant la période des combats, le chômage a affecté un tiers des enseignants et 80 % des ouvriers¹⁰⁶.

Le problème le plus préoccupant pour le gouvernement municipal reste l'emploi. Alors que les usines de la Concession internationale ouvrent à nouveau leurs portes, il y a plus de 100 000 ouvriers sans travail. Pendant les combats, le bureau des Affaires sociales avait interdit aux employeurs de profiter des circonstances pour licencier du personnel, mais comment aurait-il pu imposer la stricte application de cette directive ?¹⁰⁷ Le bureau prend contact avec les directeurs d'usines pour qu'ils relancent leurs entreprises. Il crée une Association d'assistance aux chômeurs pour fait de guerre (*zhanshi shiye gongren jiujihui*), dont la fonction principale est de recenser tous les travailleurs au chômage et de leur fournir un emploi ou une lettre d'introduction auprès d'une entreprise. Cette initiative est entravée par la mobilité et la méfiance des ouvriers qui se font enregistrer sous une fausse adresse et qu'il devient dès lors impossible de contacter. De plus, les firmes chinoises en difficulté se font tirer l'oreille pour recruter du personnel. De mai à décembre 1932, l'Association d'assistance a surtout assuré la distribution gratuite de riz aux ouvriers sans travail¹⁰⁸.

104. [c] *Shanghai chebing...*, 1933, p. IX/1; *SB*, 13 mai 1932, p. 3 :5; 26 juin 1932, p. 14 :8.

105. *CWR*, 19 mars 1932, p. 139; [c] *Shanghai chebing...*, 1933, p. VII/1-2. D'après un rapport du bureau de la Sécurité publique, plus de 460 000 personnes, soit 85 % de la population d'origine, auraient quitté Zhabei. Au total, 540 000 des 801 839 résidents des zones affectées par les combats seraient parties.

106. YHZB, rubrique « guonei yaowen » [Nouvelles nationales], pp. 1-3; *CWR*, 2 avr. 1932, p. 161.

107. *SB*, 23 févr. 1932, p. 2 :3; YHZB, 8 mars 1932, p. 1.

108. *SB*, 20 mars 1932, p. 10 :3; 10 sept. 1932, p. 14 :4; [c] *Zhongguo jingji nianjian, 1932-1933*, 1934, I, p. O/336.

Dans les zones détruites, le gouvernement municipal apporte une aide à ceux qui viennent se réinstaller, tout en cherchant à encadrer les mouvements de population pour éviter un retour désordonné et la formation de taudis. L'apparition d'un millier de huttes en paille confirme ses craintes de voir Zhabei se transformer en un vaste bidonville. Il ordonne au bureau de la Sécurité publique de prendre les mesures appropriées pour prévenir ce phénomène¹⁰⁹. Pour relancer l'économie locale et assurer un développement régulier, des abris temporaires sont installés dans le quartier. Les habitations populaires (cf. *infra*, chap. 9) sont réparées afin d'accueillir une partie de la population déshéritée.

Le bureau des Affaires sociales rétablit aussi les centres de crédit populaire (cf. chap. 9). Le démarrage est difficile car les sommes prêtées avant le déclenchement du conflit n'ont pas été remboursées par les débiteurs, dispersés aux quatre coins de la ville et privés des moyens de faire face à leurs engagements financiers. Ce sont donc de nouveaux fonds (100 000 yuan) que le gouvernement municipal doit déboursier pour aider les habitants à se réinstaller¹¹⁰. Les responsables des Affaires sociales estiment que 8 000 familles vont se présenter aux guichets des centres de crédit, dont 5 000 foyers trop pauvres pour fournir la moindre garantie. Cet argent est distribué sous la forme de prêts qui ne dépassent pas 20 yuan. Dans les zones rurales, les secours aux paysans se font sous la forme d'outils, de semences et d'animaux¹¹¹.

Les plans de reconstruction

Le gouvernement municipal se trouve, à l'issue des combats, dans une situation évidemment catastrophique. Le déséquilibre budgétaire chronique a été aggravé par une perte de 70 % sur l'impôt foncier des zones rurales du territoire municipal, à la suite des inondations causées par la Yangzi. Les recettes, qui étaient tombées à

70 000 ou 80 000 yuan au plus fort des hostilités, sont à peine remontées à 100 000 yuan, soit un sixième des revenus d'avant le conflit, alors que le budget municipal accuse un déficit de 3 millions de yuan¹¹². Le bureau des Finances, dont tous les bâtiments à Zhabei ont été détruits et les dossiers éparpillés ou brûlés, doit reconstituer entièrement ses services. Ce n'est qu'en juillet que ces derniers sont à nouveau opérationnels dans les zones affectées par les combats¹¹³. Pour faire face à l'immense travail de reconstruction que lui ont légué six semaines de conflit armé, l'administration municipale ne peut se contenter de simples mesures d'urgence. Il lui faut aussi envisager l'avenir et élaborer un projet à plus long terme pour ramener la vie dans les quartiers détruits.

Pour coordonner les efforts et rechercher des solutions, le gouvernement municipal établit d'abord un comité de reconstruction des zones de guerre de Shanghai-Wusong (*Song-Hu zhanqu shanhou weiyuanhui*), composé de tous les directeurs de bureaux, ainsi que des personnalités les plus influentes des milieux commerciaux et financiers de Shanghai¹¹⁴. Cette démarche, qui vise à associer la haute bourgeoisie locale au travail de réhabilitation de la ville, équivaut à reconnaître qu'aucune opération de grande envergure ne peut être entreprise sans son appui financier. Le pouvoir de ces notables est d'ailleurs pris politiquement en compte par la demande adressée par Wu Tiecheng au gouvernement national de former un conseil municipal provisoire pour l'assister dans les affaires de la cité¹¹⁵. Néanmoins, la bourgeoisie attend du gouvernement central qu'il fasse un effort pour compenser les dommages de guerre, à défaut d'avoir contribué à la défense de la ville. Or manifestement, il n'y a rien à attendre de la manne gouvernementale.

Le bureau des Affaires sociales est à l'origine d'un premier plan triennal de reconstruction, évalué à 5 millions de yuan. Dans ses grandes lignes, ce plan prévoit l'édification rapide de nouveaux logements populaires, la réhabilitation des zones rurales et le financement d'aides sociales grâce aux institutions de crédit populaire.

109. *CWR*, 21 mai 1932, p. 381 ; 1 oct. 1932, p. 203.

110. *SB*, 13 mai 1932, p. 3 : 5 ; 26 juin 1932, p. 14 : 8. Par comparaison, le gouvernement japonais a attribué un fonds de 15 millions de yuan pour aider les résidents japonais à se réinstaller à Shanghai. Cf. *CWR*, 9 avr. 1932, p. 171.

111. *YHZZB*, « Song-Hu zhanqu shanhou zhi jinxing », 14 juin 1932, p. 5 ; 22 nov. 1932, pp. 5-6.

112. *SB*, 14 nov. 1932, p. 10 : 1 ; 13 mai 1932, p. 3 : 5 ; 26 juin 1932, p. 14 : 8 ; *CWR*, 27 août 1932, p. 473.

113. [c] *Shanghai chebing...*, 1933, p. XI/1-4.

114. *SB*, 24 mai 1932, p. 9 : 2.

115. *SB*, 5 avr. 1932, p. 1 : 8.

Mais ce projet à vocation sociale est rejeté au profit de celui que présente le bureau des Travaux publics, et qui est plutôt un prolongement du plan du Grand Shanghai mis en œuvre avant le début du conflit (cf. *infra*, chap. 7). Ses dispositions comprennent en effet la construction de routes et de voies ferrées reliant le Centre civique projeté à Zhabei, le déplacement de la gare du Nord à l'extérieur de la ville sous prétexte qu'elle entrave l'expansion du quartier, et l'installation de nouveaux quais près de Wusong¹¹⁶. La logique du projet, selon le gouvernement municipal, est de conduire à un développement du Centre civique qui profitera à Zhabei et aux autres zones dévastées, en suscitant une activité commerciale plus intense et en attirant une population plus nombreuse.

En réalité, les autorités ont renoncé à l'idée de reconstruire Zhabei à leurs frais et ont décidé de laisser à l'initiative privée le soin de s'en charger. Le coût d'une telle opération sera avantageusement affecté au financement d'un projet plus ambitieux de transformation de la ville. Au total, la réhabilitation des zones de guerre représente moins de 40 % d'un plan évalué à 8 millions de yuan. En outre, le montant de l'emprunt émis en décembre 1932 pour couvrir ces dépenses est limité à 6 millions, ce qui implique une réduction importante des dispositions initiales du plan. Quelques années plus tard, Zhabei sera encore une zone où l'on emmène les touristes constater les destructions perpétrées par l'armée japonaise¹¹⁷.

Les mouvements de protestation de la population

Les conditions économiques après les combats sont véritablement tragiques pour une large part de la population. Afin d'alléger le fardeau des familles, le gouvernement municipal adopte des mesures de diminution massive des impôts dans les zones affectées directement par les hostilités et même dans celles qui ont été épargnées, mais à un taux moindre. De toutes parts, on le presse de décréter rapidement un programme et un calendrier. Le texte officiel est publié le 21 juin 1932. L'impôt sur les habitations (*fangjuan*) est totalement supprimé pour les six premiers mois de l'année. Celui

116. YHZB, 25 oct. 1932, pp. 3-4; CWR, 18 juin 1932, pp. 85-86; 2 juil. 1932, p. 176; [C]

Zhongguo jingji nianjian, 1932-1933, 1934, I, pp. A/176-177.

117. SB, 15 févr. 1933, p. 13 :1; CWR, 15 avr. 1933, p. 244.

sur les véhicules (*chejuan*) est repoussé à juin, tandis que tous les autres impôts (bateaux, marchés, etc.) seront perçus à mesure que l'activité reprendra. La Chambre générale de commerce adresse au gouvernement central une demande d'exemption totale des impôts nationaux¹¹⁸. La municipalité accorde aussi un abaissement général de l'impôt foncier dans les arrondissements ruraux de son territoire¹¹⁹.

Malgré ces dispositions, certaines catégories de la population ne sont pas satisfaites. Les commerçants de Zhabei viennent en délégation demander au gouvernement municipal la suppression totale de tous les impôts jusqu'à ce que la situation d'avant-guerre soit rétablie. Une centaine de délégués des différentes guildes est reçue par Yu Hongjun, qui explique que les dégrèvements consentis représentent une perte financière énorme pour les autorités, et qu'il n'est pas possible de faire plus sans risquer de voir l'administration municipale cesser complètement ses activités. Une partie des protestataires se constitue en Association de réhabilitation du commerce et de l'industrie des zones de guerre (*Shanghai zhanqu gongshangye fuxinghui*) pour défendre leurs intérêts¹²⁰. La dispute dure quelques mois, mais le gouvernement municipal reste sur ses positions. La Chambre générale de commerce s'est tenue en dehors du débat, contribuant ainsi à l'affaiblissement progressif du mouvement.

Les autorités municipales doivent aussi répondre à un autre courant de revendication qui ne les concerne qu'indirectement, mais où leur intervention aurait pu être décisive. L'augmentation des loyers à Shanghai est une cause de conflits fréquents entre locataires et propriétaires. A plusieurs reprises, certains secteurs de la population ont tenté de s'organiser pour obtenir une réduction des loyers, en particulier lors de l'arrivée des nationalistes à Shanghai en 1927¹²¹. Le gouvernement municipal a soigneusement évité de se mêler à cette dispute et s'en est lavé les mains auprès des tribunaux. Avec la guerre, l'administration municipale ne peut plus rester indifférente à un problème dont elle reconnaît l'existence. Les loca-

118. SB, 22 juin 1932, pp. 9 :1, 9 :2.

119. SB, 24 juil. 1932, p. 13 :3; 4 févr. 1933, p. 14 :4.

120. SB, 13 juin 1932, p. 9 :3; 22 juin 1932, p. 9 :1; 26 juin 1932, p. 13 :1; 7 juil. 1932, p. 13 :2; YHZB, 12 juil. 1932, p. 3.

121. SB, 23 juil. 1927; 20 nov. 1927.

taires mécontents des hausses abusives se sont réunis dans la Fédération des résidents de Shanghai (*Shanghai shimin lianhehui*), dirigée par Wang Hanliang, l'un des instigateurs des mouvements de révolte de l'hiver 1931-1932.

A Zhabei, la fédération décide d'appliquer une baisse unilatérale de 30 %, ce qui est une nouvelle fois la cause de nombreux conflits, parfois violents, entre propriétaires et locataires. Elle demande au gouvernement municipal de prendre des mesures réglementaires afin de faire taire les propriétaires. Les autorités tentent d'abord une action de médiation entre les intéressés, souhaitant qu'ils arrivent d'eux-mêmes à un accord. La rencontre se solde par un échec, aucune des parties n'acceptant de faire de concessions. En désespoir de cause, les dirigeants municipaux proposent une réduction dégressive selon les zones et limitée dans le temps, qui ne reçoit pas un accueil favorable. Finalement, le gouvernement publie, le 8 juillet, un règlement qui prévoit l'exemption de trois mois de loyer dans les zones de combat, et de un à deux mois et demi dans les autres arrondissements de la ville.

Les propriétaires ne sont évidemment pas satisfaits, mais ils ne perdent pas plus que ce qui était déjà perdu (les loyers de la période de guerre). À l'inverse, les locataires accueillent avec dépit une décision qui ne correspond pas à leur souhait de voir baisser les loyers. La fédération proteste immédiatement et demande au gouvernement municipal de reconsidérer sa directive. L'administration municipale refuse de s'impliquer davantage de cette affaire et s'en remet une fois de plus aux tribunaux. On peut supposer qu'elle ne désire pas vraiment une réduction des loyers contraire à ses intérêts, puisqu'ils servent de base au calcul de l'impôt sur les habitations. La fédération ne désarme pas pour autant, mais son activité décroît avec le temps. Elle reprendra plus tard, lorsque la question des loyers reviendra sur le devant de la scène à la suite de nouvelles hausses¹²².

Ces deux exemples illustrent les difficultés du gouvernement municipal, pris entre la conscience qu'il a des difficultés des habitants de la ville et la nécessité d'assurer avant tout son propre fonctionnement. Wu Tiecheng a inauguré une période nouvelle de

concertation avec certains secteurs de la population, sans se décider pour autant à intervenir dans des domaines où ses intérêts n'étaient pas directement en cause. La concertation n'a pas empêché une fermeté certaine face à des demandes jugées abusives, ou qui pourraient remettre en jeu l'existence même du gouvernement municipal.

*

L'attaque japonaise de Shanghai a montré que l'administration municipale pouvait faire face avec succès, et dans des conditions difficiles, à une multitude de problèmes. Elle a prouvé qu'après moins de cinq années de fonctionnement, les rouages de la machine étaient bien rôdés et pouvaient s'adapter aux circonstances. Le gouvernement municipal a su se servir des ressources de la ville, qu'un courant patriotique rassemblait dans un même effort. La dissolution de l'Association de salut national n'a pas en fait créé de rancune à l'égard des autorités locales dont les habitants ont pu apprécier l'engagement au cours des combats. Le traumatisme infligé par l'attaque japonaise a d'ailleurs fait oublier momentanément les luttes sectaires pour la direction du boycottage, et permis d'éliminer les excès auxquels le mouvement avait donné lieu. La guerre n'y a pas mis fin, mais ce mouvement reste désormais sous le contrôle de la Chambre générale de commerce et ne suscite que de rares actes de violence.

Un des résultats les plus inattendus de la crise de l'hiver 1931-1932 a été le renversement décisif du rapport de forces entre le gouvernement municipal et la section locale du GMD. Les erreurs commises par cette dernière, qui ont affecté des personnages importants de la direction nationale (Zhang Qun, Wu Tiecheng), ont fini par excéder Chiang Kai-shek lui-même. Bien qu'aucune sanction pénale n'ait été prise à l'encontre des membres du comité exécutif local impliqués dans l'enlèvement de l'étudiant de Pékin, la section shanghaienne du parti a été réorganisée sous la férule du nouveau directeur des Affaires sociales, Wu Xingya¹²³. Le nouveau comité exécutif issu de cet épisode est composé de ses anciens membres, mais aussi de personnages plus modérés venus du gouvernement

122. *SB*, 27 mai 1932, p. 9 :1; 18 juin 1932, p. 13 :6; 5 juil. 1932, p. 13 :4; 9 juil. 1932, p. 13 :2; 11 juil. 1932, p. 11 :4; 18 juil. 1932, p. 14 :4.

123. Entretien confidentiel, États-Unis, 13 août 1982.

municipal (Yu Hongjun), voire même des rangs des frondeurs de l'hiver 1931-1932 (Xie Wan). Le parti n'interfère plus dans les affaires de l'administration municipale, et cesse d'exiger des comptes comme auparavant. Les membres du comité exécutif ont reporté leur attention sur les problèmes ouvriers et, à un degré moindre, sur l'éducation (cf. *infra*, chap. 8). La branche shanghaienne du GMD est sortie de l'équation du pouvoir local.

Un groupe sort clairement victorieux de la tourmente : le petit cercle de notables qui parle au nom de toute la bourgeoisie shanghaienne. Ce dénouement n'est pas surprenant : l'évolution avait été amorcée avec Zhang Qun, qui consultait largement parmi cette étroite élite pour toutes les grandes décisions, au grand dam de la section locale du parti. Cependant, aucune reconnaissance officielle n'était venue sanctionner ce pouvoir occulte. Le conflit de 1932 et l'immense tâche de reconstruction qu'il lègue à la municipalité révèlent avec éclat qu'on ne peut rien faire à Shanghai sans le soutien de ces personnages. Wu Tiecheng en est conscient lorsqu'il fait appel à eux pour suppléer à la faiblesse de son gouvernement et à l'inaction des autorités centrales. Il reconnaît à leur groupe le droit à un statut officiel au sein de l'administration municipale, avec la création d'un conseil provisoire qui, si elle ne change pas fondamentalement la distribution du pouvoir, donne à l'élite financière et marchande shanghaienne une nouvelle influence et, sans doute aussi, une satisfaction d'amour-propre.

Le personnel municipal

L'étude qui suit porte essentiellement sur le personnel municipal, sa composition et ses caractéristiques. Accessoirement, il sera fait allusion à la structure et au fonctionnement même du gouvernement municipal. Deux grandes parties composent ce chapitre : la première tente de dégager, selon la méthode prosopographique, le profil des dirigeants municipaux. La seconde s'intéresse plus particulièrement à l'ensemble du personnel, selon les mêmes critères que précédemment, mais en des termes plus généraux. Les sources et la méthodologie de cette enquête sont commentées en note¹.

1. La prosopographie vise à l'étude d'un milieu social ou professionnel déterminé par la collecte et l'analyse des biographies des membres de ce milieu dont on a conservé la trace. Cette méthode présente l'avantage de définir le groupe étudié de façon moins abstraite que ne le fait, par exemple, l'analyse de classe, qui a tendance à s'appuyer sur de grandes catégories fourre-tout. Elle permet aussi de réinsérer dans l'étude historique une dimension essentielle, les rapports entre individus — dont la complexité rebute souvent l'historien. Cette donnée est particulièrement importante en Chine où la notion de *guanxi* (relation interpersonnelle) tient une place bien plus grande que dans les sociétés occidentales et constitue souvent le maillon manquant d'une chaîne de faits autrement incompréhensibles. La pertinence de cette approche dépend de la possibilité de constituer une documentation biographique suffisante pour servir de base à l'étude projetée. Dans le cas des élites nationales, la question peut en général être résolue sans trop de difficultés. Mais dès lors qu'on s'intéresse aux niveaux inférieurs de la société, le problème de la collecte des informations devient beaucoup plus ardu.

Le groupe étudié ici relève de ces deux secteurs. Un certain nombre de dirigeants municipaux ont effectué des carrières brillantes au niveau national, avant ou après leur nomination à Shanghai. Beaucoup, cependant, ont connu une destinée plus modeste et n'ont pas eu le privilège d'apparaître dans les *Who's Who* de l'époque, encore moins dans les rares ouvrages biographiques établis par les historiens de la Chine. Cela dit, pour l'étude des dirigeants de premier plan, l'abondance de documents n'est pas nécessairement un avantage, car les contradictions, majeures ou mineures, abondent. Malgré cela, il est souvent possible de dégager, de la confrontation des différentes sources, une biographie suffisamment cohérente et fiable. De plus, les études faites par les historiens contemporains apportent une information sur laquelle un œil critique est déjà passé. Dans le cas des dirigeants de second plan, il est indispensable de s'adresser aux sources chinoises les plus variées. Par chance, le genre biographique est une tradition en Chine, et la période moderne a laissé une liste importante d'ouvrages sur les élites nationales et locales.

Les dirigeants municipaux

La définition des dirigeants municipaux que j'ai retenue est celle relative à l'occupation d'un poste de direction dans l'un des neuf grands services de la municipalité et celle concernant la magistrature suprême du gouvernement municipal, soit au total dix postes ; trente-neuf personnes ayant occupé successivement les dix postes de direction, quarante-quatre si l'on compte le passage des mêmes personnes à des postes différents. Il y a donc eu quatre fois plus de titulaires que de postes, soit un renouvellement toutes les 2,5 années en moyenne. Cette moyenne tend cependant à masquer l'ampleur du phénomène, en particulier au cours des cinq premières années de la municipalité. Il convient donc de distinguer deux périodes :

- 1927-1931, où trois maires se succèdent à la tête du gouvernement ;
- 1932-1937, où un même maire dirige la municipalité.

Comme la rotation des maires entraîne corrélativement un changement des directeurs de bureaux, la mobilité a été plus élevée au cours des cinq premières années. Le tableau 1 met en évidence le renouvellement important des directeurs de certains bureaux.

Il y a eu au total huit titulaires à la Sécurité publique, sept aux Finances, sept à l'Éducation et six au Secrétariat général. Au cours de la première période, le mandat moyen des titulaires dans trois bureaux (Secrétariat, Finances et Éducation) n'atteint pas une année (dix mois). La Sécurité publique n'est pas loin de ce chiffre avec un

L'étude du personnel municipal, à la différence de celle des dirigeants, n'est pas fondée sur une documentation qualitative individuelle. L'énormité de la tâche (retracer la biographie de quelque deux mille fonctionnaires municipaux), ainsi que la quasi-impossibilité de trouver une trace quelconque du passé de ces personnes, ont mis rapidement fin à toute velléité dans ce sens. La seule source possible, les dossiers du personnel de la municipalité entreposés dans les Archives municipales de Shanghai (*Shanghai shi dang'anguan*), m'est restée inaccessible. Restait l'exploitation des données statistiques publiées par le gouvernement municipal (limitées cependant à la période 1927-1930) et des listes du personnel fournies par certains rapports d'activité des différents bureaux et par la presse. Pour les ouvrages biographiques concernant la période républicaine, on consultera la bibliographie de l'article collectif de [b] M.-C. BERGÈRE, N. CASTELINO, C. HENRIOT & P. Y. HO, 1985, pp. 925-927.

changement de directeur chaque année. Le tableau 1 fait aussi ressortir une nette distinction entre un groupe de bureaux à fort taux de renouvellement, et un groupe beaucoup plus stable. Il semble que les bureaux à vocation technique soient relativement peu affectés par la rotation des responsables, tandis que le Secrétariat et les bureaux « sensibles » ou « stratégiques » sont particulièrement instables. Le tableau 2 met en lumière ces faits.

Le caractère sensible de certains bureaux n'est pas difficile à comprendre, et il n'est pas surprenant que chaque maire place à leur tête des hommes de confiance. Il faut noter toutefois que selon cette logique, il ne devrait pas y avoir plus de quatre titulaires par bureau. Or certains ont eu jusqu'à sept ou huit directeurs successifs.

Tableau 1. Temps de présence moyen des dirigeants municipaux

Bureau ou fonction	1927-1931	1927-1937
Mairie	20 mois	30 mois
Secrétariat	10 mois	20 mois
Sécurité publique	12 mois	15 mois
Affaires sociales	5 ans	5 ans
Éducation	10 mois	17 mois
Finances	10 mois	17 mois
Hygiène	5 ans	5 ans
Utilités publiques	5 ans	5 ans
Terrains	5 ans	5 ans
Travaux publics	5 ans	10 ans

Tableau 2. Nombre de titulaires par bureau

Stables		Instables	
Affaires sociales	2	Secrétariat	6
Hygiène	2	Sécurité publique	8
Travaux publics	1	Éducation	7
Utilités publiques	2	Finances	7
Terrains	2		

Le Corps de préservation de la paix (*bao' anchu*) n'est pas inclus dans ce tableau car, créé en 1932 par le dernier maire, Wu Tiecheng, il n'a été dirigé que par une seule personne jusqu'en 1937.

Ce phénomène s'explique par d'autres facteurs, comme le fera apparaître l'analyse qui suit, consacrée aux caractéristiques principales de ce groupe de dirigeants municipaux.

L'identité des différents directeurs de bureaux a été établie principalement à travers la presse, de même que certains éléments biographiques. Cette source a également donné les dates d'entrée en fonction et de démission (ou de décès) des dirigeants municipaux, ainsi que les raisons de leur mutation. Les ouvrages biographiques ont permis de réunir une information suffisante, quoique disparate, sur 36 des 39 personnes qui constituent mon échantillon. Seuls nous sont connus l'âge, l'origine provinciale et le temps de présence des trois derniers à la municipalité. Pour déterminer le profil des dirigeants municipaux, j'ai retenu un certain nombre de critères significatifs : âge, origine provinciale, formation (lieu et niveau d'études, discipline), carrière professionnelle et politique.

Les 34 personnes dont l'âge est connu forment un groupe relativement jeune qui, manifestement, a bénéficié des possibilités de promotion sociale rapide qu'offraient en Chine, en ce début de siècle, les mutations de la structure politique et, en particulier après la victoire des nationalistes en 1927, la constitution d'un nouvel appareil gouvernemental, demandeur à tous les niveaux de cadres nombreux et bien formés. La moyenne d'âge des équipes dirigeantes successives tend à s'élever, passant de 40 ans en 1927 à 45 ans en 1932 et à 50 ans en 1937. Mais en réalité, il s'agit de gens appartenant à la même génération. Si l'on avait pris pour base l'année 1927, la moyenne d'âge aurait été de 40 ans sous Huang Fu et Wu Tiecheng, de 41 ans sous Zhang Qun, et un peu plus basse, 36 ans, sous Zhang Dingfan. On peut donc considérer, d'après ces premières constatations, que les maires choisissaient leurs collaborateurs, surtout ceux qui leur étaient proches, parmi les personnes de la même génération qu'eux.

Globalement, les dirigeants appartiennent à une classe d'âge relativement homogène ; c'est particulièrement vrai pour les maires, dont la formation et l'expérience politique sont très semblables. Le tableau 3 montre d'ailleurs la très nette prééminence du groupe né entre 1886 et 1895, soit une tranche d'âge allant de 32 ans à 41 ans en 1927, qui représente 58 % du groupe identifié. La génération plus jeune, celle née entre 1896 et 1901, regroupe un autre cinquième des dirigeants, soit au total près de 80 % de personnes n'ayant pas

franchi la quarantaine en 1927, ou l'ayant dépassée de peu. La jeunesse de ce groupe s'explique en partie par le recrutement à certains postes (travaux publics, éducation, hygiène, etc.) de diplômés frais émoulus de l'université, peu marqués politiquement.

Tableau 3. Répartition des dirigeants municipaux par tranches d'âge

Année de naissance	Nombre		Age en 1927
1870-1875	1	(3 %)	52-57 ans
1876-1880	1	(3 %)	47-51 ans
1881-1885	5	(15 %)	42-46 ans
1886-1890	10	(29 %)	37-41 ans
1891-1895	10	(29 %)	
1896-1900	6	(18 %)	27-31 ans
1901-1905	1	(3 %)	22-26 ans
Total	34	(100 %)	

Tableau 4. Origine provinciale des dirigeants municipaux

Provinces	Nombre	Proportion	
		dans le groupe	dans le total
Zhejiang	12	32 %	30 %
Guangdong	9	24 %	22.5 %
Jiangsu	8	21 %	20 %
Guangxi	2	5 %	5 %
Anhui	2	5 %	5 %
Sichuan	2	5 %	5 %
Jiangxi	2	5 %	5 %
Hubei	1	3 %	2.5 %
Indéterminé			5 %
Total	38	100 %	100 %

L'origine provinciale, dont on sait l'importance dans les rapports interpersonnels en Chine, donne une image à peine surprenante des dirigeants municipaux. Le tableau 4 révèle tout d'abord la très forte

proportion de personnes originaires des provinces côtières. Il n'y a là, *a priori*, rien d'exceptionnel. Nous sommes à Shanghai, et il est naturel de trouver parmi les responsables municipaux un plus grand nombre de natifs du Jiangsu et du Zhejiang.

On peut remarquer cependant que les personnes originaires du Jiangsu n'arrivent qu'en troisième position, derrière les natifs du Zhejiang et du Guangdong. A cet égard, le surnombre de membres du gouvernement originaires du Sud est plutôt atypique dans le contexte shanghaien. Nous verrons plus loin les raisons de ce phénomène. Les dirigeants issus de l'intérieur de la Chine sont peu nombreux : moins d'un quart du total (22,5 %). L'examen du niveau de formation, qui souligne l'importance de l'éducation reçue, renforce l'idée que les provinces côtières, économiquement favorisées, sont aussi celles qui sont davantage tournées vers l'extérieur où les enfants de l'élite sont envoyés approfondir leurs connaissances. La répartition géographique prend un sens plus clair lorsqu'on l'ordonne dans le temps. Une étude de la composition du gouvernement municipal sous deux des quatre maires fait apparaître les regroupements suivants :

Gouvernement de Huang Fu		Gouvernement de Wu Tiecheng	
Huang Fu	Zhejiang	Wu Tiecheng	Guangdong
Pan Gongzhan	Zhejiang	Yu Hongjun	Guangdong
Shen Yulin	Zhejiang	Cai Zengji	Guangdong
Zhu Jingnong	Zhejiang	Wen Yingxing	Guangdong
Xu Dingnian	Zhejiang	Wen Hong'en	Guangdong
Shen Yi	Zhejiang	Cai Jingjun	Guangdong
Wu Rongchang	Jiangsu	Li Ting'an	Guangdong
Hu Hongji	Jiangsu	Pan Gongzhan	Zhejiang
Huang Baiqiao	Jiangsu	Shen Yi	Zhejiang
Zhu Yan	Jiangsu	Wu Xingya	Hubei
Huang Qinglan	Jiangsu	Jin Liren	Anhui
		Yang Hu	Anhui

On ne peut manquer de noter l'alignement très clair de l'origine provinciale du maire avec celle de ses subordonnés. L'équipe de Huang Fu comporte cinq personnes natives du Zhejiang, sa province d'origine, soit la moitié des membres du gouvernement. Les autres sont originaires du Jiangsu où est situé Shanghai. D'autres

facteurs expliquent la nomination de ces personnes (cf. *infra*, annexe). Globalement, le gouvernement de Huang Fu est très homogène et très local. Celui de Wu Tiecheng est un peu moins homogène et pas du tout local, surtout si l'on considère la place occupée par les Cantonais (7/12)². Wu a clairement cherché à s'entourer de collaborateurs originaires de sa province.

Les affinités provinciales (*tongxiang*) sont, à l'évidence, une des clés qui nous permettent de comprendre sur quelle base les maires de Shanghai constituaient leurs équipes. Si d'autres facteurs entrent en ligne de compte dans le choix des adjoints, l'origine provinciale est celle que l'on trouve le plus fréquemment et le plus sûrement. Ces hauts personnages de l'administration chinoise ont autour d'eux un cercle de fidèles qui les suit, ou qu'ils retrouvent à certains moments de leur carrière, lorsque des postes sont à prendre. Certains sont parfois recrutés sur place (cas de Yu Hongjun et de Cai Zengji avec Wu Tiecheng, par exemple), mais dans ce cas aussi le même type d'affinités préside à ces nominations.

Le choix des deux municipalités analysées ci-dessus peut paraître arbitraire et sembler conforter mon argumentation. J'ai délibérément exclu les gouvernements de Zhang Qun et de Zhang Dingfan parce que les nombreux changements de personnel intervenus en cours de mandat ont joué au détriment de l'homogénéité que l'on retrouve dans les équipes formées par Wu Tiecheng et par Huang Fu, ce qui rend la comparaison difficile. Il faut noter aussi que les deux Zhang ne sont, en un sens, pas « typiques ».

Zhang Qun est originaire du Sichuan, et Zhang Dingfan du Guangxi. On ne saurait certes dire qu'il n'y avait pas suffisamment de personnes compétentes originaires de ces provinces pour constituer un gouvernement homogène, mais il y en avait malgré tout moins que parmi les natifs du Zhejiang, du Jiangsu ou du Guangdong, et en particulier sur place, à Shanghai. De toute manière, cette préférence marquée des maires à engager des personnes venant de leur province est plus implicite qu'explicite. Ils n'avaient pas nécessairement un cabinet prêt à se mettre en place (ainsi Zhang

2. Les Cantonais forment un groupe de 61 000 personnes en 1930 et de 108 000 personnes cinq ans plus tard, soit 2,3 % à 3,4 % de la population de Shanghai (la population de la Concession française n'est pas comprise ici). Cf. [c] ZOU Yiren, 1980, tabl. 22 et 23, pp. 114-115.

Dingfan, par exemple, qui n'était pas du tout préparé à sa nomination à la mairie de Shanghai), et ils devaient composer avec les conditions locales. La nomination de *tongxiang* est révélatrice d'un comportement naturel, d'un sens des affinités plus que d'une volonté délibérée et exclusive.

LISTE DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT MUNICIPAL

Gouvernement de Huang Fu

(mai 1927 - août 1927)

Affaires sociales : Pan Gongzhan
Éducation : Zhu Jingnong
Finances : Xu Dingnian
Hygiène : Hu Hongji
Intérêt public : Huang Qinglan
Sécurité publique : Shen Yulin
Secrétariat général : Wu Rongchang
Terrains : Zhu Yan
Travaux publics : Shen Yi
Utilités publiques : Huang Baiqiao

Gouvernement de Zhang Dingfan

(septembre 1927 - mars 1929)

Affaires portuaires : Xi Dingmo
Affaires sociales : Pan Gongzhan
Éducation : Bao Junjian,
Lu Jiceng, Wei Que
Finances : Wang He
Hygiène : Hu Hongji
Secrétariat général : Zhou Yongneng
Sécurité publique : Dai Shifu,
Huang Zhenxing
Terrain : Zhu Yan
Travaux publics : Shen Yi
Utilités publiques : Huang Baiqiao

Gouvernement de Zhang Qun

(mars 1929 - décembre 1931)

Affaires portuaires : Xi Dingmo
Affaires sociales : Pan Gongzhan
Éducation : Chen Dezheng,
Xu Peihuang
Finances : Wu Xiyong, Xu Fu,
Tang Naikang, Xu Fu,
Cai Zengji
Hygiène : Hu Hongji
Secrétariat général : Yuan Liang,
Yu Hongjun
Sécurité publique : Yuan Liang,
Chen Xizeng
Terrains : Zhu Yan
Travaux publics : Shen Yi
Utilités publiques : Huang Baiqiao

Gouvernement de Wu Tiecheng

(janvier 1932 - avril 1937)

Affaires sociales : Mai Chaoshu,
Wu Xingya, Pan Gongzhan
Éducation : Pan Gongzhan
Finances : Cai Zengji
Hygiène : Li Ting'an
Préservation de la paix : Yang Hu
Secrétariat général : Yu Hongjun
Sécurité publique : Wen Yingxing,
Wen Hong'en, Cai Jingjun
Terrains : Jin Liren
Travaux publics : Shen Yi
Utilités publiques : Xu Peihuang

La formation reçue par les membres du gouvernement municipal constitue un aspect important de l'analyse, bien que les données soient moins complètes que celles dont nous disposons sur leur âge et leur origine provinciale. Le trait le plus remarquable est le haut niveau d'éducation des dirigeants municipaux. Les 29 personnes pour lesquelles les renseignements sont disponibles ont suivi un cursus d'enseignement supérieur, que ce soit dans des établissements classiques ou dans des institutions militaires. Dans les autres cas, le silence des sources ne signifie évidemment pas l'absence de formation à ce niveau. Parmi les personnes qui ont reçu une instruction classique (par opposition aux formations militaires), Shanghai se taille la part du lion de l'enseignement dispensé en Chine même, avec dix personnes, soit 58 % de l'échantillon considéré (17 personnes); Pékin vient en second avec cinq individus, suivi de Canton avec deux individus, de Hangzhou et Hong Kong (?) avec chaque fois un individu. Parmi les institutions d'enseignement supérieur de Shanghai, on note le rôle joué par l'Université Tongji, la St. John's University, le Nanyang Normal College et l'Université Aurore, chaque établissement (sauf l'Université Aurore) ayant produit deux diplômés.

La nette prééminence de Shanghai vient probablement de la forte concentration d'établissements universitaires dans cette ville. Pékin arrive au second rang avec deux diplômés de la Faculté de médecine (Peking Union Medical College) et trois diplômés de Beida (Université de Pékin). La différence la plus remarquable entre Pékin et Shanghai se situe au niveau du type d'enseignement dispensé. L'ancienne capitale a formé les deux médecins du gouvernement municipal, ainsi que les diplômés en lettres et sciences humaines. A Shanghai au contraire, les formations techniques (ingénieur) dominent très largement. Ce trait est peut-être un reflet de la vocation différente des deux villes, l'une centre politique et culturel de longue tradition, l'autre « ville nouvelle » cosmopolite et moderniste. Avec Canton et Hangzhou, la distribution des lieux d'études (à l'exclusion des séjours à l'étranger) confirme l'image de la plus grande ouverture des provinces côtières.

L'éducation militaire étant un peu particulière, j'ai choisi de la considérer à part. Des neuf militaires qui ont reçu leur formation en Chine, deux sortent de Baoding, la célèbre académie militaire fondée par Yuan Shikai et d'où sont issus maints généraux de

la période républicaine, dont Chiang Kai-shek lui-même. Parmi les autres, un a été formé à Huangpu (Whampoa), l'école établie près de Canton par le gouvernement révolutionnaire de Sun Yat-sen en 1924, deux ont étudié à l'Académie militaire du Zhejiang, et trois dans différentes institutions provinciales (Yunnan, Jiangsu, Jiangxi). Quoiqu'elle signale une première formation en Chine, la biographie du dernier ne donne aucune indication de lieu.

Tableau 5. Répartition des lieux d'étude en Chine et à l'étranger pour toutes les formations

Études classiques		Études militaires	
Chine			
Shanghai	10	Baoding	2
Pékin	5	Whampoa	1
Canton	2	A.M. du Zhejiang	2
Hangzhou	1	Autres	4
Hong Kong (?)	1		
Étranger			
États-Unis	10	États-Unis	1
Japon	1	Japon	5
Europe	4		

La plupart des dirigeants ont par ailleurs reçu une éducation avancée dans des institutions d'enseignement à l'étranger : plus de la moitié (21 personnes) y ont passé d'une à dix années de perfectionnement, toutes formations confondues. Les États-Unis ont eu la faveur du plus grand nombre avec onze individus (52 % de l'effectif identifié). Le Japon arrive en deuxième position avec six personnes (29 %), suivi de l'Europe avec quatre diplômés (19 %). En outre, trois responsables ont reçu une double formation, d'abord en Europe, puis aux États-Unis. Cette répartition n'est pas le seul fruit du hasard ou de préférences personnelles. Ainsi que l'a montré un travail sur les journalistes shanghaiens, le clivage entre les diplômés

du Japon et ceux des États-Unis reflète un écart de génération et une différence de formation³.

Parmi les six personnes qui ont poursuivi leurs études au Japon, trois l'ont fait avec certitude entre 1907 et 1910 et y ont reçu une formation militaire. Elles appartiennent donc à cette génération de jeunes Chinois qui, à partir de 1903, s'est expatriée massivement vers le Japon pour y apprendre les recettes de la modernité, et dont beaucoup ont vu dans l'effort militaire le moyen de redonner à la Chine sa puissance et sa dignité. Bien que nous n'ayons aucune indication précise sur les trois autres intéressés, certains indices me permettent d'avancer qu'ils ont très vraisemblablement fait des études au Japon au cours de cette même période, et qu'ils ont fréquenté des institutions militaires. Les diplômés des États-Unis, à l'exception d'un seul qui y a reçu une instruction militaire, constituent une classe d'âge dont les études à l'étranger ont commencé au début des années 1910 et se sont développées vers le milieu de cette même décennie. Par ailleurs, la totalité de ces étudiants s'est consacrée essentiellement aux disciplines scientifiques, et accessoirement administratives. Ce phénomène serait lié à l'attribution d'un grand nombre de bourses d'études aux États-Unis financées sur le fonds d'indemnité des Boxeurs⁴.

Tentons, après ces généralités, de mieux cerner le type d'enseignement suivi par le groupe des dirigeants municipaux. Dans les formations classiques (dix-sept), les sciences exactes viennent en tête avec neuf personnes. Les littéraires (littérature, philosophie, éducation) arrivent en seconde position avec quatre diplômés, suivis par les étudiants en sciences politiques (administration gouvernementale et municipale, économie politique). Une seule personne a reçu une formation commerciale. Là encore, deux personnes ont suivi une formation double (ingénieur/militaire, militaire/administration). Il convient de noter que cinq dirigeants ont reçu une éducation traditionnelle et que trois ont passé avec succès les examens impériaux. L'autre grand groupe est constitué par les militaires, soit dix personnes dont la présence dans une administration municipale peut *a priori* surprendre. Comme on l'a vu, tous sont issus d'académies militaires chinoises, et certains ont approfondi leurs connais-

3. [b] N. CASTELINO, 1983, pp. 42-49.

4. *Ibid.*, p. 41.

sances à l'étranger, au Japon pour trois d'entre eux (à la prestigieuse Académie des officiers, *Shikan gakko*, de Tokyo, où Chiang Kai-shek avait aussi été formé), aux États-Unis (West Point) pour un autre, et par des stages dans trois pays (Union soviétique, Italie, Allemagne) pour le dernier. Il s'agit donc d'officiers de haut niveau. Dans les autres formations, ce niveau d'études n'est pas démenti puisque l'on compte, sur quinze personnes identifiées, sept licenciés (BA, BS), un maître (MA) et sept docteurs (Ph.D., Doktorat, Doktorat).

Que peut-on tirer de ce premier ensemble d'informations? D'abord, la formation reçue par les personnes sur lesquelles on dispose de renseignements les rendait *a priori* aptes à faire face aux problèmes posés par l'établissement d'une administration municipale et la gestion d'une grande métropole. Ensuite, beaucoup d'entre eux sont familiers de Shanghai pour y avoir effectué une partie de leurs études ou pour y avoir vécu. On remarque en outre un très net clivage dans les formations reçues (militaires/scientifiques), qui n'est pas sans signification. Nous verrons que l'administration municipale comprend deux groupes de fonctions bien distinctes, politico-militaires et techniques. Les titulaires de postes à vocation technique sont recrutés de préférence parmi les gens plus jeunes, qui ont suivi un enseignement scientifique, tandis que les postes à vocation politico-militaire (maire, police) sont occupés par des responsables plus âgés, qui ont reçu une formation militaire et qui ont fait une partie de leur carrière dans l'armée. La présence en force des militaires nous rappelle que la Chine se trouve dans une période de transition où, alors que disparaît progressivement l'ancienne élite recrutée par la voie traditionnelle des examens impériaux, la formation militaire constitue un substitut avantageux pour gravir rapidement l'échelle sociale et politique. Les dix personnes recensées ne représentent d'ailleurs pas la totalité du groupe, puisque trois des directeurs de la Sécurité publique, tous militaires par définition, n'ont pas été pris en compte faute d'information.

On notera par ailleurs que la plupart des directeurs ont reçu une formation appropriée à leur spécialisation au sein du gouvernement (travaux publics, hygiène, utilités publiques, terrains, éducation), mais que peu (quatre) ont été véritablement préparés aux affaires administratives et financières. Cette constatation traduit peut-être plus les lacunes de la documentation que la réalité. Des huit direc-

teurs du bureau des Finances, nous savons avec certitude qu'un seul est diplômé d'économie, qu'un autre a fait des études aux États-Unis, à l'Université Columbia de New York, d'où il est sorti avec un BS, et qu'un troisième a été formé dans une académie militaire japonaise. Quant aux cinq autres, je n'ai pu trouver le moindre renseignement sur les études qu'ils ont suivies.

A défaut d'informations précises sur la formation antérieure des dirigeants municipaux, l'étude de leur carrière jusqu'à leur nomination au gouvernement municipal peut aider à définir leur profil. Afin de clarifier l'exposé, j'ai réparti les intéressés en cinq catégories : militaires, techniciens, éducateurs, financiers, politiques, chacune représentant un type de fonction au sein du gouvernement. J'ai ensuite retenu cinq possibilités de carrière : armée/police, administration gouvernementale, administration locale, entreprise privée et enseignement. Le tableau 6 présente le croisement de ces données.

Tableau 6. Profils de carrière des dirigeants municipaux

Carrière \ Fonction	Milit.	Polit.	Techn.	Finan.	Éduc.
Militaire	xxx xxx x	xxx xxx		xx	x
Adm. gouv.	xxx	xxx xx	xx	xxx xx	xxx
Adm. locale		xx	xxx xxx	xxx x	x
Enseignement			xxx	x	x xxx xxx
Privé	x	x	xx		x

Les sept responsables militaires ont tous fait une carrière militaire, combinée avec un passage provisoire ou définitif dans l'administration gouvernementale. Un seul d'entre eux a effectué un court séjour dans le secteur privé. Chez les sept techniciens, la pré-

férence va à l'administration locale pour cinq d'entre eux, et à l'administration gouvernementale pour deux autres. Trois sont passés par l'enseignement et deux par le secteur privé. Les cinq responsables financiers que j'ai pu identifier ont fait leur carrière dans l'administration gouvernementale ou locale, et deux ont passé un certain temps dans les services de l'armée. Parmi les huit dirigeants en charge de l'Éducation et des Affaires sociales à Shanghai, sept sont des enseignants, dont trois ont fait carrière dans le parti (cf. *infra*), et un seul a effectué un passage par l'armée. L'administration gouvernementale a aussi attiré trois d'entre eux. Enfin, les sept responsables politiques (maires et secrétaires généraux) se partagent entre l'armée (six) et l'administration gouvernementale (cinq). Le total de onze indique que quatre d'entre eux ont suivi une carrière double. Un seul a fait un long séjour dans le secteur privé.

Si l'on fait la somme de ces chiffres à partir des profils de carrière, et non des fonctions dans le gouvernement municipal, on peut remarquer que seize dirigeants ont accompli tout ou partie de leur carrière dans l'armée, dix-huit dans l'administration gouvernementale, treize dans l'administration locale, dix dans l'enseignement et seulement cinq dans le secteur privé. Certes, on ne peut à proprement parler additionner ces chiffres, qui ne concernent que 34 personnes et non pas 62. Il en ressort pourtant que la plupart des responsables municipaux ont fait leur carrière dans des organes administratifs, de préférence gouvernementaux ou militaires. On peut en conclure que le gouvernement mis en place à Shanghai n'a que peu de points communs avec ce que l'on attend d'une administration locale et autonome. Il s'agit en fait d'une annexe du pouvoir central, qui s'est chargé d'en fournir les éléments constituants puisque 25 des 34 personnes étudiées viennent soit de l'armée, soit de l'administration centrale. La réalité conforte l'hypothèse émise par un juriste chinois, suivant lequel les gouvernements municipaux établis en Chine relèvent davantage du *difang guanxi* (gouvernement local par des fonctionnaires) que du *difang xi* (gouvernement par l'autonomie locale)⁵.

J'ai choisi d'examiner à part les rapports des dirigeants municipaux avec le Guomindang, car il est important, sous le régime républicain, de ne pas confondre parti et gouvernement. A propos

5. [b] SHEN Naizheng, 1936, pp. 303-352.

du parti, il convient de faire d'abord une première distinction car l'appartenance au GMD n'a pas le même sens dans tous les cas. La quasi-totalité des fonctionnaires chinois, y compris les militaires, étaient inscrits au parti, ce qui ne signifie pas grand-chose puisque l'adhésion était obligatoire dès lors qu'on devenait agent d'une administration. Le gouvernement municipal de Shanghai n'a pas échappé à cette formalité. Je n'ai donc considéré comme « membres du parti » que ceux qui ont eu une activité importante et reconnue au sein du GMD. Un décompte strict en fait apparaître quinze, appartenant pour la plupart aux hautes sphères du parti. Parmi ces quinze personnes, deux sont issues de l'appareil local du GMD et doivent à cette qualité leur nomination au gouvernement municipal. Nous avons vu au chapitre 3 l'ambiguïté de leur position au sein de l'administration municipale, et l'interprétation qu'il convient d'en donner. De façon générale, les dirigeants de la municipalité de Shanghai constituent un groupe proche de la direction nationale, qu'il s'agisse du gouvernement ou du parti. On ne relève d'ailleurs aucun conflit notable entre les deux niveaux administratifs au cours des dix années d'existence du gouvernement municipal.

En dernier lieu, il me paraît indispensable de mettre en valeur une caractéristique singulière d'une partie au moins des responsables municipaux, à savoir leur participation au mouvement révolutionnaire de Sun Yat-sen et à la révolution de 1911. Treize d'entre eux ont joué un rôle important, militaire essentiellement, dans le renversement de l'Empire puis dans la lutte contre Yuan Shikai. On les retrouve presque tous à Canton dans les années vingt, lorsque Sun essaie de donner une base territoriale à son mouvement de reconquête et de réunification de la Chine. Certains dirigeants municipaux comme Wu Ticheng, Wu Xingya, Zhou Yongneng, ont été des proches de Sun Yat-sen. Les quatre maires ont été au premier rang de la révolution de 1911, dont trois à Shanghai même.

Enfin, il importe de souligner la relation privilégiée des maires avec le dirigeant national qui a dominé cette période, Chiang Kai-shek. Si Zhang Dingfan, en raison de son affiliation de clique, en est venu à s'opposer au régime de Nankin, les trois autres maires appartiennent au groupe influent des Études politiques (*Zheng-xuexi*), qui rassemble aussi bien des politiciens que des hommes d'affaires et qui constitue une des bases du pouvoir de Chiang Kai-shek au sein du parti. Huang Fu et Zhang Qun sont devenus frères

jurés de Chiang lors de la révolution de 1911. Ils ont par la suite travaillé dans le gouvernement national de Pékin, puis, sur la base de leur relation personnelle avec Chiang, ils se sont ralliés à la cause nationaliste en 1926. Wu Tiecheng, en revanche, a fait toute sa carrière politique dans le camp révolutionnaire. En 1926, un différend avec Chiang Kai-shek à propos de l'alliance avec le Parti communiste chinois l'a conduit pour quelques mois en prison. Il n'en est pas moins devenu un de ses fidèles (cf. *supra*, chap. 4) et a appartenu au petit groupe de conseillers qui gravitait autour du généralissime.

Le personnel municipal

Examinons à présent les caractéristiques globales du personnel municipal. Les données, extrêmement limitées dans le temps, ont été tirées des rapports statistiques annuels du gouvernement municipal et d'une étude réalisée par une association privée. Après 1930, malheureusement, les rapports municipaux ne comportent plus aucune indication sur le personnel. En outre, après l'attaque japonaise de janvier 1932, les difficultés financières du gouvernement en ont empêché la publication⁶.

En dépit de la qualité incertaine des sources utilisées, les conclusions s'imposent d'elles-mêmes. Il y a eu un renouvellement massif du personnel municipal au cours de la décennie qu'a duré le gouvernement municipal. Ce personnel était tributaire du changement de responsables à la direction des bureaux et, plus haut encore, de la rotation des maires à la tête de la municipalité. Son renouvellement fonctionnait sur la base d'un clientélisme qui s'appuyait principalement sur l'affinité géographique, et accessoirement sur les relations de famille ou d'amitié et sur l'appartenance à un même groupe professionnel. Dans la mesure où il n'y avait pas de règle précise concernant le recrutement des agents municipaux, le champ était libre pour toutes sortes de pratiques informelles reposant sur le concept fondamental de *guanxi*.

Lorsqu'on analyse le personnel municipal, deux grands groupes

6. [c] *Shanghai tebie shi shizheng tongji gaiyao*, 1927, 1928; [c] *Shanghai tebie shi xingzheng tongji gaiyao*, 1928, 1929; [c] *ibid.*, ...1929, 1930; [c] *Shanghai shi tongji*, 1933; [c] *Shanghai shi tongji di er ci buchong cailiao*, 1936.

se détachent. Il y a, d'une part, le personnel de l'administration centrale, c'est-à-dire celui qui travaille à la mairie ou dans ses services annexes. Et, d'autre part, tous ceux qui, bien que rémunérés par le gouvernement municipal, sont des exécutants extérieurs aux services centraux, ainsi les instituteurs, les agents de police, les éboueurs ou les employés des régies municipales (bacs). Dans la réalité, il n'est pas aussi facile de trancher rigoureusement entre ces deux catégories de fonctions; mais je suis obligé de m'y tenir, car les données statistiques ne concernent que le premier groupe.

Mes sources font apparaître un corps d'environ 1150 agents municipaux lors de la formation du gouvernement municipal. L'année suivante (1928-1929), l'effectif atteint déjà 1363 personnes, et 1780 en juin 1930. En trois ans, la progression est donc de 55 %. Ce gonflement des effectifs municipaux ne s'arrête pas là, en dépit d'efforts répétés de la part des dirigeants pour y mettre un frein, voire pour ramener les effectifs à un chiffre plus raisonnable. Ces tentatives ont pourtant été infructueuses et n'ont servi qu'à mettre arbitrairement à pied quelques dizaines d'employés aussitôt remplacés dans les mois suivants. En 1932-1933, le personnel passe à 1900 personnes, et il franchit la barre des 2000 en 1934, pour atteindre son maximum en 1935, avec 2200 agents. Ce n'est que cette année-là qu'une décrue est amorcée, ramenant les effectifs à 1700 personnes en décembre 1936 (cf. tableau 7).

De façon évidente, cette croissance ne correspondait pas aux besoins réels de la municipalité⁷. Si l'on évalue la population de Shanghai à cette époque à 3 500 000 habitants, dont 1 700 000 seulement se trouvaient en fait sous la juridiction des autorités chinoises⁸, un effectif de 2000 agents donne une moyenne d'un employé municipal pour 850 habitants. Et il ne s'agit là que du personnel des services centraux : la police à elle seule fournit un agent pour 310 habitants. La réduction qui est appliquée après 1935 ramène la proportion à un employé pour 1000 habitants. Ces mesures de compression des effectifs sont à mettre en relation avec la politique de rigueur préconisée par le gouvernement central pour

7. *La China Weekly Review* fait remarquer, dès 1927, que les effectifs du personnel municipal dépassent largement les besoins de la nouvelle administration. Cf. *CWR*, 29 oct. 1927, p. 20.

8. [c] LUO Zhiru, 1932, tabl. 30, p. 21.

Tableau 7. Effectifs du personnel municipal

Service	Année	1927-28	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32	1933-34	1934-35	1935-36
Secrétariat général		76	76	91	-	82	113	117	124
Bureau des Affaires sociales		119	119	128	-	194	251	261	292
Bureau des Finances		195	195	284	-	275	298	432	109
Bureau des Travaux publics		123 (102)	123	177	-	237	241	186	181
Bureau de l'Éducation		76	76	82	97	97	120	192	-
Bureau de l'Hygiène		55	55	94		107	147	251	75
Bureau des Terrains		148 (179)	156 (179)	267 (291)	270	256	359	264	308
Bureau des Utilités publiques		146	146	142	-	168	122	136	172
Bureau de la Sécurité		270 (220)	366 (211)	455	-	482	344	360	365
Bureau des Affaires portuaires		30	30	36	-				

Sources : [c] *Shanghai shi nianjian* ; *ibid.*, ... 1936 ; *ibid.*, ... 1937 ; [c] *Shanghai shi xingsheng tongji qiyao*, 1928 ; [c] *Shanghai tebie shi gong'anju yewu baogao*, 1929-1929 ; *ibid.*, ... 1927 ; [c] *Shanghai tebie shi gong'anju yewu baogao*, 1927 ; [c] *Shanghai shi gong'anju yewu baogao*, 1927 ; ... ; [a] *Shanghai shi gong'anju yewu baogao*, 1931 ; [b] ZHANG Hui, 1977, p. 767.

assainir la gestion des administrations du pays et diminuer leurs dépenses de fonctionnement. Elle s'impose d'autant plus à Shanghai, où le gouvernement municipal doit assurer l'entretien des 2100 policiers supplémentaires engagés entre 1928 et 1935, et après 1932, celui des 3000 hommes du Corps de préservation de la paix.

Comment expliquer ce gonflement anormal (puisque en 1936 les effectifs sont ramenés au niveau de ceux de 1929-1930), alors que tout au long de son existence le gouvernement municipal s'est débattu dans des difficultés financières considérables ? L'une des raisons est qu'il n'y avait pas de gestion centralisée du personnel municipal. Chaque bureau recrutait ses propres agents et communiquait au bureau des Finances l'état de ses besoins de trésorerie. D'autre part, les déficits éventuels de personnel n'étaient jamais comblés par le transfert d'employés d'un bureau à un autre, ce qui aurait été la façon la plus rationnelle de répartir les excédents d'agents. Chaque bureau constituait au contraire un fief jalousement gardé par son directeur, lequel conservait un contrôle absolu de son personnel. Les bureaux du gouvernement municipal formaient une juxtaposition de structures verticales étanches, sans communication horizontale. Mon étude, qui porte sur un échantillon de 2000 personnes couvrant toute la période, n'a fait apparaître que trois cas de transfert d'un bureau à un autre. Une dernière raison pourrait être l'absence de critères de recrutement, par voie de concours par exemple, ce qui a tendu à faire prospérer la pratique du copinage, par laquelle chacun essayait de faire entrer un cousin, un ami, un *tongxiang*⁹. Ce laxisme a eu aussi pour résultat fréquent le licenciement arbitraire des personnes en surnombre, celles dont les appuis étaient les plus faibles, lorsque l'intendance ne pouvait plus suivre.

La répartition du personnel selon l'origine géographique tend à faire apparaître une administration de recrutement plutôt local, comportant 42 % à 46 % de personnes originaires du Jiangsu (dont 14 % de Shanghaiens), et environ 25 % de natifs du Zhejiang, au cours de la période 1928-1930. Cette répartition reflète assez bien la structure de la population de Shanghai¹⁰. Le reste du

9. [c] ZHANG Hui, 1933, in *TWZ*, 109, 1977, pp. 57 501-502 ; [c] *Shanghai tebie shi tudiju niankan*, 1928, 1929, pp. 19, 22.

10. En 1929-1930, dans la population qui se trouve sous juridiction chinoise (1 669 378 personnes), la proportion est : Jiangsu, 66,8 % (1 116 183) ; Zhejiang 20 % (334 330).

personnel est composé de divers groupes provinciaux, avec en tête les personnes venant de l'Anhui, du Jiangxi, mais aussi du Hebei. Nous verrons plus loin comment s'explique cette répartition. L'équilibre apparent qui se dégage n'est en effet pas le reflet d'une situation homogène. Bien qu'il soit impossible de donner ici une étude détaillée de chaque bureau en fonction de l'origine provinciale de son directeur, nous pouvons néanmoins relever quelques traits significatifs.

Les bureaux techniques sont composés massivement d'employés locaux : jusqu'à 96 % aux Terrains, de même qu'à l'Éducation (84 %) et aux Affaires sociales (95 %). C'est un peu moins vrai, pour la période considérée, des Finances. Les exceptions les plus notables sont le secrétariat, où près de 40 % du personnel vient d'horizons divers (on peut imaginer que sous Wu Tiecheng cette proportion a dû s'accroître encore), et la Sécurité publique, où les policiers d'extraction locale ne représentent que 36 % à 42 % des effectifs. Une grande partie des membres des services centraux de la Sécurité publique viennent des provinces du Nord (28 % en 1930), Hebei, Henan, Shandong, dont la pauvreté n'a souvent pas laissé d'autre choix aux habitants que de s'engager dans les forces de police et dans l'armée.

C'est une situation que l'on retrouve avec netteté parmi les agents de police de Shanghai, dont 71 %, en 1928, sont originaires de ces provinces. Les agents locaux ne représentent alors que 18 % de l'effectif total. A l'explication donnée à l'instant, il convient d'ajouter que ces forces de police ont été reprises directement de l'ancienne administration, celle des seigneurs de la guerre du Nord, et que leur renouvellement, s'il a eu lieu, n'a pu se faire que progressivement. Il semble d'ailleurs que les autorités nationalistes se soient accommodées de cette situation et n'aient pas hésité à recruter parmi les anciens soldats nordistes démobilisés. Leur proportion à la Sécurité publique remontera à 28 %, après être tombée à 21 % en 1929¹¹.

Le personnel municipal est aussi un personnel jeune. Les statistiques pour deux années indiquent une proportion particulièrement

Dans la Concession internationale (910874), elle est sensiblement différente : Jiangsu, 55 % (500170); Zhejiang, 33 % (304544). Cf. [c] LUO Zhiru, 1932, tabl. 41 et 43, p. 27.

11. Le recours à des nordistes pour occuper les postes subalternes de la police constitue bien un choix délibéré des autorités; cf. [b] F. WAKEMAN, 1988, pp. 421-422.

élevée de moins de 30 ans (entre 42 % et 43 %). Si l'on y ajoute la tranche des 30-35 ans, le pourcentage passe à 62-63 %. Les plus de 50 ans ne représentent que 3,5 % des effectifs. Cette distribution varie selon les bureaux : au secrétariat, les moins de 30 ans ne forment que 29 % du personnel, et à peine plus d'un tiers aux Finances. A la Sécurité publique, la proportion tombe encore plus bas (22 %). Soixante pour cent du personnel se trouvent dans la tranche des 31-45 ans. Combinées ensemble, les données sur l'âge et l'origine géographique montrent que les bureaux importants sont composés de personnes d'expérience, venues à Shanghai avec la révolution nationaliste, alors que les bureaux techniques recrutent parmi la jeunesse locale. C'est un trait essentiel, car il montre comment la mise en place des nouvelles structures administratives après la victoire des nationalistes a profité à un large segment de la population jeune et éduquée, désireuse de trouver un emploi stable et rémunérateur. Les femmes sont très peu présentes dans la nouvelle administration municipale : avec 62 personnes, elles ne forment qu'une part infime du total. A une exception près, toutes sont affectées à des tâches subalternes et perçoivent un salaire inférieur à celui de leurs collègues masculins.

En dépit de l'imprécision des statistiques municipales, il se dégage de l'ensemble l'impression d'une formation assez élevée des employés municipaux. Les diplômés d'universités représentent, en 1928-1929, 27 % des effectifs. En 1929-1930, leur part tombe à 24 % au profit de la catégorie des diplômés de l'enseignement secondaire, qui passent de 22,5 % à 25,5 %. La proportion des diplômés d'universités étrangères est relativement faible et va même en décroissant, passant de 6 % à 4 % (soit de 82 à 77 personnes). Ce chiffre reste cependant remarquablement élevé pour une administration municipale. Je n'ai pas compté les employés issus d'écoles normales, une centaine environ, qui représentent près de 7 % des agents municipaux. Enfin, il y a aussi 200 diplômés d'académies militaires ou de police (soit 13 % à 14 %), affectés pour la plupart à la Sécurité publique.

Le niveau scolaire du reste du personnel se limite au primaire (11 %) et au secondaire (25 %). C'est dans ces catégories que se fait le recrutement le plus important entre 1928 et 1930. Cela conforte mon hypothèse selon laquelle le gonflement des effectifs est dû en grande partie à l'embauche de petits fonctionnaires grâce aux

faveurs d'amis ou de parents déjà en place et qui peuvent négocier l'obtention d'un poste avec leur supérieur. Par ailleurs, cette expansion se fait au détriment des techniciens dont la part dans l'ensemble du personnel baisse considérablement¹². Le nombre de personnes ayant reçu une éducation traditionnelle est marginal (1 %). Il subsiste un groupe important pour lequel aucune information n'est donnée. Il semble que l'administration municipale et, sans doute, beaucoup d'administrations en Chine aient véritablement absorbé une grande partie des diplômés de haut niveau pour les affecter à des tâches qui ne requéraient pas une formation aussi avancée. On peut imaginer que leurs talents auraient pu être mieux employés dans d'autres secteurs de l'économie chinoise. D'autre part, l'administration représente le pain béni que les diplômés d'écoles primaires et secondaires convoitent le plus. Dans les zones urbaines en particulier, ces gens, qui ont reçu une formation relativement limitée, trouvent dans ce secteur le moyen le plus sûr de gagner leur vie.

Mes données sur les salaires montrent que si les possibilités de faire fortune sont limitées, il y a quelque raison de préférer un poste de fonctionnaire municipal à un emploi dans d'autres secteurs. Les mieux payés sont les directeurs ainsi que le secrétaire général et les conseillers (*canshi*), avec un salaire mensuel de 450 yuan. Les émoluments du maire ne sont jamais indiqués dans les rapports statistiques. Une source officielle donne cependant le chiffre de 675 yuan en 1928¹³. Le salaire de base, quoique peu fréquent, semble avoir été de 20 yuan, soit un rapport de 1 à 22,5 entre les rémunérations les plus élevées et les plus basses. Les 6 % les mieux payés du personnel se partagent 22 % de la masse salariale (salaires de 260 à 450 yuan), tandis que les 45 % du bas de l'échelle (salaires de 20 à 50 yuan) perçoivent la même proportion (22 %) des salaires. Entre les deux, on trouve un groupe important (49 % des agents) qui reçoit 56 % de la masse salariale (salaires de 60 à 250 yuan).

Il n'est donc pas inintéressant de travailler dans les services centraux de la municipalité où, même pour les catégories les plus basses, les salaires sont supérieurs à ceux du commerce et de

12. [c] ZHANG Hui, 1933, pp. 57461-462.

13. [c] *Shanghai tebie shi tudiju niankan*, 1928, 1928, p. 411.

l'industrie¹⁴. Pour une large partie du personnel, les rémunérations sont très honorables, plus élevées que ce qui était d'ordinaire versé dans les écoles où les petits diplômés pouvaient trouver aussi à s'employer. Nous avons, là aussi, une explication de la présence de diplômés d'écoles normales et d'universités. Pour les personnes travaillant en dehors de l'administration centrale, les rémunérations sont en revanche misérables. Dans la police, un agent (*xunjing*) peut prétendre à une solde de 10 à 13 yuan, tandis qu'un brigadier (*xunzhang*) perçoit de 16 à 18 yuan. Seuls les officiers (*xunguan*) sont mieux lotis avec un salaire de 30 à 40 yuan¹⁵. Les éboueurs n'atteignent même pas la barre des 10 yuan. Les premiers ont toutefois la possibilité, dont ils ne se sont pas privés, d'user de leur fonction pour extorquer quelque argent aux malheureux tireurs de pousse ou aux commerçants pour améliorer leur maigre traitement.

Aux revenus réguliers, le travail dans l'administration ajoute la tranquillité. Le laxisme des cadres permet souvent l'absentéisme. Un rapport de 1933 sur le bureau des Terrains critique la pléthore de personnel administratif au détriment des techniciens. Le directeur ne vient pas tous les jours et ses chefs de service arrivent régulièrement avec une ou deux heures de retard. Le reste des agents se présente à l'heure, mais commence sa journée en se plongeant dans la lecture des journaux¹⁶. Le taux d'absentéisme est assez remarquable. En 1928, 37 % du personnel n'a pris aucun congé dans l'année (il s'agit des jours pris en dehors des jours fériés), tandis qu'un tiers (266 personnes) a pris de une à six journées de repos. Plus spectaculaire cependant, 25 % des employés (214 personnes) se sont accordé une à deux semaines, voire de trois semaines à trois mois pour 7 % d'entre eux (60 personnes). Ces chiffres sont d'autant plus surprenants que le règlement officiel n'autorise qu'exceptionnellement les congés, et soumet ceux de longue durée (plus de trois jours) à l'approbation du directeur de bureau, voire du maire¹⁷. Mes estimations montrent que le gouver-

14. Sur les salaires dans l'industrie et l'administration, cf. [c] *Shanghai tebie shi xingzheng tongji gaiyao*, 1928, 1929, p. 109.

15. Le salaire des policiers a été relevé en 1929; cf. *SB*, 2 sept. 1929, p. 13 :4.

16. [c] ZHANG Hui, 1933, pp. 57467-468.

17. Articles 13 et 14 du règlement de fonctionnement du gouvernement municipal (*Shanghai tebie shi zhengfu ge ju banshi tongze*). Cf. [c] *Shanghai tebie shi gong'anju yewu jiyao*, 1927, 1928, chap. « zhangze » (Textes officiels), pp. 1-6.

nement municipal a ainsi perdu 2500 à 3000 journées de travail en 1928.

Les conséquences de l'absentéisme ne sont cependant pas aussi importantes que les ruptures dans l'activité de l'administration municipale, provoquées par le fréquent renouvellement des employés. La sécurité de l'emploi des agents municipaux a en effet été remise en cause par des facteurs indépendants de considérations économiques. Nous avons observé que les directeurs de bureaux changeaient lorsqu'un nouveau maire était nommé. De même, les directeurs s'empressement de nommer dans l'administration à laquelle ils sont affectés leurs propres collaborateurs, secrétaires ou amis. Cette pratique n'est pas une innovation de la Chine républicaine, mais elle s'est manifestée à un degré élevé en raison du déplacement fréquent des responsables d'une administration ou d'une région à une autre.

*

Dans la première partie de ce chapitre, j'ai divisé les bureaux de la municipalité en deux grandes catégories, les stables et les instables, en prenant comme critère le changement plus ou moins fréquent des titulaires du poste de directeur. Afin d'apprécier plus clairement les conséquences de ce phénomène de rotation, je vais m'attacher à montrer par des exemples précis la réalité humaine qu'il recouvre.

Le cas le plus typique de la stabilité est sans nul doute le bureau des Travaux publics, qu'une seule personne, Shen Yi, a dirigé sans interruption de 1927 à 1937. Mon étude porte sur l'état du personnel en 1927, 1932 et 1934-1937. Cette distribution permet des comparaisons à des dates couvrant toute la période. Le personnel de 1927 est encore présent en 1932 à raison de 35 %, et en 1936 à raison de 26 %. La proportion peut paraître faible, mais il faut apporter quelques précisions. La majorité des partants sont des *banshiyuan* (agents d'exécution) dont 87 % disparaissent entre 1927 et 1932. L'explication de ces départs massifs pourrait être, ainsi que nous l'avons noté, les réductions successives aussitôt suivies du recrutement de personnel nouveau pendant les premières années de la municipalité.

Si l'on se place dans une perspective inverse, celui du temps de présence des employés en 1936, l'impression de stabilité est nettement plus évidente. Aux 24 % de personnes présentes depuis 1927

s'ajoutent 26 % d'agents en fonction depuis 1932, soit un total de 50 %. D'autre part, 20 % sont présents depuis trois ans au moins. On peut aussi avancer le fait que le personnel des Travaux publics est passé de 102 personnes en décembre 1927 à 241 en avril 1934. Il est donc normal que la proportion d'« anciens » baisse proportionnellement. Ce qu'il est intéressant de constater, c'est la stabilité du personnel dirigeant du bureau : deux chefs de service (*kezhang*) sont en fonction depuis 1927, un autre depuis 1931 au moins, et le dernier depuis 1934 au moins. Les deux tiers des chefs de section (*guzhang*) sont en place depuis 1927 ou 1931¹⁸.

Le bureau des Finances permet aussi une étude détaillée du personnel grâce à des listes qui indiquent la date de nomination et de départ des fonctionnaires ainsi que leur origine provinciale. Ces éléments donnent la possibilité de mettre en évidence non seulement la relation qui existe entre l'arrivée d'un nouveau directeur et la mobilité des employés, mais aussi le mode principal sur lequel repose ce renouvellement. Bien que limitée dans le temps, mon analyse porte sur trois changements consécutifs de directeur, Cai Zengji en avril 1931, et Xu Fu en juillet 1929 et en mars 1936. Si l'on considère les postes de direction avant le mois de mars 1936, on observe que tous les titulaires ont été nommés en avril 1931. Il apparaît donc clairement qu'aucun des cadres en poste avant 1931 n'a été repris par Cai Zengji. En 1936, Xu Fu conserve un des chefs de service et un secrétaire, mais il nomme deux chefs de service et trois secrétaires. Le changement est moins radical pour les postes inférieurs (*guzhang*) : trois nouveaux seulement sont nommés en avril 1931 et un autre à une date ultérieure (inconnue). Cette stabilité des plus anciens cadres est sensiblement remise en cause par Xu Fu : les trois chefs de section nommés par Cai Zengji laissent la place à trois nouveaux, tandis que quatre autres « anciens » sont éliminés. Enfin, comme dans d'autres bureaux à cette époque, le personnel est fortement réduit, passant de 432 à 109 agents.

L'exemple du bureau des Finances permet de mettre en lumière la relation entre nomination et origine provinciale. Cette relation est aussi valable à tous les niveaux de la hiérarchie, bien que d'autres facteurs interviennent aussi. Ainsi, Cai Zengji, cantonnais, nomme

18. Une étude du bureau des Terrains, que je n'ai pas reproduite ici pour éviter des répétitions, révèle la même stabilité.

aux sept postes de responsabilité mentionnés plus haut six Cantonnais et un natif du Guangxi. Les trois nouveaux chefs de section sont aussi cantonnais, tout comme l'unique technicien. Au niveau inférieur, cela semble moins déterminant, puisque les *keyuan* (agent de bureau) nommés par Cai sont du Zhejiang (deux) et du Jiangsu (un). Je vois deux raisons à cela : d'une part, il est sans doute préférable de recruter les agents susceptibles d'être en contact avec le public parmi la population locale ; d'autre part, comme je l'ai déjà souligné, le recrutement à ce niveau ne dépend plus du directeur, mais de ses subordonnés.

Le cas de Xu Fu est différent. En apparence, il semble moins chauvin : on trouve parmi les nominations de 1936 des personnes originaires du Zhejiang, sa province natale, et d'autres du Fujian où il a été pendant plusieurs années commissaire aux Finances dans le gouvernement provincial. Xu Fu s'appuie donc sur un double réseau de collaborateurs et, par ailleurs, la composition du personnel des Finances lui doit déjà beaucoup. Xu Fu a dirigé le bureau de juillet 1929 à mai 1930, avant de se consacrer à la Banque municipale de Shanghai. Lors de sa nomination, il avait radicalement transformé le personnel des Finances : le nombre d'agents originaires du Zhejiang était passé de 56 à 114 (soit une progression de 103 %) et ceux du Fujian de 0 à 8 (dont deux sont encore en place en 1936, lorsqu'il revient à la tête du bureau). Aux journalistes qui se montraient étonnés par l'ampleur du renouvellement, Xu Fu expliqua qu'il était dû aux démissions volontaires et à la nécessité de licencier les gens incompetents¹⁹. Aussi, lorsqu'il revient aux Finances, Xu Fu ne procède pas à de grands changements, sinon aux postes de responsabilité. Notons cependant que l'ampleur du mouvement de personnel décidé par Xu Fu en 1929 est unique aux Finances et dans la plupart des bureaux.

En revanche, à la Sécurité publique, les changements en masse ne sont pas rares. Le personnel du bureau est beaucoup plus nombreux, ce qui peut expliquer la démesure des mutations. Il faut aussi retenir le fait que les personnes nommées à la direction de la Sécurité publique sont des militaires d'active, ayant sous leurs ordres une unité composée de fidèles. Chaque directeur n'amène

19. *SB*, 13 sept. 1929, p. 14 :2.

donc pas simplement ses collaborateurs les plus proches, mais aussi une nuée d'officiers et de soldats qui se répartissent dans les forces de police de Shanghai et qui repartent avec leur patron lorsque celui-ci est muté à un autre poste.

Les listes du personnel que j'ai réunies couvrent les années 1927-1929, 1932, 1934-1936, soit sept années sur dix. A titre d'illustration, une seule personne, un secrétaire nommé Yu Hongrun, est restée en fonction de 1927 à 1937. Aucun autre employé n'a égalé ce record de longévité²⁰, peut-être dû au fait que ce secrétaire se trouvait être le frère de Yu Hongjun, secrétaire général du gouvernement municipal depuis 1929. Les trois premiers rapports dont nous disposons donnent l'état du personnel en 1927-1928 (Shen Yulin, Dai Shifu), 1928-1929 (Dai Shifu, Huang Zhenxing, Yuan Liang) et 1932 (Wen Yingxing). La succession rapide des directeurs rend l'analyse des mouvements de personnel plus délicate, sans toutefois l'interdire.

Aux anciennes forces de police que Shen Yulin reprend, ce dernier ajoute 78 personnes. Lorsque Dai Shifu lui succède un mois et demi plus tard, il procède aussi à un grand nombre de nominations. Je n'ai pas pu déterminer avec précision le nombre des affectations attribuables à Dai, mais on peut constater l'entrée de 106 nouveaux policiers dans le rapport de 1928. Il faut retenir toutefois que les effectifs de la Sécurité publique ont été en augmentation constante, ce qui peut expliquer ce chiffre important.

Dans le rapport de 1929, j'ai pu identifier avec certitude 20 nominations attribuables à Huang Zhenxing, tandis que 66 personnes (36 % de l'effectif) sont parties en compagnie de Dai Shifu. A ces départs, il faut ajouter 21 agents (11 %) partis sans raison apparente, soit au total 47 % de l'effectif qui, un an après la formation du gouvernement municipal, a été renouvelé. Il est difficile d'affirmer que la composition du personnel en 1929 est le fait d'une personne particulière, bien que Yuan Liang ait nommé avec certi-

20. La présence de Yu Hongjun à la tête du secrétariat général pendant huit années n'est pas représentative de la situation qui a prévalu dans ce service. Nos données sur le secrétariat de 1927 (Zhang Dingfan), de 1931 (Zhang Qun) et 1937 (Wu Tiecheng) montrent qu'à l'exception de Yu Hongjun, aucun membre du personnel d'encadrement n'est commun aux trois listes. Si l'on descend dans l'échelle hiérarchique, on ne trouve que 7 personnes (sur 50) du secrétariat de 1927 qui sont encore en poste en 1931 ; elles disparaissent toutes du secrétariat de 1937.

tude 13 personnes. Lorsqu'on arrive en 1932, deux directeurs se sont succédé, Chen Xizeng (quelques mois) et Wen Yingxing.

Le personnel est alors composé de la façon suivante : 12 % présents depuis 1927 et 9 % depuis 1928. Tous les agents nommés en 1929 ont disparu. Il y a naturellement 206 nouveaux dont la nomination probable a eu lieu entre juillet 1929 et juin 1931. Notons que toutes les catégories de la hiérarchie sont présentes dans les données de 1927-1928, 1928-1929 et 1932, ce qui rend la comparaison possible sans risque d'erreur. Le nombre des nouveaux peut s'expliquer par le gonflement des effectifs — c'est un facteur important — mais dans ce cas, on devrait retrouver les anciens employés. Or l'expansion des effectifs s'est faite par l'élimination des plus anciens et le recrutement, encore plus large, de nouveaux²¹.

Dans le cas de la Sécurité publique, l'origine géographique est aussi un critère déterminant des nominations. Parmi celles ordonnées par Shen Yulin, on trouve une forte proportion de policiers du Zhejiang, sa province d'origine, bien que je ne puisse affirmer qu'ils aient tous été engagés par lui. Dai Shifu amène avec lui 51 personnes de son Jiangxi natal, soit 24 % du personnel cité dans le rapport. Avec Wen Yingxing, le nombre de policiers originaires du Jiangxi tombe à 10, tandis que celui des Cantonais passe de 4 à 40. Ces indications, même impressionnistes, sont suffisamment éloquentes pour qu'il faille en dire plus. Il faut reconnaître toutefois que dans le cas de Cai Jingjun, cantonais, qui reprend en mars 1935 la Sécurité publique que dirigeait un autre Cantonais, le remaniement est tout aussi profond, ce qui indique que l'origine géographique est un facteur essentiel, mais pas suffisant pour expliquer les changements de personnel, en particulier dans ce bureau.

*

Cette description des mécanismes de renouvellement du personnel municipal autorise plusieurs conclusions. Les valeurs traditionnelles de la Chine sont encore clairement à l'œuvre parmi une élite formée à l'université et à l'étranger. Les dirigeants du gouvernement muni-

21. A titre d'illustration, je donne ci-dessous le nombre de titulaires identifiés pour certains postes de responsabilité. Cette liste est vraisemblablement en-dessous de la réalité : 20 chefs de service (quatre postes); 9 chefs de la brigade fluviale (un poste); 7 chefs de la

cipal attachent une grande importance au fait de s'entourer de collaborateurs fidèles qui souvent les suivent tout au long de leur carrière. Les disparitions que j'ai évoquées ne sont pas dues à des licenciements systématiques des membres de l'équipe précédente. Les cadres supérieurs démissionnent souvent d'eux-mêmes pour suivre leur patron dans ses nouvelles fonctions. La situation des cadres subalternes est beaucoup moins claire et on peut penser qu'ils ont souvent fait les frais des changements de direction. Les titulaires des postes de responsabilité sont naturellement les plus affectés par le phénomène de rotation et, en dépit de ce qui a été dit à l'instant, tous n'étaient pas assurés de retrouver un travail. Le recrutement des collaborateurs proches des directeurs se fait donc généralement parmi des personnes partageant avec lui une même communauté d'origine, une même langue, bien que cela ne soit pas absolu. D'autres réseaux de relation existent, en particulier ceux créés par l'appartenance à un même milieu professionnel. On trouve parfois des cas s'apparentant fort à du népotisme : une partie importante des collaborateurs de Wen Yingxing portait le même patronyme et était originaire du Guangdong.

Les conséquences de ce renouvellement fréquent des dirigeants ont été multiples. Il était difficile d'appliquer une politique cohérente lorsque les responsables changeaient souvent, d'autant plus qu'il leur fallait se familiariser avec la situation locale avant de prendre des initiatives. Les employés subalternes ne se sentaient pas exceptionnellement motivés alors qu'il risquaient à tout moment d'être licenciés pour faire place à de nouveaux venus, ou parce qu'une vague d'austérité s'abattait sur le gouvernement. Les cadres ajoutaient à l'ignorance de la situation locale (trait qu'ils partageaient avec leurs patrons) une motivation limitée à s'engager avec vigueur dans des projets qu'ils n'étaient pas certains de conduire à terme. La rigueur dans le travail a été gravement affectée, en particulier chez les policiers (d'une corruption notoire), qui voyaient défiler les dirigeants à tous les niveaux. Qui pouvait prétendre diriger une police dont les chefs, de la direction centrale aux commissa-

brigade des inspecteurs (un poste); 12 chefs de la brigade de surveillance (un poste); 29 chefs des brigades de gendarmes (quatre postes); 3 chefs du Centre de formation des policiers (un poste); 76 commissaires de quartier (vingt-trois postes); 26 commissaires d'arrondissement (sept postes); 82 chefs de section (vingt-trois postes).

riats, en passant par les services chargés de la surveillance et de la discipline, étaient constamment remplacés ?²²

Le changement fréquent des dirigeants municipaux est un phénomène d'une incontestable gravité. Le système des dépouilles américain nous invite à ne pas en exagérer les effets au-delà des problèmes humains qu'il a multipliés. Il n'en a pas moins affecté le travail de la municipalité, en particulier au cours des cinq premières années de son existence. Alors que les autorités d'une Chine encore mal réunifiée devaient faire face aux tâches urgentes de la modernisation, une véritable somme d'énergie, de talents et d'argent a été gaspillée. La période de relative stabilité qui a suivi n'a pas pu compenser le temps et les ressources perdus.

22. Ma conclusion rejoint sur ce point celle de Tien Hung-mao, à propos de la mobilité du personnel de l'administration provinciale, ainsi que celle de Lai Jeh-hang sur la municipalité de Canton ou celle de Maryruth Coleman sur Nankin. Cf. [b] TIEN Hung-mao, 1972, pp. 129-150; [b] LAI Jeh-hang, 1976, pp. 38-39; [b] M. COLEMAN, 1984, pp. 69-71, 143, 153-154; [c] *Shi nian lai zhi Nanjing*, 1937.

Les finances municipales

Le problème financier s'est posé avec acuité au gouvernement municipal dès sa mise en place et, tout au long de son existence, il est resté une cause majeure de préoccupation. La nouvelle administration héritait d'un système ancien, fondé sur des pratiques traditionnelles, peu adaptées au développement d'une municipalité moderne, et de surcroît très hétérogènes.

Le gouvernement municipal s'est doté d'organes financiers qui se sont efforcés, par des réformes successives, de mettre fin aux disparités et aux inégalités du système fiscal local, dans le but avoué d'en augmenter le rendement. La politique novatrice des autorités municipales, quoique souvent hésitante et incohérente, a suscité le mécontentement, voire la colère des contribuables, en particulier des commerçants, parce qu'elle remettait en cause nombre d'habitudes ou de privilèges, et parce qu'elle entraînait aussi, il faut le reconnaître, une hausse certaine des impôts.

Malgré ces transformations du système fiscal et malgré des revenus accrus, le gouvernement municipal n'est pas parvenu à sortir d'une situation de déficit budgétaire constant. On pourrait expliquer cet état de fait par les importants travaux d'aménagement urbain entrepris par les autorités, mais ceux-ci n'ont démarré qu'en 1929, alors que la situation financière était déjà mauvaise. D'autre part, ces projets ont été entièrement financés par l'émission d'emprunts municipaux. Il reste, comme explication aux dépenses massives du gouvernement municipal, l'entretien d'un corps de fonctionnaires dont il n'a pas pu ou voulu contrôler la croissance, en particulier chez les policiers.

Les difficultés de l'administration municipale s'expliquent aussi, à ses débuts, par des résistances à l'intérieur de ses propres services. Chaque bureau menait son action de façon autonome, sans grande considération pour les questions de gestion. Il manquait au gouver-

nement municipal un système centralisé qui permit un contrôle sérieux des recettes et des dépenses. Cette tâche n'a été réalisée que progressivement.

Les organismes financiers de la municipalité

Les deux organes financiers du gouvernement municipal sont le bureau des Finances (*Caizhengju*), chargé de l'administration des affaires financières et de l'élaboration de la politique fiscale, et le Trésor municipal (*Shi jinku*), responsable du maniement des fonds. En réalité, ce dernier n'a été créé qu'en juillet 1931, après la fondation d'une banque municipale. Entre-temps, c'est le quatrième service (*ke*) du bureau des Finances qui a fait fonction de Trésor municipal¹. D'une certaine façon, un degré relatif de centralisation était ainsi assuré.

Lors de sa mise en place, le gouvernement municipal a cherché à parer au plus pressé en reprenant telles quelles les anciennes institutions administratives locales. Chaque bureau hérite ainsi d'organes, de compétences et de sources de revenu divers. Les taxes sont donc perçues par plusieurs bureaux : Finances, Terrains, Hygiène, Sécurité publique. Par ailleurs, comme les directeurs de bureaux ne s'embarassent pas d'une comptabilité très rigoureuse, il est particulièrement malaisé pour le bureau des Finances de connaître les recettes réelles tirées des taxes, comme, d'ailleurs, de savoir quel usage est fait des fonds attribués aux différents bureaux. Si, en théorie, ceux-ci doivent remettre toutes les sommes perçues par leurs services, il en va tout autrement dans la pratique.

Pour corriger les tendances centrifuges de l'administration municipale, le bureau des Finances commence par élaborer un système de comptabilité unique et centralisé, puis à le mettre en application dans tous les services municipaux². Il exige des rapports hebdomadaires et mensuels, ainsi que la présentation, trois mois avant le début de l'année fiscale (de juillet à juin de l'année suivante), d'un budget prévisionnel. Celui-ci est d'abord examiné par le bureau avant d'être transmis au conseil administratif (*shizhenghui*)

qui l'adopte ou le modifie selon les appréciations portées par les responsables financiers de la municipalité.

Le travail de réforme engagé par le bureau des Finances comporte deux niveaux : réorganisation interne, c'est-à-dire réforme des modalités de la perception des impôts destinée à en conférer le monopole au bureau des Finances ; réforme des impôts eux-mêmes, qui sera étudiée à la fin de ce chapitre. Commençons par examiner la réorganisation interne. D'une part, le bureau des Finances tend à reprendre aux autres bureaux la perception des taxes. Ainsi la taxe foncière, attribuée aux Terrains, passe en 1934 aux Finances. De même, les Finances s'attaquent au système d'affermage des taxes qui permet aux marchands d'une corporation de lever l'impôt parmi leurs confrères, d'après une somme fixée d'avance avec les autorités. La taxe sur les bateaux passe ainsi sous le contrôle direct des Finances, en 1929, grâce à l'installation, au bord des cours d'eau, de quatre offices de la taxe batelière (*chuanjuanchu*).

Parallèlement, le bureau des Finances supprime les systèmes de perception indirecte. La taxe foncière et la taxe d'habitation étaient traditionnellement perçues par les officiers municipaux (*shizheng weiyuan*) auprès des paysans, puis remises au bureau des Terrains. En 1934, en raison des arriérés accumulés et du peu d'empressement des officiers municipaux à les recouvrer, le bureau des Finances ouvre quatre agences de perception de la taxe foncière en zone rurale (*tianfu zhengshouchu*), limitant le rôle des officiers municipaux à une simple fonction de transmission des documents³. Dans les zones urbaines, le bureau tente d'alléger ses charges en personnel et en paperasserie en instituant en 1935 un nouveau mode de perception de la taxe d'habitation. Les foyers payant plus de 10 yuan de taxe doivent se déplacer eux-mêmes et payer à la perception. Le bureau compte sur un plus haut niveau d'éducation et de civisme dans ce secteur de la population. Cet espoir s'avère illusoire et, face à l'indifférence manifeste des foyers vis-à-vis de ces nouvelles dispositions, le bureau se voit contraint de remettre en place l'ancien système des collecteurs de porte en porte.

Dans leur travail de réforme, les responsables du bureau des

1. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. J/14-15 ; YHZZB, 7 juin 1931, p. 7.

2. SB, 6 mars 1928, p. 14 :1.

3. SB, 30 sept. 1934, p. 12 :4 ; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1935, p. J/6 ; SB, 12 août 1928, p. 15 :1 ; 4 mai 1929, p. 22 :4 ; 27 mai 1929, p. 14 :3 ; 14 juin 1929, p. 14 :2.

Finances ont cherché à s'assurer les conseils et la collaboration des notables locaux, surtout celle des banquiers. A cet effet, plusieurs commissions sont créées, dont le caractère consultatif ne doit pas masquer le fait qu'à plusieurs reprises elles ont été les initiatrices directes de la politique fiscale et financière du gouvernement municipal. Les autorités disposent de leur propre commission de réforme des impôts, composée de membres du bureau des Finances, des Utilités publiques, des Terrains, des Affaires sociales et du secrétariat général⁴. Cependant, la disparition en 1928 du conseil municipal à la suite de la promulgation d'une nouvelle loi municipale, comme nous l'avons vu au chapitre 3, n'a laissé au gouvernement municipal que cette seule commission interne, alors qu'il se trouve confronté à des difficultés financières graves et qu'il souhaite obtenir l'appui des riches marchands et financiers locaux.

Or ces derniers ne sont pas prêts à apporter leur soutien sans contrepartie, c'est-à-dire sans avoir un droit de regard sur les fonds dont le gouvernement municipal pourrait disposer grâce à leur collaboration. En 1929, les autorités municipales créent la commission de discussion de l'aménagement urbain (*Shanghai shi jianshe taolun weiyuanhui*), chargée des projets de développement de la ville et de leur financement⁵. En septembre 1930, une autre commission, plus spécifiquement tournée vers les questions financières, est mise en place : la commission de discussion des finances municipales (*Shanghai shi caizheng taolun weiyuanhui*)⁶. Ses avis sont largement pris en compte pour ce qui concerne la réforme des impôts et l'émission d'emprunts. La commission est dissoute en octobre 1932, lorsqu'un nouveau conseil municipal la rend superflue. Toutefois, les problèmes financiers de la municipalité persistant, une commission de planification des finances (*Shanghai shi caizheng sheji weiyuanhui*) est établie en avril 1936 pour débattre des questions financières⁷.

Les institutions financières annexes de la municipalité

Nous avons choisi de présenter ici deux organismes classés comme « entreprises municipales » (*shi yingye*), mais dont le rôle dans la politique financière du gouvernement municipal a été comparable à celui d'institutions telles que le Trésor municipal, à la seule différence que leurs activités étaient davantage tournées vers l'extérieur, c'est-à-dire vers le financement des projets du gouvernement municipal.

La première de ces institutions est la Banque municipale (*Shi yinhang*). L'idée en avait été suggérée très tôt par les banquiers locaux. Dès décembre 1927, un article du *Yinhang zhoubao* (*Bankers' Weekly*) présente un projet d'organisation d'une banque municipale. Celui-ci n'est pas complètement désintéressé puisqu'il prévoit un système de « gestion populaire et de contrôle municipal » (*minban shidu*), fort semblable à celui des entreprises dites de gestion privée et de supervision officielle (*guandu shangban*), créées à la fin du siècle passé⁸, quoique dans l'esprit de l'auteur la composante marchande doive l'emporter sur la composante officielle afin d'attirer la confiance populaire. Les fonctions de la banque doivent être multiples : d'une part, drainer l'épargne populaire et fournir des possibilités de prêts aux associations locales, aux petits commerçants et aux artisans. La banque comblera ainsi un vide institutionnel dans la mesure où les grandes banques modernes sont concentrées dans les concessions et s'intéressent peu aux problèmes de ces catégories sociales. D'autre part, elle permettra aussi de faciliter les opérations du gouvernement municipal, contraint d'en laisser la charge à une banque privée, et d'unifier ses finances.

L'idée avait été retenue par le gouvernement municipal, qui dut pourtant y renoncer, sa situation financière ne lui permettant pas d'accumuler des fonds suffisants pour constituer un capital de départ. Ce n'est qu'en février 1930, grâce à l'émission du premier emprunt municipal (*shizheng gongzhai*), que la banque peut être fondée. Son capital doit s'élever à un million de yuan, soit un tiers du montant de l'emprunt. En fait, en raison des difficultés rencontrées

4. YHZB, 7 août 1928, pp. 19-25.

5. SB, 20 juin 1929, p. 13 :2.

6. SB, 17 sept. 1930, p. 14 :4.

7. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. J/2.

8. YHZB, 6 déc. 1927, pp. 9-17. Sur les entreprises *guan du shang ban*, cf. l'étude classique de Albert FEUERWERKER, *China's Early Industrialization*, Cambridge, Ma., Harvard University Press, 1958.

par le gouvernement municipal pour placer les bons de l'emprunt, c'est avec un capital réduit de moitié que la Banque municipale commence ses opérations. Le gouvernement municipal a, par ailleurs, exclu l'idée d'un système de *minban shidu* (cf. *supra*) au profit d'une organisation exclusivement bureaucratique. Un certain nombre de financiers shanghaiens sont toutefois nommés au conseil d'administration⁹ dont Xu Fu, alors directeur du bureau des Finances, assume la direction. Xu conservera ce poste après son départ du bureau, jusqu'en 1937. Sous son impulsion, la Banque municipale connut une croissance remarquable.

Même si, comparé à celui des grandes banques gouvernementales et privées chinoises, le niveau des opérations de cet organe financier est resté modeste, la banque n'en a pas moins remporté un vif succès auprès de la population locale. L'hypothèse qu'elle pouvait combler un vide institutionnel ne s'est pas révélée erronée. En 1933, devant son développement impressionnant, le gouvernement municipal décide d'augmenter le capital de un à six millions de yuan, dont deux seraient avancés par lui et trois autres par un appel aux marchands. Toutefois, ses sempiternelles difficultés financières le contraignent à abaisser sa contribution (théorique) à un million et demi de yuan, tandis que l'argent des marchands se fait attendre. Le projet est donc repoussé à plus tard¹⁰. Les activités de la Banque municipale n'en continuent pas moins d'être très florissantes, ainsi que le note un rapport du *Yinhang zhoubao* en 1934. Son chiffre d'affaires, de 4,9 millions de yuan en 1930, passe à 12,2 millions en 1936. Cette même année, les dépôts s'élèvent à 6,6 millions¹¹.

À la suite de l'attaque japonaise, qui détruit une grande partie du secteur nord de Shanghai, le gouvernement municipal décide de créer une institution de financement de la reconstruction, la Société de crédit Xingye (*Xingye xintuo she*). Le projet met quelque temps à aboutir, faute des soutiens financiers nécessaires. Les entrepreneurs et les banquiers locaux, qui ont déjà avancé l'argent de l'emprunt de reconstruction (6 millions), semblent très réticents, en particulier pour investir dans une opération qui ne promet pas de rapporter

9. YHZB, 8 oct. 1929, pp. 13-14; 25 févr. 1930, pp. 9-10; SB, 18 févr. 1930, p. 13 :1.

10. SB, 13 déc. 1932, p. 8 :6; YHZB, 14 févr. 1933, p. 3; 4 avr. 1933, p. 8.

11. YHZB, 4 avr. 1931, p. 1; 30 mai 1933, p. 8; 13 mars 1934, p. 9; 19 juin 1934, p. 5; 21 mai 1935, p. 1; 16 juin 1936, p. 7; 8 juin 1937, p. 5.

rapidement, ni d'offrir des dividendes semblables à ceux des emprunts. En dépit de ces obstacles, le gouvernement parvient à réunir une somme suffisante, gagée sur ses biens, pour constituer le capital de la société de crédit en octobre 1933¹².

La nouvelle société est un organisme public qui fait toutefois une large place aux personnes privées. Xu Fu en est aussi le directeur, mais tous ses subordonnés, le directeur-adjoint et les chefs de section, viennent du secteur bancaire privé. Les industriels et les financiers locaux constituent par ailleurs la majorité du conseil d'administration¹³. L'activité de la société de crédit doit être tournée vers la réhabilitation des zones détruites par la guerre et vers le développement des utilités publiques municipales. En fait, ses opérations sont très diversifiées : elle s'occupe de transactions immobilières, d'assurances, de crédit, de transport et de construction. Les tâches de réhabilitation ne semblent l'avoir préoccupé qu'indirectement, sauf à considérer, comme le faisait le gouvernement municipal, que le développement du Grand Shanghai constituait un élément de ce travail de réhabilitation.

Les sources de revenu du gouvernement municipal

Les recettes municipales peuvent être divisées en trois grands secteurs : les impôts directs (taxe d'habitation, taxe foncière), les licences (taxe sur les véhicules, taxe sur les bateaux, taxe sur les affaires ainsi qu'une multitude d'impôts divers hérités de la période précédente) et enfin les revenus des propriétés et des régies municipales. La présentation qui suit s'attachera à ces grands secteurs de la fiscalité municipale. Le détail des différents impôts sera décrit dans les notes ou dans la dernière partie de ce chapitre qui traite des réformes fiscales.

La principale source de revenu de l'administration municipale est la taxe d'habitation (*fangjuan*), instituée sous les Qing par les organes d'autonomie locale. Les taxes sur les véhicules (*chejuan*) et sur les bateaux (*chuanjuan*) ont aussi été créées par ces mêmes institutions. La taxe d'habitation est perçue avec un taux différencié selon qu'il s'agit de locaux privatifs ou de locaux à usage commer-

12. SB, 18 juil. 1933, p. 13 :1; [c] *Shanghai shi nianjian, 1936*, pp. J/34-35.

13. YHZB, 10 oct. 1933, pp. 5-6; [c] *Shanghai shi nianjian, 1936*, pp. J/26-27.

cial, soit 10 % du montant du loyer dans le premier cas et 12 % dans le second. Cette indexation de la taxe sur les loyers, en constante augmentation à Shanghai, a été une façon déguisée de majorer régulièrement les impôts¹⁴. C'est aussi une des raisons pour lesquelles le gouvernement municipal ne s'est jamais montré empressé de répondre aux demandes de réduction des loyers à Shanghai, présentées à plusieurs reprises par des organisations de commerçants ou de locataires.

Les revenus de la taxe, faibles en 1927-1928 lorsque le gouvernement municipal se met en place, grossissent considérablement au fur et à mesure qu'une meilleure organisation permet sa perception dans la Cité et à Zhabei, puis dans tout le territoire municipal (en particulier dans la zone dite « des routes extérieures »)¹⁵. Pour ne pas perdre d'argent, le bureau des Finances procède à une évaluation régulière des loyers de la ville¹⁶. En août 1934, le gouvernement décide d'augmenter de 4 % la taxe payée par les résidences privées. Cette mesure est modérée par le ministère des Finances qui n'autorise qu'une hausse de 2 %¹⁷. Les transformations successives de la taxe d'habitation ont donné lieu à des hésitations de la part des autorités et, par conséquent, à des mouvements de protestation parmi la population.

La taxe foncière (*tianfu*) ne constitue pas la source de revenu la plus importante car elle est perçue principalement dans les zones rurales du territoire municipal où la valeur des terrains est assez basse. Par ailleurs, les paysans locaux, fortement endettés, sont souvent dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs impôts. Ils accumulent des arriérés importants, estimés à 500 000 yuan en

14. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IV, p. 1. Sur l'évolution des loyers à Shanghai, cf. [c] WANG Weizu, 1977a, p. 50 234.

15. Les zones dites « des routes extérieures » sont situées principalement à l'ouest de la Concession internationale. Celle-ci, dont les limites étaient fixées depuis 1899, a cherché cependant à s'étendre vers l'ouest par la construction de routes. Elle y contrôle la distribution d'eau et d'électricité, en assure la sécurité, et perçoit en échange des taxes auprès des habitants. La superficie de la Concession internationale se trouve ainsi doublée par cette annexion *de facto*. Après la fondation du gouvernement municipal, ce problème est devenu une pomme de discorde entre l'administration chinoise et les autorités de la concession. Un accord était en vue en 1934, mais les Japonais y ont fait obstacle. En 1937, la question était encore en l'état. Cf. [b] R. FEETHAM, 1931, I, p. 17; [c] ZHANG Hui, 1935, pp. 46-49.

16. *SB*, 23 nov. 1929, p. 14 :4; 29 juin 1934, p. 9 :1; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. J/39.

17. *SB*, 2 août 1934, p. 11 :2; 12 août 1934, p. 13 :4.

1934¹⁸. Les taux varient d'une zone à l'autre à l'intérieur même du territoire municipal, de 0,8 yuan/mu à 1,4 yuan/mu. Les autorités expliquent ces différences par le fait que certaines zones produisent plus (terres meilleures, paysans plus travailleurs) et qu'elles doivent par conséquent fournir une contribution plus grande aux recettes municipales. En fait, une analyse détaillée montre que la taxe elle-même (*zhengshui*) est très faible (de 0,3 à 0,7 yuan/mu), mais qu'elle est assortie selon les zones de surtaxes variables (22 possibilités), héritées du passé ou introduites par la nouvelle administration¹⁹.

Les revenus de la taxe foncière n'ont commencé à représenter une part substantielle des recettes municipales qu'après l'introduction en 1934 d'un impôt sur la plus-value foncière (*tudi jiazhi shui*, appelé couramment *dijiashui*). Cet impôt avait été souhaité par le parti à Shanghai après la promulgation de la loi sur la terre (*tudifa*) par le gouvernement central²⁰. Mais les décrets d'application n'ayant pas été publiés, l'impôt sur la plus-value des terrains était resté dans les tiroirs. Pour alléger ses difficultés financières, le gouvernement municipal demande l'autorisation de percevoir l'impôt, auquel est adjoint pour l'occasion le qualificatif « provisoire » (*zanxing*), par anticipation sur la loi. Il semble que cette idée ait germé dans l'esprit des dirigeants municipaux devant l'incapacité du gouvernement national à leur apporter une aide financière pour reconstruire la ville, ravagée par les troupes japonaises.

Jusqu'alors en effet, les propriétaires de terrains dans la zone urbaine de Shanghai étaient taxés au même taux que les paysans des alentours, alors que la valeur de leurs terrains était bien plus élevée

18. *SB*, 30 sept. 1934, p. 12 :4.

19. [c] *Shanghai tebie shi shixingzheng tongji gaiyao*, 1928, 1929, tabl. 11, p. 20. Liste des surtaxes possibles : surtaxe locale (*difang fushui*), surtaxe municipale (*shi fushui*), surtaxe du district (*xian fushui*), frais municipaux (*shizheng jingfei*), frais administratifs d'arrondissement (*qu xingzheng fei*), frais locaux (*difang fei*), surtaxe d'éducation (*jiaoyu fujian*), surtaxe d'éducation volontaire (*yijiao fujian*), surtaxe d'éducation populaire (*pujiao fujian*), surtaxe de la station agricole expérimentale (*nongchang fujian*), surtaxe d'agriculture (*nongye fujian*), surtaxe du parti (*dangwu fujian*), surtaxe de construction des routes (*zhubu fujian*), taxe de défense (*baowei juan*), surtaxe de la sécurité publique (*gong'an fujian*), surtaxe d'enregistrement des terrains (*qingzhang fujian*), taxe de recensement (*hujijuan*), surtaxe de travaux hydrauliques (*shuili fujian*), frais de perception (*zhengshou fei*), frais de procédure (*shouxu fei*), taxe de stockage des grains (*jigu juan*), autres (*qita*).

20. « A Land Tax for Shanghai », *PT*, V (4), 16 sept. 1933, pp. 167-170; [c] YANG Zhengli, 1977a, p. 43 272; *SB*, 7 mars 1930, p. 13 :3.

et faisait l'objet d'une forte spéculation²¹. Il faudra néanmoins plus de sept mois aux bureaux des Finances et des Terrains pour mettre au point le texte réglementant le nouvel impôt, et quatre mois au Yuan exécutif pour l'approuver²². L'impôt sur la plus-value foncière n'a été finalement introduit qu'en décembre 1933 à Zhabei et dans la Cité. Il n'est entré en vigueur dans les autres zones que progressivement²³. D'après le gouvernement municipal, 60 % des propriétaires avaient déjà acquitté leur dû en janvier 1934. Il semble cependant qu'une résistance à l'impôt se soit développée parmi ceux-ci, mécontents de la nouvelle charge qui leur était imposée. Leur opposition a mis en échec le projet de financement de la reconstruction, qui avait motivé la décision du gouvernement municipal²⁴.

Les droits de licence (*paizhaoshui*), appellation collective des taxes sur les véhicules et sur les bateaux, sont la seconde source de revenu après la taxe d'habitation. Tous les véhicules circulant dans Shanghai (pousse-pousse, voitures à bras, automobiles, camions, autobus, etc.) doivent porter une plaque, renouvelable chaque année, attribuée contre le paiement d'une taxe²⁵. Dès sa mise en place, le bureau des Utilités publiques procède à l'inspection de tous les véhicules de la ville (en particulier les pousse-pousse) et à leur enregistrement. Au début, il est certain qu'un grand nombre de véhicules est passé à travers les mailles du filet, mais progressivement le bureau réussit à en enregistrer la plus grande partie. Les revenus tirés de cette taxe augmentent avec l'accroissement du nombre des véhicules immatriculés (les véhicules enregistrés dans les Concessions étrangères doivent aussi acquitter ce droit pour pouvoir circuler sans ennui dans la zone chinoise). Son application

21. L'impôt sur la plus-value foncière fait littéralement bondir les sommes perçues auprès des propriétaires. A titre d'exemple, la taxe foncière perçue sur les terrains dans la Cité varie entre 9,7 fen et 9,1 jiao/mu. Avec l'introduction du nouvel impôt, ces taux passent respectivement à 5,5 yuan (min.) et 210 yuan (max.); cf. *SB*, 6 août 1932, p. 14 :1; 18 août 1932, p. 13 :6.

22. *SB*, 19 oct. 1932, p. 9 :5; 1 mars 1933, p. 11 :3; 13 juin 1933, p. 10 :4; sur les modalités de l'impôt, voir aussi [c] *Caizheng nianjian*, 1935, p. 2127.

23. *SB*, 1 déc. 1933, p. 12 :1-4; 13 sept. 1934, p. 11 :1; 26 avr. 1934, p. 9 :7; *YHZZ*, 29 août 1933, pp. 1-2; [c] YANG Zhengli, 1977, p. 43 251; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IV, p. 6.

24. *SB*, 24 janv. 1934, p. 9 :1; [c] YANG Zhengli, 1977, pp. 43 355, 43 358, 43 400, 43 425-427; [c] ZHANG Hui, 1933, pp. 57, 657-658.

25. [c] *Shanghai tebie shi gongyongju yi lan*, 1928, p. 68; *CWR*, 28 juil. 1934, p. 363.

dans la zone ouest de la ville après 1932 concourt également à cette augmentation²⁶.

La perception de la taxe sur les bateaux était traditionnellement laissée au soin de marchands choisis au sein de leur corporation. En raison de l'extrême complexité des différents types de bateaux circulant à Shanghai, aucune administration n'avait voulu s'engager dans la perception directe de cette taxe. En 1929, les autorités municipales décident néanmoins de mettre fin au système d'affermage de la taxe pour en améliorer le rendement et éliminer la fraude fiscale²⁷.

Les impôts indirects étaient légion, mais nous ne retiendrons que trois d'entre eux dans la présentation qui suit : les droits sur les titres (*qishui*), les taxes sur les courses (*masaijuan*) et les droits de port (*matoujuan*). Le premier est en fait une taxe perçue sur les transactions de terrains. A certaines époques, il s'est appelé droit de mutation (*zhuanyishui*). Il consiste en un pourcentage (10 % avec toutes les surtaxes) du montant de la vente, qui doit être reversé aux autorités locales. Lorsque le gouvernement municipal introduit l'impôt sur la plus-value foncière, il ramène ce taux à 2 % dans les zones où l'impôt est perçu²⁸.

La taxe sur les courses a été instituée par le Directoire général de Sun Chuanfang. Elle concerne les deux champs de courses situés à Jiangwan et à Yinxiang. En 1927, le gouvernement municipal maintient cette taxe, la faisant passer de 1,5 % à 5 % du montant des recettes. Elle doit assurer un revenu annuel de 960 000 yuan à la nouvelle administration. Celle-ci ne peut cependant pas en profiter pleinement car le quartier général des forces armées de Shanghai (*Song-Hu jingbei silingbu*), pour assurer le financement de ses troupes, obtient d'en recevoir 40 %. Cette mesure, qui ne doit durer que jusqu'à la fin de l'Expédition du Nord, est maintenue par les militaires, en dépit d'instructions contraires du Yuan exécutif. Ce n'est qu'après l'arrivée de Zhang Qun à la mairie, que le gouvernement municipal obtient enfin la rétrocession de ces 40 %²⁹.

26. *The China Yearbook*, 1933, p. 670; [c] ZHANG Hui, 1935, p. 66; [c] *Shanghai tebie shi gongyongju yi lan*, 1928, p. 68; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IV, p. 2.

27. *SB*, 21 août 1929, p. 13 :6; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IV, p. 2.

28. *SB*, 20 déc. 1929, p. 13 :6; 24 janv. 1934, p. 9 :1; [c] *Caizheng nianjian*, 1935, p. 2144.

29. Sur cette affaire, cf. *SB*, 7 juil. 1928, p. 13 :1; 14 nov. 1928, p. 13 :2; 16 nov. 1928, p. 13 :1; 1 déc. 1928, p. 13 :4; 12 déc. 1928, p. 14 :2; 21 juin 1929, p. 13 :2.

Jusqu'alors, les droits de port (*matoujuan*) étaient prélevés par les douanes maritimes qui en reversaient l'intégralité aux autorités des Concessions, en particulier au Shanghai Municipal Council de la Concession internationale. Dès sa création, le gouvernement municipal entreprend des négociations avec celui-ci pour obtenir la part de ces revenus qui devrait lui revenir. Les droits sont en effet uniformément levés sur tous les quais de Shanghai, aussi bien ceux des Concessions que ceux situés dans la zone chinoise. Les négociations achoppent pendant plusieurs années en raison des réticences manifestes des autorités des Concessions, peu désireuses de laisser échapper un tel pactole (environ 1,7 million de yuan par an). Finalement, les droits de port sont répartis entre les trois administrations, au prorata du nombre de quais qu'elles possèdent, soit 40 % pour le gouvernement municipal³⁰.

La dernière grande source de revenu de l'administration municipale est constituée par ses propriétés (*shi gongchan*), maisons, immeubles, terrains, berges; ses entreprises (*shi yingye*), telles la compagnie des bacs, la Banque municipale, la Société de crédit Xingye; et ses recettes administratives (*shi xingzheng*), c'est-à-dire toutes les sommes perçues au titre de services rendus (frais de dossier, ramassage des ordures, écoles, etc.). Nous avons évoqué précédemment le développement remarquable des entreprises financières de la municipalité. Celui des propriétés s'explique par un meilleur recensement des biens de la commune, en particulier des terrains³¹. D'autre part, il est lié au retour, par rachat et indemnisation, des quais de Nanshi, situés au sud de la Cité. Ils étaient jusqu'alors occupés par des compagnies privées qui ont dû dès lors louer leurs installations et leurs emplacements aux autorités municipales. La négociation a été longue et difficile, mais le gouvernement a réussi à faire prévaloir ses droits³².

30. SB, 4 mars 1931, p. 13 :1; 23 avr. 1931, p. 13 :4; CWR, 2 mai 1931, p. 316; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IV, p. 3.

31. [c] *Shanghai tebie shi tudiju niankan*, 1928, 1928, p. 421; [c] ZHOU Yangrong, 1977, p. 55 379.

32. SB, 17 janv. 1930, p. 15 :4; 4 mars 1931, p. 13 :1; 7 juin 1930, p. 15 :2.

Les difficultés financières du gouvernement municipal

L'étude du budget municipal de 1927 à 1937 pose des problèmes pratiquement insolubles. N'ayant pas eu accès aux Archives municipales de Shanghai, j'en ai été réduit à glaner, de sources très variées, des informations bien souvent contradictoires, incomplètes, afin de reconstituer de façon plausible l'évolution de la situation financière du gouvernement municipal au cours de ses dix années d'existence. De ce fait, les tableaux 8 et 9 doivent être considérés avec prudence.

Les recettes annuelles du gouvernement municipal sont passées de 3 400 000 yuan en 1927-1928 à 12 millions de yuan en 1935-1936 (emprunts municipaux exclus), ce qui représente une croissance moyenne de 25 % par an. A partir de 1936, il semble que les recettes tendent à diminuer. Au cours de la même période, les dépenses connaissent une progression assez semblable, dépassant légèrement celle des recettes. De fait, ces chiffres résument dès l'abord le dilemme fondamental des autorités municipales tout au long de leur existence, à savoir réunir des ressources suffisantes pour couvrir leurs frais et financer un certain nombre de projets. Elles n'y sont jamais parvenues. La différence entre le total cumulé des recettes et celui des dépenses, une fois déduit le montant des emprunts, fait apparaître un déficit de plus de 6 millions de yuan, de 1927-1928 à 1935-1936, dernière année sur laquelle nous avons des données complètes. En neuf années d'exercice, le gouvernement municipal a fonctionné avec un déficit moyen de 700 000 yuan par an.

Une observation attentive du tableau 8 révèle une évolution assez régulière des recettes municipales, avec un léger tassement en 1931-1932, dû à l'attaque japonaise à Shanghai. La taxe d'habitation représente régulièrement un bon quart des revenus, et les droits de licence (véhicules, bateaux) un autre cinquième. La taxe foncière et les droits de mutation fournissent, bon an mal an, 15 % des revenus. Les propriétés, les entreprises et autres activités du gouvernement lui permettent une sorte d'auto-financement à raison de 10-15 %, après un lent démarrage au cours des premières années. Le plus remarquable, cependant, est qu'une large part des recettes municipales (un quart en moyenne) est constituée par la rubrique « autres revenus » qui, au cours des deux premières années, représente jusqu'à un tiers du budget. Même si l'on tient compte des

manipulations comptables, ces chiffres sont révélateurs du foisonnement de taxes qui existaient à Shanghai à l'arrivée des nationalistes et que les réformes successives du gouvernement municipal, tout en le ramenant à un niveau plus modeste, n'ont pas pu réduire complètement.

L'impact de l'agression japonaise de 1932 est à peine perceptible malgré les déclarations alarmistes des autorités locales à cette époque. Il y a deux hypothèses possibles : l'ampleur du désastre et la baisse des revenus qui l'ont accompagné n'ont pas été aussi graves que les autorités l'ont affirmé ; au contraire, si l'on retient la thèse de la chute des revenus (qui paraît plus vraisemblable), il faut reconnaître que le gouvernement municipal a réussi à compenser ses pertes. Les chiffres sont en eux-mêmes trompeurs. L'année comptable courant de juillet à juin de l'année suivante, les effets financiers des combats de janvier 1932 se trouvent répartis sur deux années fiscales (1931-1932 et 1932-1933). D'autre part, les autorités municipales ont pris de l'argent là où, précédemment, elles n'en percevaient pas (zone des routes extérieures, droits de port, taxe sur les affaires). Ces sommes, représentant près d'un million de yuan, ont compensé en partie les pertes dues aux combats. En fait, ce sont plutôt les dépenses occasionnées par le conflit qui ont aggravé le déficit existant, et sans les emprunts salvateurs, le gouvernement municipal se serait rapidement trouvé en situation de faillite.

Peut-on trouver dans le domaine des dépenses une cause de ce déficit que notre analyse des recettes, en constant accroissement, ne permet pas d'expliquer pleinement ? Dans quelle mesure ce déséquilibre peut-il nous éclairer sur les orientations de la politique municipale ? Les impôts versés par les habitants de Shanghai ont-ils été investis dans des projets dont ils ont profité ?

Au chapitre des dépenses, plusieurs secteurs se détachent avec netteté, et en tout premier lieu, la police. Les crédits de la sécurité représentent invariablement près de 30 % du budget, chiffre dépassé à plusieurs reprises³³. Le gouvernement municipal n'a pas rechigné sur les moyens à mettre à la disposition de la police pour assurer l'ordre et la sécurité à Shanghai. Mais de telles dépenses s'avéraient-elles nécessaires ? Une force de police aussi imposante

33. Il est intéressant de noter que le gouvernement municipal consacre presque autant d'argent à l'entretien de sa police que le gouvernement provincial du Jiangsu ; cf. [c] ZHAO Ruheng, 1935, I, p. IV/90.

Légende du tableau 8 (au verso)

Tous les chiffres de ce tableau sont tirés de la source (a). Ceux donnés entre parenthèses sont extraits d'autres sources indiquées pour chaque colonne. Ils sont destinés à mettre en lumière, lorsque c'est possible, certaines recettes particulières (droits de port, impôt sur les affaires) négligées par la source (a). D'autre part, ils visent à montrer les incohérences de la comptabilité municipale (du moins celle des rapports établis à partir de cette comptabilité) et les difficultés d'interprétation qu'elles entraînent.

Sources

- (1) (a) « Shi nianlai shanghai shi zhi caizheng » [Dix années de finances municipales à Shanghai], *YHZB*, 27, 13 juil. 1937, pp. 6-8 ;
(b) *Shanghai shi caizhenghu* [Revue du bureau des Finances], 2, janv. 1931.
- (2) (a) et (b)
- (3) (a) et (b)
- (4) (a)
- (5) (a) ; (c) *Shanghai shizheng gaiyao*, chap. IV, pp. 9-11 ;
(d) *SB*, 18 août 1933, p. 11:3-4.
- (6) (a), (c), (e) *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, p. 40.
- (7) (a), (e), (f) *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. 3-6.
- (8) (a), (e), (f)
- (9) (a)
- (10) Les chiffres de cette colonne, indiqués entre parenthèses, ne sont pas ceux du bilan (*juesuan*), mais du budget prévisionnel (*yusuan*). Je ne les donne qu'à titre indicatif, car jamais au cours de son existence, le gouvernement municipal n'est parvenu à faire correspondre, ne serait-ce qu'approximativement, les recettes réelles et celles prévues dans le budget. *Chinese Yearbook*, 1937, I, tabl. 50, pp. 460-461.

Notes

- a. Ces chiffres ne sont pas donnés séparément dans la source (a), mais j'ai choisi de les introduire à part (entre parenthèses) car ils représentent une partie importante et significative des recettes municipales après 1931-1932. Vraisemblablement, cette source de revenu a été classée dans la rubrique « autres revenus » ou « revenu des propriétés municipales », par la suite, dans la source (a).
- b. Je n'ai considéré, comme impôt sur les affaires, que celui perçu à partir de 1931-1932 après l'abolition du *lijin*. Les fortes sommes qui sont indiquées entre parenthèses au cours des premières années sont en fait les revenus de diverses taxes regroupés sous cette appellation commune (taxe sur les courses, sur les salons de thé, sur les lieux de distraction, etc.).
- c. La progression importante des revenus de la taxe foncière s'explique par l'introduction, au début de 1934, de l'impôt sur la plus-value des terrains (*dijiashui*). Parallèlement, les « droits de transfert » commencent à rapporter moins car, dans les zones où le nouvel impôt est perçu, le taux de ces droits est ramené de 10 % à 2 % (de la valeur du terrain). *SB*, 1 déc. 1933, p. 12 :4-5 ; 21 janv. 1934, p. 9 :1.
- d. Dans ces deux cas, j'ai arbitrairement ajouté à ces crédits deux sommes classées comme « bénéfice net des affaires municipales » (*shi yingye chunyi*), soit 40 000 yuan en 1932-1933 et 51 016 yuan en 1935-1936.
- e. L'accroissement de ces revenus d'une année sur l'autre est spectaculaire. Deux sources, (a) et (e), ont fourni cette indication, tandis qu'une troisième, (f), donne 1 167 599, soit un million de moins. C'est une anomalie que je ne suis pas en mesure d'expliquer. Je pense plutôt à un artifice de comptabilité qu'à un brusque essor du rendement des propriétés municipales. L'année suivante, d'ailleurs, les chiffres retombent à un niveau qui se situe dans la ligne d'une évolution normale de cette source de revenu depuis 1927.

Tableau 8. Évolution des recettes du gouvernement municipal

Année fiscale Recettes	1927-28 ¹	1928-29 ²	1929-30 ³	1930-31 ⁴	1931-32 ⁵	1932-33 ⁶	1933-34 ⁷	1934-35 ⁸	1935-36 ⁹	1936-37
Taxe d'habitation (<i>fangjuan</i>)	558 077	1 011 034	2 169 393	2 095 858	1 909 017	2 261 472	2 470 189	2 708 852	2 643 185	(2 939 000)
Taxe foncière (<i>tianfu</i>)	22 467 (49 413)	184 099 (247 789)	510 503 (581 464)	590 132	421 583	456 900	758 756 ^c	1 225 099 ^c	1 283 590	(1 495 715)
Droits de mutation (<i>qishui</i>)	37 368	281 881	421 252	770 740	874 305	622 381	472 136	420 185	313 101	(339 900)
Taxe sur les véhicules (<i>chejuan</i>)	530 519	826 248	994 627	1 118 749	1 158 230	1 210 893	1 468 159	1 749 707	1 725 925	(1 726 934)
Taxe sur les bateaux (<i>chuanjuan</i>)	81 022	146 916	214 167	335 958	348 976	401 943	439 938	401 800	371 990	(373 128)
Droits de port ^a (<i>matoushui</i>)	(8 211)	(10 000)	(7 500)	–	(636 770)	(644 260)	(700 276)	(519 259)	–	–
Revenu des régies municipales (<i>shi shiye shouru</i>)	46 621 (67 738)	178 500 (22 725)	162 484	237 197	131 072 (168 334)	203 198 ^d (275 700)	214 470	301 754 (281 286)	511 349 ^d	(403 564)
Recettes administratives (<i>xingzheng shouru</i>)	146 750	285 251	481 330	622 001	656 872	738 103	731 297	810 401	820 679	(835 552)
Revenu des propriétés municipales (<i>shi caichan shouru</i>)	98 427 (68 011)	100 211 (61 236)	156 599 (151 139)	471 090	526 157 (526 467)	941 889 (862 139)	962 522	2 167 599 ^e	1 115 002	(1 295 126)
Remboursement des fonds d'assistance (<i>buzhukuan shouru</i>)	656 893	278 128	122 247	11 000	1 090 (11 090)	500 (10 500)	1 000 (40 000)	67 483 (71 183)	158 757	(131 796)
Impôt sur les affaires ^b (<i>yingyeshui</i>)	1 600 (1 023 497)	8 440 (759 909)	7 084 (720 059)	26 074	131 000	172 341	337 188	315 416	302 259	(304 300)
Travaux de construction (<i>daiban gongcheng</i>)	–	–	–	–	165 282	165 231	266 549	318 557	269 310	–
Autres revenus (<i>qita shouru</i>)	1 251 803 (60 427)	1 123 620 (72 280)	1 011 679 (69 976)	904 874	1 239 910 (363 032)	1 614 745 (266 722)	1 343 695 (662 174)	1 319 533 (824 821)	828 192	(839 913)
Total	3 431 547	4 424 328	6 251 365	7 183 673	7 563 494	8 789 585	9 465 899	11 806 386	10 343 339	(10 684 928)

(près de 6000 policiers en 1936, plus les 3000 hommes du Corps de préservation de la paix) était-elle indispensable? La criminalité à cette époque pouvait sembler un phénomène préoccupant, mais sans doute moins dans la zone chinoise que dans les Concessions où se faisaient tous les trafics et où résidaient les plus riches Chinois de la ville³⁴. La raison de ce déploiement énorme de moyens est politique. Pour le gouvernement central, et *a fortiori* pour les autorités municipales, il fallait à tout prix maintenir le calme dans une cité d'où le régime tirait une part importante de ses ressources et où les conditions pouvaient se prêter à une agitation politique plus vive en raison du grand nombre d'étudiants, de la concentration d'un prolétariat ouvrier revendicatif et de la présence d'une bourgeoisie récalcitrante. Surtout, les activités du Parti communiste, protégées dans une certaine mesure par l'existence des Concessions, donnaient une raison vitale supplémentaire aux dirigeants municipaux (et nationaux) d'entretenir un important corps de police à Shanghai.

Enfin, la ville a dû financer sa défense après 1932. Jusqu'à cette date, celle-ci a été assurée par différentes unités de l'armée stationnées à Longhua. Par la suite, en vertu de l'accord passé avec les Japonais à l'issue du conflit de 1932, les troupes chinoises ne sont plus autorisées à rester dans Shanghai (du moins au nord et à l'ouest des Concessions). Pour compenser cette perte, le gouvernement municipal a dû constituer un Corps de préservation de la paix composé de policiers, dont l'entretien (solde, armement, uniformes) lui incombe entièrement. En dépit de demandes répétées du maire, Wu Tiecheng, le gouvernement national a toujours refusé d'apporter la moindre contribution financière. Le budget municipal s'est trouvé lourdement grevé par cette charge supplémentaire (1,5 million de yuan par an).

Les travaux de construction sont le deuxième secteur dans lequel le gouvernement municipal a le plus investi. Dès sa mise en place, le bureau des Travaux publics, dirigé par un jeune ingénieur de 26 ans, s'engage dans l'aménagement de la vieille ville (Cité). Toutefois, ce n'est qu'en 1929-1930, avec le lancement actif du projet du Grand Shanghai, que le bureau reçoit des moyens importants. En 1932-1933 et au cours des années suivantes, il dispose presque intégralement de l'argent des deux emprunts émis par le

34. [b] F. J. WAKEMAN, 1988.

Légende du tableau 9 (au verso)

Sources

- (1) (a) et (b)
- (2) (a), (b), (g) *Shanghai tebie shi shingzheng tongji gaiyao*, 1928, pp. 20-22.
- (3) (a) et (b)
- (4) (a)
- (5) (a) et (c)
- (6) (a), (c), (f)
- (7) (a) et (f)
- (8) (a) et (f)
- (9) (a)
- (10) (a)

Remarque

Certaines colonnes comportent une double série de chiffres. Ceux de la colonne de gauche sont sous-estimés, car les sommes classées dans la rubrique « dépenses supplémentaires » (*linshi jingfei*) représentent des fonds qui n'avaient pas été prévus au budget (*yusuan*), mais qui ont été effectivement dépensés, une fois les crédits réguliers épuisés. Chaque bureau recevait une partie de ces sommes, mais il m'est impossible d'en faire une répartition arbitraire. Toutefois, cette colonne a l'avantage de présenter le budget de tous les bureaux du gouvernement municipal. La colonne de droite, à l'inverse, ne précise pas les crédits alloués à chaque service, mais elle donne des chiffres plus proches de la réalité, c'est-à-dire qui comprennent les crédits réguliers et les crédits supplémentaires. Devant l'impossibilité de refaire moi-même des calculs qui aboutissent à une synthèse de ces données divergentes, j'ai choisi de présenter les deux séries de chiffres, au risque d'alourdir la présentation du tableau.

Notes

- a. L'année fiscale chinoise, sous le régime de Nankin, allait de juillet à juin de l'année suivante.
- b. Les chiffres indiqués dans cette rubrique sont difficiles à interpréter. Manifestement, le secrétariat général de la municipalité n'avait pas besoin de crédits aussi importants. Pour des raisons qui m'échappent, il semble que le budget de certains bureaux, comme les Terrains ou les Utilités publiques, ait été répertorié sous cette rubrique. D'autres sources, par contre, ont indiqué ces crédits séparément.
- c. Il n'apparaît pas clairement, dans cette rubrique, si les chiffres indiqués sont ceux des crédits attribués au bureau des Travaux publics, ou si y ont été inclus les fonds servant à l'aménagement de la ville. Cette remarque est vraie pour tous les bureaux dans la mesure où, dans les sources, il n'est jamais dit explicitement s'il s'agit d'affectations budgétaires par bureau ou par secteur d'activité.
- d. La rubrique « divers » n'existait pas dans les sources. Je l'ai créée afin de réunir sur une même ligne toutes les petites sommes qui apparaissaient dans certains cas et que je ne pouvais pas affecter arbitrairement à une rubrique précise, ni les conserver sans alourdir le tableau. On peut d'ailleurs noter que ces sommes disparaissent après 1929-1930, signe qu'elles étaient dues à une imprécision de la comptabilité municipale au cours des premières années. À partir de 1931-1932, j'ai placé dans cette rubrique les revenus dus à des travaux exécutés par le gouvernement municipal pour le compte de personnes privées ou d'associations locales. Je ne les ai pas inclus dans la rubrique « travaux publics » car ces investissements — que l'on retrouve dans le tableau 8, « travaux de construction » — ne proviennent pas du gouvernement municipal, qui ne fait qu'exécuter des travaux pour lesquels il se fait payer.
- e. Manifestement, ce chiffre comprend les fonds obtenus grâce à l'emprunt émis en 1934 (3 275 000 yuan) pour la construction du Centre civique.
- f. Dans ces deux cas, le chiffre entre parenthèses est le total donné par la source à partir des chiffres mêmes de ce tableau. Après de multiples vérifications, le total s'est toujours révélé différent de celui donné par la source. J'en ai conclu qu'il y avait soit une erreur de calcul — ce qui n'est pas exceptionnel —, soit une erreur d'impression.

Tableau 9. Évolution des dépenses du gouvernement municipal

Année fiscale ^a	1927-28 ¹	1928-29 ²	1929-30 ³	1930-31 ⁴	1931-32 ⁵	1932-33 ⁶	1933-34 ⁷	1934-35 ⁸	1935-36 ⁹	1936-37 ¹⁰
Dépenses										
Administration générale ^b	186 112 557 391	234 838 783 102	285 921 1 019 602	1 308 035	628 984 1 283 009	687 541	803 814	1 308 250	1 181 018	1 126 423
Bureau des Finances	164 605 169 740	208 373 232 312	307 464 356 178	412 427	406 391 380 293	378 785	495 368	648 260	436 255	378 363
Sécurité publique	770 687 974 059	947 656 994 104	1 326 355 1 629 062	1 974 918	2 241 406 2 181 421	3 496 606	3 435 076	3 656 252	3 234 600	3 463 671
Éducation	293 276 311 870	883 888 899 899	996 131 1 039 800	1 156 595	986 286 944 471	1 245 017	1 503 965	1 682 798	2 092 935	957 596
Affaires sociales	104 586 99 241	140 572 168 775	194 014 227 202	261 821	332 385 251 411	284 451	356 787	306 925	247 438	129 195
Travaux publics ^c	593 750 794 282	667 757 816 128	664 276 1 233 550	2 332 724	2 288 349 2 697 589	1 903 913	2 751 627	4 423 755 ^e	2 309 917	792 542
Bureau de l'Hygiène	159 830 207 081	182 638 197 680	239 009 255 861	259 250	325 482 322 857	333 907	367 986	451 952	532 610	406 829
Utilités publiques	155 951	177 048	242 983	-	418 559	374 700	392 523	-	-	-
Bureau des Terrains	134 067	191 223	251 386	-	325 765	362 395	-	-	-	-
Crédits du GMD local	-	61 600	52 800	72 105	177 417	158 753	170 753	173 640	163 753	133 980
Service de la Dette	-	-	114 885	462 000	665 571 665 571	909 769	1 307 210	1 597 788	1 574 929	1 462 760
Fonds d'assistance	78 366 78 366	233 967 170 900	191 985 133 728	141 182	321 217 321 864	295 225	376 610	534 681	535 449	350 640
Pensions Retraites	-	1 468	5 456	5 264	59 850	19 465	25 872	21 950	17 119	24 341
Affaires portuaires	-	26 232	66 144	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses supplémentaires	545 998	402 853	936 230	-	-	-	-	-	-	-
Divers ^d	5 000	28 923	181 353	-	165 282	165 231	266 549	318 557	269 310	193 953
Autres	168 802 168 802	70 708 70 708	125 754 125 754	119 418	119 599 155 114	195 790	155 092	202 915	312 277	378 202
Total	3 360 830 3 360 832	4 396 676 4 396 676	6 009 003 6 193 178	8 505 739	9 237 411 9 606 149	10 811 548	12 409 232	15 327 743	12 907 610 (12 897 640) ^f	9 798 495 (9 693 495) ^f

gouvernement (environ 8 millions) pour poursuivre la réalisation du projet et réhabiliter les zones bombardées au cours des combats pendant la guerre.

Il est difficile d'apprécier la part des autres bureaux techniques (Utilités publiques, Terrains), dont les crédits de fonctionnement sont le plus souvent réunis sous la rubrique « Administration générale » (*xingzheng fei*). Il semble que leurs allocations budgétaires soient restées assez stables, avec un léger recul à partir de 1931-1932. Après 1935, ces services ont été réduits à de simples appendices administratifs (les Terrains ont même fusionné avec les Finances en 1936). On peut considérer que ces deux bureaux avaient réalisé la plus grande partie des missions qui leur avaient été assignées (cadastrage du territoire et unification des entreprises d'utilité publique) et qu'un personnel plus réduit pouvait suffire aux tâches ordinaires. Les réductions de crédit en 1935 (qui se traduisent le plus souvent par un dégraissage des effectifs) les ont donc atteints en priorité.

En revanche, il existe plusieurs domaines où le gouvernement n'a pas tenu ses engagements. L'éducation est sans doute celui qui doit figurer en tête des défaillances de la gestion municipale. Après trois années d'exercice, le bureau de l'Éducation parvient non sans mal à obtenir un budget d'un million de yuan. Et encore, la présence de Chen Dezheng, enseignant et principal animateur de la section locale du GMD, n'est-elle pas étrangère à ce succès. Depuis sa nomination, Chen s'est battu pour arracher des crédits raisonnables et se conformer aux vœux du parti : attribuer 25 % des recettes, au niveau national et à l'échelon local, à l'Éducation.

Cette période d'euphorie est mise à mal par le départ de Chen Dezheng et par l'agression japonaise, durant laquelle le gouvernement municipal suspend le versement des crédits aux écoles et des salaires aux enseignants. Certes, le budget de l'Éducation progresse à nouveau après cette période sombre, mais il continue de représenter un faible pourcentage des recettes municipales, très loin des objectifs assignés par le parti. La situation s'améliore de façon notable en 1934-1935 et en 1935-1936. On constate un effort plus net pour attribuer des moyens plus larges à l'Éducation, mais cette initiative à peine amorcée est remise en cause pour des raisons financières. Dans le budget de 1936-1937, les crédits sont tombés à moins d'un million de yuan, à deux mois de la clôture de l'année. C'est un échec manifeste du gouvernement municipal.

Le bureau de l'Hygiène n'est guère mieux loti que celui de l'Éducation. Malgré les déclarations du gouvernement municipal, les moyens mis en œuvre pour assurer une meilleure hygiène de la population et un environnement plus sain ne représentent qu'une fraction de ce qui aurait été nécessaire. Le bureau s'est contenté d'actions ponctuelles pour compenser sa faiblesse budgétaire. Tout comme l'Éducation, l'Hygiène a bénéficié des largesses accordées en 1934-1936 pour aider les secteurs délaissés, mais le risque de banqueroute a tout remis en cause.

On notera au passage que le gouvernement municipal attribue des crédits à la section locale du GMD. Celle-ci reçoit une somme assez substantielle, équivalente en 1928-1929 à plus du double du budget du bureau des Affaires portuaires. Cette attribution de crédits semble relever d'un accord formel qui, du reste, était public. Les citoyens de Shanghai n'ont sans doute pas dû être consultés sur l'opportunité d'un tel investissement. Enfin, on constate que le service de la dette absorbe une part de plus en plus considérable des dépenses du gouvernement municipal. La politique des emprunts, émis dans des conditions peu favorables, commence à coûter très cher.

Quelques traits marquants de la situation et de la politique financières des autorités locales ont prévalu au cours de leur décennie d'existence. En premier lieu, le gouvernement municipal ne peut compter que sur lui-même, et ses ressources sont exclusivement locales, alors que le gouvernement central lui impose des charges que lui-même ne veut pas assurer. Deuxièmement, la répartition des recettes révèle un certain équilibre entre les grands secteurs qui contribuent au financement de l'administration municipale. Troisièmement, le gouvernement municipal ne présente pas le visage d'un « exploiteur » : la taxe d'habitation, si l'on fait exception des chiffres des premières années (0,37 yuan par habitant) qui nous paraissent très sous-estimés, se tient dans une fourchette allant de 1,2 à 1,4 yuan par habitant et par an. Les taux de la taxe sont d'ailleurs restés inférieurs à ceux qui sont appliqués dans les Concessions (14 % et 16 %).

Dans le domaine des dépenses, on constate au contraire de forts déséquilibres. Certains services ont été privilégiés à l'excès, sans qu'il en résulte une amélioration significative de la vie des habitants (c'est le cas de la police). D'autres secteurs vitaux, où des progrès

auraient pu et dû être faits, ont été largement négligés. Enfin, les progrès effectués dans le domaine de l'aménagement urbain l'ont été au prix d'un endettement qui entraîne le gouvernement municipal vers une situation de banqueroute.

Les emprunts municipaux

Au cours de ses dix années d'existence, le gouvernement municipal a émis trois emprunts, en 1929, 1932 et 1934. Chacun de ces emprunts a été conçu et lancé dans des conditions très différentes d'un point de vue politique et économique. Leur seul point commun est d'avoir été levés pour des objectifs précis et non pas pour sortir les finances municipales d'une impasse budgétaire.

En juin 1928, l'administration municipale, dirigée alors par Zhang Dingfan, décide de lancer un premier emprunt destiné à soulager les finances du gouvernement et à réaliser un certain nombre de projets. Les dirigeants municipaux viennent successivement devant les membres du conseil municipal expliquer les raisons impératives, selon eux, d'émettre un emprunt³⁵. Cette assiduité devant une institution provisoire, et par ailleurs peu prise en compte par le maire lui-même, n'est pas surprenante lorsque l'on sait que les conseillers, comme nous l'avons vu au chapitre 3, sont des représentants influents des milieux financiers, industriels et commerciaux de Shanghai. Par leur position au sein de leur communauté, ils sont les mieux à même de convaincre la bourgeoisie locale de prêter de l'argent au gouvernement municipal. Cependant, ce dernier n'a pas bonne presse dans ces milieux. Il est dirigé par un militaire dont les affiliations politiques ne sont pas faites pour rassurer les bailleurs de fonds potentiels sur la sécurité d'un tel investissement. Zhang est lié à la clique du Guangxi, dont les rapports avec Chiang Kai-shek ne cessent de se dégrader, avant de se résoudre plus tard dans un affrontement armé qui verra la victoire de Chiang.

Les objectifs du gouvernement municipal sont pourtant modestes, puisqu'il ne propose d'émettre qu'un emprunt d'un montant d'un million de yuan, garanti sur les revenus de la taxe d'habitation. Le Conseil municipal semble réticent, mais il poursuit l'exa-

men du projet, puis fixe les conditions d'émission de l'emprunt et d'utilisation des fonds. Les négociations finales traînent en longueur, bien que le gouvernement central ait formellement approuvé l'émission d'un emprunt réévalué entre-temps à 2 millions de yuan. Les autorités locales demandent aux organisations industrielles et financières de former un comité de garantie du fonds d'amortissement (*baoguan jijin weiyuanhui*)³⁶. En dépit de ces dispositions, le lancement de l'emprunt n'a pas eu lieu. Très clairement, le gouvernement municipal n'inspire pas confiance, en particulier avec Zhang Dingfan à sa tête. Les représentants de la bourgeoisie, notamment ceux qui ont misé sur Chiang Kai-shek, voient d'un mauvais œil les liens de Zhang Dingfan avec la clique du Guangxi et préfèrent rester dans l'expectative.

L'arrivée de Zhang Qun à la tête de la municipalité permet de relancer l'idée de l'emprunt, désormais associé au projet du Grand Shanghai. En avril 1929, Zhang demande à nouveau au gouvernement national l'autorisation d'émettre un emprunt municipal (*Shanghai tebie shi shi zhengfu gongzhai*) d'un montant de 2 millions de yuan. En juillet, un comité de préparation (*shizheng gongzhai choubei weiyuanhui*) est formé, composé uniquement de membres de l'administration municipale. Toutefois, les notables locaux sont largement associés aux décisions par le biais de la nouvelle commission de discussion de l'aménagement urbain, établie pour élaborer un plan de développement de la ville. Ce sont eux qui décident en fait des modalités d'émission et de remboursement, de l'affectation des crédits et du choix de la banque chargée de gérer l'emprunt³⁷.

L'emprunt réactualisé (3 millions de yuan) est lancé le 1^{er} octobre. Auparavant, le gouvernement municipal a adressé une centaine de lettres aux différentes organisations commerciales, financières et industrielles de la ville pour les inviter à y souscrire. Celui-ci doit servir à trois tâches essentielles : construction de rues (1 200 000 yuan) (en particulier l'achèvement de la rue Zhongshan qui doit enserrer les Concessions et permettre une liaison rapide entre Zha-bei et la Cité), fondation de la banque municipale (1 000 000 yuan), achat des terrains destinés à la construction du futur Centre civique

36. YHZB, 26 juin 1928, pp. 3-4 ; 11 déc. 1928, p. 5 ; SB, 14 juin 1928, p. 13 :2.

37. SB, 12 avr. 1929, p. 13 :5 ; 13 avr. 1929, p. 13 :4 ; 16 avr. 1929, p. 13 :4 ; 5 juil. 1929, p. 14 :3.

35. SB, 10 juin 1928, p. 13 :4.

(500 000 yuan) et rachat des emprunts locaux antérieurs (150 000 yuan). Le total (2 850 000 yuan) est dû au fait que l'emprunt est émis avec une bonification de 2 % sur la valeur nominale des bons. Comme précédemment, un comité de garantie est nommé par le maire, ainsi qu'un comité de promotion chargé de placer les bons dans toute la ville, en priorité auprès des commerçants. Toute la haute élite financière de Shanghai se trouve dans le comité de garantie³⁸.

En dépit de cette préparation minutieuse et des garanties offertes, l'emprunt ne reçoit qu'un accueil mitigé de la part de la population. Les membres de la haute bourgeoisie ne se pressent pas aux guichets. En décembre, les milieux contactés n'ont accepté de souscrire des bons qu'à hauteur de 1 500 000 yuan, mais 200 000 yuan seulement ont été effectivement versés. Le gouvernement municipal se résout à prolonger la période de placement des bons, tout en retardant ses projets de banque municipale. En novembre de l'année suivante, l'emprunt n'est toujours pas couvert et le gouvernement doit ordonner à ses bureaux de poursuivre activement la vente des bons³⁹. Devant le peu d'enthousiasme du public, les dirigeants municipaux, suivant une suggestion de la commission de discussion des finances municipales, saisissent l'occasion d'un nouvel emprunt national de 50 millions de yuan, dont une partie (1 000 000 yuan) doit être absorbée par la municipalité, pour forcer la main des Shanghaiens⁴⁰.

La commission décide en effet de percevoir l'équivalent de deux mois de loyer auprès de la population (en particulier des commerçants) pour couvrir à la fois la contribution exceptionnelle exigée par le gouvernement national et le reste de l'emprunt municipal. Grâce à cette procédure contraignante, le gouvernement réunit 2 900 000 yuan en deux mois (novembre-décembre 1930). De même, les détenteurs de titres des emprunts précédents doivent accepter l'échange de ceux-ci contre les nouveaux et attendre encore le remboursement de leur capital. Les petits commerçants, qui ont dû déboursier en priorité, garderont longtemps rancune au gouverne-

38. YHZB, 1 oct. 1929, pp. 6-9; 24 sept. 1929, pp. 12-13; 15 oct. 1929, p. 17; SB, 16 oct. 1929, p. 13 :4; 19 oct. 1929, p. 13 :6; 8 août 1933, pp. 14-15; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. J/8.

39. SB, 24 déc. 1929, p. 12 :3; 8 nov. 1930, p. 14 :1.

40. YHZB, 23 sept. 1930, pp. 9-11.

ment municipal et aux membres de la commission de discussion des finances pour cet emprunt forcé⁴¹.

Toutefois, à la différence de la période précédente, celle des seigneurs de la guerre qui ne se privaient pas de lever des emprunts jamais honorés, les autorités municipales se sont appliquées à rembourser régulièrement cet emprunt, même dans les pires moments de crise comme en 1932⁴². Cela leur a valu un prestige et une confiance qui faciliteront l'émission des emprunts ultérieurs. Par ailleurs, l'argent ainsi prélevé a été réellement affecté aux tâches pour lesquelles l'emprunt avait été émis. Néanmoins, cet épisode révèle deux phénomènes complémentaires. La haute bourgeoisie locale, y compris le groupe le plus proche du régime, hésite à prêter son argent à une administration qui jusqu'alors (1930) n'a pas brillé par son efficacité et sa compétence. Le groupe de notables qui forme la majeure partie de la commission de discussion des finances, fatigué d'être toujours le bailleur de fonds, a su profiter des circonstances pour faire payer les petits commerçants et artisans. D'autre part, le gouvernement municipal, après trois années d'existence, n'a pas réussi à inspirer confiance à la population, en particulier aux couches intermédiaires de la société locale. Celles-ci sont mécontentes des réformes fiscales, qu'elles ressentent comme une nouvelle façon de leur extorquer de l'argent.

En 1932, après l'attaque dévastatrice des troupes japonaises, les responsables municipaux sont confrontés à un déficit budgétaire aggravé et à une tâche de reconstruction énorme. La population locale est économiquement épuisée, et si le gouvernement peut envisager de relever certaines taxes, il ne peut espérer combler le gouffre de sa trésorerie. Le recours à un nouvel emprunt devient inévitable. Le conseil administratif (*shizhenghui*) adopte une résolution en ce sens dès le mois de juin 1932. Le montant provisoire de l'emprunt de reconstruction (*Shanghai shi zhanhou fuxing shizheng gongzhai*) est fixé à 5 millions, garantis sur les droits de port. Les négociations qui en ont précédé le lancement n'ont donné lieu à

41. Le gouvernement municipal a ainsi levé 1,5 million de yuan dans la Cité, 1,2 à Zhabei, 100 000 yuan dans la zone ouest et autant dans la zone est. Un peu plus du tiers des sommes collectées (36,5 %) a servi à payer la contribution exigée par le gouvernement national, et le reste a couvert l'emprunt municipal. Cf. YHZB, 23 sept. 1930, pp. 9-11; SB, 11 janv. 1931, p. 18 :1; 2 févr. 1931, p. 13 :1.

42. SB, 22 mars 1932, p. 1 :8.

aucun rapport dans la presse, ni dans les publications officielles. D'après une déclaration de Cai Zengji, directeur du bureau des Finances, le gouvernement municipal s'est d'abord tourné vers les financiers chinois pour avancer les fonds de l'emprunt. Ces contacts n'ont pas abouti, et les autorités locales, pressées par le besoin immédiat d'argent, se sont adressées à des banques étrangères⁴³.

C'est avec un consortium bancaire britannique, Benjamin & Pott, que le gouvernement municipal signe un accord prévoyant l'émission d'un emprunt de 6 millions de yuan, avancés par la Shanghai & Hong Kong Banking Corporation. La municipalité ne reçoit que 80 % de la valeur nominale des bons, tandis qu'elle doit rembourser la totalité du capital, assorti d'un taux d'intérêt à 10,68 %. Le groupe bancaire, quant à lui, conserve la plupart des bons (4 millions) et revend le reste à un taux de 85 %. Seuls des bons pour une valeur de 2 millions sont mis en vente au public par l'intermédiaire de banques chinoises. En deux heures, cette somme est couverte avec un excédent de 1,8 million. Cai Zengji avait déclaré auparavant que le taux obtenu par le gouvernement municipal était un des meilleurs qu'il fût possible d'obtenir sur le marché chinois au moment de la signature de l'accord⁴⁴. Le succès remporté par l'emprunt auprès du public, toute considération spéculative mise à part, est révélateur de la confiance grandissante qu'inspire l'administration locale.

En 1934, le gouvernement municipal décide d'émettre un nouvel emprunt de 3,5 millions de yuan, destiné à poursuivre les travaux d'aménagement du Centre civique⁴⁵. Échaudés par leur dernière expérience avec les banquiers chinois, les responsables de la ville se tournent à nouveau vers un bureau d'affaires américain, Swan, Culberston & Fritz, qui se charge de réunir les fonds auprès de plusieurs institutions bancaires chinoises et étrangères. Les conditions offertes sont meilleures que par le passé puisque les autorités chinoises reçoivent 93 % de la valeur nominale des bons qu'elles devront rembourser, assortis d'un intérêt de 7 %. Les taxes sur les véhicules sont la garantie de l'emprunt. Elles sont versées

43. *SB*, 8 juin 1932 p. 13 :1 ; 11 nov. 1932, p. 14 :1.

44. *SB*, 27 oct. 1932, p. 9 :4 ; 17 nov. 1932, p. 13 :1 ; 22 déc. 1932, p. 10 :1-2 ; *CWR*, 26 nov. 1932, p. 562.

45. *SB*, 17 juin 1934, p. 11 :5.

directement au comité de garantie qui les transmet à son tour à la banque chargée de gérer l'emprunt et reverse le surplus au gouvernement municipal. L'emprunt connaît un succès fantastique : en deux heures, il est couvert de plus de six fois son montant (22,5 millions). Le bureau des Finances doit adopter un système de répartition proportionnelle pour contenter tout le monde⁴⁶. Cette fois, la preuve est administrée que le gouvernement municipal s'est établi une réputation de fiabilité qui inspire la confiance des épargnants (et des spéculateurs).

Malgré une réduction des dépenses à partir de 1935, ces apports d'argent n'ont pas résolu les problèmes de trésorerie de l'administration municipale, même s'ils en ont facilité le roulement. Il semble d'ailleurs, d'après les chiffres provisoires de l'année 1936-1937 (cf. tableaux 8 et 9), que cette tendance à la baisse se soit confirmée, tant au niveau des dépenses qu'à celui des recettes. C'est aussi pour cette raison que le gouvernement a dû négocier un prêt de 2 millions de yuan auprès des banques en 1937 pour consolider son budget. Nous ne savons pas si ces négociations ont abouti. Au total, les emprunts émis par les autorités locales pour un montant total de 12,5 millions de yuan ne leur ont rapporté effectivement que 10,9 millions. En 1937, elles avaient déjà remboursé une somme de plus de 8 millions et devaient commencer à emprunter pour honorer le service de la dette, alors que les échéances devaient courir jusqu'en 1952.

Réformes fiscales et frondes marchandes

Lorsque le gouvernement municipal se met en place en 1927, il existe à Shanghai 61 taxes différentes, dont 23 reviennent à la nouvelle administration⁴⁷. Il n'est pas sûr que ce recensement comprenne toutes les taxes véritablement perçues dans la ville, mais il donne une idée de la complexité du système fiscal local. Le gouvernement municipal a procédé en plusieurs temps. Il s'est occupé de la reprise des anciennes structures administratives et de leurs revenus, puis du partage de juridiction entre les différents niveaux, national, provincial et municipal. La seconde étape, laborieuse,

46. *YHZB*, 24 juil. 1934, pp. 4-5 ; *SB*, 1 juil. 1934, p. 14 :5 ; 19 juil. 1934, p. 11 :4 ; *CWR*, 28 juil. 1934, p. 340.

47. *YHZB*, 25 sept. 1928, pp. 5-6.

émaillée d'une longue dispute entre les instances municipales et provinciales, a donné lieu à un accord de partition mal taillé et sujet à controverse. Ensuite, comme il n'était pas facile de s'y retrouver dans ce maquis de taxes et impôts divers, les autorités locales ont entrepris de refondre le système fiscal. C'est à l'occasion de ces réformes, effectuées à l'initiative du gouvernement municipal ou rendues nécessaires par un transfert de compétences (dévolution d'une taxe « nationale » à l'administration locale), que se sont produits des conflits avec la population.

Les ennuis ont commencé avec la tentative d'uniformisation de la taxe d'habitation dans Shanghai. Héritée du passé, celle-ci est en effet perçue à des taux variables selon les zones : 6 % et 10 % du loyer à Zhabei, 5 % et 7 % à 12 % dans la Cité, 15 % dans le reste du *xian* de Shanghai. De plus, elle est calculée d'après une évaluation du niveau des loyers réalisée dix ans auparavant. Les autorités décident d'unifier tous les impôts locaux (taxe d'habitation, taxe de solidarité, taxe d'éclairage) sous une même appellation, l'impôt général⁴⁸ (*zongjuan*). Le conseil municipal apporte son soutien au projet, recommandant des taux uniformes de 6 % et 10 %. La nouvelle suscite la colère des habitants de la Cité, en particulier des commerçants qui n'ont pas été consultés. Ils se constituent en association, la Fédération générale du commerce de Nanshi (*Nanshi shangye zong lianhehui*), et rencontrent à deux reprises les conseillers municipaux. En fait, les nouvelles dispositions, qui évaluent la taxe d'après le montant actuel du loyer (qui a triplé depuis dix ans), vont faire monter singulièrement la charge des habitants. Après la décision finale du bureau des Finances de fixer les taux à 6 % et 12 %, toutes les organisations commerciales (dont la Chambre de commerce de la Cité) convoquent leurs membres à une assemblée générale et entreprennent de former une association de contribuables semblable à celles des Concessions⁴⁹.

Devant la détermination des protestataires, le maire, Zhang Dingfan, invite les représentants de la Fédération générale à une réunion de discussion avec Wang He, le directeur des Finances. Les commerçants contestent tout à la fois la décision du gouvernement

et la représentativité des conseillers municipaux dont aucun, notent-ils, ne réside dans la zone chinoise ni ne paie d'impôts aux autorités municipales. Après d'âpres négociations, ils acceptent de reconnaître le bien-fondé de l'impôt général, mais restent en désaccord quant à son évaluation⁵⁰. Le bureau des Finances est tout aussi intraitable : il a besoin d'argent pour la police et les services municipaux. Il est vrai que le gouvernement se débat alors dans des difficultés de trésorerie importantes. Depuis son arrivée, Zhang Dingfan a imposé un programme drastique de réduction des dépenses. Le bureau d'Intérêt public (*Gongyiju*) a même été supprimé⁵¹.

Confronté à la résistance massive des commerçants, le bureau des Finances doit faire des concessions. Après de nouveaux entretiens, les deux parties parviennent à un accord qui constitue une sévère défaite pour les autorités. Les dispositions exactes n'en sont pas rendues publiques à l'époque, afin de ne pas créer de malentendu (*wuhui*) selon les responsables municipaux. Il est simplement annoncé que le critère de base de la taxe sera évalué en commun par des représentants de la Fédération générale, de la Chambre de commerce de la Cité, de l'Association des contribuables et du bureau des Finances. Le gouvernement municipal a donc perdu la première bataille⁵².

Cependant, l'administration municipale continue d'accumuler les déficits. Zhang Dingfan annonce une nouvelle réduction des crédits en novembre 1928, alors que le déficit atteint déjà 500 000 yuan en six mois⁵³. En janvier 1929, le bureau des Finances reprend la question de l'impôt général, rebaptisé taxe d'habitation (*fangjuan*). Les taux en sont relevés, passant à 10 % et 12 % du montant du loyer, mais cette fois la charge doit être partagée par moitié entre le locataire et le propriétaire. Cette disposition doit permettre au gouvernement d'accroître ses revenus sans imposer de charges supplémentaires aux premiers, en dépit de la hausse des taux. La justice sociale n'exige-t-elle pas que les propriétaires paient leur part des impôts locaux, comme le déclarent les autorités ? Malgré tout, c'est toujours auprès des locataires qu'est perçue la totalité

50. *SB*, 9 mars 1928, p. 13 :2 ; 12 mars 1928, p. 13 :2.

51. *SB*, 25 sept. 1927, p. 12 :3 ; *CWR*, 1 oct. 1927, p. V.

52. *SB*, 18 mars 1928, p. 13 :2 ; 19 mars 1928, p. 14 :2 ; 25 mars 1928, p. 13 :4-5.

53. *SB*, 14 nov. 1928, p. 13 :2.

48. *SB*, 7 juil. 1928, p. 3 :2 ; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IV, pp. 1-7 ; [c] *Shanghai shi caizhengju yewu baogao, 1931-1932*, 1932, pp. 184-188.

49. *SB*, 2 mars 1928, p. 13 :6 ; 5 mars 1928, p. 14 :5-6.

de la taxe, à charge pour eux d'obtenir une réduction équivalente de leur loyer⁵⁴.

Cependant, les changements de responsables à la tête de la municipalité affaiblissent sa détermination et son pouvoir. Les commerçants, une fois de plus opposés au projet, ont tout le temps d'organiser la riposte. Aussitôt qu'un nouveau directeur est nommé, le bureau des Finances lance une campagne d'explication sur les modalités du nouvel impôt. Yu Hongjun, qui se trouve alors à la tête du bureau, fait preuve d'une grande patience, appelant la population à payer la taxe d'habitation. Il accuse un groupe de « mauvais marchands » de prendre le prétexte des réformes pour créer des troubles et se soustraire à ses obligations. A bout d'arguments, le bureau des Finances demande à la police d'accompagner les collecteurs d'impôts pour forcer les récalcitrants à payer⁵⁵.

De leur côté, les commerçants se plaignent des incohérences de l'administration municipale. L'année précédente, toutes les taxes ont été fondues en une seule, et tous les autres impôts devaient être abolis. Un an plus tard, la taxe d'habitation redevient autonome, assortie d'une nouvelle hausse. Les commerçants rappellent que leurs protestations précédentes avaient abouti à une négociation avec les autorités, qui leur avaient accordé une remise de 25 % sur le montant de l'impôt. Ainsi, avec une année de retard, la presse révélait les dispositions de l'accord gardées secrètes, officiellement du moins. Elles l'avaient été pour éviter que les autres arrondissements comme Zhabei ne demandent le même traitement de faveur, mais sans doute aussi pour sauver la face du gouvernement⁵⁶.

Les autorités municipales n'en continuent pas moins leur campagne d'explication qui semble porter ses fruits, puisque, à Zhabei, 70 % de la taxe a déjà été levée et qu'aucun mouvement de protestation ne s'est formé⁵⁷. Dans la Cité, la grogne des commerçants qui, par leur simple refus de payer, mettent en danger les ressources fragiles du gouvernement municipal (en 1929-1930, la taxe d'habitation a représenté 35 % des recettes totales), se voit accorder le maintien de la remise de 25 % sur le montant de la nouvelle taxe.

54. *SB*, 25 janv. 1929, p. 10 :5 ; 4 mai 1929, p. 22 :3 ; 13 sept. 1929, p. 14 :2.

55. *SB*, 9 avr. 1929, p. 11 :2 ; 19 avr. 1929, p. 15 :2 ; 20 avr. 1929, p. 15 :6 ; 30 avr. 1929, p. 13 :6.

56. *SB*, 29 avr. 1929, p. 14 :2.

57. *SB*, 30 avr. 1929, p. 13 :6 ; 4 mai 1929, p. 22 :3.

La résistance à l'impôt continue cependant à se manifester et, à l'occasion, le bureau des Finances doit faire appel à la police. Ce régime de faveur sera supprimé en janvier 1931⁵⁸.

Cette affaire illustre la relative faiblesse du gouvernement municipal face à la résistance déterminée des commerçants, particulièrement bien organisés et solidaires dans la Cité. Les premières années sont d'autant plus difficiles que les autorités hésitent à avoir recours à la force pour des raisons de principe (ne pas rééditer l'exemple des seigneurs de la guerre), mais aussi, et c'est surtout vrai dans le cas de Zhang Dingfan, parce que l'appareil local du parti soutient discrètement les protestations des mécontents. L'arrivée de Zhang Qun permet une reprise en main, mais elle tarde à se manifester concrètement. Les commerçants ont su habilement profiter de l'instabilité des dirigeants municipaux et du vide du pouvoir créé par les renouvellements successifs de responsables à la tête de la mairie.

Les bureaux des Finances et de l'Hygiène se heurtent aussi à une vive opposition lorsqu'ils décident en 1928 d'introduire une visite d'inspection vétérinaire supplémentaire, avant l'abattage des animaux, assortie de la perception d'un droit. Les bouchers protestent immédiatement contre cette nouvelle « taxe », alors qu'il y a déjà une inspection vétérinaire des animaux après abattage et une seconde par les services de santé des Concessions lorsque la viande est vendue dans ces zones. De plus, ils s'opposent à la perception de ce droit par des « étrangers », c'est-à-dire par des personnes extérieures à leur corporation. Les bouchers décident d'exprimer leur opposition par un mouvement de grève. Après une semaine d'agitation, le gouvernement municipal demande à Yu Xiaqing d'intervenir comme médiateur dans le conflit. Les discussions aboutissent à la reprise du travail et à la garantie que le droit sera levé par la Guilde des bouchers (*rouye gonghui*). L'affaire n'est cependant pas tout à fait résolue puisque le conflit resurgit à propos du montant des droits d'inspection. Le bureau de l'Hygiène refuse la réduction demandée par les bouchers. Feng Shaoshan intervient comme médiateur et arrange une remise de 40 % du montant des droits. En fait, la guilde ne perçoit pas très sérieusement ces droits et le gou-

58. *SB*, 15 mai 1929, p. 20 :2 ; 6 oct. 1929, p. 14 :1 ; 12 janv. 1931, p. 13 :4 ; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IV, p. 2.

vernement municipal doit à nouveau se saisir de cette question en 1931⁵⁹.

L'occasion lui en est fournie par le transfert aux autorités municipales de la taxe d'abattage (*tuzhaijuan*), perçue auparavant par le gouvernement provincial du Jiangsu, et qui sert à financer spécialement les dépenses d'éducation⁶⁰. Le bureau des Finances estime que la taxe d'abattage, qui rapporte 66 000 yuan chaque année, pourrait donner en réalité 140 000 yuan si les frais de perception et les fraudes étaient supprimés et si les modalités de la collecte étaient réorganisées. A l'expiration du contrat passé avec la guilde, le bureau refuse donc de renouveler l'accord afin de prendre le contrôle direct de la perception. Les bouchers, irrités par la décision du gouvernement municipal, commencent par refuser d'acheter les coupons fiscaux auprès des perceptions, selon la procédure élaborée par le bureau des Finances⁶¹. Ils engagent ensuite une campagne en faveur de l'abolition de la taxe, arguant du fait qu'une taxe sur les affaires (*yingyeshui*) va être prochainement perçue.

Le gouvernement municipal rejette à nouveau la responsabilité de l'agitation sur une minorité de marchands dont les privilèges sont remis en cause par la suppression du système d'affermage des taxes. Ces allégations sont démenties successivement par une assemblée générale de la Guilde des bouchers, qui réunit 600 personnes, et par un large mouvement de grève, qui affecte 1100 boucheries de la ville⁶². En fait, les autorités ont sous-estimé la détermination et la solidarité des bouchers. Par ailleurs, elles ont négligé l'importance, pour l'ensemble de la corporation, de certains avantages du système d'affermage des taxes. Même si, comme il était avéré, certains dirigeants de la guilde se remplissaient les poches, il n'en est pas moins

59. *SB*, 19 déc. 1928, p. 15 :1; 21 déc. 1928, p. 14 :3; 26 janv. 1929, p. 15 :2; 22 mars 1929, p. 14 :1; 15 janv. 1930, p. 13 :5; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IV, p. 7.

60. Cette taxe, tout comme la taxe sur l'ivoire (*yashui*), aurait dû revenir au gouvernement municipal, mais ce n'est qu'en 1931 que le gouvernement provincial du Jiangsu accepte de remettre à l'administration municipale la part qui lui revient. La taxe sur l'ivoire ne sera reversée qu'en 1934; *SB*, 6 sept. 1934, p. 13 :1.

61. Les bouchers doivent acheter auprès des perceptions des carnets de coupons fiscaux (*shuipiao*), contrôlés et relevés par les collecteurs de taxe au moment de l'abattage. Cf. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IV, p. 6; [c] *Caizheng nianjian*, 1935, p. 2308; *SB*, 5 mai 1931, p. 16 :3-4.

62. *SHB*, 19 mai 1931, p. 5 :7; 21 mai 1931, p. 5 :1; 11 mai 1931, p. 10 :8; voir aussi les propositions des autorités dans *SB*, 8 mai 1931, p. 15 :3; *CWR*, 30 mai 1931, p. 427.

vrai que la charge fiscale globale était répartie selon un système qui prenait en compte la taille de l'entreprise et sa situation commerciale (zone rurale - zone urbaine). De plus, avec l'excédent perçu, la guilde constituait un fonds d'assistance au bénéfice de ses membres, qui allait disparaître avec le nouveau mode de perception⁶³.

Wang Xiaolai est appelé comme médiateur pour aider le gouvernement à résoudre le conflit. Il propose une réduction des taux, mais se range du côté des autorités sur le principe de la perception directe. La Chambre générale de commerce approuve la démarche de l'administration municipale, mais demande que soit prise en compte la volonté des bouchers de préserver leur fonds d'assistance. La grève se poursuit pendant onze jours, conformément aux consignes de la guilde. Finalement, un accord qui ne fait perdre la face à aucune des deux parties est élaboré : le gouvernement municipal concède aux bouchers la constitution d'un fonds d'intérêt public (*gongyifei*) prélevé sur la taxe d'abattage, tandis que les bouchers acceptent, à contrecœur, le maintien de la taxe et le nouveau mode de perception⁶⁴.

En 1929, le bureau des Finances décide aussi de s'attaquer à un dossier délicat et complexe, celui de la taxe sur les bateaux. Traditionnellement, celle-ci était perçue par des marchands (*chuanshang*) choisis parmi les membres de la corporation. Ils négociaient chaque année, comme dans le cas des bouchers, le montant global de la taxe à verser. Pour percevoir davantage et avoir un meilleur contrôle de ses revenus, le bureau des Finances, encouragé par la commission de discussion des finances, choisit de mettre fin à un système au moyen duquel quelques marchands peu scrupuleux s'enrichissent aux dépens de leurs confrères et au détriment des finances municipales. L'opération est réalisée en collaboration avec le bureau des Utilités publiques qui, comme dans le cas des véhicules, se voit chargé de procéder à une inspection de tous les bateaux circulant sur les cours d'eau de Shanghai. En réalité, il s'agit d'un travail de classification qui doit permettre la perception de la taxe en fonction de la taille des bateaux et de l'utilisation qui en est faite. Par la suite, les bateliers devront verser directement leur dû aux quatre nou-

63. *SHB*, 21 mai 1931, p. 5 :1; *SB*, 11 mai 1931, p. 10 :8.

64. *SHB*, 21 mai 1931, p. 5 :1; 22 mai 1931, p. 5 :1; 26 mai 1931, p. 5 :1.

veaux offices de la taxe batelière (*chuanjuanju*) mis en place par le bureau des Finances⁶⁵.

Les bateliers, en particulier ceux visés par la réforme, tentent de s'opposer à la décision des autorités. Mais celles-ci sont résolues et n'hésitent pas à appeler la police à la rescousse. Plusieurs bateaux sont ainsi confisqués. La riposte des bateliers n'est pas aussi efficace que celle des autres corporations en raison de la grande diversité de bateaux, des types de travail et du caractère mouvant de cette communauté. Malgré tout, le mécontentement oblige le gouvernement municipal à faire quelques concessions mineures (révision en baisse de la taxe pour certaines catégories et remise d'un mois d'impôt en contrepartie des deux yuan versés au titre des frais d'inspection). Cette fois, les autorités ont réussi à faire prévaloir leur point de vue, et au début de 1930 la taxe sur les bateaux est entièrement perçue par le bureau des Finances⁶⁶.

En 1931, un autre grand débat s'ouvre à Shanghai après l'abolition des droits d'octroi intérieurs (*lijin*) par le gouvernement national⁶⁷ et leur remplacement par un impôt uniforme, la taxe sur les affaires (*yingyeshui*). Le ministère des Finances a publié une loi-cadre (*dagang*), mais les autorités locales sont chargées d'en définir les modalités d'application. Le débat dépasse certes les limites de Shanghai, mais il nous intéresse ici car il met au jour certaines contradictions au sein de la classe marchande et illustre la nature conflictuelle des relations de l'administration locale avec la population sur les problèmes d'impôt. La polémique est en partie alimentée par les décisions arbitraires prises par les gouvernements provinciaux du Jiangsu et du Zhejiang, que les commerçants de Shanghai craignent de voir se reproduire dans leur ville. Rapidement, un mouvement organisé se constitue pour militer contre l'introduction de la nouvelle taxe.

65. *SB*, 21 août 1929, p. 13 :6.

66. *SB*, 13 sept. 1929, p. 13 :3 ; 7 nov. 1929, p. 15 :5 ; 4 déc. 1929, p. 14 :1 ; 15 janv. 1930, p. 13 :5 ; 3 avr. 1930, p. 15 :6.

67. Les droits d'octroi intérieur (*lijin*) sont une taxe « sur la vente et la circulation des produits » instaurée sous l'Empire (1854). Son taux varie selon les régions et la rapacité des fonctionnaires chargés de la percevoir. Les marchandises voyageant d'une région à une autre pouvaient être assujetties plusieurs fois à cette taxe, à chaque passage de frontière (intérieure).

Le gouvernement municipal est relativement optimiste quant à l'issue du problème. Il espère que le nouvel impôt, perçu aussi dans les Concessions, va renflouer ses caisses et permettre l'émission d'un emprunt de 10 millions de yuan⁶⁸. Il doit cependant très vite déchanter. Les dirigeants municipaux ont pourtant pris le parti de procéder avec la plus grande circonspection, en se conformant strictement à la loi-cadre et en consultant les intéressés. En fait, le groupe associé aux entretiens exploratoires est demeuré inchangé. Il s'agit du cercle restreint qui forme la commission de discussion des finances, dont les avis ont à maintes reprises montré qu'il ne reflétait pas nécessairement les intérêts de la communauté marchande dans son ensemble. C'est d'ailleurs l'un des reproches adressés par les protestataires au gouvernement municipal.

Les commerçants opposés au projet se sont constitués en une commission d'étude des impôts (*shuizhe yanjiu weiyuanhui*) lors d'une assemblée générale de toutes les guildes. Quinze personnes, parmi lesquelles on ne relève aucun représentant de la haute bourgeoisie, forment la commission. En revanche, l'appareil local du GMD soutient activement le mouvement. Wang Yansong est même élu président de la commission d'étude, avant de laisser la place à Luo Qinghu⁶⁹. La stratégie des opposants est fondée sur trois points : la spécificité de Shanghai, où l'existence des Concessions rend difficile l'application uniforme de la loi (les étrangers et les commerçants chinois y résidant vont continuer à échapper à l'impôt et créer une concurrence déloyale par rapport à ceux de la zone chinoise) ; la mauvaise représentation des intérêts des commerçants auprès des autorités municipales ; l'évaluation et la publication par le bureau des Finances de la perte de revenu occasionnée par la suppression des droits d'octroi⁷⁰. La mention du dernier point est particulièrement habile car, comme la commission d'étude devait le révéler plus tard, il n'y avait jamais eu de droits d'octroi à Shanghai et le gouvernement municipal n'avait perdu aucun revenu à la suite de leur abolition.

Le gouvernement municipal répond sur les deux premiers points, mais reste muet quant au troisième. Wang Xiaolai annonce

68. *SB*, 8 févr. 1931, p. 13 :2 ; 5 févr. 1931, p. 14 :1 ; *YHZB*, 17 févr. 1931, pp. 9-10.

69. *SB*, 24 janv. 1931, p. 13 :1 ; 25 févr. 1931, p. 9 :6.

70. *SB*, 28 janv. 1931, p. 13 :1 ; 1 févr. 1931, p. 13 :1.

que le projet a été élaboré au sein de la commission de discussion des finances, que toutes les corporations ont été consultées et que la Chambre générale de commerce va être invitée à envoyer des délégués pour discuter du taux de la taxe, dernier problème laissé volontairement en suspens par le gouvernement municipal. En fait, ce qu'indiquent les propos de Wang, c'est que les marchands sont invités à discuter du taux de la taxe, mais pas de son principe même qui a déjà été adopté en petit comité. La commission d'étude poursuit néanmoins sa campagne, en essayant de jouer sur les rivalités de pouvoir locales. La branche shanghaienne du parti est appelée à la rescousse pour faire appliquer les décisions du III^e Congrès national du GMD : suppression des impôts injustes (*kejuan*), allègement du fardeau de la population. Toutefois, il ne semble pas que le parti soit intervenu publiquement dans la dispute. La commission d'étude mène un combat d'arrière-garde au plan légal, mais elle n'a pas perdu la maîtrise du terrain pour autant⁷¹.

Assurées de l'appui du gouvernement central et d'une partie de la haute bourgeoisie, les autorités municipales, dans une situation financière précaire, ne sont pas prêtes à laisser passer l'aubaine. Elles sont fermement convaincues d'avoir fait ce qui était nécessaire pour recueillir tous les avis autorisés et se conformer à la loi-cadre. La Chambre générale de commerce a été consultée et ses délégués incluaient le président de la commission d'étude, Luo Qinghua. Le projet du gouvernement municipal est publié le 19 avril 1931, après quatre mois de minutieuses préparations et de patientes négociations. La taxe sera perçue à partir de juillet, avec la bénédiction de la Chambre générale de commerce⁷². En fait, la résistance opiniâtre des marchands, ainsi que la guerre civile qui se déroule en Chine du Nord à partir de l'été, portent un coup sérieux aux espoirs que le gouvernement municipal avait fondés sur la nouvelle taxe.

En juin 1932, les autorités sont obligées de réviser les taux d'imposition à la baisse, pour ménager une économie locale durement éprouvée par l'affrontement armé de l'hiver 1931-1932, tout en maintenant le principe de la perception rétroactive de la taxe⁷³.

71. *SB*, 2 févr. 1931, p. 13 :1 ; 3 févr. 1931, p. 13 :2 ; 5 févr. 1931, p. 13 :2 ; 6 avr. 1931, p. 9 :1 ; 18 avr. 1931, p. 13 :3 ; 20 avr. 1931, p. 9 :1.

72. *SB*, 7 févr. 1931, p. 13 :2 ; 20 avr. 1931, p. 9 :2 ; *SHB*, 25 mai 1931, p. 5 :5.

73. *SB*, 25 juin 1932, p. 15 :2 ; 19 oct. 1932, p. 9 :4.

Malgré cela, comme l'indique le tableau 8, celle-ci n'a pratiquement pas été perçue. Quand elle devait rapporter 300 000 yuan par trimestre, elle n'en a jamais atteint 200 000 par an. L'explication officielle est que le travail de perception de la taxe étant dévolu en partie à la Chambre générale de commerce (chargée de distribuer et de relever les déclarations de revenu des commerçants), et une moitié seulement des magasins de Shanghai étant affiliée à une guilde, la Chambre n'a pu jouer pleinement son rôle. L'explication ne convainc pas. En réalité, les commerçants ont opposé une résistance passive en refusant de remplir ou de retourner les formulaires qui devaient servir de base au calcul et à la perception de la taxe⁷⁴.

Les quatre exemples de fronde marchande étudiés plus haut ne sont qu'une illustration d'un phénomène plus général⁷⁵. De nombreux conflits ont jalonné les rapports de l'administration municipale avec la population, notamment avec les commerçants. Les organisations dont ils disposaient leur ont permis de résister avec fermeté, voire avec succès, aux projets de réforme fiscale des autorités. La présentation de ces conflits, toutefois, ne laisse pas apparaître clairement les raisons explicites et implicites pour lesquelles ils se sont produits. En particulier, faut-il considérer que le gouvernement municipal, comme une grande partie de l'administration chinoise à l'époque républicaine, était un organe «exploiteur», tout juste bon à accaparer les maigres ressources de la population? Ou bien les acteurs sociaux, en l'occurrence les marchands, étaient-ils attachés à des pratiques traditionnelles, enracinées dans un esprit corporatiste hostile à toute réforme? J'incline, dans le cas de Shanghai, pour la seconde hypothèse, tout en ayant conscience que cette question mériterait une étude particulière plus approfondie⁷⁶.

74. *YHZZ*, 26 juil. 1932, pp. 4-5 ; [c] *Shanghai shi caizhengju yewu baogao, 1931-1932, 1932*, p. 181 ; *SB*, 16 janv. 1932, p. 13 :8.

75. Je ne pouvais présenter ici les nombreux conflits similaires à ceux analysés dans notre étude, qui se sont produits à cette époque. Je me contenterai de citer pour référence ceux qu'ont suscités la taxe d'habitation lors de sa perception dans les zones dites «des routes extérieures» (*SB*, 24 févr. 1931, p. 10 :7 ; 7 mars 1931, p. 15 :3) et à Jiangwan après l'attaque japonaise (*SB*, 1 mars 1933, p. 11 :3), la résistance des bateliers de Wusong à la double imposition provinciale et municipale (*SB*, 7 juin 1930, p. 15 :2 ; 3 août 1930, p. 14 :4), la taxe sur le tabac et les alcools (*yanjiushui*) (*SB*, 5 juil. 1934, p. 15 :3 ; 20 juil. 1934 p. 12 :3 ; 21 juil. 1934, p. 11 :4 ; 15 août 1934, p. 13 :4 ; 21 août 1934, p. 12 :8).

76. D'après les statistiques du gouvernement municipal, pour l'année 1927-1928, la pression fiscale dans la municipalité chinoise paraît beaucoup plus faible que dans les Conces-

Le gouvernement municipal se trouvait dans une situation financière difficile et a saisi la moindre occasion d'améliorer ses revenus. Toutefois, il ne l'a pas fait au moyen de décisions abusives, sauf dans un cas⁷⁷. La source des conflits a souvent été un problème de forme. La refonte du système fiscal paraissait impérative; une administration municipale moderne ne pouvait pas se développer sur la base du système parfois aberrant hérité du passé. Le bureau des Finances s'est engagé dans ce travail avec résolution, mais non sans quelques maladroites. Ses déboires ont été causés pour beaucoup par l'instabilité du gouvernement municipal au cours des premières années.

L'un des problèmes essentiels a été celui de la confiance. La population locale, en particulier les marchands, avait été échaudée à plusieurs reprises et rien ne lui garantissait que les pratiques du passé ne se reproduiraient pas. Les initiatives déplorables du gouvernement municipal à ses débuts et le secret dont il entourait son action n'ont pas été dans le sens d'une amélioration de son image de marque. De plus, les changements de responsables du bureau des Finances n'ont pas permis l'application d'une politique rigoureuse, cohérente et suivie. Il faut noter toutefois que la démission de certains titulaires du bureau des Finances a pu être causée par l'usure due aux négociations et aux confrontations avec les marchands.

Les relations du gouvernement municipal avec les organisations de marchands ont varié en fonction de l'évolution des rapports de forces au sein même de cette communauté. La position des

sions : 0,18 yuan/mois/habitant contre 1,76 yuan dans la Concession internationale et 1,12 yuan dans la Concession française. Je n'ai malheureusement pas pu trouver de données pour les années suivantes. Je pense cependant que la fiscalité est restée plus faible dans la zone chinoise. Néanmoins, il convient d'apporter trois correctifs à cette observation. Premièrement, le plus faible niveau de taxation correspond sans aucun doute à une prospérité économique moindre de la partie chinoise de la ville. Deuxièmement, d'après le *China Critic*, une grande partie de la population est incapable de payer le moindre impôt. La pression fiscale s'exerce donc seulement sur une frange des habitants qui, dans ces conditions, sont sensibles aux changements de taux et résistent à l'impôt. Enfin, il n'est dit nulle part dans les statistiques municipales quels sont les impôts qui ont été pris en compte dans le calcul de la pression fiscale. Cf. [c] *Shanghai tebie shi shizheng tongji gaiyao*, 1927, 1928, p. 11; *The China Critic*, 1 nov. 1928, pp. 443-444.

77. Le gouvernement municipal a voulu lever une « taxe de siège » (*tingxijuan*) dans les petits restaurants et les débits de boissons en 1930, mais comme celle-ci s'apparentait à la nouvelle taxe sur les affaires (*yingyeshui*), il a été obligé de revenir sur sa décision. Cf. *SB*, 3 févr. 1930, p. 13 :8; 6 févr. 1930, p. 13 :1.

commerçants est devenue plus dure dès lors qu'ils ont eu le sentiment que les décisions les concernant étaient prises par une minorité, en accord avec les autorités. La Chambre générale de commerce a joué un rôle ambigu dans la mesure où elle se trouvait elle-même en plein processus de transformation et où les luttes internes de cette institution ont pu l'amener à se prononcer de façon contradictoire sur les problèmes des commerçants. Il semble que le comité de réforme des organisations commerciales (*shangren tuanti zhengli weiyuanhui*, plus connu sous le nom de *shangzhenghui*) ait joué un rôle critique assez important lors des premiers conflits (1929), accusant les autorités municipales de prendre des décisions sans consulter les principaux intéressés. Le maire, Zhang Qun, a reconnu certaines déficiences de son administration, tout en défendant le bien-fondé de ses décisions⁷⁸. Il a par la suite engagé les services municipaux dans une plus grande concertation avec les marchands, mais dans les faits la parole est restée le monopole d'un petit groupe. Cette attitude a peut-être accentué la désaffection des petits commerçants vis-à-vis de la Chambre générale de commerce et leur repli sur leurs organisations traditionnelles, les guildes.

*

Compte tenu des difficultés socio-politiques et des contraintes qui ont pesé sur son action, le bilan financier du gouvernement municipal de Shanghai ne peut être que nuancé. Tout au long de son action réformatrice, il s'est trouvé déchiré entre deux choix pratiquement inconciliables : d'une part, réformer le système fiscal local, abolir les impôts injustes; d'autre part, accroître ses revenus pour faire face à des dépenses administratives croissantes et réaliser certains projets d'aménagement urbain. Ces initiatives ont été mal perçues par les commerçants, habitués à voir tous ces problèmes réglés par leur guildes. L'intrusion de l'administration municipale a été vécue comme une ingérence dans leurs affaires privées. Certes, leurs réactions ont été exacerbées par les motifs invoqués précédemment, mais on peut voir dans ces conflits un effet de l'introduction de la modernité dans un système traditionnel. Il est notable d'ailleurs que lors de chaque conflit, le gouvernement municipal a fait

78. *SB*, 15 janv. 1930, p. 13 :5; 13 févr. 1930, pp. 13 :5, 14 :1.

appel à un membre de cette communauté, en général issu de la haute bourgeoisie, pour agir comme médiateur.

Dans l'analyse des causes du déficit budgétaire de l'administration municipale, il convient de distinguer deux aspects : les dépenses de fonctionnement et les investissements (travaux de construction essentiellement). On ne peut pas absoudre le gouvernement sous prétexte qu'il s'est endetté pour le bien de la population, par la réalisation de projets grandioses. Le déficit financier, si l'on fait exception d'événements tragiques comme l'attaque japonaise de 1932, était dû avant tout à des dépenses de fonctionnement supérieures aux ressources disponibles et à ses besoins réels. Les dirigeants municipaux se sont montrés incapables, ou peu désireux, de contrôler la croissance du personnel administratif, dont les salaires absorbaient de 80 % à 98 % des crédits selon les bureaux⁷⁹. Ce problème a été accentué par l'entretien de forces de police excessives, imposées d'une façon indirecte par les autorités centrales, mais aussi par la formation d'esprit des dirigeants municipaux.

En 1932, le gouvernement central s'est dérobé à ses responsabilités, laissant les autorités locales supporter des frais supplémentaires considérables pour rebâtir la ville et assurer sa protection. Les premières années, au cours desquelles l'administration municipale a dû faire face à une multitude de problèmes, ont été déterminantes pour la suite. Financièrement, tout était contre elle : le gouvernement central, qui n'a pas attribué les ressources nécessaires au départ ; le gouvernement provincial, qui a empêché pendant plus d'une année les services municipaux de prendre le contrôle de son territoire et des revenus y afférant ; la population, en particulier les marchands qui ont mené une fronde incessante contre les projets de réforme. L'existence des Concessions, qui a aussi fait obstacle au transfert de certaines ressources aux autorités chinoises, a été la cause de conflits supplémentaires avec la population locale.

L'origine des difficultés financières du gouvernement municipal lui était sans nul doute extérieure, mais il les a aggravées par l'absence d'une stratégie appropriée d'adaptation aux conditions

79. [c] *Shanghai tebie shi gongwujū yewu baogao*, 1927, 1928, pp. 99-102 ; [c] *Shanghai tebie shi tudiju niankan*, 1932, 1932 (premier semestre), p. 37 ; [c] *Shanghai shi caizhengju yewu baogao*, 1931-1932, 1932, p. 304 ; [c] *Shanghai tebie shi gong'anju yewu jiyao*, 1927, 1928, tableaux statistiques (non paginés) ; [c] *Shanghai tebie shi gong'anju yewu baogao*, 1928, 1929, tabl. stat.

locales, tant politiques qu'économiques, et par les défauts de son fonctionnement propre. Ces multiples causes de déficit ont entravé l'action du gouvernement municipal dans d'autres domaines où il aurait pu s'attirer la sympathie et la confiance des habitants. La volonté modernisatrice n'a en l'occurrence pas abouti à la modernité recherchée.

L'aménagement urbain

Dans les chapitres précédents, nous avons présenté l'environnement politique et social dans lequel s'est déroulée l'action du gouvernement municipal, ainsi que les ressources humaines et matérielles dont il a disposé. Les trois derniers chapitres seront consacrés à la présentation d'un certain nombre de réalisations accomplies dans différents domaines au cours des dix années de travail de l'administration locale. Dès leur arrivée, les dirigeants municipaux se sont fixé des objectifs ambitieux. C'était une attitude commune à tous ceux qui avaient vécu dans l'enthousiasme la campagne de réunification de la Chine sous la bannière du Guomindang. Leur victoire en 1927 marque pour eux le début d'une ère nouvelle, celle de la construction d'une Chine moderne et puissante. Les responsables municipaux ont été à la pointe de ce combat dans le cadre de Shanghai. Leurs succès et leurs échecs sont une illustration des obstacles rencontrés par le régime nationaliste sur la voie de la modernisation.

L'une des tâches prioritaires que s'est données le gouvernement municipal est l'aménagement de l'espace urbain. Ce projet relève de trois bureaux : Terrains, Travaux publics et Utilités publiques. Chargé de prendre la mesure de la ville (cadastrage parcellaire et global) et de déterminer les terrains nécessaires aux constructions envisagées, le premier n'a eu qu'un rôle indirect. Les deux autres ont eu la responsabilité des travaux d'exécution des projets.

Habitat et transports dans la municipalité

Lors de la prise en charge de Shanghai par les nationalistes, la zone chinoise de la métropole se trouve depuis une quinzaine d'années dans un état de sous-administration. Les constructions ont proliféré

de façon anarchique, au mépris souvent des règles élémentaires d'hygiène et de sécurité. Cela se traduit par des catastrophes régulières qui font les gros titres de la presse avant de sombrer dans l'oubli. Le directeur des Travaux publics, Shen Yi, conscient de la gravité de la situation, mais aussi du manque d'informations concrètes, s'est occupé de former des équipes chargées de parcourir Shanghai et d'établir un recensement du parc immobilier et de son état, notamment en contrôlant systématiquement tous les lieux publics (salles de spectacles, restaurants, débits de boissons)¹. Les résultats de l'enquête sont consternants. Les autorités ordonnent la remise en état de toutes les installations défectueuses et limitent le nombre des personnes admissibles dans les locaux sous peine de fermeture de l'établissement².

Le bureau procède aussi à une vérification de tous les édifices de la ville et à la démolition des plus dangereux. C'est une tâche de longue haleine à laquelle est associée la police, chargée de repérer au cours de ses rondes les bâtiments qui semblent en mauvais état. La plupart des propriétaires n'acceptent pas de bon gré de voir leur source de revenu ainsi supprimée, sujette à la reconstruction coûteuse d'un nouvel immeuble ou d'une nouvelle maison. Les locataires eux-mêmes soutiennent souvent le propriétaire par crainte de se trouver à la rue, en raison de la crise aiguë du logement qui sévit à Shanghai depuis plusieurs années³.

Face aux propriétaires récalcitrants, le bureau des Travaux publics a recours à plusieurs moyens. Après avoir informé le propriétaire, il fait apposer des affichettes afin d'inciter les locataires à déménager, puis il fait installer des échafaudages de bambou sous prétexte de soutenir l'immeuble, en ajoutant chaque semaine de nouvelles pièces qui finissent par rendre l'accès à l'immeuble très difficile. En dernier recours, les Travaux publics font parfois appel à une équipe de démolisseurs, accompagnée d'agents de police, qui se charge d'abattre l'immeuble frappé d'interdiction. Au vu de sta-

1. Ces mesures sont à peine prises que l'effondrement d'un café, faisant plusieurs dizaines de victimes, vient confirmer les craintes des autorités. Cf. [c] SHEN YI, 1970, p. 12; *SB*, 6 nov. 1927; 10 nov. 1927.

2. [c] *Shanghai tebie shi gongwuju yewu baogao*, 1927, 1928, pp. 184-191; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1927, p. 235.

3. [b] CHANG Ying-hwa, 1982, pp. 206-207.

tistiques, partielles il est vrai, il semble que la plupart des propriétaires d'édifices dangereux se soient refusés à les faire démolir⁴.

Au cours des dix années d'administration municipale, la construction d'édifices publics et privés a été contrôlée plus sérieusement. Les cadres du bureau des Travaux publics sont en effet principalement de jeune gens frais émoulus de l'université, enthousiastes et peu enclins à se laisser corrompre. Le phénomène des pots-de-vin, courant dans d'autres services, ne paraît pas avoir eu prise aux Travaux publics. Les jeunes diplômés, fiers de leur nouveau pouvoir, refusent de jouer le jeu. Les « enveloppes » qu'ils reçoivent sont remises à une association de charité au nom du généreux « donateur » involontaire afin de le dissuader de recommencer⁵. Il n'est pas dans mon intention de donner une image idyllique du bureau des Travaux publics, mais il est indubitable qu'il a été l'un des plus efficaces et des plus intègres de l'administration municipale. Shen Yi, qui renvoyait toute personne soupçonnée d'avoir accepté un pot-de-vin, a su créer un climat d'émulation certain.

Les problèmes de circulation, dans la Cité aussi bien qu'à Zhabei, sont l'un des casse-tête des habitants et de l'administration municipale. Dans les arrondissements ruraux, il n'y a pas un flot excessif de véhicules, mais il n'y a pas de routes non plus. En 1927, la zone chinoise ne possède que 172 km de voies de circulation, contre 171 km dans la Concession internationale et 92 km dans la Concession française, alors que ces dernières ne représentent que 7 % du territoire municipal⁶. Un gigantesque effort de construction et d'amélioration des rues s'avère donc nécessaire. En 1931, ce travail est déjà bien avancé, mais l'attaque japonaise vient ajouter à cette tâche celle de la reconstruction des voies à Zhabei et dans les zones dévastées par les combats. D'un certain point de vue, le conflit a eu au moins un effet salutaire, celui de raser toutes les maisons, ce qui permet de rebâtir le quartier sur une base entièrement nouvelle, avec un plan d'ensemble. Vers 1933, 54 km de rues (40 % de ce qui existait auparavant) ont été refaites, ainsi que 12 km de canalisations (33 %). La reconstruction complète n'a été achevée

4. [c] SHEN YI, 1970, p. 13; *SB*, 16 nov. 1927, p. 12 :2; 20 nov. 1932, p. 16 :1; [c] *Shanghai tebie shi gongwuju yewu baogao*, 1931-1932, 1932, pp. 83-84.

5. [c] SHEN YI, 1970, p. 27; *SB*, 1 juin 1929, p. 12 :4.

6. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1933, p. C/3; [b] R. FEETHAM, 1931, I, p. 17; [c] *Shanghai shi tongji*, 1933, chap. «tudi», p. 1; chap. «jiaotong», p. 5.

que vers 1937. A cette date, le gouvernement municipal peut annoncer fièrement qu'il possède désormais un réseau de circulation de 357 km, supérieur à celui des Concessions⁷.

A l'aménagement des voies de circulation, les autorités ont ajouté un effort méritoire dans le domaine des transports publics. Jusqu'en 1927, il y a dans la zone chinoise une compagnie de tramways privée (*huashang dianche gongsi*) et deux compagnies de bus opérant dans la Cité. Zhabei est complètement dépourvu de transports publics. Par ailleurs, les Concessions ont chacune une compagnie de tramways, qui ne sont pas reliées à celle de la Cité. Le bureau des Utilités publiques va donc s'efforcer de rationaliser les transports en commun et d'en étendre le bénéfice à toute la ville.

Sa première initiative est d'engager des pourparlers avec les compagnies de tramways des Concessions en vue d'harmoniser le réseau et de définir des arrêts réglementaires. Malgré des contacts assez rudes au départ et après d'âpres débats, c'est l'intérêt des voyageurs qui l'emporte. La partie chinoise parvient à négocier le raccordement des trois lignes (il fallait prendre trois tramways différents de la Cité à la Concession internationale). A Zhabei, un Chinois d'outre-mer propose au gouvernement municipal, en 1927, de créer une compagnie d'autobus semblable à celle qu'il a fondée à Hong-Kong. La compagnie démarre la même année en mettant en service trois lignes. Elle passe ensuite à cinq, puis à quatre après l'attaque japonaise. Bien qu'affectée par les combats, elle a continué de fonctionner⁸.

Dans la Cité, il existe deux compagnies, dont la plus importante fait faillite en 1932 à la suite du conflit avec le Japon. Ses autobus ont été réquisitionnés et pour la plupart détruits. Invité par le gouvernement municipal à prendre la succession, le promoteur de la compagnie de Zhabei décline l'offre en raison de l'investissement nécessaire. En octobre 1933, les autorités décident donc de créer une régie municipale. Elles négocient un accord de prêt-bail avec une firme étrangère qui fournit seize autobus. La compagnie entre en service en avril 1934 avec trois lignes, portées à quatre l'année suivante. A la fin de 1936, les différentes compagnies forment un

7. *SB*, 16 janv. 1933, p. 14 : 5 ; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. M/2 ; *CWR*, 20 juil. 1929, p. 344 ; [c] *SHA Zengshao*, 1977, pp. 48 482-485.

8. [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1667 ; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. M/23-24.

réseau de 47 km que parcourent 45 autobus, et le volume annuel de passagers est passé de 4,8 millions en 1934 à 13,2 millions en 1936⁹.

La voie terrestre n'est cependant pas l'unique moyen de circulation à Shanghai. La ville est percée de canaux et de rivières, en particulier par le Huangpu qui la coupe en deux. Certes, l'une des parties, Pudong, est une vaste zone à vocation agricole. Son rôle économique n'en est pas moins important. Elle fournit l'essentiel des produits frais (légumes, œufs, fruits) qui sont vendus sur les marchés. D'autre part, de nombreux quais, usines et entrepôts sont implantés au bord du Huangpu que traversent des milliers d'ouvriers pour se rendre à leur travail. Il y a donc un trafic important de personnes et de marchandises entre les deux rives, assuré par une compagnie de ferry. Celle-ci a été créée en 1910 par l'Office d'entretien des digues de Pudong. En 1927, lorsqu'elle est reprise par le gouvernement municipal, elle ne dispose que d'un bateau et de six bacs en location¹⁰.

En juillet 1930, le bureau des Utilités publiques obtient un prêt de 360 000 yuan auprès de la Banque municipale, qui lui permet d'acheter deux bateaux et trois bacs. En outre, le bureau finance la construction de cinq pontons flottants supplémentaires. En février 1933, le programme est achevé et la Banque municipale avance un prêt du même montant pour l'achat de trois bacs et d'un bateau. En 1937, la compagnie des bacs possède une flottille de 23 navires qui peuvent accoster en 94 points différents le long du Huangpu (contre 16 en 1927). A Pudong, comme les quais sont éloignés des villages, le bureau des Utilités publiques a mis sur pied, dès 1931, un système de navettes grâce à l'acquisition de quatre autocars, auxquels quatre autres sont ajoutés en 1936¹¹.

En 1929, les quais de Nanshi sont « municipalisés », officiellement pour mettre fin au monopole de certaines compagnies privées, de surcroît dirigées par des étrangers. Selon les autorités, ceux-ci

9. [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, loc. cit. ; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. M/21.

10. [c] *Shanghai tebie shi gongyongju yi lan*, 1928, p. 72. Les termes « bateau » et « bac » renvoient en fait à deux types de bac. Les premiers, appelés *changdu dulun* (bac de circulation), circulent le long du Huangpu et abordent en différents points de Pudong et de la zone sud. Les seconds, appelés *duijiang dulun* (bac de traversée), ne font que des navettes entre deux points de part et d'autre du Huangpu.

11. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. M14-15 ; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. IX, p. 3 ; [c] *SHA Zengshao*, 1977, pp. 48 487, 48 517 ; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. M/16.

profitent de leur position pour abuser des autres firmes qui utilisent leurs installations¹². Après cette prise de contrôle, le gouvernement municipal s'efforce d'améliorer les équipements existants, en construisant sept quais supplémentaires et en draguant le lit de la rivière pour accueillir de plus gros navires¹³.

Dans le domaine des communications aériennes, l'administration municipale a apporté une contribution importante, quoique involontaire. Sous la pression du gouvernement national, elle doit procéder à l'extension de l'aéroport civil de Longhua, faisant passer sa surface de 280 mu à 970 mu. Les mesures d'expropriation entraînent une brève révolte des paysans, à peine dédommagés pour la perte de leurs terres. Ils protestent contre leur expulsion, alors que l'armée détient dans cette zone de nombreux terrains qui auraient pu être utilisés pour agrandir l'aéroport. Bien qu'il s'agisse d'un aéroport civil, c'est dans une perspective militaire que le gouvernement national exige cette extension dont la charge financière revient à la ville de Shanghai. L'aéroport militaire (Hongjiang) sera élargi un peu plus tard, toujours aux frais des autorités locales, et par une expulsion sans indemnités des paysans propriétaires des terrains, qui sont réquisitionnés au titre de la défense nationale¹⁴.

Les utilités publiques à Shanghai

Le bureau des Utilités publiques a réalisé un travail impressionnant dans le domaine du traitement des eaux et de la production d'électricité. À l'origine, le projet du gouvernement municipal était de reprendre le contrôle total des compagnies concernées en rachetant leurs actions. Toutefois, comme cela supposait un investissement très largement supérieur à ses disponibilités financières, il a dû se contenter d'imposer certaines mesures afin d'assurer de meilleures prestations aux habitants, en particulier pour ce qui concerne la qualité de l'eau.

12. *SB*, 21 févr. 1929, p. 13 :5 ; 19 sept. 1929, p. 14 :4 ; 29 sept. 1929, p. 13 :1 ; 6 oct. 1929, p. 14 :1 ; 26 oct. 1929, p. 14 :6 ; 17 janv. 1930, p. 15 :4 ; 23 févr. 1930, p. 14 :1.

13. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. 1x, p. 4 ; [b] *The China Yearbook, 1935*, p. 293 ; [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1667 ; [c] *Shanghai shi nianjian, 1937*, p. M/8.

14. *SB*, 27 avr. 1933, p. 7 :3 ; 28 avr. 1933, p. 11 :1 ; 23 août 1933, p. 12 :3 ; [b] *The China Yearbook, 1935*, p. 82.

Il existe deux compagnies dans la zone chinoise, l'une à Zhabei (*Zhabei shuidian gongsi*) et l'autre dans la Cité (*Shanghai neidi zilaishui gongsi*). Du 4 au 13 août 1927, une visite d'inspection des installations de ces deux compagnies, menée par Huang Baiqiao, le directeur des Utilités publiques, révèle que les usines de traitement des eaux sont relativement bien situées, mais que la qualité de l'eau qu'elles produisent est douteuse. À la suite de cette visite, le bureau des Utilités publiques instaure de nouvelles règles. Un laboratoire de contrôle des eaux doit être organisé à l'intérieur de chaque compagnie afin d'effectuer une vérification quotidienne du degré de pureté de l'eau. Leurs rapports devront être transmis au bureau de l'Hygiène, chargé de procéder à trois contre-vérifications hebdomadaires en comparant les résultats ainsi obtenus à ceux liés aux mesures effectuées dans les Concessions. Grâce à ces dispositions, la qualité de l'eau s'est considérablement améliorée¹⁵.

D'autre part, le bureau reprend progressivement le contrôle, pour le compte des compagnies chinoises, de la distribution d'eau, assurée parfois sur le territoire municipal par les compagnies des Concessions. Les disputes ne manquent pas car ces dernières ne se résignent pas à perdre une partie de leurs abonnés. Toutefois, le gouvernement municipal réussira à imposer son point de vue¹⁶. À Zhabei, le bureau des Utilités publiques exerce des pressions sur les dirigeants de la compagnie chinoise pour qu'ils renouvellent leurs équipements et améliorent encore la qualité et la quantité d'eau produite¹⁷. Enfin, la tarification de la fourniture d'eau est harmonisée dans toute la zone municipale, après de longues tractations avec les compagnies et les abonnés¹⁸. En 1934, les autorités décident de construire une usine de traitement des eaux à Pudong, qui en est complètement dépourvu. Les marchands sont à nouveau sollicités pour aider au financement du projet. L'accord tarde à se réaliser,

15. [c] *Shanghai tebie shi gongyongju yi lan*, 1928, pp. 33-35 ; [c] *Shanghai shi tongji*, 1933, chap. « gongyong », p. 5 ; [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, p. 98.

16. [c] *Shanghai shi gongyongju yewu baogao*, 1932, pp. 91-93, 96-98.

17. [c] *Shanghai shi tongji*, 1933, chap. « gongwu », p. 5 ; [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, p. 98 ; [c] *Shanghai tebie shi shizheng tongji gaiyao*, 1927, 1928, p. 241.

18. *SB*, 3 mai 1929, p. 14 :2 ; 31 juil. 1929, p. 15 :2 ; 15 août 1929, p. 13 :5 ; 18 août 1929, p. 13 :4 ; 20 août 1929, p. 13 :6 ; 31 août 1929, p. 13 :4

mais il aboutit à un partage égal des frais¹⁹. Les travaux seront achevés deux années plus tard.

La situation parmi les compagnies d'électricité est plus complexe. Il y en a huit, réparties sur tout le territoire municipal, dont trois grandes et cinq petites, et presque toutes produisent chacune un peu d'électricité²⁰. Le bureau des Utilités publiques s'est donné pour tâche de rationaliser le réseau en limitant la production d'électricité aux deux plus grandes compagnies (celles de Zhabei et de la Cité), tout en améliorant leur capacité de production par une modernisation des équipements. Les autres compagnies serviront uniquement de relais²¹. Enfin, le bureau souhaite unifier le réseau de toute la ville. En 1928, la compagnie située à Zhabei doit acheter une centrale de 20 000 kW/h afin de produire elle-même de l'électricité. Les travaux sont achevés en 1930. Les installations de la compagnie de la Cité sont aussi modernisées par l'achat de trois turbines supplémentaires. Les petites compagnies commencent alors à acheter de l'électricité aux deux plus grandes : en 1928, la centrale de Pengpu est reliée à celle de Zhabei, suivie de celle de Xianghua et de Pudong. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que toute la zone chinoise soit reliée en un seul réseau. En janvier 1934, le bureau des Utilités publiques peut annoncer que son projet a été mené à bien²².

Ce panorama des réalisations du gouvernement municipal dans le domaine de la gestion quotidienne de la ville montre qu'il était possible pour une administration chinoise de gouverner Shanghai. C'est le but que s'étaient fixé les dirigeants municipaux en 1927 pour démentir concrètement les affirmations contraires des autorités des Concessions et du corps consulaire de Shanghai. La réussite de l'administration chinoise dans le domaine des travaux publics se compare favorablement avec celle des Concessions, surtout si l'on considère la durée très courte qui lui a été allouée. Il faut aussi souligner que ces travaux ont été menés à bien par les bureaux où directeurs et personnel ont joui d'une grande stabilité. La politique adoptée a pu être cohérente et suivie. Notons enfin que dans ce

19. SB, 18 janv. 1934, p. 11 :1 ; 24 janv. 1934, p. 11 :1.

20. [c] *Shanghai tebie shi gongyongju yi lan*, 1928, p. 38.

21. *Ibid.*, p. 96 ; [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, pp. 99-100.

22. SB, 10 janv. 1934, p. 12 :2-3 ; [b] *The China Yearbook*, 1935, p. 293.

domaine, le gouvernement municipal a cherché à remédier à ses propres faiblesses, le plus souvent avec succès, en jouant de son autorité pour améliorer le fonctionnement des entreprises privées d'intérêt public, et par conséquent les conditions de vie des habitants. Le résultat obtenu à l'issue de la décennie écoulée, compte tenu des moyens limités de l'administration municipale, n'est nullement négligeable.

Le projet du Grand Shanghai

L'aménagement de l'espace urbain par le gouvernement municipal de Shanghai ne s'est pas limité à une amélioration des conditions qu'il a trouvées lors de sa fondation. Il a aussi élaboré un plan de développement qui, s'il avait pu être mené à son terme, aurait radicalement transformé la physionomie de la ville. L'idée centrale des responsables municipaux était de construire une grande métropole moderne, à la fois dans sa structure et dans son fonctionnement, en vue d'en faire le grand port de l'Orient. Le projet du Grand Shanghai (*Da Shanghai jihua*), ainsi qu'il a été baptisé, procède de deux sources d'inspiration parallèles et complémentaires. L'une a pour origine un plan imaginé par Sun Yat-sen dans *Stratégie de la construction nationale* (*Jianguo fanglüe*) ; l'autre relève essentiellement d'une analyse de la situation locale par les dirigeants municipaux.

En 1925, était publié un ouvrage de Sun Yat-sen dans lequel celui-ci définissait plusieurs objectifs pour bâtir la Chine nouvelle, ainsi que les moyens de les réaliser. L'une des parties de ce livre, intitulée « Construction matérielle » (*wuzhi jianshe*), comportait un double projet. Le premier prévoyait la construction d'un grand port de l'Orient (*Dongfang dagang*) dans la baie de Hangzhou (*Hangzhou wan*) sur la côte du Zhejiang, au sud de Shanghai. Sun notait dans son projet initial qu'il préférerait délibérément à Shanghai un site d'eau profonde, sans risque d'enlèvement. Or d'après Sun et les experts qu'il avait consultés, le port de Shanghai était précisément menacé de mort prochaine en raison de l'alluvionnement considérable dû au Huangpu et au Yangzi. Conscient toutefois des difficultés de réaliser *ex nihilo* ce grand port de l'Orient, Sun n'avait pas totalement exclu Shanghai. Son second projet était de percer un canal d'une longueur de 45 km à travers Pudong, le long duquel

seraient construits des quais en eau profonde protégés du courant. Dans aucun des cas, Sun n'envisageait de solution facile, voire praticable²³.

Les dirigeants municipaux n'ont retenu des propositions de Sun que l'idée de faire de Shanghai le grand port commercial de l'Orient, oubliant volontairement qu'il n'avait envisagé cette possibilité qu'en seconde hypothèse. En fait, Sun avait été guidé par des considérations éminemment politiques : en choisissant un site entièrement nouveau, il voulait mettre fin à la domination des étrangers solidement implantés à Shanghai, et dont l'espoir était, selon Sun, de faire de la ville leur grand port de l'Orient. C'est une dimension qui ne sera pas absente du plan élaboré par le gouvernement municipal, mais il faut bien dire que les responsables de la municipalité ont cherché avant tout à légitimer par la référence à Sun Yat-sen un projet issu de considérations plus pragmatiques.

Dès leur prise de fonctions, les responsables municipaux vont s'attacher à analyser le développement possible de Shanghai, compte tenu des circonstances (l'existence des Concessions) qui risquaient de prévaloir pendant un certain temps encore. Leurs conclusions peuvent être résumées en cinq points : le réseau des rues n'est plus adapté au trafic croissant des véhicules et difficile à transformer ; la ville, dans sa conception présente, ne peut absorber le flot de population qui vient s'y entasser ; les équipements portuaires sont obsolètes et incapables de répondre à l'accroissement du trafic maritime et fluvial ; il n'y a pas de liaison directe entre les installations portuaires et le réseau ferré (en outre la gare du Nord est située à Zhabei, à la limite des Concessions auxquelles elle profite le plus, tout en entravant l'essor du quartier chinois) ; l'existence de trois administrations municipales autonomes ne permet pas d'appliquer un plan de développement unifié et harmonieux de la ville²⁴.

De ces observations, les autorités municipales ont tiré la conclusion que des aménagements dans le cadre de ce qui existait ne pourraient résoudre que les problèmes à très court terme. Sur le long terme, la solution ne pouvait être que dans un développement excentré, en dehors de la ville. Seule une telle solution pourrait

23. [c] SUN Zhongshan (Sun Yat-sen), 1925, pp. 153-160.

24. [c] SHA Zengshao, 1977, p. 48 416 ; [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1672.

offrir un remède définitif aux maux cités plus haut. L'ambition avouée du gouvernement municipal comporte donc un double volet : recréer la ville à l'extérieur, sur une base susceptible d'extensions successives (remède aux maux 1, 2 et 5), et bâtir un gigantesque port commercial adapté aux conditions d'un trafic interne et externe accru (remède aux maux 3 et 4). Je vais dans un premier temps présenter les lignes principales du projet, puis étudier sa mise en œuvre par les autorités locales²⁵.

Le projet municipal

L'idée première du plan est de construire un nouveau centre, baptisé Centre civique (*shi zhongxin*), regroupant toutes les activités essentielles. Il est convenu de l'établir à Jiangwan, zone plane, peu peuplée, où il n'y aura presque rien à démolir et où les terrains pourront être achetés à très bas prix. De plus, ce site se trouve à égale distance de Wusong, le futur port commercial, et de la ville de Shanghai même. Le Centre civique est divisé en plusieurs zones à vocations différentes : administrative (*xingzhengqu*), commerciale (*shangyequ*), industrielle (*gongyequ*) et résidentielle (*zhuzhaiqu*)²⁶. Les zones administratives et résidentielles doivent faire partie d'un même ensemble, tandis que la zone commerciale et la zone industrielle seront plus éloignées pour éviter des nuisances aux habitants du centre.

La zone urbaine existante (la Cité et les Concessions) est incluse dans le plan, mais sa fonction doit être strictement réduite à celle de zone commerciale. Toute la production industrielle doit être concentrée dans les zones appropriées, et la masse du trafic fluvial et maritime devra se déplacer vers les quais de Hongjiang et le port commercial de Wusong. Si l'on fait abstraction des considérations pratiques qui ont amené le gouvernement municipal à élaborer ce projet, l'espoir de pousser les étrangers à renoncer à leur intention de se maintenir indéfiniment en étouffant progressivement l'ancien Shanghai, en particulier les Concessions, apparaît en filigrane.

25. On peut trouver le texte officiel du Plan du Grand Shanghai (*Shanghai shi shi zhongxin quyuan jibua shu*) dans diverses sources. L'un des plus complets se trouve dans [c] SHEN Baijing, 1933, p. 363.

26. [c] SHA Zengshao, 1977, p. 48 527.

Encore fallait-il trouver les moyens de financer ce projet ambitieux, voire disproportionné, dont la première tranche exigeait à elle seule 50 millions de yuan, dont 20 millions pour acheter les terrains nécessaires (27 000 mu)²⁷. Signalons néanmoins que le plan de développement de l'actuelle municipalité de Shanghai est autrement démesuré et, s'il était mis en œuvre, transformerait fondamentalement la structure de la ville.

Le plan du Grand Shanghai, quoique encore très imprécis, est lancé par Huang Fu lors de son bref passage à la tête de la municipalité. Son départ après un mois et demi de présence n'a pas permis au projet de dépasser le stade de la simple formulation. Sous Zhang Dingfan, l'idée est reprise, *mezza voce*, mais en dépit de quelques velléités, rien de concret ne se matérialise²⁸. Aux prises avec les graves difficultés financières que nous avons vues, la municipalité ne peut mettre en œuvre un projet exigeant des investissements aussi énormes. D'ailleurs, Zhang Dingfan ne parvient pas à obtenir le moindre soutien financier de la part de la bourgeoisie locale. Ce n'est que deux ans après sa fondation que le gouvernement municipal peut s'engager sérieusement dans la formulation et l'exécution d'un projet concret²⁹. Zhang Qun, qui se trouve à la mairie, entend mener Shanghai vers un nouveau développement.

En juillet 1929, le conseil administratif choisit Jiangwan comme site du futur Grand Shanghai; le mois suivant, deux commissions aux fonctions complémentaires sont établies. Il y a d'une part la commission de discussion de la planification urbaine (*Shanghai shi jianshe weiyuanhui*), sorte d'organe consultatif qui permet d'associer certains notables locaux à la politique municipale (cf. *supra*, chap. 6); et d'autre part la commission de construction du Centre civique (*Shanghai shi zhongxin quyu jianshe weiyuanhui*), chargée de mettre à exécution les décisions du gouvernement municipal³⁰. Cette dernière ne comprend que des membres de l'administration locale, responsables de l'étude des projets qui leur sont soumis, de leur faisabilité et du style architectural des bâtiments.

27. [c] SHEN Baijing, 1933, pp. 372-373, 379.

28. [c] SHEN Yiyun, 1980, p. 317; *SB*, 29 oct. 1927, p. 12 :2; 20 nov. 1927, p. 13 :3.

29. *SB*, 16 juil. 1929, p. 10 :3.

30. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. v, p. 11; *SB*, 15 mai 1929, p. 14 :4; 2 juil. 1929, p. 13 :4; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. F/52; [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1673.

La commission ouvre, aux architectes et urbanistes chinois, un concours assorti d'un prix de 7000 yuan³¹. Pendant plus d'une année, elle compare les différentes propositions reçues, avant de présenter en décembre 1930 un plan complet et un programme détaillé de réalisation (1930-1934)³². C'est un jeune architecte chinois formé aux États-Unis, Dong Dayou, qui a emporté la faveur de la commission, auprès de laquelle il est nommé conseiller spécial. Le projet est par ailleurs soumis à l'examen d'urbanistes américains et allemands, de passage au retour d'une conférence au Japon et qui resteront par la suite les conseillers techniques du gouvernement municipal³³.

En 1929, lorsque les autorités rendent publique la localisation du futur Centre civique à Jiangwan, les transactions sont suspendues afin d'éviter toute spéculation sur la valeur des terrains qui doivent être acquis au prix courant. Les autorités entendent user de leur droit de préemption afin d'acheter une surface plus importante que l'emplacement du futur Centre civique, l'excédent devant être revendu par parcelles un peu plus tard, une fois réalisés les premiers aménagements, à un prix supérieur qui permettra de financer les autres travaux d'infrastructure. Cette méthode avait été recommandée dès 1927 par Dong Xiuja, juriste chinois spécialiste d'administration municipale et conseiller du gouvernement, afin d'assurer une base financière solide à la nouvelle administration tout en contrôlant la spéculation foncière. Toutefois, les difficultés financières des premières années n'ont pas permis au gouvernement municipal de s'engager dans une telle politique d'achat³⁴.

Le projet initial prévoyait l'acquisition de 27 000 mu de terrain, pour une valeur de 20 millions de yuan. L'emprunt municipal n'ayant dégagé que 500 000 yuan, les autorités locales se voient contraintes de modérer leurs ambitions. Le bureau des Terrains a classé la zone concernée en trois catégories, dont les prix varient de 200 à 800 yuan par mu. Les terrains sont achetés en novembre 1929, ou plutôt saisis d'office par le gouvernement municipal qui n'a pas encore réussi à faire couvrir son emprunt et qui n'a donc pas les

31. *SB*, 7 juil. 1928, p. 5 :1-6.

32. *SB*, 14 déc. 1929, p. 13 :1; *CWR*, 9 mai 1931, p. 363; [b] SHA Zengshao, 1977, p. 48 440.

33. [b] *The China Yearbook, 1933*, p. 674; *CWR*, 22 déc. 1928, p. 159; 9 mai 1931, p. 393.

34. [c] SHEN Baijing, 1933, p. 373; [c] DONG Xiuja, 1927; *SB*, 30 juil. 1927, p. 12 :1.

moyens d'indemniser les propriétaires. Ces derniers, s'ils ont été dédommagés, ne l'ont été que beaucoup plus tard³⁵. La surface effectivement acquise varie d'une source à l'autre, 3700 mu d'après certaines sources, 5420 mu selon d'autres. On ne peut manquer de noter que, dans un cas comme dans l'autre, la valeur des terrains « achetés » dépasse largement le montant des crédits prévus à cet effet, même en calculant au prix le plus bas (200 yuan/mu)³⁶.

Le 21 juillet 1931, les autorités mettent en vente un premier lot de 772 mu, divisé en parcelles d'une valeur de 2000 yuan et 2500 yuan selon leur emplacement. Sur 45 parcelles, plus de 30 sont achetées par la Banque de Chine (*Zhongguo yinhang*) et par la Banque de Shanghai (*Shanghai yinhang*). Une seconde vente a lieu le 17 décembre 1933, mais elle n'obtient qu'un succès relatif puisque 180 des 575 mu mis en vente ne trouvent pas acquéreur. La raison de ce manque d'intérêt s'explique par la décision des autorités d'empêcher l'achat de plus de 4 mu par une même personne ou société, afin d'éviter un phénomène d'appropriation par les groupes bancaires. Les employés municipaux acquièrent au total 162 mu de terrain. Une troisième vente est organisée en octobre 1934³⁷.

De ces adjudications successives, le gouvernement municipal devait tirer un bénéfice suffisant pour financer les premiers travaux de construction du Centre civique. Toutefois, la difficulté majeure des autorités a été de percevoir l'argent des ventes. Les individus qui se sont engagés ne se précipitent pas pour acquitter le montant de leur souscription, attendant sans doute que l'administration exécute les premiers travaux. Le bureau des Finances les invite à plusieurs reprises à se présenter à ses guichets, avant d'en venir à des mesures plus contraignantes. Il menace de suspendre la validité des titres provisoires remis aux acquéreurs lors de la vente si l'argent n'est pas versé dans un certain délai. Les terrains seront confisqués et revendus. Malgré tout, en 1933, le gouvernement municipal en est toujours à demander aux acheteurs de verser leur dû³⁸.

35. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VIII, pp. 10-11 ; [c] ZHANG Hui, 1933, pp. 752-753 ; *CWR*, 30 mars 1930, p. 166.

36. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, p. A/3 ; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, chap. VIII, p. 7.

37. [c] ZHANG Hui, 1933, p. 751 ; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VIII, p. 12 ; *SB*, 2 juin 1934, p. 10-6-7.

38. *SB*, 25 juin 1932, p. 15 :2 ; 16 janv. 1933, p. 10 :3 ; 6 janv. 1934, p. 11 :5.

En dépit de ces retards financiers, les responsables municipaux tiennent leurs promesses et donnent l'ordre d'entreprendre les premiers travaux. Le bureau des Travaux publics, dont le directeur préside la commission de construction, commence à percer les routes et à poser les canalisations d'eau. A la fin de 1930, une réunion extraordinaire du conseil administratif constate que la première tranche de travaux prévus est entièrement réalisée : les grandes avenues sont construites, ainsi qu'un certain nombre de rues secondaires. Toutefois, elles sont moitié moins larges que prévu par souci de réduire les coûts³⁹. Pour passer à la phase active de construction du nouveau centre, il faut de nouveaux crédits. Les moyens financiers ne suivant pas, les travaux traînent jusqu'à l'été 1931, qui amorce une période peu favorable aux problèmes d'aménagement urbain. Le boycottage antijaponais de l'automne, avec le cortège de tensions et d'incidents qu'il suscite, polarise l'attention du gouvernement municipal. Enfin, l'attaque japonaise vient ruiner définitivement les plans d'aménagement du Centre civique. Les combats font rage dans la zone où les autorités chinoises ont choisi de l'implanter (Jiangwan, Wusong).

Lorsque Wu Tiecheng prend la direction de la municipalité, il manifeste sa volonté de mener à bien le dessein du Grand Shanghai, ce qui implique autant réhabilitation des zones dévastées que poursuite du projet⁴⁰. Bien que destiné exclusivement à la restauration des zones sinistrées, l'emprunt de reconstruction constitue un apport d'argent qui permet de relancer les travaux. Wu décide de consacrer une partie de ces sommes à la construction de l'hôtel de ville, ce qui suscite immédiatement un mouvement de protestation parmi les conseillers municipaux qui voient là un détournement de fonds. L'affaire est assez sérieuse pour que le maire leur envoie une lettre d'explication dans laquelle il indique que les clauses de l'accord signé entre le gouvernement municipal et le groupe bancaire britannique autorisent l'emploi des fonds de l'emprunt pour restaurer et développer la ville : il est légitime de prélever une somme pour financer la construction de l'hôtel de ville⁴¹. Ce différend indique que tout en étant proches de l'administration municipale,

39. [c] SHA Zengshao, 1977, p. 48-441.

40. *SB*, 8 janv. 1932, p. 13 :2.

41. *SB*, 13 oct. 1933, p. 13 :1 ; 21 oct. 1933, p. 12 :2.

les personnages nommés au conseil municipal restent vigilants et sensibles à tout ce qui relève des affaires financières de la municipalité⁴².

Après cette relance, les travaux d'aménagement du Centre civique progressent d'un pas plus régulier. Plus de 2000 ouvriers sont à pied d'œuvre, et en octobre 1933, l'hôtel de ville est inauguré officiellement en présence de tous les notables chinois et étrangers de Shanghai. Ce ne sont pas moins de 800 voitures qui se lancent sur les nouvelles avenues pour amener toutes les personnalités invitées à la cérémonie. L'événement est célébré comme le premier pas vers la réalisation concrète du Centre civique⁴³. Les services municipaux (Affaires sociales, Terrains, Hygiène, Éducation, Travaux publics) emménagent en décembre dans leurs nouveaux locaux, de chaque côté de l'hôtel de ville. Li Dachao, premier secrétaire du cabinet de Wu Tiecheng, a organisé le transfert sans interrompre le travail des services concernés⁴⁴. Seuls restent temporairement dans leurs locaux de la Cité, le bureau des Finances et celui des Utilités publiques, ainsi que le quartier général de la police.

En 1934, le troisième emprunt municipal permet de faire un bond en avant sur la voie de l'exécution du projet du Grand Shanghai. Les premières pierres de la bibliothèque et du musée sont posées simultanément le 1^{er} décembre 1934, et les travaux achevés respectivement en mai 1936 et en janvier 1937⁴⁵. Au cours de la même année, le gouvernement municipal entreprend la construction du stade municipal, à laquelle travaillent quelque 1500 ouvriers. Il est à peine fini (août 1935), qu'il abrite la sixième rencontre nationale d'athlétisme (*diliu jie quanguo yundong dabui*) en octobre 1935. Le gymnase et la piscine sont aussi terminés à la même époque (juillet 1935), concluant ainsi la réalisation du complexe sportif prévu⁴⁶. La fréquentation croissante de ces installations au cours des années suivantes constitue la preuve qu'elles répondaient bien à un besoin

42. *SB*, 10 oct. 1933, p. 13 :1; 21 oct. 1933, p. 12 :2.

43. *CWR*, 26 nov. 1932, p. 562; 14 oct. 1933, p. 300; *SB*, 12 oct. 1933, pp. 13 :1-6, 14 :1-4.

44. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. A/3; *SB*, 3 sept. 1933, p. 12 :6; 12 sept. 1933, p. 12 :1; 24 oct. 1933, p. 9 :5; 2 déc. 1933, p. 13 :4; 27 déc. 1933, p. 9 :1-2; 25 déc. 1933, p. 8 :5-6.

45. [b] *The China Yearbook*, 1935, p. 292; [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, p. 106.

46. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, pp. A/4, B/11-12; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. T/118; DAYU Doon, « The Greater Shanghai Sports Center », *PT*, IX (2), 16 oct. 1935, pp. 135-143.

réel de la population⁴⁷. Dans le domaine de la santé, le gouvernement municipal a tenu ses engagements, avec la construction d'un grand hôpital municipal et d'un laboratoire de recherche en pathologie⁴⁸.

Si le port commercial de Wusong n'a jamais dépassé le stade du projet, les quais de Hongjiang ont bien vu le jour. Les autorités sollicitent d'abord les milieux commerciaux et financiers de Shanghai en qualité d'investisseurs, faute de disposer des moyens nécessaires au financement simultané de tous ces travaux. Mais elles ne réussissent pas à convaincre les marchands chinois. En avril 1934, c'est la Banque centrale, sollicitée, qui accepte de reprendre l'idée à son compte, en accord avec le plan de développement de la municipalité. Bien que cet accord soit signé en février 1935, les travaux ne commencent qu'en juin 1936. La première tranche est achevée un an plus tard, à la veille du conflit sino-japonais qui engloutira Shanghai une nouvelle fois⁴⁹.

C'est dans la création d'une nouvelle zone résidentielle que l'administration a connu l'échec le plus cuisant, en dépit de multiples efforts et incitations. En janvier 1935, un grand marché est installé, suivi d'un grand magasin. Un groupe scolaire est aussi réalisé. Les autorités invitent les banques à construire des maisons sur les parcelles qu'elles ont achetées. Certaines commencent d'ailleurs à bâtir de petits lotissements. L'un des plus grands est établi sur un domaine de 50 mu et comprend 58 maisons. La Société de crédit Xingye en construit une trentaine, à des prix variables, qui sont rapidement occupées. Quant aux personnes privées, pour les inciter à construire, le gouvernement municipal adopte un règlement leur faisant obligation de bâtir dans un délai d'un an sous peine d'être pénalisées ou privées de leurs terrains⁵⁰.

Malgré ces mesures d'incitation, l'implantation de la population ne s'est pas faite. Il y a beaucoup de locaux commerciaux, mais peu

47. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. T/118, T/129.

48. *CWR*, 10 avr. 1937, p. 236; [b] *The Chinese Yearbook*, 1935-1936, II, p. 1677.

49. *SB*, 13 janv. 1934, p. 10 :6-7; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1935, p. A/1; *ibid.*, ...1937, p. A/21-22; *PT*, XIV (2), 16 juil. 1936, pp. 115-128; « Better Port Facilities in Shanghai », *PT*, XVII (4), 16 mai 1937, p. 332.

50. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1935, p. A/7; *CWR*, 16 juin 1934, p. 106; [c] CHEN Yanlin, 1933, pp. 46-47; [c] SHA Zengshao, 1977, p. 48 595; *SB*, 6 janv. 1934, p. 11 :5; 28 févr. 1934, p. 15 :6.

de commerçants. Les employés municipaux, qui se sont transportés en partie dans le nouveau centre, ne suffirent pas à l'animer. Les habitants craignent en effet une possible opération de l'armée japonaise, dont les baraquements, véritable forteresse, dominant Bei Sichuanlu, en pleine zone chinoise⁵¹. En cas de conflit, les résidents du Centre civique seraient pris au piège, sans aucune possibilité de rejoindre le havre des Concessions. Enfin, il nous semble qu'une raison plus évidente encore — le besoin de gagner leur vie — ne pouvait que dissuader les habitants à s'éloigner des Concessions et de la zone chinoise qui, malgré les efforts du gouvernement municipal, demeurent le foyer de toutes les activités économiques. Cet état de fait, auquel s'ajoutait le problème des transports, ne pouvait changer radicalement en quelques années. Enfin, le modèle de cité pavillonnaire envisagé par les responsables municipaux ne laissait aucun choix à la plus grande partie de la population, trop démunie pour pouvoir acquérir une des jolies maisons du Centre civique.

Le plan de développement urbain adopté par le gouvernement municipal était-il pour autant voué à l'échec? La nouvelle administration avait une volonté novatrice. Certes, le modèle retenu s'inspirait largement des villes américaines — rues à angle droit, blocs réguliers d'habitations individuelles — mais il était teinté d'une conception utilitariste de la cité. Était-il le reflet de nouvelles tendances parmi les secteurs modernistes de la société urbaine chinoise? Un rêve de nouvelles classes moyennes? Des plans semblables ont été élaborés dans d'autres villes de Chine à la même époque, mais il apparaît que seule Shanghai ait avancé aussi loin dans la voie de l'accomplissement de son projet⁵². Il n'en reste pas moins qu'une impression d'inachevé subsiste, comme si le temps avait manqué pour permettre à ce dessein grandiose de prendre véritablement forme. Avec la guerre sino-japonaise, en particulier la longue bataille de Shanghai, de nombreux bâtiments construits au cours de la période ont été rasés⁵³.

51. *CWR*, 16 sept. 1933, p. 95; 16 juin 1934, p. 106; 28 déc. 1935, p. 141; 25 août 1936, p. 516; 3 oct. 1936, pp. 155-56; *SB*, 22 août 1932, p. 13 :6; 30 août 1932, p. 13 :1; 2 sept. 1932, p. 13 :1.

52. *CWR*, 1 mars 1930, pp. 16-25; 20 déc. 1930, pp. 90-92; 12 juin 1937, pp. 56-56; [b] E. LEE Bing-shuey, 1936; [a] *Fuxing yuekan*, IV (2), oct. 1935, p. 1-16.

53. [c] SHEN Yi, 1970, p. 85.

Après la guerre, les responsables municipaux abandonneront complètement l'idée du Grand Shanghai que la guerre civile et l'inflation galopante ne leur auraient pas permis de réaliser. En 1949, les dirigeants de la Chine populaire s'orienteront vers une stratégie de développement radicalement différente, donnant la priorité à la création de villes moyennes. A Shanghai, ils s'efforceront de faire décroître la population en la transférant dans des villes satellites situées sur le pourtour de la grande métropole. L'implantation concomitante d'industries dans ces villes permettra de ne pas commettre l'erreur majeure du plan volontariste, mais inadéquat, conçu par le gouvernement municipal en 1930⁵⁴.

Dans d'autres villes de Chine populaire, on peut cependant observer une conception fonctionnelle de l'aménagement urbain, avec des zones à vocation déterminée (Daqing, Jinan), qui est fort semblable aux projets de développement de la période républicaine. Un historien des villes chinoises en attribue l'origine à l'influence soviétique du début des années cinquante. A mon sens, il n'est pas sûr qu'il ne faille pas remonter bien au-delà⁵⁵. Dans cette perspective, Shanghai aurait ouvert la voie à un modèle qui, dans un contexte favorable, aurait pu se révéler plus fécond.

Au seuil du XXI^e siècle, et après quarante années de désintérêt quasi complet pour l'entretien et le développement de la ville, les autorités actuelles ont adopté un schéma directeur qui vise à intégrer plus étroitement les différentes parties du territoire municipal et à faciliter les communications. En réalité, ce projet revient à plaquer, sans réflexion approfondie sur la structure et les fonctions de la ville, des éléments disparates, quoique « modernes » — larges boulevards sur piliers, franchissements du Huangpu, ponts à hélice, tunnel sous le Bund — qui risquent fort d'aboutir à une destruction du patrimoine existant sans répondre aux besoins de la modernisation.

54. T. LYNN WHITE III, « Shanghai-Suburb Relations, 1949-1966 », et FUNG Ka-iu, « The Spatial Development of Shanghai », in [b] C. HOWE, ed., 1981, IV^e partie : « The Suburban Transformation », pp. 241-300.

55. [b] D. BUCK, 1975-1976; cf. aussi [b] H. SCHENK, 1972, pp. 34-41.

*Les nouveaux champs de la modernité**I. L'action éducative*

L'éducation devait être l'un des chevaux de bataille du régime nationaliste, tout comme il l'avait été chez les réformateurs chinois depuis la fin de l'empire. Il fallait éduquer les masses et faire de la jeunesse chinoise des citoyens modèles. Dans cette perspective, l'école pouvait être un médium privilégié, capable d'inculquer de nouvelles habitudes, de créer une conscience politique et patriotique, et de faire surgir un « peuple nouveau » (*xinmin*).

Le projet éducatif municipal

Le projet de l'administration municipale n'est pas en deçà de ces ambitions. Il se veut même exemplaire. Pourtant, le gouvernement devra rapidement revoir ses prévisions, du fait de grandes difficultés, financières et politiques notamment. Les premières se déduisent facilement de ce qui a été dit dans les chapitres précédents et seront évoquées plus loin. Les secondes proviennent de l'ambiguïté existant dans ce domaine, la compétence en matière d'éducation relevant de l'administration municipale, mais aussi du Guomindang.

Querelles de pouvoirs, querelles de juridiction

Au sein de la branche shanghaienne du conseil politique, en 1927, les membres de l'appareil local du parti n'occupent que des postes secondaires (sauf Pan Gongzhan), mais ils ont obtenu le contrôle des questions éducatives¹. A la fois parce que la plupart d'entre eux

1. Cf. *supra*, chap. 3 ; *SB*, 8 avr. 1929, p. 10 :2.

sont des enseignants et parce qu'ils sont particulièrement au fait des conditions locales, les responsables du GMD peuvent légitimement espérer une place dans l'administration municipale, de préférence dans le domaine éducatif. Pourtant, lorsque celle-ci est mise sur pied en juillet 1927, la priorité est donnée à de vieux militants du GMD, voire de la Ligue jurée. C'est donc la vieille garde qui prend les postes de commande, avec la volonté de résoudre les problèmes dans une perspective plus administrative que politique, ce qui entraîne une double frustration chez les jeunes loups du parti, laissés à l'écart. Cette ambiguïté va caractériser les relations du bureau de l'Éducation avec la section locale du GMD.

Dès son entrée en fonction, le premier directeur de l'Éducation, Zhu Jingnong, élabore un programme de développement de l'éducation à Shanghai. S'il n'est pas nécessaire d'entrer dans le détail de ces dispositions, il convient d'en présenter les grands axes pour évaluer ce qui a été réellement accompli. La scolarisation des enfants, faible à l'époque, devra faire l'objet d'un recensement systématique, à la suite duquel des mesures permettront, en six ans, à tous les enfants de la municipalité (Concessions exclues) de recevoir un enseignement primaire. Par ailleurs, dix-huit lycées et une université seront créés par le gouvernement municipal. Les écoles privées devront être enregistrées auprès du bureau de l'Éducation et leurs programmes modifiés en application des règles définies par le ministère. Même les écoles publiques fondées par les autorités des Concessions devront passer sous le contrôle de l'administration chinoise.

Un important travail statistique sera entrepris à partir duquel, la connaissance scientifique de la réalité aidant, il sera possible d'apporter un remède à tous les maux. Les enseignants seront contrôlés sur leurs compétences et leur qualification deviendra le seul critère de recrutement. Leur traitement (salaires et autres avantages) sera redéfini et revalorisé. Enfin, le bureau développera l'éducation parmi les couches de la population engagées dans la vie active et désireuses de recevoir une formation complémentaire. Comme dans d'autres domaines cependant, la générosité du dessein ne résolvait en rien l'épineux et habituel problème du financement. Zhu reconnaît volontiers du reste qu'il faut avoir conscience de ce point noir. Néanmoins, il promet de chercher de nouvelles sources de revenu, d'assurer l'indépendance des crédits pour l'éducation et de

rendre publics les comptes du bureau². Aucune allusion n'est faite, sinon de façon accessoire à propos de l'éducation populaire, à une collaboration précise avec le GMD, encore moins à un droit de regard du parti.

Le travail de réorganisation du système éducatif local se heurte en premier lieu à l'éclatement des juridictions administratives. En juillet 1927, le gouvernement municipal ne reprend en fait que les écoles entretenues auparavant par les organes d'autonomie locale à Zhabei et dans la Cité (38 établissements). En décembre, les écoles de Pudong, fondées par l'ancienne administration locale, passent aussi sous sa tutelle. Toutefois, la plus grande partie des établissements continue de relever de l'administration provinciale (gouvernements de *xian*). La dispute sur les domaines de compétence respectifs qui oppose les deux gouvernements (cf. *supra*, chap. 2) a pour résultat de bloquer les transferts à tous les niveaux. Ce n'est donc qu'un an plus tard, le 15 juillet 1928, que les quelque 160 écoles dépendant des autorités de *xian* reviennent au bureau de l'Éducation³.

Plusieurs établissements continuent cependant de relever soit de l'administration centrale (écoles de certains ministères), dont le gouvernement municipal ne conteste pas l'autorité, soit de l'administration provinciale, qui refuse de les abandonner. Sous la direction du dynamique Chen Dezheng, qui a décidé d'unifier entièrement le système scolaire de la ville, le bureau de l'Éducation livre une vive bataille aux autorités provinciales et appelle le gouvernement municipal, le ministère de l'Éducation et le Yuan exécutif à la rescousse⁴. Chen Dezheng, qui, comme nous le verrons, anime en outre un vigoureux mouvement en faveur de la souveraineté chinoise en matière d'éducation dans les Concessions, sera arrêté avant d'avoir vu aboutir son projet. Les directeurs qui lui succèdent adoptent une attitude plus modérée et acceptent même que l'administration provinciale continue de financer un lycée à Shanghai, puisque c'est une

2. KING Chu [ZHU Jingnong], «Reorganizing Shanghai's Educational System», *CWR*, 10 sept. 1927, pp. 46-51.

3. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VI, p. 1; *SB*, 15 juil. 1928, p. 12 :4; 17 juil. 1928, p. 11 :5.

4. *SB*, 17 juil. 1928, p. 11 :4; 7 mars 1930, p. 10 :7; 8 sept. 1930, p. 10 :6.

Tableau 10. Évolution des établissements d'enseignement municipaux

Établissement	Année											
	1927-28	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32	1932-33	1933-34	1934-35	1935-36			
Écoles maternelles												
Établissements	2	8	9	12	13	15	16	17	17			
Effectifs	-	310	250	601	639	907	996	1 198	1 177			
Enseignants	2	8	10	24	31	33	40	-	-			
Écoles primaires												
Établissements	47 (37)	179	179	184	186	200	203	206	296			
Effectifs	14 180	29 760 (31 391)	30 519 (30 291)	31 539	32 760	38 340	42 025 (42 083)	47 303	56 936			
Enseignants	425 (423)	960	1 035 (1 027)	1 066	1 147	1 170	1 369 (1 244)	1 428	1 654			
Lycées												
Établissements	-	3	3	4	4	5	5	5	5			
Effectifs	-	-	836	-	-	1 166 (1 557)	1 386	1 711	1 639			
Enseignants	-	87	131	130	137	142 (151)	135	-	-			

Sources : [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, p. L/2; *ibid.*, ...1937, p. L/3; [c] *Shanghai shi di erci buchong caifiao*, 1936, pp. 109-111; [c] LUO Zhuru, 1932, tabl. 75/76/78, pp. 41-42; [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji*, 1934, pp. 14-16; [c] *Shanghai tebie shizheng tongji gaitiao*, 1927, pp. 157-159.

charge de moins pour le gouvernement municipal. Le pragmatisme l'a emporté sur les principes⁵.

Les établissements scolaires municipaux

Le gouvernement municipal hérite des organes d'autonomie locale et de l'administration provinciale un grand nombre d'écoles qui en 1928-1929 se répartissent comme suit : 9 maternelles, 179 écoles primaires et 3 lycées. Nous avons noté aussi que le bureau de l'Éducation ambitionne de scolariser tous les enfants résidant dans sa zone. En fait, une appréciation objective de la réalité lui manque, le premier recensement de la population d'âge scolaire de Shanghai n'ayant été réalisé qu'en 1929⁶. Il révèle la présence de 113 019 enfants scolarisés, dont 74 150 dans la zone chinoise. À cette époque, les écoles municipales accueillent 30 769 élèves, soit 43 % des enfants scolarisés dans son territoire. Les écoles privées sont donc nettement majoritaires par le nombre d'élèves. De la date du recensement à 1935-1936, dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles, le nombre des écoles maternelles passe à 17, celui des primaires à 294. Parmi ces dernières, 16 établissements à cycle court (*duanqi xiaoxue*) sont fondés dans les zones rurales afin d'y remédier à la sous-scolarisation tout en adaptant ces établissements aux conditions locales, qui imposent notamment de libérer les enfants en période de récolte⁷. Quant aux lycées, deux nouveaux établissements sont venus s'ajouter aux trois précédents : le progrès est extrêmement faible en regard des objectifs de 1927 (cf. tableau 10).

Néanmoins, les établissements primaires connaissent une progression fantastique, en apparence du moins. Il semble en effet que les données de 1935-1936 soient surestimées. L'année précédente ne faisant état que de 206 écoles primaires, un bond assez peu crédible de 88 établissements supplémentaires aurait été accompli en une année. Notre appréciation ne peut donc se fonder sur ce seul critère. Le nombre d'élèves peut constituer une indication plus sûre. En 1935-1936, les effectifs sont de 1177 enfants en maternelle et de

5. *SB*, 28 oct. 1928, p. 11 :1.

6. *SB*, 17 sept. 1929, p. 11 :4.

7. [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji*, 1932-1933, pp. 32-33; [c] *Yijiu sansan nian zhi Shanghai jiaoyu*, 1934, p. A/3.

56 936 en primaire (une autre source donne 58 371). Une progression de 25 000 enfants depuis 1929 est positive si l'on considère que cette tranche d'âge de la population est restée numériquement stable tout au long de la période. Selon ces chiffres, le pourcentage d'enfants scolarisés dans les établissements municipaux s'élève à 53,6 %, soit une gain de 10 %, alors que la population scolaire dans la zone chinoise est passée à plus de 100 000 enfants⁸. Néanmoins, il faut bien constater que le bureau de l'Éducation est loin des objectifs qu'il s'était fixés. Si 59 % des enfants de la zone chinoise sont scolarisés, contre 42 % en 1929-1930, une large partie des enfants restent exclus. Enfin, le gouvernement municipal, malgré quelques améliorations, n'a pas résolu le déséquilibre entre zone rurale et zone urbaine. La Cité et Zhabei regroupent plus de la moitié des élèves des établissements municipaux (alors que 39 % des enfants d'âge scolaire y résident)⁹.

Officiellement, la cause principale de cet état de fait est la pauvreté¹⁰. Cela n'empêche pas le bureau de l'Éducation de continuer à percevoir des droits d'inscription qui, bien que faibles, lui rapportent environ 15 % de son budget. Seul Chen Dezheng en a annoncé la suppression, mais la mesure n'a été appliquée qu'une année¹¹. Zhang Qun reconnaît, dans un entretien avec la presse, que 500 écoles supplémentaires seraient nécessaires pour absorber tous les enfants en âge de recevoir un enseignement primaire. Il déclare en même temps qu'un tel objectif est hors de la portée de son gouvernement en raison de son coût et des autres tâches que doit réaliser l'administration municipale¹². Les propos de Zhang Qun ne font qu'occulter une question importante qui ne pouvait se limiter à la création de 27 écoles seulement entre 1928 et 1935. La répartition équitable dont parle le maire s'est traduite par des allocations au compte-gouttes que seul Chen Dezheng a réussi à faire passer provisoirement à un niveau honorable. L'essentiel des progrès n'en a pas moins été accompli grâce au système scolaire municipal auquel les autorités se sont par ailleurs efforcées d'intégrer

8. [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji, 1932-1933*, p. E/14; [c] *Shanghai tebie shi shizheng tongji gaiyao, 1928*, 1929, p. 128; [c] ZOU Yiren, 1980, tabl. 31, p. 126.

9. [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji, 1932-1933*, p. 40; [c] *Shanghai shi nianjian, 1936*, pp. L/2-3.

10. [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji, 1932-1933*, p. 11.

11. [c] *Shanghai shi jiaoyu yewu baogao, 1931, 1931*, chap. v, p. 7; *SB*, 16 sept. 1929, p. 11 :2.

12. *SB*, 23 juil. 1929, p. 11 :3.

l'enseignement privé, avec des fortunes et des moyens variés selon les années et les responsables en charge de l'éducation.

Les enseignants font l'objet d'une attention particulière, sans doute à leurs dépens. Le bureau de l'Éducation leur fait passer systématiquement des examens de contrôle d'aptitude et, à partir de 1929, introduit des cours d'été obligatoires. Le fort taux de renouvellement du corps enseignant chaque année rend nécessaire l'organisation régulière de cet examen¹³. D'autre part, pour remédier au manque d'enseignants qualifiés, le gouvernement municipal établit en 1929 une école normale pour les instituteurs de maternelle (*youzhiyuan shifan xuexiao*) et en 1930 une autre à l'intention des instituteurs d'écoles rurales (*xiangcun shifan xuexiao*), aux cycles plus courts permettant de former des maîtres plus rapidement. Les instituteurs du secteur privé sont soumis au même régime, bien qu'il soit moins rigoureux¹⁴. Grâce à cet effort, le nombre d'enseignants chinois qualifiés a crû fortement dans les écoles municipales, les diplômés d'écoles normales bénéficiant d'une priorité dans le recrutement¹⁵.

L'innovation majeure est l'introduction de cours politiques, c'est-à-dire sur la doctrine du parti¹⁶. Les enseignants chargés de ces cours sont des membres du GMD et ils doivent avoir subi un examen d'habilitation auprès de la section locale du parti. Chaque année, celle-ci délivre son habilitation à un certain nombre de candidats, mais il semble qu'elle ait des difficultés à les faire accepter. À plusieurs reprises, ces enseignants se plaignent, et le bureau de l'Éducation doit donner des ordres pour contraindre les écoles à les engager. Leur nomination n'est d'ailleurs pas toujours accueillie favorablement par les élèves et elle est parfois la source d'incidents dont la presse se fait régulièrement l'écho¹⁷.

13. *SB*, 15 juin 1929, p. 11 :2.

14. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. vi, p. 2; *SB*, 12 janv. 1929, p. 10 :1; [c] *Shanghai shi nianjian, 1936*, p. L/16-17.

15. La part des diplômés d'écoles normales passe de 49 % des effectifs en 1928-1929 à 67 % en 1932-1933. Les catégories qui s'effondrent sont les enseignants admis sur concours (*jianding*), de 7,4 % à 1,3 %, et ceux classés « autres » (diplômes divers ou sans diplôme), de 19 % à 1,8 %. Cf. [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji, 1932-1933*, pp. 51-53.

16. *SB*, 11 nov. 1927, p. 7 :3.

17. *SB*, 21 juil. 1928, p. 11 :3; 16 sept. 1929, p. 11 :2; 14 nov. 1932, p. 9 :8. Sur ces incidents, cf. *SB*, 12 déc. 1928, p. 12 :8; 18 déc. 1928, p. 12 :2; 20 déc. 1928, p. 12 :3; (second incident) 11 juil. 1929, p. 11 :4; 9 août 1929, p. 12 :3; 22 août 1929, p. 13 :6;

De façon générale, les nominations aux postes d'instituteurs se font sur la base de l'appartenance au GMD. Les jeunes directeurs nommés par le bureau de l'Éducation sont vivement encouragés à observer les enseignants plus âgés, officiellement pour juger de leur compétence, et à faire des rapports complets sur eux. Après 1929, il est devenu clair que toute nomination à la direction d'une école requiert l'approbation du parti. La présence de Chen Dezheng, puis de Pan Gongzhan, à la tête du bureau de l'Éducation de 1929 à 1936 (si l'on fait exception du bref intermède de Xu Peihuang au début de 1932) en est la meilleure garantie. Comme le bureau des Affaires sociales, le bureau de l'Éducation est devenu une sorte d'annexe de l'appareil local du parti bien que, de façon ironique, il tende à prendre ses distances avec les militants les plus radicaux, surtout après 1932, et à s'intégrer complètement aux orientations de l'administration municipale. A cet égard, la façon dont ont été gérés les conflits assez violents avec les instituteurs en constitue la meilleure preuve¹⁸.

Les tentatives d'intégration du système scolaire

La question des écoles privées

L'autre obstacle sur la voie de l'unification était constitué par l'existence de nombreuses écoles privées. Quelques-unes étaient nées à l'initiative des étrangers (missionnaires essentiellement), mais la grande majorité était formée d'écoles fondées par des enseignants chinois. La volonté du bureau de l'Éducation est d'éliminer les plus mauvaises et de les contrôler dans le but d'adapter leurs programmes aux nouvelles normes, en particulier par l'introduction de cours sur la doctrine du parti (*dangyi*). Pour ce faire, les autorités comptent sur la bonne volonté des responsables d'établissements.

(troisième incident) 14 nov. 1933, p. 11 :1-2; 20 nov. 1933, p. 11 :2; 21 nov. 1933, p. 12 :5; 1 déc. 1933, p. 16 :3; [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji, 1932-1933*, pp. E/5-6; *China Forum*, 3 (2), 30 nov. 1933, p. 9.

18. A l'exception de la période où Chen Dezheng dirige le bureau et où il obtient des crédits substantiels pour l'éducation, les écoles ont été le cadre de mouvements de revendication très vigoureux qui ont bénéficié du soutien actif du parti. Néanmoins, là aussi la défaite de ce dernier face au gouvernement municipal a permis à celui-ci de s'opposer avec succès aux protestataires.

C'est une lourde erreur. Très peu d'écoles se manifestent après la première directive du bureau. Le directeur menace de fermeture celles qui ne se conformeront pas aux nouvelles règles et qui ne viendront pas se déclarer auprès des autorités¹⁹. A la fin de la première année, 27 écoles se sont fait connaître, 51 à la fin de la seconde.

La politique du gouvernement municipal vis-à-vis des écoles privées a varié en fonction de la personnalité du directeur qui se trouvait à la tête du bureau de l'Éducation. Au cours des premières années, cette politique a été entravée par le manque de connaissances sur la situation exacte de l'enseignement à Shanghai — il n'y avait jamais eu d'administration scolaire unifiée sous la République — et par les changements de responsables. Ces tâtonnements inévitables ont été accentués par les desseins politiques qui sous-tendaient les nouvelles mesures édictées par les autorités, en particulier sous Chen Dezheng.

Celui-ci va insuffler un élan nouveau au travail du bureau, en s'appuyant sur son autorité dans le parti. Les écoles privées font l'objet d'une vaste enquête en vue de déterminer leur situation exacte. Pendant deux semaines, quarante inspecteurs font le tour de la ville. Des fermetures sont ordonnées à la suite de visites de contrôle par des agents du bureau, ou de plaintes de parents; 25 écoles sont ensuite interdites par les autorités, qui donnent l'ordre à la presse de ne plus diffuser les avis publicitaires qu'elles placent afin de recruter des élèves. Enfin, les résultats de l'enquête mentionnée plus haut amènent les responsables à prononcer la fermeture de 59 établissements²⁰. La pression devient de plus en plus forte. Certaines écoles sont certes indubitablement mauvaises et à peine dignes de ce nom. Il est douteux que cela constitue pourtant un argument suffisant pour justifier des interdictions en masse.

L'objectif principal du bureau sous Chen Dezheng est de soumettre étroitement l'éducation au contrôle du parti. Cette *danghua*

19. Les règlements de 1927 et de 1931 prévoient l'enseignement obligatoire du Triple démisme (la doctrine élaborée par Sun Yat-sen), l'envoi au bureau de l'Éducation de rapports sur l'évaluation des enseignants, sur le recrutement et le licenciement d'enseignants, sur les activités de l'école (semestriel) et sur sa situation financière (annuel). Cf. [c] *Shanghai shi jiaoyujū yewu baogao, 1931, 1931*, chap. 1, pp. 5-6; *SB*, 16 oct. 1927, p. 7 :2; 11 nov. 1927, p. 7 :3.

20. *SB*, 19 sept. 1929, p. 10 :3; 25 janv. 1930, p. 15 :4; 8 juin 1930, p. 12 :8.

Tableau 11. Évolution du contrôle municipal sur l'enseignement privé

Établissement	Année										
	1927-28	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32	1932-33	1933-34	1934-35	1935-36		
Écoles maternelles	enregistrées	3	4	5	5	5	6	6	6	6	
	non enregistrées	-	-	21	15	20	70	90	118	139	
Écoles primaires	enregistrées	27	51	64	80	202 (146)	198	220	258	319	
	non enregistrées	-	-	559	470	352	282	296	277 (395)	239	
Lycées	enregistrées			43 (38)	39	49 (76)	63	79 (74)	101 (97)	104	
	non enregistrées			70 (51)	49	49 (47)	43	25 (24)	6 (19)	11	

Sources : [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, p. L/8 ; [c] *Shanghai shi di erci buchong caiziao*, 1936, pp. 109-111 ; [c] Luo Zhiru, 1932, tabl. 75/76, p. 41 ; [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji*, 1934, pp. 14-15 ; [c] *Shanghai teliu shizheng tongji gajiao*, 1927, chap. vi, p. 4.

(nous dirions « participation » si le terme existait) consiste à appliquer de nouveaux programmes et à recruter des enseignants chargés uniquement de diffuser la doctrine du GMD (le triple démisme). Dans cette logique, le refus de se déclarer aux autorités est considéré comme un acte de résistance au parti. Néanmoins, les autorités doivent abandonner le recours systématique à des mesures aussi radicales. La fermeture d'établissements déscolarise de nombreux élèves que les écoles municipales ne sont pas en mesure d'accueillir²¹. Et le taux de scolarisation n'est déjà pas si élevé, comme on l'a vu plus haut. En outre, la campagne militante de Chen Dezheng n'a finalement donné que des résultats ambivalents puisque 80 écoles primaires seulement, sur les 550 établissements existants, se sont fait enregistrer. Ceci tend à conforter mon hypothèse que la force n'a pas été employée à leur rencontre.

À la même époque, du fait de leur position plus vulnérable, les lycées offrent une résistance moindre (39 établissements sur 88 sont inscrits). Le bureau de l'Éducation dispose de plusieurs moyens de pression ou d'incitation : il peut attribuer des subventions²², accorder des exemptions fiscales, interdire la publicité dans la presse et surtout poser des conditions restrictives aux débouchés offerts aux diplômés des écoles privées. Ainsi, les lycéens provenant d'établissements qui ne sont pas déclarés ne peuvent avoir accès à l'université sans passer au préalable un examen spécial. Or le bureau de l'Éducation peut décider de ne pas organiser de session une année. Il peut aussi interdire l'emploi de ces diplômés dans les écoles primaires²³. Ces différentes entraves sont une incitation particulièrement puissante à se conformer aux vœux de l'administration. En 1935-1936, 104 lycées ont reçu l'agrément du bureau de l'Éducation, 11 seulement refusent encore de se soumettre.

C'est aussi au cours des dernières années que des progrès considérables sont accomplis dans l'enseignement primaire : en 1935-1936, sur 319 écoles enregistrées, 239 refusent de s'incliner (cf. tableau 11). Certaines, à l'évidence, s'abritent derrière l'immunité

21. [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji*, 1932-1933, p. 6.

22. *SB*, 23 août 1928, p. 16 : 5-6 ; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, pp. L/32-34.

23. *SB*, 22 nov. 1933, p. 11 : 6 ; 28 juil. 1934, p. 15 : 1 ; 14 janv. 1931, p. 11 : 2 ; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. L/17. Le texte du règlement se trouve dans [c] *Shanghai shi jiaoyuju yewu baogao* 1931, 1931, chap. 1, p. 8.

que leur assurent les Concessions, mais près de la moitié d'entre elles sont situées sur le territoire municipal²⁴. La majorité de ces écoles sont de petits établissements, souvent pourvus d'un unique enseignant-directeur, qui ne veulent pas de bouleversement dans leur travail ni de recyclage politique. Enfin, beaucoup d'écoles ne souhaitent ou ne peuvent pas s'attacher les services supplémentaires d'un enseignant de *dangyi* (doctrine du parti).

Le bureau de l'Éducation a aussi cherché à étendre aux académies traditionnelles (*sishu*) le contrôle appliqué avec plus ou moins de rigueur aux écoles modernes²⁵. Sous Chen Dezheng, l'impression est que c'est leur disparition même qui est souhaitée. Toutefois, elles forment un groupe trop important pour être simplement rayées de la carte scolaire²⁶. Le bureau procède donc plutôt à un contrôle régulier de la qualification des enseignants de ce secteur au moyen d'examens. La première session, en 1930, ne réunit que peu de gens, en raison des imperfections du recensement. Au cours des années suivantes, les contrôles se font plus stricts et sont assortis d'un stage de formation. En 1937, 27 enseignants sur 237 sont recalés et doivent fermer leur établissement, tout comme les 54 personnes qui ne se sont pas présentées à l'examen²⁷. Rien ne les empêche toutefois de poursuivre leurs activités dans les Concessions.

La confrontation avec les établissements privés ne pouvait cependant pas masquer l'incapacité notoire des établissements municipaux à compenser les fermetures d'écoles privées. Pan Gongzhan, qui occupe le poste de directeur de l'Éducation entre 1932 et 1937, revient à une stratégie de négociation. Sa ligne globale devient celle d'un accommodement avec une réalité qu'il n'est pas dans le pouvoir des finances municipales de transformer.

24. En 1932, 140 des 352 écoles primaires privées et 19 des 47 lycées privés qui ne sont pas déclarés auprès du bureau de l'Éducation sont situés sur le territoire municipal; cf. [c] *Shanghai shi tongji*, 1933, p. 22.

25. Sur les rapports entre les écoles traditionnelles et l'État chinois (sous le GMD et en Chine populaire), cf. [b] H. R. CHAUNCEY, 1982.

26. En 1929, il y en avait 172 et en 1936, 294 (dont 203 sur le territoire municipal). Cf. *SB*, 8 déc. 1929, p. 11 :3; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1935, p. L/10; *ibid.*, ...1937, p. L/4.

27. *SB*, 12 août 1930, p. 12 :3; 5 sept. 1930, p. 10 :6; 16 déc. 1930, p. 9 :1; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. L/10, L/16.

L'enseignement dans les Concessions

Le problème des écoles privées s'est trouvé exacerbé par l'existence des Concessions où plusieurs centaines d'établissements fonctionnent dans la plus grande liberté. En fait, cette question est occultée délibérément dès après la publication du programme de Zhu Jingnong, qui y a fait référence pour la forme. Le gouvernement municipal se garde de prendre la moindre initiative dans ce domaine. Mais avec l'activiste Chen Dezheng, l'affaire commence à prendre une autre tournure. Peu après sa nomination, il demande au commissaire aux Relations extérieures de Shanghai de négocier avec les autorités des Concessions le droit de contrôler les écoles situées sur leur territoire²⁸. Le commissaire ne semble pas donner suite à cette requête. Devant ce manque d'enthousiasme, Chen Dezheng monte une vaste opération en vue d'obtenir la restauration de la souveraineté chinoise en matière d'éducation (*jiaoyuquan*). Il s'appuie sur son administration, mais aussi sur les sections du GMD et sur la Société d'éducation (*Jiaoyubui*) constituée sous l'égide du parti.

En 1930, à l'occasion de l'anniversaire du mouvement du 4 mai 1919, le bureau de l'Éducation lance un appel à la mobilisation de toutes les branches de la Société d'éducation, puis à la section locale du GMD, ainsi qu'à l'Association des contribuables chinois de la Concession internationale. Il invite aussi le gouvernement municipal et le ministère de l'Éducation à accorder une plus grande attention au problème de la souveraineté chinoise en matière d'éducation. La manœuvre a été bien préparée et aussitôt diverses organisations se mettent à leur tour à lancer des appels pour la rétrocession du droit de contrôle aux autorités chinoises. Les cellules du GMD font passer une avalanche de communiqués dans la presse. Les écoles municipales apportent leur appui, ainsi que certains établissements privés des Concessions. Les associations d'enseignants ne sont pas en reste, tandis que l'Association des contribuables chinois soutient le mouvement du bout des lèvres²⁹.

28. Le rôle des commissaires aux Relations extérieures est de traiter toutes les questions en relation avec les résidents étrangers (établissement des titres de location de terrains, conflits administratifs, etc.). En 1931, le gouvernement national décide de les supprimer et de transférer leurs compétences aux gouvernements locaux.

Les responsables municipaux chinois restent cois. De façon évidente, le mouvement suscité par Chen Dezheng avec l'appui de l'appareil local du parti ne réussit pas à susciter la sympathie, moins encore le soutien du gouvernement municipal. La protestation, qui dure pendant quelques mois, s'envenime avec la décision du Shanghai Municipal Council (Concession internationale) de créer en novembre 1929 un département d'éducation (Education Board) dont la traduction chinoise (*jiaoyubu*) a le mauvais goût de l'assimiler au ministère chinois de l'Éducation (*Jiaoyubu*). La réaction des sections du GMD devient véhémement. L'initiative du Municipal Council est qualifiée d'« agression culturelle impérialiste », à l'aide d'un vocabulaire qui était tombé en désuétude dans la bouche des représentants du parti³⁰. Le gouvernement municipal est pressé à plusieurs reprises d'intervenir avec fermeté. Mais les autorités chinoises, à Nankin et à Shanghai, commencent à s'impatienter d'un remue-ménage qui met en péril la tranquillité de la ville, et en particulier les bons rapports progressivement noués entre l'administration municipale et les dirigeants des Concessions. Est-ce un hasard si Chen Dezheng est arrêté à cette époque précise, sur ordre de Chiang Kai-shek et incarcéré dans une prison de la capitale ?

L'action du bouillant Chen Dezheng sur la scène locale, qui d'ailleurs ne se limitait pas au domaine de l'éducation, risquait de mettre dans l'embarras les dirigeants municipaux et nationaux. Il était préférable de l'éliminer avant qu'il ne devînt trop encombrant. Son retrait total de la vie politique (il est relâché une année plus tard après l'intervention de hautes personnalités (?) du régime) ne s'explique que par un marchandage lors de sa libération³¹. Le mouvement de revendication se poursuit après l'arrestation de Chen, mais s'étiolle rapidement faute d'appuis. Le gouvernement municipal s'en tient officiellement à la position très modérée exprimée par Xu Pei-huang, le nouveau directeur de l'Éducation. Celui-ci reproche simplement au Municipal Council le choix déplorable du terme *jiaoyubu*

29. *SB*, 3 mai 1930, p. 15 :7; 4 mai 1930, p. 11 :5; 5 mai 1930, p. 10 :2; 7 mai 1930, p. 11 :1; 25 mai 1930, p. 18 :8; 17 juin 1930, p. 11 :4.

30. *SB*, 27 oct. 1930, p. 8 :3; 4 nov. 1930, p. 9 :1; 5 nov. 1930, p. 11 :1; 22 nov. 1930, p. 9 :4; 26 nov. 1930, p. 14 :1; 25 nov. 1930, p. 8 :1; 6 nov. 1930, p. 10 :5; 7 nov. 1930, p. 9 :6.

31. *CWR*, 26 déc. 1931, p. 124.

et réaffirme les droits souverains du gouvernement municipal en matière d'éducation³².

Sur le premier point, le Shanghai Municipal Council fait amende honorable et rebaptise son département « comité d'éducation ». Quant au second, le gouvernement municipal poursuit les négociations avec les autorités étrangères et, une année plus tard, le Municipal Council reconnaît la souveraineté totale du bureau de l'Éducation sur les écoles chinoises de la Concession³³. Cette affaire illustre non pas tant une divergence sur les objectifs poursuivis entre la section locale du GMD et l'administration municipale, qu'une différence sur les moyens de les atteindre. Le gouvernement municipal préfère la voie de la négociation, certes longue et laborieuse, aux actions d'éclat des militants du GMD.

L'éducation des masses

Les autorités locales ont tenté de pallier les imperfections du système scolaire en développant des formes d'éducation mieux adaptées aux éléments défavorisés de la société. Ainsi, l'éducation populaire a-t-elle aussi été au centre des préoccupations des nouvelles autorités.

Les écoles populaires

Dès leur prise de fonctions, les responsables du bureau de l'Éducation créent des « écoles populaires » (*minzhong xuexiao*). Jusqu'alors, c'était une activité que seules quelques organisations de charité avaient entreprise sans grands moyens. En 1927, une vingtaine d'établissements aux effectifs encore limités sont ouverts. Ils connaissent un essor rapide au cours des années suivantes, malgré un recul en 1931-1932 et une tendance à la baisse en 1935-1936. Nos informations s'arrêtent à cette date. Le tableau 12 montre la progression régulière des effectifs, composés essentiellement d'ouvriers et d'employés du commerce. Ce sont des personnes le plus souvent jeunes (15-25 ans) qui assistent à ces cours³⁴.

32. *SB*, 9 nov. 1930, p. 10 :2.

33. *SB*, 25 nov. 1930, p. 10 :2; *CWR*, 12 déc. 1931, p. 8 :1.

34. [c] LUO Zhiru, 1932, tabl. 90, p. 47; [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, p. 115; [c]

Tableau 12. Développement de l'éducation populaire

Année	Écoles populaires		Cours complémentaires	
	Établissements	Élèves	Établissements	Élèves
1927-28	20	354	4	323
1928-29	30	2 452	10	1 177
1929-30	35	2 985	14	1 536
1930-31	52	3 990	16	1 479
1931-32	54	2 426	19	896
1932-33	43	3 870	15	1 461
1933-34	51	4 826	20	2 106
1934-35	65	7 494	8/9	1 735
1935-36	40	5 597	7	1 630

Sources : [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, p. L/2 ; *ibid.*, ...1937, p. L/2 ; [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji*, 1934, p. 9 ; [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, p. 114.

Les écoles populaires dispensent un enseignement gratuit, les matériaux d'étude sont fournis par le bureau de l'Éducation. Les responsables se sont efforcés de déterminer les causes d'abandon et d'absentéisme afin de corriger les erreurs possibles en adaptant davantage le fonctionnement des centres aux besoins de la population. Le résultat cumulé de neuf années reste cependant modeste en regard des besoins (33 992 personnes ont été scolarisées)³⁵. Par ailleurs, le bureau de l'Éducation établit à partir de 1928 des « cours complémentaires » (*buxi xuexiao*), dispensant un enseignement général ou professionnel (commerce), à l'intention de ceux qui ne peuvent assister aux cours des écoles populaires. Ces établissements connaissent un moindre développement en raison de la grande faiblesse des moyens financiers qui leur sont attribués (en moyenne, moins de 4 % du budget de l'Éducation sont consacrés à l'« éducation sociale », *shehui jiaoyu*). Ils sont en outre victimes, en priorité, des réductions de crédits³⁶.

Shanghai shi jiaoyu tongji, 1932-1933, p. 9 ; [c] *Shanghai shi jiaoyuju yewu baogao*, 1931, 1931, chap. II, p. 5.

35. *Ibid.*, pp. 5-6.

36. [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, p. 115 ; [c] LUO Zhiru, 1932, tabl. 90, p. 47 ; [c] *Shanghai shi jiaoyuju yewu baogao*, 1931, 1931, chap. II, pp. 5-6.

Le bureau de l'Éducation assortit ces dispositions d'actions plus diffuses comme la création de clubs d'éducation populaire (*minzhong jiaoyuguan*)³⁷, la pose de plusieurs milliers d'affiches portant des slogans éducatifs dans toute la ville, ainsi que l'installation de panneaux d'affichage des journaux sur tout le territoire municipal (il y en a 195 dans la zone urbaine et 80 dans la zone rurale en 1934)³⁸. Enfin, en 1933, le gouvernement municipal innove avec le lancement d'un programme d'éducation radiophonique. Chaque soir, des cours d'anglais, de chinois mandarin et d'instruction civique (histoire) sont diffusés. La Chambre générale de commerce et les guildes sont invitées à inciter les patrons à acheter des postes récepteurs, au bénéfice de leurs employés. De plus, le bureau de l'Éducation organise sur des thèmes variés une série de conférences radiophoniques qui sont diffusées trois fois par semaine et auxquelles participent en priorité des membres de l'administration municipale, mais aussi des spécialistes de divers domaines³⁹.

Le travail d'alphabétisation

Parmi les actions dirigées vers les secteurs défavorisés de la population, l'éducation, ou du moins l'alphabétisation (*shixi*), était une des grandes priorités du régime nationaliste en 1927. À Shanghai, comme dans les autres parties de la Chine, les autorités locales doivent se conformer aux nouveaux principes et mettre en œuvre des programmes à cet effet, bien que ceux-ci ne dépassent pas souvent le stade de la simple propagande. Le gouvernement municipal de Shanghai a tardé à s'engager concrètement dans la lourde tâche d'instruction des illettrés.

37. [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji*, 1932-1933, p. 100 ; [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, p. 121 ; [c] LUO Zhiru, 1932, tabl. 92, p. 47.

38. *SB*, 15 mai 1929, p. 12 :5 ; [c] *Shanghai shixibeng gaiyao*, 1934, chap. VI, p. 5 ; [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, p. 121 ; [c] *Shanghai shi jiaoyu tongji*, 1932-1933, p. 9 ; [c] *Shanghai shi jiaoyuju yewu baogao*, 1931, 1931, chap. III, p. 51.

39. En 1933, le bureau de l'Éducation a diffusé 137 conférences. Cf. *SB*, 26 févr. 1933, p. 15 :2-3 ; 28 févr. 1933, p. 13 :4 ; 5 mars 1933, p. 13 :3 ; 9 mars 1933, p. 13 :6 ; 10 mars 1933, p. 14 :5 ; 12 mars 1933, p. 15 :3 ; 16 mars 1933, p. 15 :2 ; 17 mars 1933, p. 13 :6 ; 23 mars 1933, p. 16 :4 ; 24 mars 1933, p. 8 :4-5 ; 26 mars 1933, p. 15 :6 ; 7 mai 1933, p. 15 :3 ; 9 juin 1933, p. 14 :4. Le texte intégral de chacune des conférences est publié chaque mois par le bureau de l'Éducation dans un fascicule intitulé [c] *Shanghai shi zhengfu jiaoyuju wuxiandian boyin yanjiang ji (yuekan)*.

Dès 1929, il décrète une semaine du mouvement d'alphabétisation (*shixi yundong zhou*) afin de sensibiliser l'opinion à ce problème. Une commission d'alphabétisation est mise en place pour étudier d'éventuelles modalités d'action⁴⁰. La première campagne active, en 1931, mobilise tous les enseignants et les élèves des écoles pour trois journées d'activités diverses et de discussions sur le thème de l'alphabétisation. Des panneaux et des banderoles sont installés sur les lieux de passage. Toutefois, ces actions ont peu d'effet sur la partie analphabète de la population (qui ne peut à l'évidence lire les tracts qui lui sont distribués). En 1933, les autorités utilisent la radio pour mobiliser la population et inciter les illettrés à faire l'effort d'apprendre à écrire. Le plus important, une structure d'accueil adéquate, continue cependant de manquer. Les semaines de propagande une fois terminées, le problème retombe dans l'oubli jusqu'à l'année suivante. Les motivations de la population visée sont faibles, et pour les plus volontaires il existe peu d'écoles où l'apprentissage de l'écrit est réalisable⁴¹.

En 1935, dans le cadre de l'année de la construction sociale (*shehui jianshenian*), le gouvernement municipal décide de réaliser une vaste campagne d'alphabétisation. Cette fois, les objectifs sont ambitieux : éliminer en une année les 400 000 analphabètes que compte la ville (Concessions exclues)⁴². Les autorités envoient d'abord des groupes d'enquêteurs, formés d'étudiants pour la plupart, qui sont chargés de quadriller la ville et de recenser tous les illettrés, maison par maison. Chaque équipe dispose de matériaux écrits qu'elle fait lire aux habitants afin de déterminer leur niveau de connaissance. Ceux qu'elle classe dans la catégorie analphabète sont inscrits sur un registre, étape préalable à leur affectation d'office à une école. L'enquête, comme nous l'avons dit plus haut, a fait appa-

40. *SB*, 19 sept. 1929, p. 11 :2.

41. Dans son discours d'inauguration du Centre de formation des enseignants des centres d'alphabétisation (*shixi xuexiao jiaoyuan xunliansuo*), le maire, Wu Tiecheng, reconnaît ouvertement cette faiblesse structurelle et appelle à une véritable mobilisation : «Le mouvement d'alphabétisation a une importance vitale pour la nation [...] ce mouvement, nous l'avons initié à plusieurs reprises; jusqu'à maintenant, il n'a pas abouti à un plein succès. C'est pourquoi, cette fois, nous devons le mener à bien. Nous ne pouvons absolument pas nous permettre de l'entreprendre avec l'idée de faire un nouvel essai» ([a] *Dangsheng*, I (19), 15 juin 1935, p. 389).

42. [a] *Dangsheng*, I (13), 27 avr. 1935, pp. 253-254; I (15), 11 mai 1935, p. 294; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. B/117.

raître une population de 434 452 illettrés dans la tranche d'âge des 7-40 ans⁴³.

La seconde étape de la campagne consiste dans l'ouverture d'écoles. Le gouvernement municipal crée 220 établissements le 1^{er} juillet 1935. C'est encore largement insuffisant. Les organisations caritatives, les sociétés d'éducation, les sections de quartier du GMD, ainsi que toutes les personnes éduquées qui veulent bien consacrer une part de leur temps à cette action bénévole, sont mobilisées pour ouvrir des centres d'enseignement. Plus de 1000 établissements sont ainsi créés à travers la ville. En troisième lieu, la campagne doit naturellement faire en sorte que les personnes visées par cette opération acceptent d'assister aux cours⁴⁴. En accord avec les organisations participantes, les autorités ont entrepris un important effort de propagande pour sensibiliser cette population. Toutefois, afin de surmonter les résistances inévitables du plus grand nombre, elles ont aussi prévu une solution de fermeté : toutes les personnes inscrites sur les registres du recensement sont prévenues et assignées à un centre; si elles ne s'y rendent pas, la police du quartier est chargée de les rappeler à l'ordre. En outre, et c'est un stimulant important, les refus et les absences sont sanctionnés par des amendes et des punitions. Les premières vont de 0,2 à 5 yuan, et les secondes consistent en heures (minimum deux) ou en jours (maximum cinq) de travail obligatoire (pour ceux qui ne peuvent pas payer les amendes)⁴⁵.

L'ambition de supprimer l'analphabétisme à Shanghai en une année n'est cependant pas réalisée. La campagne est donc poursuivie l'année suivante avec autant de conviction. En avril 1937, près de deux ans après le début de la campagne, le gouvernement municipal peut annoncer que 257 571 personnes sont passées par les centres d'alphabétisation, soit 59 % de la population visée. Si ces données sont crédibles, ce que les sources écrites ne permettent pas

43. [a] *Dangsheng*, I (17), 25 mai 1935, pp. 326-335.

44. Il ressort des rapports d'enquête effectués au préalable que les personnes illettrées sont peu motivées : elles vivent pour la plupart dans des conditions difficiles et ne voient pas l'utilité d'un tel apprentissage alors que leur souci majeur est d'assurer le bol de riz de la famille. Beaucoup sont rebutées par des problèmes physiques (mauvaise vue, absence de dentition qui s'ajoutent à la difficulté d'apprendre une langue nouvelle, l'enseignement étant dispensé en mandarin). Cf. [a] *Dangsheng*, I (17), 25 mai 1935, p. 326.

45. «Universal Education in Shanghai», *PT*, X (4), 16 août 1935, pp. 219-222; *CWR*, 8 juin 1935, p. 54.

de vérifier, et si le résultat atteint est bien celui qui était escompté (l'acquisition de 600 caractères), on ne peut nier qu'il s'agisse là d'un remarquable succès. Le mouvement n'en est d'ailleurs pas pour autant suspendu, puisque la même source indique l'ouverture de 83 écoles supplémentaires⁴⁶. Après le déclenchement de la guerre sino-japonaise, le programme a vraisemblablement été interrompu, mais je n'ai pas trouvé d'indications sur les progrès accomplis entre-temps.

*

Le bilan du gouvernement municipal, après dix années d'efforts, n'est pas négligeable. Dans le domaine de la scolarisation des enfants et de la réforme de l'enseignement, des progrès notables ont été accomplis. Néanmoins, aucun des objectifs définis en 1927 n'a été atteint : une grande partie des établissements privés continue de se soustraire à un contrôle officiel, une masse d'enfants est toujours exclue du système scolaire et les enseignants sont une des catégories les plus aliénées de l'administration municipale. L'action des autorités a été entravée par le manque de moyens financiers, mais aussi par l'absence d'une réelle volonté de faire franchir à l'Éducation un seuil de ressources minimal, à l'exception de la période 1934-1936. Les interventions de la section locale du GMD ont été à certains égards stimulantes, bien que les mouvements de protestation ou de grève des instituteurs aient usé plus d'un directeur du bureau de l'Éducation.

II. La politique sanitaire

A la différence des autres services municipaux, le bureau de l'Hygiène n'a pas été créé par le gouvernement municipal. Il a été établi par le Directoire général de Sun Chuanfang en 1926 et placé sous la responsabilité de Hu Hongji. Après avoir été évincé pendant quelques mois, celui-ci retrouve son poste dans l'administration de Huang Fu⁴⁷. Une certaine continuité caractérise donc l'action de ce

46. *CWR*, 3 avr. 1937, p. 179.

47. *CWR*, 16 avr. 1927, p. 178.

département, peu affecté par ailleurs par des considérations d'ordre politique, à l'opposé des bureaux des Finances ou de l'Éducation. Son activité recouvre plusieurs domaines que nous avons choisis de regrouper sous trois rubriques, l'hygiène scolaire, l'hygiène sociale et le développement d'une infrastructure sanitaire.

L'hygiène scolaire

Les écoliers ont fait l'objet d'une grande attention de la part du gouvernement municipal. En effet, en plus des multiples enquêtes effectuées par le bureau de l'Éducation sur les conditions de vie, d'étude et de carrière des écoliers, des dispositions concrètes ont été mises en œuvre pour vérifier leur état de santé et les protéger contre les risques de maladie.

La première mesure prise est la décision de faire passer une visite médicale aux enfants des écoles municipales au début de chaque semestre. Un médecin consigne la taille des écoliers, leur poids et examine leur état général. Ces contrôles de routine, qui n'ont rien d'exceptionnel, constituent un progrès notable en Chine. De fait, les rapports médicaux révèlent un état de santé extrêmement préoccupant. Une infime minorité des élèves peut être classée parmi les bien-portants ; tous les autres souffrent peu ou prou de maux divers⁴⁸. Au début, le bureau de l'Éducation se contente de communiquer aux parents les observations des services de santé. Toutefois, les autorités se rendent compte que ces notifications ne sont que rarement suivies d'effet. Aussi décident-elles d'adopter une démarche plus active.

Le bureau de l'Hygiène met en place un système de vaccination obligatoire. Tous les écoliers sont systématiquement immunisés contre la variole⁴⁹. Pour les autres maladies (choléra, typhoïde), les officiers de santé demandent l'autorisation des parents, sauf en cas d'épidémie. Ces mesures préventives, qui ne concernent au départ qu'une fraction des écoliers, sont progressivement étendues à l'ensemble des établissements municipaux, puis aux écoles privées enre-

48. *SB*, 19 mars 1928, p. 7 : 3 ; [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1396 ; [b] *The China Yearbook, 1935*, p. 292 ; [b] *The Chinese Yearbook, 1937*, p. 1150 ; [c] *Shanghai shi nianjian, 1937*, p. T/45.

49. *SB*, 20 mai 1928, p. 12 : 2 ; 9 sept. 1933, p. 20 : 4 ; [c] *Shanghai shi nianjian, 1937*, p. T/45.

gistrées. Il ne semble pas que cette opération ait suscité de résistance dans les écoles. Par ailleurs, le bureau de l'Hygiène commence à structurer davantage ses services médicaux destinés aux enfants.

En 1928, des centres permanents de visite médicale et de soins sont établis dans six écoles à titre expérimental. L'année suivante, treize autres sont créés. L'attaque japonaise ne suspend que momentanément le mouvement. En 1934, 54 établissements bénéficient de tels centres. Une fois par semaine, un médecin et une infirmière passent examiner les enfants qui leur sont signalés par les enseignants. Les cas les plus bénins sont traités sur place (par exemple certaines affections cutanées), tandis que les enfants atteints de maladies plus graves sont dirigés vers un hôpital. En outre, les établissements de plus de 200 élèves doivent se doter d'une infirmerie⁵⁰.

Dans les zones rurales, où les écoles sont beaucoup plus dispersées, des équipes mobiles se déplacent d'un arrondissement à l'autre. Elles s'installent dans un établissement relativement central vers lequel les élèves des environs peuvent converger facilement et recevoir des soins. Il faut souligner que les centres permanents mentionnés plus haut viennent s'ajouter aux visites médicales semestrielles effectuées par les agents du bureau de l'Hygiène. Enfin, les autorités ouvrent un peu plus tard un centre de soins dentaires pour remédier aux négligences parentales. Les conditions d'hygiène (propreté, éclairage, aération) des établissements d'enseignement font aussi l'objet de visites d'inspection annuelles, tandis que les enseignants sont assignés à un cours du soir de huit semaines sur les questions de santé. En 1936, le gouvernement municipal entretient une équipe de neuf médecins, six dentistes et treize infirmières dans ses divers centres de santé⁵¹.

Toutes les prestations des services municipaux sont gratuites (y compris les soins en hôpital). Il serait imprudent d'affirmer que le système que l'on vient de décrire fonctionnait à la perfection, mais pris dans son contexte — un pays où il n'existait aucune forme de couverture sociale, ni même de structures particulières pour apporter des soins médicaux aux couches populaires —, il constituait un progrès remarquable et unique en Chine. La lecture comparée de

50. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, p. 2; *CWR*, 18 mai 1929, p. 512.

51. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. T/21, T/23.

statistiques de plusieurs villes chinoises n'a rien fait apparaître de semblable, même dans les dernières années du régime.

L'hygiène sociale

Le travail d'hygiène sociale, dans l'esprit des responsables municipaux, doit commencer par une prise de conscience collective des problèmes d'hygiène et de santé. C'est donc aux mauvaises habitudes que s'attaquent en premier lieu les autorités. En avril 1928, elles lancent un « mouvement pour l'hygiène » (*weisheng yundong*) consistant en une mobilisation des habitants pour qu'ils enlèvent les ordures des rues, nettoient les murs et balayent les trottoirs du voisinage. Cette initiative est suivie d'un « mouvement pour la propreté » (*saochu yundong*) en octobre, puis par un second mouvement pour l'hygiène en décembre. Jusqu'en 1937, le bureau de l'Hygiène a organisé deux fois par an (sauf en 1932) une campagne de mobilisation de la population sur les problèmes de propreté⁵². Au départ, la propagande (avis dans la presse, banderoles dans les rues, tracts, etc.) l'emporte sans conteste sur l'action réelle. Les habitants suivent d'un œil amusé les compétitions organisées entre les équipes d'éboueurs ou de balayeurs pour stimuler leur ardeur au travail.

Pendant, avec le temps, la propagande est suivie d'effets, d'autant que les organisations professionnelles et les services de santé des Concessions sont associés au mouvement. En 1934, le maire descend lui-même dans la rue pour balayer, symboliquement, un bout de trottoir. Des conférences sont données dans les usines, tandis que les hôpitaux offrent des visites gratuites pendant une semaine. Les vaccinations vont aussi bon train. La xv^e campagne, qui a lieu en 1935, est un exemple achevé d'organisation. Plus de quarante associations et organismes professionnels participent au quadrillage de la ville, à la distribution de tracts, à la formation d'équipes de nettoyage et à la mobilisation de la population⁵³. On

52. *SB*, 28 avr. 1928, p. 13 :3; 29 avr. 1928, p. 13 :2; 18 oct. 1928, p. 16 :3; 16 déc. 1928, p. 15 :2; 14 mai 1929, p. 13 :2; 15 déc. 1929, p. 15 :1; 15 mai 1930, p. 13 :1; 12 déc. 1930, p. 12 :1; 26 déc. 1933, p. 7 :3-4; 28 mai 1934, p. 9 :1-2; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, p. 3.

53. *SB*, 19 juin 1934, p. 10 :3-4; 20 juin 1934, p. 9 :1-2. Sur cette campagne précise, son mode d'organisation, ses participants et son déroulement, cf. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. T/4-9.

ne peut manquer de relever un très grande ressemblance entre ces mouvements et les méthodes de mobilisation utilisées par les autorités de la Chine populaire pour lutter contre certains problèmes spécifiques (comme, ici, la saleté) ou pour des objectifs plus politiques (campagnes des Trois anti et des Cinq anti par exemple)⁵⁴.

La lutte contre les mauvaises habitudes a pris d'autres formes. Des inspecteurs parcourent la ville, notent les endroits sales et les font nettoyer et désinfecter. Le service des éboueurs est réorganisé pour mieux assurer le ramassage quotidien des 900 à 1000 tonnes de déchets que produit la zone chinoise⁵⁵. Parfois, des campagnes de nettoyage intensif sont organisées par quartier (passage des éboueurs deux fois par jour, installation de charettes à détritrus — version ancienne des conteneurs — du bureau de l'Hygiène). Les sections de quartier du GMD signalent aussi les lieux mal entretenus et demandent un accroissement des effectifs d'éboueurs, réduits en raison de restrictions budgétaires. Le bureau de l'Hygiène interdit aussi la construction de toilettes privées (*sikang*) et ordonne la destruction des anciennes⁵⁶.

Les responsables veulent éviter une prolifération anarchique de lieux d'aisance défectueux. Un accord est passé avec une entreprise privée de vidange pour construire des toilettes publiques dans plusieurs endroits. Le dépôt des cercueils dans les maisons ou dans les cours est interdit, en particulier ceux qui renferment des cadavres en décomposition, véritables foyers d'infection pour tout le voisinage. Le gouvernement municipal a fort à faire pour éliminer une tradition solidement ancrée dans les mentalités. Pour recevoir les morts (il existait des cimetières privés propres à chaque groupe provincial), les autorités ouvrent un cimetière municipal à Jiangwan et mettent en route la construction d'un crématorium⁵⁷.

54. Il s'agit de deux campagnes, menées entre 1951 et 1952, visant, pour la première, à épurer les cadres de l'ancien régime et préserver les nouveaux contre les tentations du pouvoir et, pour la seconde, à affaiblir politiquement et économiquement ce qui subsiste de la bourgeoisie industrielle et marchande. Cf. Jean-Luc DOMENACH & Philippe RICHER, *La Chine, 1949-1985*, Paris, Imprimerie nationale, 1987, pp. 33-34.

55. [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1396; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, p. 2; *SB*, 7 juil. 1928, p. 8 :3-4; 7 mars 1929, p. 15 :2.

56. *SB*, 2 août 1928, p. 16 :2; 19 août 1928, p. 18 :4-5; 17 juin 1929, p. 15 :3; 22 déc. 1933, p. 8 :4-5; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, p. B/100.

57. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, p. 6; *PT*, XIV (2), 6 juil. 1936, p. 128.

Le travail de vaccination, priorité du bureau de l'Hygiène au cours des premières années, ne s'est pas limité, malgré les difficultés rencontrées, aux enfants des écoles. En effet, l'environnement favorable créé par les campagnes de mobilisation présentées plus haut ne suffit pas à convaincre la population, réticente à l'égard de ces injections de produits inconnus. Tout au long de l'année, les services de santé proposent cette facilité aux habitants : de mai à septembre pour le choléra et d'octobre à avril pour la variole. A l'approche de l'été, des campagnes de vaccination sont organisées et des conseils de prudence (principalement dans le domaine alimentaire) sont publiés dans la presse pour limiter les risques de contagion et d'épidémie. Pour certains groupes d'habitants, comme ceux des bidonvilles, l'immunisation est une mesure obligatoire, quitte à faire accompagner les infirmiers d'agents de police⁵⁸. Dans les usines, où les services municipaux entendent faire vacciner tous les ouvriers, les responsables prennent le soin d'avertir la direction et de faire expliquer le but de la vaccination par les techniciens et les contremaîtres⁵⁹. Grâce à cet ensemble de mesures, le bureau de l'Hygiène espère prévenir le risque fréquent d'épidémies (choléra, méningite, typhus) à Shanghai, ou du moins immuniser le plus grand nombre de personnes⁶⁰.

Le travail du bureau de l'Hygiène a été entravé par l'isolement presque total des trois services de santé existant à Shanghai, ceux des Concessions et celui de la zone chinoise. Le Health Department du Shanghai Municipal Council oppose un refus méprisant aux propositions de collaboration du bureau de l'Hygiène⁶¹. Ce n'est qu'en 1930, après trois années de travail largement réussi, que le bureau parvient à établir de bonnes relations avec les deux autres services.

58. *CWR*, 10 oct. 1928, p. 59; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, p. 4; *SB*, 4 mai 1929, p. 22; 20 août 1929, p. 15 :1; 15 juin 1929, p. 20 :3; 1 mars 1930, p. 17 :1; 6 juin 1933, p. 12 :1-2.

59. *SB*, 20 mai 1930, p. 14 :4. Les rapports officiels semblent pourtant indiquer que la plupart des ouvriers n'ont pas été vaccinés. En effet, malgré 5360 actions de propagande dans les usines en 1936, les statistiques ne font apparaître que 1800 ouvriers vaccinés contre la variole et 3877 contre le choléra. Cf. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. T/46.

60. Le choléra est endémique à Shanghai, malgré un service de quarantaine rigoureux. Des épidémies se sont déclarées en 1929, 1930, 1932 et 1937. Cf. *CWR*, 7 sept. 1929, p. 66; 12 juil. 1930, p. 213; 25 juin 1932, p. 116; 25 mai 1937, p. 415.

61. *CWR*, 18 août 1928, p. 380; 10 oct. 1928, p. 59; 6 avr. 1929, pp. 221-222; 18 mai 1929, p. 512.

Cette coopération est d'ailleurs un succès lors de l'épidémie de choléra qui sévit à Shanghai au cours de l'été. La zone chinoise est à peine touchée⁶². En 1933, le maire peut annoncer, non sans quelque fierté, que les services de santé municipaux sont en mesure de maîtriser toute épidémie, même dans les conditions les plus difficiles comme en 1932. Les statistiques, qui constituent un volet important des activités du bureau, montrent que le travail de vaccination (et son acceptation par la population) a connu une progression remarquable de 1927 à 1934⁶³.

L'hygiène sociale comprend aussi l'enregistrement des centres hospitaliers, des médecins, des dentistes et de tout le personnel para-médical en activité, auprès des autorités⁶⁴. Par ailleurs, les services vétérinaires exercent une surveillance rigoureuse de la viande et des animaux dans les abattoirs, y compris sur ceux qui viennent de l'extérieur⁶⁵. Les magasins d'alimentation, les restaurants et les débits de boissons sont tenus de se déclarer auprès des services de l'hygiène. Des inspecteurs effectuent des visites inopinées et vérifient la qualité des produits mis en vente. En 1932, plus de 10 000 boutiques sont inscrites sur les registres du bureau de l'Hygiène, qui se plaint d'ailleurs de ne pas avoir suffisamment d'agents pour assurer un véritable contrôle⁶⁶. Nous n'avons pas d'indications, autres que les déclarations des autorités, sur l'efficacité de ce système, mais on peut penser que le climat créé par la présence des inspecteurs a suffi à inciter les commerçants à un certain respect des règles d'hygiène élémentaires.

Le développement d'une infrastructure sanitaire

Les établissements de santé étant les instruments privilégiés de la politique d'hygiène scolaire et sociale entreprise par le gouvernement municipal, nous leur consacrerons une étude particulière. Le premier organe annexe du bureau de l'Hygiène a été le laboratoire.

62. *CWR*, 17 mai 1930, p. 472; 12 juil. 1930, p. 213; 3 janv. 1931, p. 177.

63. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, p. 5; [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1396; *ibid.*, ...1937, II, p. 1141; *CWR*, 10 oct. 1928, p. 59.

64. *SB*, 7 juil. 1928, p. 8 :3-4; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, p. 6.

65. [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1396; *SB*, 28 déc. 1927, p. 14 :6; [c] *Shanghai shi tongji*, 1933, tabl. 17, p. 15.

66. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, p. 10.

Créé par le *shigongsuo* de Zhabei (cf. *supra*, chap. 1), il se contentait jusqu'alors d'effectuer quelques travaux d'analyse élémentaires. Sous le Directoire général, puis sous le gouvernement municipal, ses équipements et ses activités se sont diversifiés. Les chimistes du laboratoire sont chargés de tous les travaux d'analyse de l'administration municipale (par exemple, l'eau des puits privés et publics, l'eau courante, etc.), ainsi que de la vérification de tous les produits alimentaires et pharmaceutiques mis en vente sur le marché local⁶⁷.

Ces tâches sont bientôt complétées par la production de certains médicaments et surtout de vaccins⁶⁸. Tous ceux utilisés par le bureau de l'Hygiène proviennent de son laboratoire, auprès duquel le service de santé de la Concession française s'approvisionne aussi. L'attaque japonaise de 1932 ne l'affecte heureusement que très peu, ce qui lui permet d'assurer la production en grande quantité de vaccins contre le choléra qui se développe à la suite des combats. Avec la multiplicité croissante de ses activités, les locaux du laboratoire se révèlent trop exigus et de nouvelles installations doivent être construites dans le Centre civique, près de l'hôpital municipal. Une branche du laboratoire est aussi ouverte dans la Concession internationale pour assurer les travaux d'analyse courants et la vente de médicaments⁶⁹.

Dans le domaine des soins, les réalisations ont atteint un niveau comparable. Les habitants de Shanghai n'ont pas tous la possibilité, pour des raisons économiques, d'avoir recours à un médecin ou aux services d'un hôpital. Pour remédier à cela, le gouvernement municipal met progressivement en place un réseau de stations de santé (*weisheng shiwusuo*) couvrant l'ensemble de son territoire. Les deux premiers sont ouverts à Gaoqiao et à Wusong en 1929, suivis de trois autres à Zhabei, Jiangwan et dans la Cité. Ils s'occupent d'étudier les conditions locales et d'apporter une aide concrète à la population grâce aux centres de soins (*zhenliaosuo*) qui leur sont attachés. En 1936, ces cinq stations disposent au total de six centres de soins et de deux cliniques⁷⁰.

67. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. T/31.

68. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, p. 9; [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1396; [b] *The China Yearbook, 1933*, p. 669.

69. *CWR*, 12 juil. 1930, p. 213; *SB*, 31 juil. 1932, p. 14 :1; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. T/20.

70. [c] *Neizheng nianjian*, 1935, IV, pp. 225-226; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, p. T/15.

L'accès à certains services est particulièrement favorisé. Les femmes enceintes peuvent se déclarer auprès des autorités et bénéficier alors de visites pré- et post-natales, de facilités d'accouchement et d'aides pour l'éducation de leur progéniture. Des infirmières se rendent dans les familles pour donner des conseils sur l'hygiène et l'éducation des jeunes enfants⁷¹. En 1936, les centres de soins ont reçu plus de 2000 patients et rendu près de 7000 visites à domicile⁷². En travaillant en collaboration avec certaines associations, les centres parviennent à atteindre un plus grand nombre de personnes. Enfin, ces services sont gratuits et ouverts à la population de tout Shanghai.

Néanmoins, les installations municipales sont limitées. Les autorités locales ne possèdent pas d'hôpital et ne peuvent que passer des accords avec certains établissements privés pour obtenir des tarifs de faveur pour les familles modestes ou pour traiter les cas particuliers (drogués, maladies contagieuses). En 1934, l'administration municipale rachète l'hôpital public de Chine (*zhongguo gongli yiyuan*) situé dans Zhabei et décide de le convertir en hôpital des maladies contagieuses afin d'y isoler, en période d'épidémie, toutes les personnes affectées. L'année suivante, le bureau de l'Hygiène fait l'acquisition de l'hôpital de Shanghai (*gongli Shanghai yiyuan*) qui devient ainsi établissement municipal⁷³. Enfin, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre 7, un complexe hospitalier moderne est construit dans le Centre civique. En 1937, le bureau de l'Hygiène se trouve à la tête de neuf hôpitaux et cliniques, et de cinq stations de santé. En une année, 1400 patients ont été traités dans le nouvel hôpital du Centre civique, tandis que 291 194 personnes sont passées par les différents établissements municipaux⁷⁴.

Le problème de l'opium est un peu particulier. Il est inutile d'insister sur la place que tenait Shanghai dans le commerce de cette drogue en Chine et en Extrême-Orient. Le gouvernement municipal s'est efforcé de lutter contre le trafic et les fumeries, se heurtant à deux difficultés majeures : l'existence des Concessions, où ces activités ont continué à prospérer, et la corruption de la police et de la

71. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. T/19.

72. [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1396; [b] *The Chinese Yearbook, 1937*, II, p. 1148; [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, p. T/38.

73. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1936, p. T/1-2.

74. [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1669; [b] *ibid.*, ...1937, II, pp. 1129-1130.

garnison locale⁷⁵. Il semble toutefois que les fumeries (tout comme les maisons de jeux et de prostitution) aient fait l'objet d'une chasse sérieuse et efficace et qu'elles aient en grande partie disparu du territoire municipal. De plus, les autorités ont ouvert successivement trois cliniques de désintoxication. La première est établie en 1934 à Longhua pour soigner les fumeurs d'opium arrêtés par les militaires ou par la police. En janvier et en mai 1935, deux autres établissements ouvrent leurs portes à Zhabei et dans la Cité pour les personnes désireuses de se soumettre volontairement à une cure de désintoxication⁷⁶.

*

Bien qu'il soit difficile, à partir de simples articles de presse et de rapports statistiques, de juger de la mise en œuvre effective des mesures prises par le bureau de l'Hygiène, tous les indices me portent à croire que celles-ci ont eu une réalité certaine, plus évidente dans certains secteurs (hygiène scolaire) que dans d'autres (contrôle alimentaire). Cela tient au fait qu'il était naturellement plus facile de surveiller un groupe stable et concentré comme les écoliers, que des éléments aussi dispersés que la multitude des boutiques et des échoppes. En outre, malgré les efforts de propagande intense du bureau, il ne faut pas oublier qu'une large part de la population était analphabète et par conséquent peu sensible aux tracts et aux banderoles. Ce handicap a été en partie surmonté par le recours aux conférences d'usine, aux clubs d'éducation populaire, aux media modernes (radio, cinéma), à l'envoi de brigades de propagande dans les rues, voire l'utilisation des écoliers pour transmettre des notions d'hygiène aux adultes⁷⁷.

On peut donc reconnaître au bureau de l'Hygiène des succès impressionnants, compte tenu des crédits limités dont il a disposé⁷⁸. Il convient d'attribuer cette performance à la personnalité des deux

75. Sur le trafic d'opium sous le GMD, cf. [b] J. MARSHALL, 1976; [b] B. G. MARTIN, 1986.

76. [c] *Shanghai shi nianjian*, 1937, pp. T/20-21.

77. [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, II, p. 1396; [b] *ibid.*, ...1937, II, pp. 1148, 1150; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. VII, pp. 3-4.

78. Les dépenses de santé du gouvernement municipal s'établissent, d'après ses propres statistiques, à 0,18 yuan par habitant en 1927-1928, à 0,17 yuan en 1932-1933 et à 0,20 yuan en 1934-1935. Cf. *CWR*, 10 oct. 1928, p. 59; [b] *The China Yearbook, 1934*, p. 749; [b] *ibid.*, ...1935, p. 291.

directeurs successifs du bureau, dont l'un laissera son nom à une fondation créée par la Société des Nations pour son travail dans le domaine de la santé à Shanghai⁷⁹. D'autre part, il faut souligner la compétence du personnel hautement qualifié des services de santé qui ont bénéficié, comme le bureau des Travaux publics, d'une grande stabilité. Grâce à diverses opérations de coopération (Université Tongji, Laboratoire central du ministère de la Santé, services sanitaires des Concessions), le bureau de l'Hygiène a su maximiser ses ressources propres. Enfin, la santé et l'hygiène publique ont fait l'objet d'un consensus général qui n'a pas offert de prise au débat idéologique et où même les divisions de juridictions ont pu être surmontées.

Finalement, on peut souligner le fait que dans les domaines étudiés au cours de ce chapitre, le gouvernement municipal s'est montré résolument moderniste, tant en matière éducative, avec une attention accrue portée au développement d'établissements ouverts à tous (enfants, adultes) et dispensateurs d'un enseignement rénové, que sur le plan sanitaire, avec l'introduction de mesures pratiquement inconnues en Chine (vaccination, hygiène publique), directement importées de l'Occident. Derrière toutes ces initiatives se profile une volonté certaine, de la part des dirigeants municipaux, d'amorcer à travers cette expérience locale un renouveau de la Chine. Les moyens adoptés sont incontestablement à mettre en relation avec la formation qu'ils ont reçue à l'étranger et qui a sans nul doute influé sur leurs choix.

79. *CWR*, 22 juil. 1933, p. 337.

Tradition et modernisation

A la différence des actions résolument modernistes analysées plus haut (aménagement urbain, création d'un appareil scolaire moderne, politique de la santé), d'autres sont d'une nature différente et ont été, en particulier, entreprises sur des bases entièrement différentes, largement inspirées de la tradition. Plutôt que d'en dresser un inventaire sans grande signification, j'ai choisi d'analyser quelques interventions dans des domaines précis, représentatives de la politique globale de l'administration municipale et révélatrices de la philosophie de base qui a inspiré ces initiatives.

I. Le champ d'action

L'instrument essentiel du gouvernement municipal pour la réalisation de sa politique a été sans nul doute le bureau des Affaires sociales. Néanmoins, celui-ci n'a pas toujours eu l'initiative des grands projets, élaborés plutôt, comme nous le verrons, par le cabinet du maire, et il a souvent travaillé en association avec d'autres bureaux de la municipalité à la réalisation de ces plans. A l'origine, le bureau des Affaires sociales s'appelait bureau des Affaires agricoles, industrielles et commerciales (*Nonggongshangju*). Ses domaines d'activité étaient ainsi assez clairement délimités, et son orientation plutôt économique. Le changement de nom, qui survient en 1928, ne relève pas du hasard. Il signifie que le bureau est désormais fondé à s'intéresser autant aux problèmes sociaux qu'économiques et, en cas de besoin, à intervenir. C'est une définition qui répond mieux aux ambitions de Pan Gongzhan, son énergique directeur.

On touche ici à une autre dimension de la nature de ce bureau, à savoir sa haute sensibilité politique. *Nong-gong-shang*, cela peut vouloir dire aussi paysans-ouvriers-marchands, et c'est bien cette inter-

prétation qu'en font les responsables locaux du Guomindang lorsqu'ils demandent qu'un des leurs soit placé à la tête du bureau. Ils obtiennent satisfaction avec la nomination de Pan, chargé notamment d'apporter une solution au mouvement ouvrier qui secoue Shanghai à cette époque, malgré la répression brutale dont il a été la cible en avril 1927¹. À cet égard, on peut noter qu'une sorte de symbiose va s'opérer entre ce service relevant du gouvernement municipal et la section locale du GMD. Sans devenir une simple annexe ni le bras armé de l'appareil local du parti, le bureau des Affaires sociales n'en représente pas moins un instrument privilégié sans lequel les responsables du GMD auraient été souvent impuissants.

Les méthodes de travail

L'une des tâches essentielles du bureau des Affaires sociales consiste dans la collecte d'informations (statistiques, enquêtes) qui doivent servir de base à l'élaboration d'une politique à l'égard des divers secteurs de la vie économique et sociale de Shanghai. Ces données sont d'ailleurs destinées aussi bien à l'administration municipale qu'aux organes gouvernementaux à Nankin. Sur de nombreux points, les analyses du bureau des Affaires sociales sont excellentes (en particulier dans la présentation des causes des problèmes étudiés) et constituent autant de critiques, même si elles sont involontaires, du gouvernement national. En revanche, les solutions préconisées à partir de ces analyses ne paraissent pas toujours appropriées. Surtout, elles sont en contradiction avec la politique du pouvoir central, notamment en ce qui concerne le domaine économique.

En dix ans, le bureau a réalisé un très grand nombre d'enquêtes de grande valeur². Dans le domaine commercial, en particulier, toutes les branches sont étudiées (organisations, traditions, struc-

1. D'après les mémoires des acteurs de cette période, c'est pour cette tâche précise (apporter une solution aux conflits sociaux dans le monde ouvrier), que Pan Gongzhan a été nommé au bureau des Affaires sociales. Cf. [c] SHEN Yiyun, 1980, p. 322; [c] Ji Hao, 1976, p. 47.
2. Dans le domaine de l'industrie; une enquête menée d'octobre 1927 à juillet 1928 aboutit à la publication d'un livret intitulé [c] *Shanghai zhi gongye*, 1970. Une nouvelle enquête, de mai 1931 à janvier 1932, a fait l'objet d'un second ouvrage : [c] *Shanghai zhi jizhi gongye*, 1933; cf. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. II, p. 8.

tures, difficultés, etc.), ainsi que le négoce des denrées elles-mêmes (commerce du riz, de la soie, du thé, etc.). Même si ces études ne parviennent pas à percer tous les secrets des organisations marchandes (notamment la question des capitaux des banques traditionnelles, les *qianzhuang*, ou du financement des guildes), elles offrent une grande richesse d'informations sur les pratiques commerciales à Shanghai³. D'autre part, à ces travaux s'ajoute la compilation d'indicateurs économiques plus généraux (volume des échanges, marché des devises, évolution de la dette publique). Le bureau établit enfin différentes séries de statistiques sociales portant sur les suicides, les divorces, la criminalité, les incendies et les conflits du travail⁴.

La bataille du riz

Le manque de riz, quelle qu'en soit la raison, a été la cause fréquente de hausses brutales des prix sur les marchés urbains et parfois d'émeutes violentes. À Shanghai, le problème de la fluctuation des prix se pose avec acuité car, bien que située dans une région fertile, la grande métropole se trouve en compétition avec d'autres grandes villes proches pour sa subsistance⁵. Les dirigeants municipaux

3. Il est impossible de citer ici toutes les branches sur lesquelles ont porté de telles enquêtes. On en trouvera les résultats dans la revue du bureau des Affaires sociales, [a] *Shehui yuekan* (*Monthly Journal of the Bureau of Social Affairs*), I (2), févr. 1929; I (3), mars 1929; I (7), juil. 1929; I (8), août 1929; I (11), nov. 1929; II (2), févr. 1930. Quant aux méthodes d'enquête employées, cf. [a] *Shehuiju kanwu* [Revue du bureau des Affaires sociales], 2, oct. 1927, pp. 2-3. Une liste des enquêtes réalisées se trouve dans [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. II, pp. 20-21.
4. Il existait neuf séries de statistiques touchant au domaine financier : index des devises étrangères, index des devises intérieures, statistiques de la dette publique intérieure. Elles ont donné lieu à une publication en 1928, *Shanghai shi zhi jinrong* [Les finances à Shanghai]. Le bureau publiait aussi un index des prix des grains (riz, blé, maïs) et du coton. Cf. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. II, p. 20. Les statistiques sur le monde ouvrier comportaient aussi plusieurs séries. En 1927-1928, le bureau des Affaires sociales entreprend la compilation et la publication de données sur les grèves ([c] *Shanghai tiebie shi bagong tingye tongji*), les conflits du travail ([c] *Shanghai tiebie shi laozi jiu fen tongji*) et les salaires (*Shanghai tiebie shi gongzi zhibu zhi shibian*) dans l'industrie. En 1929, trois autres séries viennent s'y ajouter : index du niveau de vie des travailleurs, index du coût de la vie, index des prix de détail. Ces données sont publiées régulièrement sous la forme d'ouvrages (cf. *infra*, bibliographie). Sur les méthodes de collecte et d'élaboration de ces statistiques, cf. [a] *Shehui yuekan*, I (1), janv. 1929.
5. [b] R. MURPHEY, 1953, chap. « How Shanghai Is Fed », pp. 101-138.

poux ont donc aussi pour souci principal de garantir un approvisionnement régulier de leur cité, afin de préserver l'ordre public et d'éviter de donner aux éléments « subversifs » — les communistes chinois — l'occasion de susciter des mouvements de révolte parmi les habitants. Dans cette perspective, le gouvernement municipal va adopter une double politique de contrôle des prix nettement inspirée du passé.

Les causes de l'augmentation des prix sont multiples. L'une des plus simples est la situation de pénurie assez fréquente au moment de la soudure. A ce mouvement régulier de hausse, sauf si la récolte précédente a été bonne et a permis de constituer des réserves, peut s'ajouter la perspective d'une moisson médiocre, ce qui crée des conditions favorables à la montée des prix. Enfin, il y a la spéculation aux divers niveaux de ce négoce, des transporteurs qui ralentissent l'acheminement des grains ou qui refusent de décharger leurs cargaisons dans l'attente d'une hausse des prix, aux grossistes qui font de la surenchère pour acheter les plus fortes quantités possibles à des fins de spéculation, avec, au terme du circuit, les détaillants qui répercutent les augmentations successives et qui ne manquent pas de saisir cette occasion pour s'octroyer un profit supplémentaire. On pourrait ajouter enfin des éléments de psychologie collective, tant du côté des marchands que de la population, chez qui la hantise de la famine résonne douloureusement et nourrit un état d'esprit propice à la flambée des prix. Ce phénomène peut donc être ramené à une logique simple, celle d'une demande supérieure à l'offre, qu'attisent les périodes de crise, agricole ou politique, et sur laquelle viennent se greffer des éléments de spéculation à plusieurs niveaux.

L'année 1927-1928, au cours de laquelle la nouvelle administration se met en place, n'est marquée par aucune augmentation spectaculaire des prix du riz. Les trois années suivantes, au contraire, connaissent des hausses brutales et violentes. Les cours habituels, qui vont de 8 à 9 yuan par *dan* selon les variétés, s'envolent littéralement. En 1929, la hausse surprend les autorités qui ne peuvent qu'adopter des mesures d'ordre administratif (« interdire » les augmentations jugées abusives). Pour faciliter sa tâche, le bureau des Affaires sociales décide d'établir deux comités : le comité des grains (*liangshi weiyuanhui*), organe consultatif de réflexion sur les problèmes d'approvisionnement, dont les suggestions en 1929 (établis-

sement de statistiques de production, fonds de secours [municipal], crédits [municipaux] aux paysans) sont difficilement acceptables par les autorités ; et le comité de régulation des prix (*pingjia weiyuanhui*), chargé d'évaluer l'évolution des cours du riz en vue d'en régler la hausse. Toutefois, la mauvaise volonté des marchands qui en font partie rend ce dernier totalement impuissant. Le bureau des Affaires sociales en prononce la dissolution et s'en remet alors aux guildes concernées pour faire respecter le prix officiel. Les autorités procèdent aussi à quelques achats de riz (3354 *bao*), mais leur intervention est insuffisante pour prévenir la montée des prix. L'arrivée sur le marché de la récolte d'automne, bien que médiocre, fait retomber les prix⁶.

L'année suivante, le bureau des Affaires sociales réunit les représentants des corporations concernées ainsi que des banques pour élaborer un plan de prévention. Ce dernier consiste dans l'achat de 100 000 *dan* de riz à l'étranger pour remédier au déficit attendu de la récolte à venir. Cette réunion a lieu au mois de janvier 1930, mais en mars, alors que le marché est en pleine hausse (20 yuan par *dan*), aucune mesure concrète n'a pu être adoptée car l'opération achoppe sur le mode de financement. Des achats en petite quantité offrent un court répit, tandis que des mesures de répression sévères par les patrouilles d'inspecteurs du bureau des Affaires sociales semblent avoir un certain effet. En avril, un véritable organe de concertation avec les marchands est reconstitué avec un nouveau comité de régulation des prix du riz (*miliang pingjia weiyuanhui*) dont le rôle est de suivre l'évolution du marché, de procéder à une répartition équitable du riz importé par les autorités, de fixer un prix maximal du riz en accord avec le gouvernement et de veiller à son respect par les commerçants⁷.

En mai, le comité décide de procéder à la vente de riz à prix fixe (*pingjiami*) pour briser définitivement les tendances inflationnistes

6. [c] *Shanghai shi di erci buchong cailiao*, 1936, tabl. 5, p. 83 ; *SB*, 7 août 1929, p. 14 :1 ; 29 août 1929, p. 13 :4 ; 11 sept. 1929, p. 13 :2 ; 16 sept. 1929, p. 14 :1 ; 24 sept. 1929, p. 13 :4 ; 26 sept. 1929, p. 14 :1 ; 2 oct. 1929, p. 13 :1 ; 20 oct. 1929, p. 13 :1. Le *bao* n'est pas une unité de mesure, c'est une unité de compte (sac). Il serait équivalent à une livre anglaise (0,454 kg). *SB*, 8 mai 1930, p. 14 :1-3.

7. *SB*, 15 janv. 1930, p. 13 :2 ; 29 mars 1930, p. 13 :2 ; 2 avr. 1930, p. 13 :1 ; 4 avr. 1930, p. 13 :1 ; 5 avr. 1930, p. 13 :1 ; 6 avr. 1930, p. 13 :1 ; 8 avr. 1930, p. 13 :1 ; 20 juil. 1930, p. 13 :2.

du marché. Cette intervention permet d'obtenir un sursis, mais elle arrive trop tard pour remédier à la hausse du début de l'année et trop tôt pour prévenir la nouvelle flambée de l'été. Dès le mois de juin, l'entrée dans la période creuse et les incertitudes politiques (l'offensive communiste de l'été 1930) accroissent les mouvements de spéculation. Le prix officiel, pourtant fixé très haut à 21 yuan, n'est pas respecté ; les prix s'envolent vers 22-23 yuan⁸. Les réserves du comité sont épuisées, alors qu'un déficit de 100 000 à 150 000 yuan, dû à la vente du riz à prix coûtant, reste à combler⁹.

Le bureau des Affaires sociales doit s'en remettre à des mesures de police pour dissuader les commerçants de spéculer et de manipuler les prix. La presse nous apprend que l'intervention du bureau a permis de limiter la hausse et d'en atténuer les effets sur la population. Les prix commencent à baisser en août, pour revenir à leur cours normal en septembre¹⁰. A titre anecdotique, on peut signaler que le très riche homme d'affaires qu'est Yu Xiaqing a lancé une véritable bombe en annonçant très officiellement son intention d'importer 100 000 *dan* de riz pour le vendre à prix coûtant dans les Concessions. Bluff ou pas, cette simple déclaration fait baisser les prix de façon notable¹¹.

En 1931, la mécanique de contrôle et d'achat préventif est désormais bien rôdée. Dès l'annonce des crues du Yangzi, le bureau des Affaires sociales fixe avec les guildes un prix officiel (17 yuan) qui est malgré tout dépassé. Une hausse à 18,9 yen est autorisée pendant une semaine, alors que les prix du marché s'élèvent à 20 yuan. Le comité de régulation se réunit et des achats massifs de grains à l'étranger ont raison, lentement, de la hausse. En octobre, le marché est à nouveau normal. L'opération se solde toutefois par un nouveau déficit de 200 000 yuan, qui est presque entièrement épongé par le gouvernement municipal¹².

Les années suivantes ne sont pas marquées par des dérapages

8. *SB*, 14 juin 1930, p. 13 :1; *CWFR*, 5 juil. 1930, p. 181.

9. *SB*, 8 mai 1930, pp. 13 :1-6, 14 :1-3; 9 mai 1930, p. 13 :4; 22 mai 1930, p. 13 :4; 26 juin 1930, p. 13 :2.

10. *SB*, 4 juin 1930, p. 13 :1; 14 juin 1930, p. 13 :1; 20 juin 1930, p. 13 :1; 20 juil. 1930, p. 13 :2; 24 août 1930, p. 13 :1; 30 août 1930, p. 15 :1; 26 sept. 1930, p. 13 :1.

11. *SB*, 19 juil. 1930, p. 13 :1; 26 juil. 1930, p. 15 :4.

12. *SB*, 12 août 1931, p. 13 :1; 13 août 1931, p. 13 :1; 17 août 1931, p. 13 :7; 25 oct. 1931, p. 15 :1; 13 nov. 1931, p. 13 :1.

semblables en raison de récoltes abondantes. En 1934, alors qu'une vague de sécheresse sévit dans la région, le bureau des Affaires sociales, en collaboration avec les corporations intéressées, fait enregistrer toutes les importations de riz et veille à leur répartition équitable entre les grossistes. Chaque année, à l'époque des récoltes, il achète du riz à l'étranger (en particulier en Indochine) dont les cours sont inférieurs à ceux du riz chinois, et constitue de petits stocks. Par ailleurs, les responsables du bureau sont décidés à frapper durement les commerçants qui persistent à tricher¹³. La hausse, modérée, est fortement tempérée grâce à l'achat de 4000 tonnes de riz par la Société de protection locale (*Shanghai difang weichihui*), association formée par la haute bourgeoisie liée au régime (cf. *supra*, chap. 4) et à l'importation de 11 000 tonnes par un consortium de grossistes et de banquiers¹⁴.

L'autre volet de la politique du gouvernement municipal est d'essayer de constituer des réserves suffisantes pour briser les mouvements de spéculation en mettant sur le marché de larges quantités de riz à bas prix. A cet effet, les responsables municipaux souhaitent reprendre dès 1929 leur part des réserves et des installations de conservation des grains placées depuis 1928 sous la gestion commune des autorités municipales et provinciales. Les négociations se heurtent au refus de ces dernières de s'en dessaisir. Ce n'est qu'en 1932 qu'un accord formel de séparation fait tomber dans les caisses de l'administration municipale 300 000 yuan qu'elle décide d'investir dans la construction d'un grenier d'une capacité de 500 000 *dan* (soit un mois de consommation de la ville entière). Elle demande aux guildes concernées d'y contribuer par une somme équivalente pour la constitution des premières réserves, 37 500 *dan*, par le prélèvement d'une somme de 5 *fen* sur chaque *dan* vendu par les membres de la corporation. Elle espère obtenir aussi un prêt de 600 000 à 1 million de yuan auprès des banques pour poursuivre les achats en grande quantité¹⁵. Le projet semblait bien avancé à la fin

13. *SB*, 1 août 1934, p. 13 :1-2; 7 août 1934, p. 10 :1; 13 août 1934, p. 11 :1; 18 août 1934, p. 11 :2; « Shehuiju yufang mingnian ben shi lianghuang » [Le bureau des Affaires sociales prend des mesures pour prévenir l'insuffisance d'approvisionnement en riz à Shanghai], [a] *Shehui ban yuekan* [La Revue bimensuelle du bureau des Affaires sociales], I (8), 25 déc. 1934, pp. 67-68.

14. *SB*, 3 août 1934, p. 11 :1; 18 août 1934, p. 11 :2.

15. *SB*, 21 sept. 1929, p. 13 :4; 28 nov. 1929, p. 14 :1; 13 nov. 1932, p. 15 :1; *YHZB*, 22 nov. 1932, pp. 3-4.

de 1932, mais dans aucune de mes sources je n'ai pu déterminer s'il a été mené à terme.

L'action du gouvernement municipal est un exemple d'intervention directe dans la vie économique de la cité. La tentative de réglementation morale du commerce du riz n'est pas superflue si l'on considère que les salaires d'une grande partie de la population ne dépassent pas 10 yuan par mois et que le riz constitue sa nourriture de base¹⁶. L'administration municipale s'est engagée dans des opérations de vente de riz subventionné qui rappellent clairement les mesures prises par les autorités impériales en période de disette ou de famine¹⁷. Pour les mettre en œuvre, elle s'est appuyée, comme par le passé, sur les organisations professionnelles traditionnelles, les guildes, afin de tenter de faire prévaloir l'intérêt public sur celui des marchands. En outre, elle a voulu reprendre une institution elle aussi ancienne, quoique tombée en désuétude : les greniers publics, afin de disposer d'un moyen de pression supplémentaire. Les résultats n'ont sans doute pas été à la hauteur des problèmes, d'autant que le gouvernement municipal semble y avoir perdu beaucoup d'argent.

De leur côté, les marchands n'ont pas totalement joué le jeu. Il semble même que les guildes, si toutefois elles ont réellement cherché à suivre les indications du bureau des Affaires sociales, n'ont pas réussi aisément à discipliner leurs membres. Ces derniers ont été beaucoup plus sensibles aux mesures de police et aux effets déflationnistes du riz subventionné, qui pouvait leur faire perdre de l'argent, qu'aux recommandations des autorités. En outre, le polycentrisme administratif de la ville a créé un obstacle supplémentaire, car les pouvoirs de police du gouvernement municipal s'arrêtaient aux frontières des Concessions. Dans ces zones, il a dû s'en remettre à la bonne volonté des commerçants et à l'intervention modérée des autorités étrangères.

La démarche de l'administration municipale a été facilitée par les initiatives privées, prises à partir de 1934 par des groupes de personnes étrangères au commerce du riz, mais dont les moyens

16. Sur le régime alimentaire de la population de Shanghai, en particulier dans les milieux populaires, cf. [b] B. E. READ, 1937; [b] HOU Hsiang-ch'uan, 1940; voir aussi la brève présentation de [b] R. MURPHEY, 1953, p. 139.

17. Les pratiques présentées dans ce chapitre s'inspirent nettement de celles étudiées par [b] P.-E. WILL, 1980, pp. 165-182, 235-239.

financiers leur permettent des interventions ponctuelles déterminantes. La politique de construction de greniers était sans doute la plus appropriée dans le long terme, mais elle s'est heurtée aux barrières administratives qui en ont retardé l'exécution pendant trois ans. La réticence des marchands et des banques à prêter de l'argent semble avoir eu raison du projet.

II. Le défi de la pauvreté

L'action la plus remarquable du gouvernement municipal est indéniablement celle qu'il a entreprise en faveur des couches les plus défavorisées de la société locale. Cette politique prend forme très tôt, mais en raison de contraintes financières et aussi d'un manque de volonté, elle ne sera mise en œuvre que lentement. En effet, c'est sous le mandant du quatrième et dernier maire, Wu Ticheng, que la plupart des projets seront lancés. Comme nous le verrons, le type d'aide apportée à la population s'inspire très directement de l'expérience des sociétés philanthropiques traditionnelles.

Les relations avec les associations de charité

Il existe à Shanghai, à cette époque, un grand nombre d'associations charitables, le plus souvent financées et dirigées par des membres influents et renommés de la communauté marchande. Elles disposent de larges ressources et, malgré les accusations de malversation portées contre elles par les autorités et qui conduiront à leur réorganisation en 1931, elles ont une longue et indiscutable tradition d'intervention dans la vie locale en faveur des pauvres. Le bureau des Affaires sociales, fidèle à une conception dirigiste de son rôle, va essayer d'en prendre le contrôle. La section locale du GMD demande d'ailleurs à plusieurs reprises que le bureau use avec plus de sévérité de son autorité pour battre en brèche l'influence des marchands au sein de ces organisations (cf. *supra*, chap. 3). En 1928, un premier pas est franchi avec le regroupement de toutes les associations dans une seule fédération¹⁸.

18. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. II, p. 41.

Toutefois, ni les responsables du parti ni ceux de la municipalité ne sont satisfaits de cette solution. L'aspect politique mis à part, les autorités souhaitent réorganiser en profondeur la structure des associations, faire un état complet de leurs ressources et coordonner davantage leur action afin de tirer un meilleur parti de leurs potentialités¹⁹. En 1930-1931, une vaste enquête est menée par le bureau des Affaires sociales. Elle aboutit à une réorganisation financière des associations, désormais obligées de tenir des comptes et de les rendre publics. Mais cette démarche, si elle impose certaines contraintes au fonctionnement de ces institutions, n'a pas permis leur prise de contrôle par le bureau des Affaires sociales. La collaboration entre organismes privés et administration municipale s'est poursuivie sur la même base que par le passé.

Les associations de charité sont fréquemment sollicitées par les services municipaux. Elles possèdent des structures d'accueil et d'assistance qui font défaut aux autorités locales. Le bureau des Affaires sociales distribue bien quelque aide directe aux nécessiteux (argent, vêtements), mais le plus souvent il les introduit auprès d'hôpitaux ou d'institutions caritatives. Le bureau de la Sécurité publique rassemble chaque jour les mendiants, les femmes et les enfants qui traînent dans la rue et les remet au centre d'assistance (*jiujisuo*) ou, s'il s'agit d'infirmes, au centre de repos (*jiayangsuo*) du bureau des Affaires sociales, dont les capacités sont limitées. Il lui faut donc s'adresser aux associations de charité qui chaque hiver ouvrent des centres d'abri (*bihansuo*) et des « soupes populaires » (*zhouchang*)²⁰.

La tâche est démesurée car Shanghai compte des milliers de mendiants auxquels s'ajoutent les ouvriers en chômage. En 1931, année noire pour les filatures de la soie, les associations de charité demandent au bureau des Affaires sociales de leur verser des crédits d'assistance pour faire face à l'afflux exceptionnel de personnes (12 000 par jour) dans les « soupes populaires » (*zhouchang*)²¹. De

19. [c] *Shanghai shi shehuiji yewu baogao*, 1932, pp. 322-327.

20. [a] *Shehui yuekan*, I (9), sept. 1929; I (12), déc. 1929; [c] *Shanghai tebie shi gong'anju yewu baogao*, 1928, 1929, pp. 188, 191, 220.

21. Sur le nombre et la condition des mendiants et des chômeurs à Shanghai, *CWR*, 5 sept. 1931, p. 18; [a] *Shehui yuekan*, I (9), sept. 1929; [b] *The Chinese Yearbook*, 1935-1936, II,

façon générale, le bureau des Affaires sociales décide de la date d'ouverture des centres d'abri pour la période hivernale et établit des statistiques de toutes les actions engagées par ses services et par les associations. A partir de ces données, un bilan annuel est publié et présenté aux responsables.

Le bureau s'est donc progressivement accommodé d'une collaboration sans domination avec les associations de charité. Sans elles, en effet, l'action du gouvernement municipal aurait été singulièrement limitée et n'aurait pu suffire à relever le défi de la pauvreté à Shanghai. Il ne faut pas oublier non plus que les philanthropes les plus connus, comme Wang Yiting, également conseiller municipal, jouissaient des contacts nécessaires auprès des autorités pour contrebalancer le pouvoir du parti et faire prévaloir leurs vues.

Le problème des réfugiés

Au cours des XIX^e et XX^e siècles, l'afflux continu de réfugiés est venu peser en permanence sur la vie de Shanghai. Dès que des désordres civils ou des calamités naturelles se produisent dans les régions environnantes, un flot de sans-abri vient se déverser sur le pourtour de la riche cité, dans l'espoir d'y trouver un moyen de subsistance. La plupart sont ainsi victimes d'une illusion sans lendemain, et n'ont d'autre recours qu'auprès des organismes patronnés par les traditionnelles associations de charité. Leur action n'est pas négligeable, mais trop dispersée pour répondre efficacement à ce problème. En 1929, le gouvernement municipal négocie avec les compagnies de bateaux à vapeur le transport gratuit de ceux qui souhaitent retourner dans leurs villages d'origine. Les responsables du bureau des Affaires sociales affirment que cette solution donne des résultats appréciables, une partie des réfugiés choisissant souvent de rester parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer les frais de voyage du retour au pays. Quant à ceux qui sont originaires de provinces éloignées, la police est chargée de les regrouper dans

p. 1211; [c] *Shanghai shi shehuiji yewu baogao*, 1931, p. 191; « Yiqian sibai yu youmin wenhua de jieguo » [Résultats d'entretiens avec plus de 1400 vagabonds], [a] *Shehui yuekan*, I (4), avr. 1929, et « Shanghai qigai wenti de tantao » [Enquête sur le problème des mendiants à Shanghai], [a] *Shehui ban yuekan*, I (6), 25 nov. 1934; [c] *Jiāng Siyi*, 1933.

chaque arrondissement où il s'en trouve, de prévenir le bureau des Affaires sociales qui procède à une distribution de nourriture avant qu'ils ne soient accompagnés hors de la ville par des agents de la Sécurité publique²².

En 1931, à la suite des crues du Yangzi, des centaines de milliers de personnes se précipitent vers les centres urbains pour y chercher un secours à leur détresse. A Shanghai, le bureau des Affaires sociales réunit toutes les organisations concernées en vue de mettre sur pied un plan d'accueil. Pour coordonner l'action des diverses associations, un bureau d'accueil (*shourong banshichu*) est établi. Sur deux sites sélectionnés par le bureau des Terrains, les employés municipaux procèdent à des aménagements de base (alimentation d'eau, caniveaux, pistes cendrées), puis construisent des huttes en paille, dotées de l'eau courante et parfaitement étanches. Chaque camp possède un dispensaire, des bains et des toilettes publics. Des groupes de policiers en assurent la garde et veillent au maintien de l'ordre. Les réfugiés y reçoivent trois repas par jour. Les organisations de charité participent largement au financement de l'opération (60 000 yuan), ainsi que le gouvernement municipal (50 000 yuan). Les guildes sont aussi sollicitées, notamment la Guilde de la construction (*zhixiaochang tongye gonghui*) qui fournit les matériaux nécessaires à la construction des huttes²³.

Le premier camp ouvre ses portes en août, suivi d'un second quelques semaines plus tard. Pendant trois mois, y sont accueillies 37 000 personnes. Les autorités ont beaucoup de peine à contrôler l'arrivée massive des réfugiés, le plus souvent de nuit par crainte d'être refoulés. Cela pose des problèmes graves pour l'approvisionnement des camps et pour les conditions d'habitat. Par ailleurs, ceux qui n'ont pas trouvé de place dans les camps se sont dispersés dans la ville. A la mi-novembre, le Yangzi ayant repris son cours normal, le bureau des Affaires sociales annonce la fin de l'opération. La plupart des réfugiés sont renvoyés chez eux, tandis que ceux qui, malgré tout, préfèrent rester sont remis aux mains d'un comité d'accueil des réfugiés de Shanghai (*Shanghai shi shourong zaimin weiyuan-*

22. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. II, p. 30.

23. *SB*, 23 août 1931, p. 17 :1; 29 août 1931, p. 17 :2; 31 août 1931, p. 13 :4; 19 sept. 1931, p. 13 :4.

hui), constitué à cet effet par cinq organisations²⁴. En fait, une partie d'entre eux continuent d'être pris en charge par des associations de charité ou des associations régionalistes (*tongxianghui*). Celles-ci ont maintenu leur effort jusqu'à la confrontation avec le Japon en janvier 1932.

La lutte contre les bidonvilles

La question des réfugiés, mais cette fois de ceux qui sont établis depuis longtemps dans les bidonvilles de Shanghai, a connu un début de solution que seul le conflit sino-japonais en 1937 est venu interrompre. D'après les statistiques du bureau de la Sécurité publique, il y aurait eu sur le territoire municipal, en 1931, de 90 000 à 100 000 personnes vivant dans des conditions d'insalubrité effroyables, dans des sortes de cabanes faites de terre et de paille. Le nombre de ces habitations de fortune n'a pas cessé de croître, passant de 21 000 en 1928 à 30 000 en 1935²⁵. D'après une enquête de 1926, portant sur un échantillon de 14 000 individus, ces zones sont peuplées d'ouvriers (36 %), de tireurs de pousse-pousse (20 %), de petits marchands (21 %) et de chômeurs ou d'inactifs (23 %)²⁶. Elles sont réparties dans toute la municipalité chinoise, à la périphérie des Concessions. Dans celles-ci, il n'y a guère qu'à Yangshupu, la zone industrielle, et dans le secteur ouest (après 1932 surtout), que l'on en trouve aussi. Il s'agit donc d'un phénomène éclaté de bidonvilles, même si on peut relever quelques zones de forte concentration comme à Zhabei, dans le secteur ouest et autour de la Cité.

Le gouvernement municipal est résolu, pour des raisons humanitaires, mais aussi de prestige, à appliquer un traitement à ce cancer qui ronge la ville. En 1928, le bureau des Travaux publics propose d'abord la construction d'habitations populaires pour accueillir cette population, comme Nankin a commencé de le faire²⁷. Toutefois, les finances municipales n'étant pas prospères à cette époque,

24. *SB*, 14 nov. 1931, p. 11 :1; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. II, p. 29.

25. [c] *Shanghai penghuqu de bianqian*, 1965, pp. 3-8; *CWR*, 9 mai 1931, p. 365; 10 août 1935, pp. 351-352, 366; [a] *Dangsheng*, I (13), 27 avr. 1935, p. 248.

26. [c] *Shanghai penghuqu de bianqian*, 1965, p. 35.

27. *CWR*, 22 sept. 1928, p. 131.

une solution de rechange moins onéreuse est adoptée : le regroupement. Le bureau des Terrains sélectionne des sites inoccupés qui sont ensuite aménagés et divisés en parcelles, afin de permettre un entassement moindre, des constructions régulières et des conditions d'hygiène acceptables. Chaque famille qui déménage reçoit en outre une petite indemnité. Le déplacement de cette population, qui débute en mai 1928, concerne environ 800 habitations. Cette solution d'attente, que le gouvernement municipal conjugue avec une politique de prévention, se révèle largement inefficace face à l'afflux constant des réfugiés, originaires pour la plupart du Jiangbei, la partie déshéritée du nord du Jiangsu. D'ailleurs, les négociations avec les autorités comprennent des représentants des associations charitables et de l'Association régionaliste du Jianghuai (*Jianghuai tongxiang gonghui*)²⁸.

En 1929, le gouvernement municipal entreprend la construction du premier groupe d'habitations populaires (*pingmin zhusuo*) à Zhaobei (100 unités). Un comité de construction des habitations populaires (*pingmin zhusuo jianzhu weiyuanhui*) est chargé de la conduite de l'opération. En 1930, il propose d'emprunter 500 000 yuan (auxquels s'ajouterait une contribution de 100 000 yuan de l'administration municipale) auprès des différents milieux professionnels pour lancer un vaste programme de construction (3000 unités). Toutefois, le puissant comité de l'aménagement urbain (cf. *supra*, chap. 7) relègue ce projet au second plan. Les travaux progressent alors d'un pas plus mesuré : un deuxième groupe de 450 unités voit le jour en 1930 et un troisième, comprenant 290 unités, en 1931²⁹.

Parallèlement à ces efforts, le bureau des Travaux publics, conscient de l'insuffisance de ces installations, adopte une mesure originale. Il détermine à nouveau quatre sites de regroupement, préalablement aménagés comme en 1928. Toutefois, il met en plus ses agents au service des résidents pour leur donner des conseils de construction à l'aide de matériaux de récupération. C'est une for-

28. L'Association régionaliste du Jianghuai réunit tous les commerçants originaires du Jiangbei, appellation moins « noble » que celle de Jianghuai. Cf. *SB*, 13 avr. 1928, p. 14 :4; 19 avr. 1928, p. 14 :4; 18 avr. 1928, p. 15 :3; 19 mai 1928, p. 14 :4. Sur la situation de la communauté originaire du Jiangbei à Shanghai, cf. [b] Y. BELESKIR, 1984; [b] E. HONIG, 1989, pp. 243-274.

29. *SB*, 4 févr. 1930, p. 14 :4; 18 sept. 1932, p. 15 :4; [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. II, p. 27.

mule qui permet l'installation à moindres frais de logements à très bon marché par les habitants eux-mêmes, qui n'ont souvent pas les moyens de payer le loyer, pourtant peu élevé (2 à 3 yuan par mois) des habitations populaires³⁰. Cette solution, qui n'a pas été poursuivie, anticipe sur les méthodes d'autoconstruction assistée mises au point dans certains pays du Tiers-Monde pour faire face à l'explosion urbaine, alors que les gouvernements sont incapables de financer les vastes programmes de construction requis et que les populations des bidonvilles sont de toute façon trop pauvres pour payer un loyer, fût-il des plus modiques³¹.

Les premiers groupes d'habitations sont dotés d'une salle des fêtes, d'une école populaire, d'une coopérative, d'un terrain de sport et d'un centre de crédit populaire (cf. *infra*). A la fin de 1931, un quatrième ensemble est mis en chantier, mais les travaux sont interrompus par le conflit sino-japonais de 1932. L'état subséquent des finances municipales ne permet pas de relancer le projet. Dans cette attente, le bureau des Affaires sociales intervient à plusieurs reprises en faveur des habitants des bidonvilles lorsque des menaces d'expulsion pèsent sur eux. La Concession internationale, par exemple, a décidé de détruire les habitations provisoires des victimes de l'agression japonaise installées dans le secteur ouest de son territoire. Les deux mille personnes visées se mobilisent et font appel au gouvernement municipal, à l'Association des contribuables chinois et à la section locale du GMD pour qu'ils s'opposent au projet des autorités étrangères. Ces dernières doivent s'incliner³².

Nous avons peu de données sur les catégories de la population qui ont bénéficié des habitations populaires. D'après une enquête de 1932 portant sur 522 résidents, 393 étaient des tireurs de pousse-pousse, 29 des tireurs de voiture à bras, 56 des sandaliers, 25 des tanneurs, le reste exerçant des métiers divers. Les deux premiers groupes, qui représentent 80 % de l'échantillon, sont parmi les catégories les plus pauvres de la société urbaine chinoise. Les autres, de petits artisans, ne sont guère mieux lotis³³. L'action du gouvernement municipal, d'après ces données partielles, n'aurait

30. *SB*, 4 juin 1931, p. 13 :2.

31. [b] B. GRANOTIER, 1980, pp. 229-234.

32. *SB*, 11 nov. 1932, p. 14 :5; *CWR*, 1 oct. 1932, p. 203; 12 nov. 1932, p. 483.

33. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. II, p. 35.

donc pas été détournée de son objectif premier qui était d'apporter une aide aux plus démunis. Dans ces habitations, le bureau des Affaires sociales s'efforce de former des coopératives et de répartir les tâches entre les artisans, afin de faciliter l'accès de leurs produits aux marchés, sans passer par des intermédiaires³⁴. Les agents du bureau donnent aussi des conseils pour améliorer la qualité de la production et augmenter les revenus.

Les tireurs de pousse-pousse sont incités à se grouper en coopérative afin de ne plus subir l'exploitation des patrons de maisons de pousse-pousse, mais il semble que ce projet n'ait pas abouti faute de moyens³⁵. En dépit de déclarations d'intention, la première commission chargée spécifiquement des problèmes des tireurs de pousse-pousse dans la zone chinoise n'est fondée qu'en 1934 (à la suite, d'ailleurs, d'une initiative semblable dans la Concession internationale). Jusqu'alors, le gouvernement municipal se contente de limiter le nombre de licences pour ne pas aviver la concurrence et aggraver le sort des malheureux tireurs. En 1937, une loi municipale prévoit la création d'une régie (municipale) de pousse-pousse, mais cette mesure arrive trop tard car la guerre emporte le projet dans son tourbillon³⁶.

En 1933, plusieurs catastrophes successives (typhons, incendies) ramènent le problème des bidonvilles au premier plan de l'actualité et réactivent l'intérêt des autorités envers l'existence précaire de cette population³⁷. L'année suivante, Wu Tiecheng annonce un plan ambitieux d'assistance aux pauvres, qui prévoit la construction de villages modèles (*mofan cun*) pour un investissement total d'un million de yuan. Un nouveau comité de gestion des œuvres d'assis-

34. *Ibid.*, chap. II, pp. 34-35.

35. *Ibid.*, chap. II, p. 35; *CWR*, 10 août 1935, p. 366; « The Exploitation of the Ricksha Coolie », *PT*, V (1), 1 août 1933, pp. 13-16; « Settlement Police versus Ricksha Pullers », *PT*, VII (5), 1 sept. 1934, pp. 207-211; [b] *The Chinese Yearbook, 1935-1936*, I, pp. 919-920, 934-938; voir aussi LEI Jingxiao, « Shanghai Yangshupu renlichefu diaocha » [Enquête sur les tireurs de pousse-pousse de Yangshupu à Shanghai], s.l., s.d., s. pag. *

36. « Law for Municipal Control of Ricksha Service », *PT*, XVII (6), 16 mai 1937, pp. 369-372. Sur les conditions de vie et de travail des tireurs de pousse-pousse à Shanghai, cf. « Shanghai shi renli chefu shenghuo zhuangkuang diaocha baogaoshu » [Rapport d'enquête sur les conditions de vie des tireurs de pousse-pousse de la municipalité de Shanghai] et « Shanghai shi de renliche wenti » [Le problème des tireurs de pousse-pousse à Shanghai], [a] *Shehui ban yuekan*, I (1), 10 sept. 1934, pp. 99-113, 11-31.

37. *SB*, 11 août 1933, p. 13 :1-2; 27 août 1933, p. 17 :2; 12 nov. 1933, p. 13 :1-2; 14 nov. 1933, p. 9 :1-2.

tance aux pauvres (*pingmin fuli shiye guanli weiyuanhui*), composé de Chinois et d'étrangers (29 personnes), est chargé de réunir les fonds et de mettre le projet à exécution. Le comité de gestion est divisé en trois commissions : construction et planification, formation des travailleurs sociaux et administration des tireurs de pousse-pousse. En 1935, quatre des six villages projetés sont en cours de construction. Ils comptent chacun 200 à 300 unités, destinées à accueillir plusieurs milliers de personnes, ainsi que deux dortoirs pour célibataires. Chaque maison comprend une cuisine, un salon et des chambres à coucher. Certes, le style architectural des bâtiments n'est pas très original, mais pour les résidents des bidonvilles, c'est déjà un progrès considérable³⁸.

Les conditions de vie dans les camps sont contrôlées par des travailleurs sociaux (40 personnes), recrutés et formés spécialement par le comité de gestion. Leur présence est destinée à faciliter les problèmes d'adaptation et à faire respecter certaines règles (hygiène, nombre de résidents par habitation). Les quatre premiers villages sont inaugurés officiellement en février 1936; en avril, le comité de gestion présente un nouveau projet de villages modèles à un coût plus faible (130 yuan par unité), afin d'offrir des possibilités de logement décent pour un loyer encore plus bas. En effet, comme nous l'avons noté plus haut, une partie de la population des bidonvilles reste exclue du bénéfice de ces réalisations, en raison de revenus trop faibles. Désormais, certains groupes de résidents de bidonvilles, menacés par le Shanghai Municipal Council qui a repris son travail d'élimination des cabanes de son territoire, demandent la construction de nouveaux villages modèles aux autorités municipales³⁹. La guerre met un terme définitif à cette politique novatrice.

Les centres de crédit populaire

L'aide aux pauvres s'est matérialisée sous d'autres formes, et notamment par la création d'institutions de crédit. Dès sa mise en place en 1927, le gouvernement municipal tente de faire respecter la loi sur

38. *SB*, 14 août 1934, p. 11 :3; *CWR*, 10 août 1935, p. 366; 8 févr. 1936, p. 356; 7 mars 1936, p. 31.

39. *PT*, XIV (2), 1 avr. 1936, pp. 126-127; *CWR*, 1 mai 1937, p. 350; 8 mai 1937, p. 374; 15 mai 1937, p. 433; 26 juin 1937, p. 136.

les taux d'intérêt, fixés à 20 % par an au maximum. La loi vise essentiellement les prêteurs sur gage (*yadian, dangdian*) qui pratiquent des taux prohibitifs⁴⁰. Le bureau des Affaires sociales s'applique à user de persuasion, en particulier à l'égard de ceux, la grande majorité (90 %), qui échappent à son contrôle grâce à leur installation dans les Concessions. Il semble que les démarches de l'administration aient peu d'effet, ce qui amène le bureau à avoir recours à la justice. Néanmoins, les prêteurs se trouvant à l'abri des Concessions, qui sont peu enclines à répondre aux sollicitations des autorités chinoises, celles-ci ne peuvent que constater leur impuissance⁴¹.

Pour remédier au manque d'institutions destinées aux pauvres, l'éphémère bureau d'Intérêt public a élaboré un avant-projet de création d'organes de prêts populaires (*pinmin jiebenchu shiban zhangcheng*). Cette initiative est engloutie dans la disparition du bureau qui l'avait énoncée. Le bureau des Affaires sociales, qui hérite de ses attributions, suggère alors l'idée d'un mont-de-piété public (*gongdang*), qui n'est pas suivie d'effet. Les milieux financiers shanghaiens sont favorables à la création d'un organe bancaire local, mais ils n'appuient pas la proposition du maire, Zhang Dingfan, qui décide un peu plus tard de créer un Institut d'assistance économique (*jiujiyuan*). Wang Yiting, pressenti comme directeur, ne répond pas à la proposition qui lui est faite. Les réticences des personnes sollicitées financièrement semblent avoir fait avorter le projet⁴².

C'est donc avec des fonds municipaux que le bureau des Affaires sociales fonde, en mai 1929, le premier centre de crédit populaire (*pinmin jiebenchu*) dans la Cité. Le jour de l'ouverture, le centre connaît une affluence exceptionnelle. Grâce à ce succès, un second bureau est ouvert à Zhabei, ainsi que dans les groupes d'habitations populaires où ce système est généralisé à partir d'avril 1930⁴³. En 1932, à la suite de la confrontation sino-japonaise, le bureau des Affaires sociales organise une opération parallèle en vue

40. Sur les prêteurs sur gage, cf. [b] E. TROMBERT, 1977.

41. *SB*, 24 mai 1929, p. 14 :1; 16 nov. 1929, p. 13 :1; 21 nov. 1929, p. 16 :3; [a] *Shehui yuekan*, I (12), déc. 1929.

42. *YHZB*, 17 janv. 1929, p. 5-7; 16 avr. 1929, p. 9.

43. *SB*, 17 mai 1929, p. 15 :2; 23 juin 1929, p. 14 :3. Selon une enquête du bureau de la Sécurité publique, il y aurait 113 000 *pinmin* (très pauvres) à Shanghai. Cf. *SB*, 20 déc. 1928, p. 15 :1.

d'attribuer des aides provisoires (*zhanqu linsbi jinji jieben*) aux victimes de la guerre. Les sept centres créés à cet effet délivrent des prêts sans intérêt et sont situés en majorité dans les zones rurales de la municipalité. Après 1933-1934, ils cessent d'attribuer des prêts gratuits (38 000 yuan ont été versés) et sont reconvertis en centres réguliers de crédit populaire⁴⁴.

Les modalités d'emprunt sont cependant assez strictes. Le demandeur doit d'abord trouver une personne qui accepte de se porter garante en cas de défaut de remboursement. D'autre part, l'emprunt doit être lié à un projet productif précis (il ne s'agit pas de prêts à la construction, sauf en 1932). Les sommes allouées ne peuvent en aucun cas dépasser 20 yuan (minimum 5 yuan) et doivent être remboursées en vingt versements, échelonnés par période de cinq jours. Dans les zones rurales, les prêts ne peuvent pas excéder 5 yuan et doivent être remboursés en dix échéances. Il est difficile d'identifier les personnes qui ont recours à cette facilité d'emprunt, car les rapports du bureau des Affaires sociales n'indiquent que des groupes professionnels très vagues. On peut cependant noter que les marchands à l'étal, les fruitiers et les fabricants de chaussettes constituent les gros bataillons de demandeurs (48 %). Les autres se répartissent en métiers très variés et différents selon les arrondissements : poissonniers, restaurateurs, machines (?) dans la Cité; fabricants de jouets, d'instruments de musique à Zhabei⁴⁵.

Bien qu'il faille se garder d'une appréciation trop positive de ces mesures, elles semblent avoir connu un réel succès. En 1930, le bureau des Affaires sociales a reçu, dans les seuls arrondissements urbains, 3703 demandes, dont 1235 ont été rejetées en raison surtout de l'absence de garantie. Les fonds prêtés s'élèvent au total à 36 900 yuan, dont 43 % en sommes de 20 yuan et 37 % en sommes de 15 yuan, soit plus de 3700 prêts. Les données sur les zones rurales portent sur une période trop courte (avril-juin 1930) pour être significatives (2000 yuan). L'année suivante, les prêts à la population font un nouveau bond : 4248 personnes en ont bénéficié (sur 5237 demandes), pour une somme totale de 129 946 yuan (dont 83 %

44. [c] *Shanghai shizheng gaiyao*, 1934, chap. II, p. 28.

45. Tous les règlements d'organisation et de fonctionnement ont été publiés dans [a] *Shehui yuekan*, II (8); « Banli pinmin jiebenchu zhi jingguo » [Le processus de mise en route des centres de crédit populaires], *ibid.*

sont déjà attribués au moment de l'attaque japonaise). Les zones rurales ont reçu 41 % de ce pactole, mais les prêts agricoles ne représentent qu'un montant global de 4128 yuan, soit 3 % du total. En 1932, dernière date de référence de mes sources, 17 000 personnes ont bénéficié de prêts pour développer ou améliorer leurs activités professionnelles⁴⁶.

*

Dans le domaine de l'action sociale du gouvernement municipal se trouvent rassemblés de nombreux éléments que nous avons tenté d'explicitier tout au long de notre étude. Le premier est la contradiction entre les ambitions affichées et les contraintes imposées par la réalité (contraintes de l'environnement politique et social, contraintes économiques). En second lieu, on peut observer que les réalisations les plus importantes ont été accomplies au cours de la période 1932-1937, alors que le gouvernement municipal a atteint une certaine stabilité institutionnelle. Les objectifs sociaux qu'il s'est fixés sont en voie de réalisation lorsque la guerre sino-japonaise vient mettre un point final à un programme d'actions engagé dans une voie parfaitement crédible.

Les activités du bureau des Affaires sociales ont été fortement empreintes de la marque du GMD, à travers ses dirigeants comme par l'emprise que peut y exercer l'appareil local du parti. Les succès et les échecs, selon les domaines auxquels le bureau s'est attaqué, ont souvent dépendu de cette dimension. Là où le consensus régnait, les réussites ont été à la mesure des ambitions et des moyens mis en œuvre. Ailleurs, les conflits larvés ou les réticences ont battu en brèche la volonté de l'administration municipale. En outre, les méthodes employées pour atteindre les objectifs déterminés manquaient singulièrement d'originalité. Les responsables municipaux se sont appuyés sur des structures traditionnelles pour activer un sens de la responsabilité collective chez les individus face à des problèmes précis. Le recours aux guildes comme aux associations de charité en est une illustration.

Enfin, la philosophie de base qui sous-tend toute l'action du bureau des Affaires sociales ne s'écarte pas de la notion de « bien-

veillance sociale» qui a donné naissance à ces organisations. Elle prend racine dans la tradition confucéenne qui met l'accent sur le devoir moral qu'ont les dirigeants de veiller au bien-être de leurs sujets. Le caractère volontariste de la politique menée par les autorités municipales, leur volonté de contrôler, à défaut de diriger, les divers secteurs économiques et sociaux, de leur assigner des rôles précis, se rattachent pleinement à ce courant de pensée tel qu'il s'est matérialisé dans la bureaucratie impériale. Les nouvelles instances municipales, en dépit de leurs aspects indéniablement modernes, restent profondément enracinées dans la tradition culturelle. La philosophie qui les inspire, tout comme le mode de relations (*guanxi*) entre les personnes, ne peuvent que confirmer ce constat.

46. [c] *Shanghai shi shehuiju yewu baogao, 1931*, p. 267; *ibid.*, ...1932, pp. 89-91.

*État, parti, élites et société chinoise :
les leçons du cas shanghaien*

Le 10 juillet 1937, à l'occasion du X^e anniversaire de la fondation du gouvernement municipal, une gigantesque manifestation est organisée dans le Centre civique. Des milliers de personnes se pressent pour assister aux cérémonies et visiter les six expositions ouvertes pour fêter l'événement¹. Si la satisfaction et l'enthousiasme sont de mise, il n'empêche, comme le rappelle une revue attentive aux problèmes politiques, qu'un spectre plane sur ces réjouissances : celui de la guerre². Trois jours plus tôt, un incident mineur, celui du pont Lugou (Marco Polo) à Pékin, a marqué le début du conflit qui va ensanglanter la Chine pendant huit années.

Depuis des mois, les mauvais augures se sont accumulés à Shanghai et ailleurs en Chine. Des préparatifs sans pareil, organisés dans le plus grand secret, constituent le prélude au conflit redouté, mais inévitable. Le dernier maire, Wu Tiecheng, a été l'architecte de cette grande entreprise de défense de la ville³. Dès le début du conflit dans le Nord du pays, les autorités centrales donnent pour instruction au gouvernement municipal de prendre toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre, et d'éviter à tout prix qu'un conflit avec les Japonais n'éclate à Shanghai⁴. Peine perdue, car ces derniers sont bien décidés à saisir, voire à créer, le prétexte qui justifiera leur intervention, comme en 1932.

Après une chaude alerte en juillet, l'inévitable se produit le mois suivant lorsque, à la suite d'un échange mortel de coups de feu entre soldats chinois et japonais, le gouvernement municipal se

1. *CWR*, 3 juil. 1937, p. 171.

2. « A Spectre at Shanghai's Birthday Feast », *PT*, XVIII (2), 16 juil. 1937, pp. 75-78.

3. [c] SHEN Yi, 1970, pp. 82-83.

4. « Sino-Japanese War in Shanghai », *China Quarterly*, II (4), Fall 1937, p. 611.

trouve entraîné, *nolens volens*, dans une spirale de confrontations. Malgré la volonté maintes fois réitérée des autorités locales de régler l'incident par la voie pacifique, la marine japonaise, sourde aux appels à la modération, décide de donner l'assaut. L'histoire semble bégayer : afflux massif de réfugiés dans les Concessions (plus d'un million), bombardements sans discernement de la population civile, destructions matérielles considérables⁵. Certes Zhabei s'est littéralement vidé de ses habitants avant le début des hostilités, mais pour les réfugiés les Concessions se révèlent être un havre très précaire⁶. Alors que les troupes japonaises se servent de la Concession internationale comme base arrière de leurs opérations, l'armée chinoise, adoptant alors une tout autre tactique qu'en 1932, n'hésite pas cette fois à exercer un droit de poursuite et à porter le fer jusque dans ces zones. Yu Hongjun, nommé maire en juillet 1937, avertit les autorités des Concessions de prendre des dispositions pour empêcher les agissements des Japonais⁷.

Grâce aux préparatifs effectués par le gouvernement municipal, grâce aussi à l'opiniâtreté des troupes chinoises, Shanghai résistera plus de trois mois avant de se rendre aux Japonais. Au cours de cette longue, trop longue bataille, le travail patient, entrepris avec beaucoup d'enthousiasme et d'espoir, est réduit à néant⁸. Jiangwan, Wusong, Zhabei, comme en 1932, sont engloutis sous les bombes. Le Centre civique, pierre d'angle des ambitions du gouvernement municipal, n'est plus qu'un amas de ruines. En novembre 1937, le gouvernement municipal n'est plus qu'un nom, comme à ses débuts dix ans auparavant. Il ne lui reste plus qu'à se retirer et à suivre le Gouvernement national à l'intérieur du pays⁹.

Les années 1927-1937 sont restées dans l'histoire sous le nom de « décennie de Nankin », synonyme d'un régime maintes fois décrié pour son incapacité et sa corruption. Que représentait en effet l'arri-

5. *CWR*, 31 août 1937, p. 322 ; « Shanghai History Repeats itself », *PT*, XVIII (5/6), sept. 1937, pp. 291-293 ; « Sino-Japanese War », pp. 612-613.

6. *CWR*, 14 août 1937, p. 414 ; 21 août 1937, p. 428. Sur les conditions d'accueil des réfugiés et l'admirable travail réalisé par les trois administrations municipales de Shanghai, cf. le numéro spécial de *China Quarterly*, III (1), Winter 1937-1938.

7. *CWR*, 11 sept. 1937, p. 23 ; 2 oct. 1937, p. 87.

8. *CWR*, 13 nov. 1937, pp. 252-253.

9. Le gouvernement municipal de Shanghai a continué d'exister en exil pendant toute la durée de la guerre sino-japonaise. Yu Hongjun en est resté officiellement le maire.

vée au pouvoir des nationalistes à l'issue de l'Expédition du Nord ? Un nouvel avatar dans les luttes intestines qui déchirent alors la Chine en fiefs militaires antagonistes, ou l'amorce d'une restauration de l'État et de la Nation ? Sans doute les deux aspects sont-ils intimement mêlés, car si l'État va commencer à rétablir son autorité, les survivances du passé vont continuer à pervertir le nouveau régime¹⁰.

Malgré tout, c'est bien une ère nouvelle qui s'ouvre avec la formation du Gouvernement national à Nankin en 1927. Bien qu'encore fragile et divisé, le pouvoir établi dans certaines régions de Chine par les nationalistes permet de lancer des initiatives originales, de façonner de nouvelles institutions et d'engager un processus de modernisation. Le gouvernement municipal de Shanghai a été l'un des éléments de ce plan d'ensemble. Néanmoins, pour des raisons tenant aux conditions locales ainsi qu'à l'idéologie dominante du régime, le nouvel organe n'a pas pu jouer le rôle qui aurait dû être le sien, celui de représentant authentique des intérêts locaux. Au cours de notre étude, nous avons souligné l'évolution significative des institutions locales : nées d'initiatives populaires — dans la mesure où des personnes privées avaient décidé spontanément de prendre en main la conduite des affaires de la cité —, elles sont devenues, après 1927, de simples appendices du pouvoir central.

Shanghai, pôle majeur des ressources du régime, ne pouvait qu'être l'objet d'une grande attention de la part des autorités. Toutefois, les conséquences sur le fonctionnement de l'administration municipale ont été assez considérables. L'une des plus importantes est d'avoir introduit une grave instabilité institutionnelle due au manque d'indépendance du gouvernement municipal à l'égard du pouvoir central. Les renversements d'alliances et les divisions politiques au niveau national ont eu des répercussions immédiates et directes sur la municipalité de Shanghai où, en moins de cinq ans, trois maires se sont succédé. Indubitablement, la fréquence de ces changements a été un handicap majeur au travail du gouvernement à ses débuts.

Par ailleurs, l'état de dépendance des autorités locales a contribué à restreindre ses possibilités d'initiative. Les maires étaient de

10. Notamment le phénomène résiduel des seigneurs de la guerre, qui a posé des contraintes sévères au fonctionnement du gouvernement de Nankin.

grands commis de l'État, soucieux des intérêts de ce dernier avant ceux de la ville dont ils avaient la charge¹¹. Nous n'avons relevé aucun conflit entre eux et le Gouvernement national dont ils ont fidèlement suivi les injonctions. Nankin ne s'est d'ailleurs pas privé de faire supporter à la municipalité le poids des charges financières dont l'État voulait faire l'économie. Dans une période de transition, il n'était pas aberrant, *a priori*, d'établir des délégations du pouvoir central dans les grandes métropoles pour y conduire les tâches de reconstruction et de développement. Celles-ci ne pouvaient cependant se révéler efficaces qu'à condition que le Gouvernement national fût capable de garantir une stabilité politique et une continuité institutionnelle, et qu'il acceptât l'idée d'une représentation des intérêts locaux par des délégués de la population. Ces conditions n'ont jamais été réunies.

Deux données contradictoires ont aussi conditionné les activités du gouvernement municipal. D'une part, on peut relever la qualité indéniable des personnages placés à la tête de la municipalité. Les dirigeants municipaux étaient bien formés, aptes à conduire le développement de la métropole shanghaienne malgré de nombreuses embûches. Ils ont aussi montré qu'ils ne manquaient pas d'idées et qu'ils étaient capables de les traduire dans la réalité. Sur ce point, mon étude va à l'encontre des conclusions de Tien Hung-mao sur l'incompétence fréquente des responsables de l'appareil gouvernemental chinois¹². D'autre part, un élément doit pondérer notre jugement : la priorité accordée aux problèmes de défense et de sécurité. Si l'on fait abstraction des conditions objectives, cette priorité n'était pas étrangère à la formation des dirigeants municipaux, du moins de ceux qui détenaient le pouvoir, c'est-à-dire les maires. La présence en force des militaires ou ex-militaires au sein de l'administration municipale a imprimé une marque particulière à sa politique. Elle est le signe de la militarisation croissante de la vie publique dans la Chine du Guomindang.

On ne peut donc s'empêcher de noter plus d'éléments de continuité que de rupture avec le passé, même parmi des élites formées à l'étranger. Qu'en est-il de la société locale, dans une grande métropole moderne comme Shanghai? Comment a-t-elle réagi face aux

11. C'est aussi l'interprétation de [b] M. COLEMAN, 1984, pp. 69-70.

12. [b] TIEN Hung-mao, 1972, pp. 128, 139-143.

différentes initiatives des nouvelles autorités? De façon assez paradoxale, le gouvernement municipal s'est heurté d'abord, dans la cité la plus prospère de Chine, à une insuffisance de ressources. Le paradoxe s'explique partiellement par l'existence des Concessions, véritable cœur de Shanghai, où l'essentiel des activités économiques était concentré. Il ne restait pour ainsi dire que des miettes à l'administration municipale chinoise. Néanmoins, celle-ci a su développer, sans excès ni abus, ces maigres ressources. Dans ce domaine, un effort authentique de modernisation et de rationalisation a été entrepris, non sans quelques hésitations et maladroites.

Cette volonté de réforme a buté sur l'attachement de certains groupes sociaux ou professionnels à leurs habitudes ou à leurs privilèges. Leur attitude n'était pas toujours exempte de mauvaise foi, voire de procès d'intention suscités ou encouragés par le militantisme inconsidéré des responsables locaux du GMD. Dans cette bataille, le gouvernement municipal, fidèle là encore à une certaine tradition chinoise, s'est plié à des solutions de compromis, renonçant à bousculer le *statu quo* (les relations avec les Concessions) ou à s'attaquer à des pratiques bien établies (telle l'application manquée des taxes sur les affaires et sur la plus-value foncière). La raison de ces échecs réside dans une certaine pesanteur, donc une incapacité, de l'administration municipale, mais aussi et surtout, dans les résistances au sein d'une population dont l'appui et la confiance n'ont pas été gagnées aux nouvelles institutions.

Si l'on s'attache non plus à la nature du gouvernement municipal lui-même, mais à son action, plusieurs traits caractéristiques se détachent. Dans une certaine mesure, l'administration municipale a repris les fonctions autrefois dévolues aux associations de charité, elles-mêmes à l'origine, en partie, des instances municipales établies à Shanghai au début du siècle. Certes, cette tendance s'est trouvée confortée par l'idéologie paternaliste du régime, soucieux, dans son discours, d'apporter bien-être et éducation à une population appelée à devenir le « peuple nouveau » de la Chine. La politique du gouvernement municipal est une illustration de cet état d'esprit, marqué par une volonté de pénétrer tous les secteurs sociaux, de régenter leurs mœurs, leurs modes de pensée et d'action, de leur inculquer une vision nouvelle de la Chine.

On ne peut contester le fait, cependant, que les responsables municipaux de Shanghai ont fourni un effort pour passer de la rhétorique à l'accomplissement. L'aménagement urbain tout comme la politique de protection sanitaire sont le signe d'une certaine modernité qu'ils ont voulu introduire et établir à Shanghai. Néanmoins, l'ensemble des réalisations est resté en deçà des objectifs fixés au départ, pour des raisons financières certes, mais aussi par manque de volonté politique : dans la définition des priorités, la vision militaire l'a emporté sur la perspective civile. Le gouvernement municipal a dû affronter des épreuves terribles, mais cela ne doit pas masquer ses faiblesses intrinsèques.

Enfin, le bilan de ces dix années de gestion municipale à Shanghai est remarquable par les moyens mis en œuvre. La politique de modernisation des autorités comportait un double aspect. Le premier relève d'une référence implicite au passé dans les problématiques (problèmes du riz, de la pauvreté) et dans les méthodes, notamment le recours aux organisations sociales et professionnelles issues de la tradition (guildes, associations de charité, associations régionalistes). Néanmoins, cet enracinement n'est pas stérile ; il est sous-tendu par une volonté de pénétrer ces organisations, d'en repenser l'action et le rôle pour en faire des vecteurs de la modernisation¹³.

Le second aspect de cette politique, c'est au contraire l'ouverture sans réserve aux idées et aux techniques importées de l'Occident. Il comporte une part de défi visant à montrer la capacité des Chinois à user de ces apports pour fortifier la Chine face à un Occident qui les a envahis. Le point d'articulation entre ces deux champs, ce sont ces hommes, élite nouvelle de la Chine moderne, formés à l'étranger ou dans des institutions étrangères en Chine même, aux horizons mentaux ouverts aux acquis les plus positifs d'un Occident dont, par ailleurs, ils se démarquent par leur enracinement dans la société et la culture chinoises. En ce sens, ils constituent le pont entre une tradition et une modernité proprement chinoises.

13. Sur ce point, nous rejoignons entièrement l'interprétation de Marie-Claire Bergère à propos de la bourgeoisie chinoise : « Ce n'est donc pas la rupture avec la tradition qui fonde la modernité de cette bourgeoisie, mais sa capacité à mettre la tradition au service d'objectifs nouveaux » ([b] M.-C. BERGÈRE, 1986a, p. 191).

Ce jugement mérite cependant d'être nuancé en resituant le cas shanghaien dans une perspective historique plus large. Certes, le gouvernement municipal a apporté, à mon sens, la preuve que le régime nationaliste n'était pas simplement corrompu et exploiteur, mais qu'il recelait aussi des éléments dynamiques, efficaces, capables de mettre en œuvre un grand dessein politique. Mais ce bilan peut-il être mis à l'actif du GMD ? Justifie-t-il une révision des interprétations traditionnelles ? En un mot, le cas shanghaien n'est-il pas atypique ? La réussite remarquable de l'administration municipale à Shanghai tient sans doute à la qualité des hommes qui l'ont dirigée, mais aussi au fait que le Gouvernement national avait de multiples raisons de garantir un pouvoir stable et efficace dans ce grand port, notamment dans la perspective avouée d'une rétrocession des concessions étrangères à la Chine. Le calcul s'est avéré erroné, mais l'intention existait bel et bien et peut expliquer en partie ce succès « anormal ». Shanghai n'aurait-elle alors été que la « vitrine » de cette Chine moderne et nationaliste que les élites politiques chinoises rêvaient de bâtir et d'opposer aux puissances étrangères ?¹⁴

Sur un point central, pourtant, celui du pouvoir politique, le cas shanghaien perd sa spécificité pour se fondre dans le moule commun fabriqué par le régime nationaliste. On aura pu remarquer qu'un thème essentiel se trouve au centre de notre étude, celui des relations entre les différents acteurs de ce jeu d'influences complexe qui a caractérisé la décennie de Nankin. Dans ce domaine, la politique du Gouvernement central a été marquée d'incohérences multiples, conséquence de ses propres contradictions internes et des luttes de factions au sein de l'élite dirigeante. D'une part, certains hauts responsables du parti (la clique CC) étaient opposés à ce qu'un secteur privilégié de la société, en l'occurrence la bourgeoisie, accaparât une représentativité particulière et se constituât en un pouvoir autonome. D'autre part, les actions effectivement engagées dans ce sens au niveau local, à Shanghai, l'ont été sur une base complexe et pleine d'ambiguïtés. Enfin, les liens personnels de certains grands bourgeois shanghaiens avec Chiang Kai-shek ont ouvert la voie à toutes sortes de compromis et ont ajouté un élément de complexité dans le jeu des différents acteurs. En dépit

14. Cf. [b] C. HENRIOT, 1989.

d'échecs successifs, les représentants de la bourgeoisie n'ont pas renoncé à participer à la direction des affaires locales, tandis que de nouveaux protagonistes, assurés de l'appui des instances centrales du parti, vont entrer en lice. Entre ces deux pôles, le gouvernement municipal pouvait se présenter comme un organe administratif politiquement neutre, mais cette position est devenue rapidement intenable.

Progressivement, à travers le jeu des structures de pouvoir et celui des affinités personnelles, une convergence s'est établie entre les dirigeants municipaux et une fraction de la bourgeoisie pour faire obstacle aux boutefeux de l'appareil local du GMD. Celui-ci n'a en effet pas perdu toute la volonté de réforme qui était à la base de son action en 1924-1927. Les nouveaux organes administratifs mis en place par le régime, au contraire, se sont accommodés très vite de la réalité sociale existante. A Shanghai, cette attitude est renforcée par la personnalité même des maires, tous, à l'exception d'un seul, membres de la direction nationale, peu enclins à la fiction idéologique, voire même fortement compromis avec les gouvernements honnis de la veille.

En outre, c'est sur la base d'une expérience antérieure commune, celle de la révolution de 1911, que ne partagent pas, et pour cause, les jeunes militants du GMD, que les dirigeants municipaux ont établi des liens étroits avec les membres les plus influents de la communauté d'affaires de Shanghai, ceux du moins qui ont accepté, bon gré mal gré, de jouer le jeu du nouveau pouvoir. Ces derniers ont cependant bien fait comprendre que leur coopération, au niveau local, ne saurait être acquise sans gages. Finalement, à l'issue d'une lutte pourtant bien amorcée, l'appareil local du GMD s'est trouvé ébranlé, diminué, incapable de rétablir son autorité, tandis que le groupe des notables qui en avaient été la cible a réussi à retrouver un certain pouvoir, bien que limité par rapport à leurs ambitions. Si, au niveau national, la bourgeoisie urbaine a été, comme le dit très bien Coble, politiquement émasculée¹⁵, il n'en est pas de même à l'échelon local, en particulier à Shanghai, où elle a su préserver ses positions, voire affirmer ses vues ou ses prérogatives face aux représentants de l'État et du Parti. Ce succès partiel, elle l'a obtenu grâce au rôle joué en son sein par une minorité agissante,

usant de ses liens multiples avec le régime pour résister aux empiétements du pouvoir.

A travers ce jeu subtil de relations se trouve posée une question qui est au centre des réflexions des historiens de la période nationaliste, à savoir la nature du régime et de ses relations avec la société, en particulier avec les élites locales. Dans quelle mesure l'étude du cas shanghaien peut-elle contribuer à notre compréhension de cette double problématique? Avant de procéder plus avant, il faut rappeler la place particulière de Shanghai en Chine, tant sur un plan général, comme l'a fort bien montré Marie-Claire Bergère¹⁶, que par rapport au régime nationaliste dont c'était un des points d'appui majeurs et où se trouvait concentrée une bourgeoisie composite à vocation locale et nationale, étroitement liée à l'élite dirigeante chinoise. Le contexte en soi était donc singulier. En même temps, le cas shanghaien constitue peut-être un paradigme du mode de relations que le régime a voulu établir avec les élites sociales du pays — ambition qui s'est heurtée à sa propre inefficacité, à ses contradictions internes (État/Parti), aux contraintes extérieures (Japon) et au manque de temps. Où et comment, si toutefois c'est possible, doit-on tracer des lignes de partage sur l'échiquier politique et social chinois sous le GMD?

Une distinction fondamentale, dans une première étape, semble être celle qui sépare État et Parti car, comme l'ont désormais bien établi plusieurs études, le régime nationaliste s'est avant tout identifié avec l'appareil d'État dont les buts ont pu parfois coïncider avec ceux du GMD, parfois aussi s'opposer à ces derniers, mais qui en dernier ressort ont toujours eu la priorité sur ceux du parti. Il y a eu, à cet égard, une compétition active entre les deux appareils pour la prise de contrôle effective et la transformation de la société chinoise. En second lieu, la frontière entre pouvoir et société passait bien entre ces deux entités d'une part, et certains groupes d'élites d'autre part. La complicité qui a pu exister entre chacun des deux appareils et tels groupes sociaux ne doit pas faire illusion. Le Parti et l'État étaient porteurs de deux projets parallèles mais concurrents, qu'ils ont cherché à mettre en œuvre par des moyens différents, en s'appuyant sur des clientèles spécifiques, et avec des finalités fondamentalement divergentes.

15. [b] P. Mc L. COBLE, 1980, p. 3.

16. [b] M.-C. BERGÈRE, 1979.

Le GMD, à travers ses militants de base surtout, mais aussi grâce à l'appui qui leur était apporté au centre de l'appareil par des factions plus radicales et particulièrement influentes comme celle des frères Chen, est resté fidèle, en matière politique et sociale, à une conception que l'on peut dire révolutionnaire, quoique imprégnée d'éléments de fascisme corporatiste, dont l'objectif fondamental était de procéder à l'établissement d'une société sans conflit de classes¹⁷. Cette conception supposait que soit imposée une régulation de l'ordre social par un arbitre autonome, en l'occurrence le parti, et impliquait une attaque contre les centres de résistance de la société, c'est-à-dire contre les élites économiques et sociales, la bourgeoisie dans les villes et les notables ruraux dans les campagnes¹⁸.

La vocation de l'appareil gouvernemental est assez différente. L'État nationaliste n'est pas apparu *ex nihilo* ; il puise son inspiration et sa légitimité à une double source. Il est directement issu de la lutte révolutionnaire engagée au début des années 1920 et dont le point d'aboutissement a été l'Expédition du Nord, la victoire sur les seigneurs de la guerre et la reconstruction d'un État fondé sur la doctrine de Sun Yat-sen. En ce sens, il était aussi porteur d'un projet révolutionnaire dont il devait constituer le bras armé. Mais le nouvel État est aussi l'héritier d'une longue tradition bureaucratique encline à dominer la société en s'appuyant sur les élites. La période de désintégration politique et territoriale qui a suivi l'effondrement de l'Empire justifiait qu'il se présentât comme le restaurateur de l'ordre, comme l'arbitre suprême.

Ces deux courants apparemment contradictoires se sont fondus dans le moule d'un État qui, certes, a mis son pouvoir au service d'objectifs nouveaux, d'une idéologie nouvelle, mais avec la volonté de les imposer à la société, en s'érigant non pas comme arbitre entre les différents groupes sociaux ou politiques, mais en détenteur du dogme, gardien de l'ordre et promoteur exclusif de ses intérêts (généralement associés à ceux de la Nation), qui devaient

17. Cf. [b] J. FEWSMITH, 1983a.

18. À cet égard, il n'est pas certain que la distinction gauche/droite au sein du GMD soit pertinente. Le GMD de Shanghai n'appartenait pas à la « gauche » du Parti, ce qui ne l'a pas empêché de mener une lutte active contre les élites locales. Au niveau national, la différence gauche/droite semble ressortir surtout aux luttes pour le pouvoir. Cf. l'étude de [b] E. FUNG, 1985.

prévaloir sur ceux de la société. Dans cette perspective, le GMD ne pouvait être qu'un des canaux, privilégié peut-être, pour investir le champ social, mais pas le « guide de la Nation » qu'il prétendait devenir.

Telle est la toile de fond sur laquelle s'inscrivent les relations des deux appareils avec la société. Essayons maintenant de voir comment il est possible de prendre en compte les acteurs sociaux et de tracer la trame de leurs rapports contrastés au régime. Le secteur qui nous intéresse ici est la communauté marchande, dans sa double composante, haute bourgeoisie et couches intermédiaires. La première représentait d'ailleurs, en raison de sa concentration à Shanghai, autant une élite locale que nationale (dans le cadre de la « nation » GMD, c'est-à-dire l'ensemble de provinces effectivement contrôlées et dirigées par le nouveau pouvoir, en majorité situées le long du Yangzi). En ce sens, cela facilitera ma démonstration, mais il n'est pas sûr qu'elle puisse s'appliquer à tous les lieux du rapport régime/élites. Je reviendrai sur cette question. Les points de vue qui s'affrontent quant à l'interprétation de la nature du régime et de ses relations avec la société sont particulièrement contrastés. Il n'est pas inutile de rappeler ici les principales hypothèses avancées. Trois semblent plus particulièrement pertinentes¹⁹. La première tend à voir dans le régime un pouvoir autonome, imperméable aux demandes de la société et qui s'impose à elle²⁰. La seconde, tout en rejetant l'image caricaturale d'un État inféodé aux intérêts du grand capital, a montré au contraire que le régime nationaliste pouvait réagir aux pressions de certains groupes et savait à l'occasion faire des concessions²¹. Dans ces deux interprétations, l'accent est mis sur le régime dans son ensemble ou sur le rôle particulier de l'État, mais la distinction Parti/État n'est pas vraiment pertinente.

C'est sur ce point que se différencie la troisième interprétation qui met en lumière la tension entre le Parti et l'État, où chacun des deux rivaux mise sur le(s) groupe(s) au sein de la société qui lui est/sont proche(s) ou qu'il a su pénétrer. Il faudrait voir dans cette rivalité l'amorce d'un État corporatiste s'appuyant sur une élite

19. Pour une revue de la question, cf. [b] L. E. EASTMAN, 1984, pp. 8-18.

20. [b] L. E. EASTMAN, 1974 ; [b] P. Mc L. COBLE, 1980.

21. [b] R. BUSH, 1982.

restreinte, la haute bourgeoisie nationaliste, mais entravé dans son projet par la concurrence de l'appareil du GMD qui était engagé dans une lutte visant à l'élimination politique et économique de cette élite restreinte, avec l'appui des couches intermédiaires de la communauté marchande²². Bien que ces trois ordres d'explication soient complémentaires à beaucoup d'égards, aucun n'apporte véritablement de réponse aux questions que suscite ce complexe de relations à sens multiples. Cela tient sans doute au fait qu'il est particulièrement difficile de prendre en compte dans un schéma unique et global une réalité contrastée qui se plie difficilement au jeu des constructions intellectuelles. Une démarche plus empirique et, dans un premier temps, collant plus étroitement au foisonnement du réel semble plus appropriée.

Si la distinction Parti/État, notée à l'instant, est essentielle, elle n'est pas suffisante car elle ne différencie que deux grandes entités, elles-mêmes fort complexes²³. Il m'apparaît nécessaire, sur cette base, de procéder plus avant et d'analyser comment les choses se déroulaient aux niveaux successifs des deux appareils (par exemple, sections locales, provinciales du GMD; gouvernements de *xian*, municipaux, provinciaux). Il y avait un degré d'autonomie certain de chacun de ces pôles de décision, notamment au sein de l'organisation du parti. Et c'est en fonction du rapport de forces existant à un moment et en un lieu donnés que les représentants de l'un ou des deux appareils se sont heurtés aux élites locales ou ont cherché leur appui²⁴. Il n'est pas certain qu'à partir des projets généraux conçus au sommet de l'État ou du Parti, leurs délégations locales respectives aient poursuivi la même stratégie, encore moins les mêmes tactiques.

Dans le cas de Shanghai, la section locale du GMD a mené un jeu très autonome, grâce aux appuis dont elle bénéficiait dans les instances centrales (clique CC), du fait de l'origine locale de ses responsables (qui contrastait avec l'origine extérieure des dirigeants

22. [b] J. FEWSMITH, 1985a; 1985b; [b] B. K. GEISERT, 1979.

23. Nous devons dire ici notre dette envers l'analyse de B. Geisert, tout en ne partageant pas son idée du modèle « pluraliste »; cf. [b] B. K. GEISERT, 1982.

24. On trouve des cas fréquents d'alliance entre les élites locales et la section locale du GMD contre un État central qui finit le plus souvent par s'imposer; cf. [b] J. OSTERHAMMEL, 1982, pp. 259-260, 263, 266, 290-293.

municipaux), et enfin en raison de rivalités internes qui ont poussé à une surenchère constante. Le gouvernement municipal s'est comporté en authentique délégation du pouvoir central, cherchant à s'imposer à tous ses concurrents locaux : autorités des Concessions étrangères, section locale du parti et élite sociale locale. À l'égard des premières, il a suivi la voie empruntée par le Gouvernement national, celle d'une coexistence fondée sur un *modus vivendi* tacite.

Vis-à-vis du GMD, il s'est efforcé de s'affirmer comme le détenteur ultime et unique de l'autorité et de la légitimité politiques. Après un affrontement particulièrement violent, c'est le parti qui a été éliminé de la scène politique locale. Au niveau de Shanghai, et plus encore au niveau national, le GMD est devenu, pour les institutions gouvernementales, une organisation qui devait leur être inféodée en vue de poursuivre des objectifs qui n'étaient pas nécessairement contradictoires (dépouiller la société chinoise de toutes les organisations possédant une influence et une autonomie propres, ou les faire passer dans le giron de structures étatiques ou par-étatiques), mais qui devaient avant tout garantir à l'État un pouvoir exclusif de domination sur la société, et si nécessaire, au détriment du Parti.

Quant à l'élite sociale locale, le gouvernement municipal n'a pas cherché à réduire son influence et a plutôt cultivé ses faveurs (financières notamment). Il s'est de surcroît trouvé obligé à son égard par les dettes économiques (emprunts municipaux, projets de construction, etc.) et politiques (front commun contre les militants du GMD, rôle d'intermédiaire dans les conflits sociaux) qu'il a contractées auprès d'elle. Rappelons toutefois qu'il ne s'agit pas de toute l'élite sociale locale en général, ni même de l'élite économique de la ville, mais d'un groupe restreint de grands bourgeois qui a opté, par intérêt ou par opportunisme politique, pour un soutien au régime et à Chiang Kai-shek en particulier.

Cet ensemble de remarques, qui s'inspire de mon étude et de travaux réalisés autour du même thème, devrait être prolongé par une réflexion sur l'état de la société chinoise où, s'il est facile de définir des élites, il est plus délicat d'en montrer la substance et l'articulation avec le pouvoir. Comme un travail ancien et toujours pertinent l'a montré, la bourgeoisie chinoise ne constituait pas en

1911 un groupe homogène et cohérent face au pouvoir²⁵, et en dépit d'un développement remarquable après la Première Guerre mondiale, elle n'a pas réussi à élaborer une véritable stratégie politique autonome, soit pour remédier aux lacunes d'un État déliquéscent, soit, après 1927, pour se prémunir contre ses empiétements²⁶.

Bien que constituant, au sein de la société chinoise, le groupe social le mieux articulé autour d'intérêts communs et le plus puissant, potentiellement, de par son poids économique, la bourgeoisie n'a pas été capable de s'unir face au régime ; elle s'est divisée. Elle a tout juste pu défendre ses intérêts localement (par exemple à Shanghai) ou sectoriellement²⁷. Dans les deux cas, ce qui est remarquable, c'est le poids des relations personnelles dans la réussite ou l'échec de ces entreprises. Aussi, sans vouloir anticiper sur les résultats d'études en cours²⁸, on peut se demander s'il ne convient pas de rechercher d'autres points d'articulation du couple régime/société, qui non seulement prennent en compte les structures visibles (État, Parti, groupes d'élites), mais qui pénètrent plus profondément dans les arcanes de la société chinoise.

Le cas shanghaien offre un bel exemple de la complexité des relations État/Parti/Élite, en même temps qu'il montre les limites d'une approche qui se confinerait à ce terrain d'analyse. Nous connaissons par exemple fort mal les couches intermédiaires de la société, couches moyennes embryonnaires, opposées parfois à l'État, aux élites, et que le Parti s'est efforcé de manipuler, sans succès éclatant semble-t-il, non seulement pour s'élever contre les élites et les organes gouvernementaux, mais pour étendre son emprise à des secteurs de plus en plus larges de la société. L'histoire sociale de la décennie de Nankin reste à écrire. Pour ce faire, il convient d'en aborder l'étude non pas à travers le prisme déformant de modèles dont l'ambition globalisante cache mal la faible valeur heuristique, mais en s'efforçant d'identifier dans chaque cas particulier tous les acteurs impliqués, la nature du rapport des forces en présence et leurs niveaux successifs d'imbrication, afin de retrouver dans ce maquis touffu les pistes propres à la société chinoise.

25. [b] M.-C. BERGÈRE, 1968.

26. [b] M.-C. BERGÈRE, 1986b, part 1, pp. 739-740, 780-781, 808-810.

27. [b] R. BUSH, 1982.

28. [b] M.-C. BERGÈRE, N. CASTELINO, C. HENRIOT & P. Y. HO, 1985.

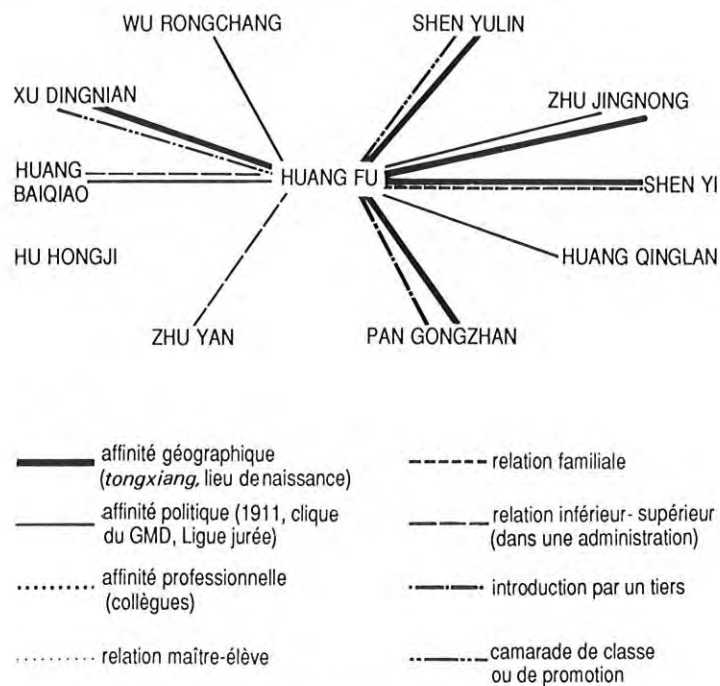
Les « guanxi » au sein du gouvernement municipal

Les pages qui suivent tentent d'éclairer le réseau de liens qui unissait les différents maires à leurs collaborateurs. Mes informations sur ce sujet sont très incomplètes en raison des difficultés rencontrées dans la recherche des éléments touchant à la vie privée des dirigeants municipaux ; en outre, il faut dire qu'il n'existait pas nécessairement une relation particulière entre un maire et chacun de ses collaborateurs. Mon but ne sera donc pas de démontrer l'existence de tels liens, qui sont nés parfois du hasard ou qui peuvent s'être formés précisément à l'occasion d'une première collaboration au sein du gouvernement municipal. Enfin, compte tenu du caractère multiple de ces relations, j'ai choisi de les présenter sous la forme de diagrammes qui seront explicités dans le texte.

Le gouvernement de Huang Fu est, nous l'avons constaté, très homogène. L'une des bases de cette homogénéité est la communauté d'origine géographique entre le maire et les directeurs de bureaux, mais ce n'est pas la seule. Huang Fu était l'un des plus anciens membres de la Ligue jurée de Sun Yat-sen à laquelle il avait adhéré lorsqu'il fréquentait la *Shimbu gakko* à Tokyo¹. Par la suite, il refusa d'entrer au Guomindang afin de ne pas se mêler à la masse d'opportunistes qui ont enflé les rangs du Parti nationaliste après 1927. Entre-temps, il a fait une brillante carrière au sein du gouvernement national de Pékin. Une grande partie de ses collaborateurs à

1. La *Shimbu gakko* était une école de préparation militaire établie par le gouvernement chinois à Tokyo pour préparer les jeunes militaires chinois à entrer dans les académies japonaises, en particulier à la *Shikan gakko* (Académie des officiers de l'armée de terre). Cf. les biographies de Zhang Qun et de Chiang Kai-shek dans [b] H. BOORMAN, 1967, I, pp. 47-52, 319-338.

Shanghai sont issus du même vivier de révolutionnaires de la première heure. Wu Rongchang, le secrétaire général, a participé au soulèvement de Shanghai en 1911 sous les ordres de Chen Qimei, dans la même unité que Huang Fu. Il a ensuite été nommé au gouvernement militaire (*dudufu*) établi après la victoire².



DIAGR. 1. Les affinités de Huang Fu avec ses directeurs

Shen Yulin, directeur de la Sécurité publique, est un camarade de promotion de Huang aux examens traditionnels (*juren*), auxquels tous deux se sont présentés avec succès. Shen a retrouvé Huang Fu dans le groupe de conseillers qui entourait Chiang Kai-shek pendant l'Expédition du Nord³. Xu Dingnian, du bureau des Finances, est originaire du même village que Huang dont il est par ailleurs un ancien camarade d'école⁴. Le directeur du bureau de l'Éducation,

2. *SB*, 9 juil. 1927, p. 13/3; [c] SHEN Yi, 1970, p. 12.

3. [c] YANG Jialuo, 1937 (*Minguo mingren tujian*), p. 12/34.

4. [c] SHEN Yi, 1970, p. 12.

Zhu Jingnong, bien que n'ayant pas de lien apparent avec Huang, a aussi été un membre actif de la Ligue jurée et a participé au travail clandestin du GMD à Shanghai avec Wu Zihui, à la veille de l'arrivée des troupes nationalistes⁵. Huang Baiqiao est un ancien collaborateur de Huang Xing, autre dirigeant célèbre de la Ligue jurée. Il a connu Huang Fu en Allemagne, alors qu'il y étudiait, puis il a travaillé sous ses ordres une première fois, en 1924, à Pékin⁶. Shen Yi, le directeur des Travaux publics, est le beau-frère de Huang Fu.

Huang Qinglan, du bureau d'Intérêt public, est un notable local, ancien membre de l'Office général de travaux (*Zonggong-chengju*) et administrateur de la cour de justice mise en place après la victoire des révolutionnaires en 1911⁷. Les deux Huang se sont vraisemblablement connus à cette époque. Hu Hongji était directeur du bureau de l'Hygiène dans l'administration précédente (Directoire général). Peu marqué politiquement, ce médecin jeune et capable est reconduit dans ses fonctions par Huang Fu⁸. Zhu Yan a servi à Pékin dans le ministère de l'Éducation à la tête duquel se trouvait Huang Fu⁹. Pan Gongzhan, aux Affaires sociales, a été soutenu par l'appareil local du GMD, mais surtout il a été introduit auprès de Huang Fu par Chen Bulei, un tard venu à la politique, qui bénéficie de la confiance de Chiang Kai-shek (qui a fait de lui son secrétaire particulier). Pan était l'un des adjoints de Chen au *Shang Bao* (La Tribune de Shanghai), journal qui a mené une campagne active en faveur des nationalistes à Shanghai¹⁰. Une autre version rapporte que Pan Gongzhan a été présenté à Huang Fu par Chen Guofu¹¹.

Lorsque Huang Fu démissionne à la suite du départ de Chiang Kai-shek du gouvernement national, tous ses proches démissionnent aussi. Zhang Dingfan, le nouveau maire, ne s'oppose pas à

5. [c] FU Runhua, 1948, p. 42.

6. [c] SHEN Yi, 1970, p. 12; SHEN Yiyun, s.d., p. 133.

7. [b] M. ELVIN, 1967, p. 97.

8. *Who's Who in China*, III, p. 175. Après la prise du pouvoir par Chiang Kai-shek à Shanghai, Hu Hongji perd son poste au profit d'un collaborateur de Chiang; cf. *CWR*, 16 avr. 1927, p. 178.

9. [c] YANG Jialuo, 1937 (*Minguo mingren tujian*), p. 8/58.

10. [b] H. L. BOORMAN, 1967, I, p. 224; entretien confidentiel avec une personnalité majeure du monde de la presse à Shanghai, États-Unis, 28 juil. 1982.

11. [c] Ji Hao, WANG Jianming & ZHOU Shifu, 1976, p. 47.

leur départ, mais demande aux autres directeurs de rester (Terrains, Utilités publiques, Travaux publics, Hygiène et Affaires sociales). Pan Gongzhan remet sa démission à titre personnel (les autres directeurs ont présenté leur démission en bloc), mais Zhang Dingfan préfère le maintenir dans ses fonctions dans l'espoir d'améliorer ses rapports avec l'appareil local du parti. Aux autres postes, il nomme des hommes de confiance. Le secrétariat est occupé par Zhou Yongneng, ami de longue date de Zhang, et le seul dirigeant municipal à avoir étudié les problèmes d'administration municipale, aux États-Unis. Zhou est aussi un des premiers membres de la Ligue jurée. Il a servi sous les ordres de Chiang Kai-shek à Canton et a occupé plusieurs postes à vocation financière avant de démissionner de sa dernière affectation (Anhui) pour se rendre à Shanghai. Zhang Dingfan, que les problèmes d'administration municipale ne passionnent pas au plus haut point, souhaite placer à la tête du secrétariat un homme capable d'assurer le fonctionnement du gouvernement municipal afin de pouvoir se consacrer aux questions politiques et militaires nationales¹².



DIAGR. 2. Les affinités de Zhang Dingfan avec ses directeurs

Dai Shifu, à la Sécurité publique, est un proche de Zhou, tandis que Wang He, aux Finances, est nommé par Zhang Dingfan lui-même, avec lequel il partage une même origine provinciale. Lorsque Dai Shifu est arrêté sur ordre de Chiang Kai-shek (pour une affaire de trafic d'opium qui a mis aux prises la Sécurité publique et les soldats de la garnison de Wusong-Shanghai), il est

12. [b] *Who's Who in China*, IV, p. 61; [b] ZHOU Yongneng, 1971, p. 61.

remplacé d'autorité par Xiong Shihui, le commandant des forces armées de Shanghai¹³.

Il n'y a guère qu'à l'Éducation que Zhang Dingfan rencontre des difficultés à faire accepter ses candidats par l'appareil local du GMD qui en conteste les références révolutionnaires. Le premier, Bao Junjian, est en fait un proche de Zhou Yongneng avec lequel il a travaillé au ministère des Relations extérieures, en particulier dans les négociations qui ont conduit à la rétrocession de la Concession britannique de Jiujiang en 1927¹⁴. Le second, Lu Jiceng, assume provisoirement le poste laissé vacant par Bao. Il était auparavant chef de service dans ce bureau¹⁵. Le troisième n'a même pas le temps de prendre ses fonctions qu'une campagne de dénonciation, orchestrée selon toute vraisemblance par la section locale du GMD, le dissuade de se présenter à son poste. Il préfère rester au secrétariat¹⁶. Le dernier, Wei Que, a été chargé de l'enquête sur l'affaire de Nankin, le second incident diplomatique grave de l'année 1927. On peut supposer qu'il est aussi un proche du secrétaire général¹⁷.

Le départ de Zhang Dingfan entraîne *ipso facto* celui du secrétaire général et des responsables qui lui sont proches. Le nouveau maire, Zhang Qun, doit donc les remplacer. Au secrétariat, il nomme Yuan Liang, l'un de ses plus fidèles collaborateurs, qu'il connaît depuis ses années d'étudiant au Japon et qu'il a retrouvé dans les services gouvernementaux à Pékin. Lorsque le directeur de la Sécurité publique nommé par Xiong Shihui est à son tour impliqué dans une affaire louche, Yuan Liang reprend son poste¹⁸. Après moins d'une année, il décide de s'octroyer un peu de repos et laisse sa place à Chen Xizeng, neveu de Chen Qimei. Zhang Qun a dû se séparer de son nouveau directeur dans des conditions pénibles (cf. *supra*, chap. 4)¹⁹.

Au secrétariat, la direction est assurée successivement par Huang Baiqiao et Pan Gongzhan car, par souci d'économie, ils

13. SB, 2 déc. 1928, p. 13 :6; 5 déc. 1928, p. 14 :2.

14. [b] *Who's Who in China*, IV, p. 36 sq.

15. SB, 8 janv. 1928, p. 10 :4; 5 mars 1928, p. 11 :3; 8 mars 1928, p. 11 :3.

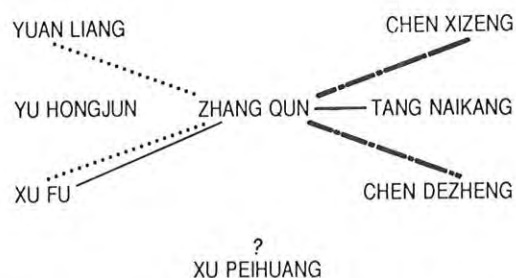
16. SB, 18 mars 1928, p. 10 :4; 24 mars 1928, p. 14 :1; 29 mars 1928, p. 11 :2.

17. [b] *Who's Who in China*, IV, p. 12.

18. SB, 16 mai 1929, p. 13 :2.

19. SB, 31 déc. 1930, p. 14 :6; 4 févr. 1931, p. 13 :6; 12 févr. 1931, p. 19 :1; 17 févr. 1931, p. 10 :1.

assument cette charge tout en restant à leurs postes respectifs. Devant les difficultés soulevées par cette solution boîteuse, Zhang Qun nomme provisoirement Yu Hongjun, un personnage dynamique qui s'est distingué pendant quelques mois aux Finances, alors que le gouvernement municipal menaçait de s'écrouler à la suite de la démission de Zhang Dingfan²⁰. Les compétences de Yu expliquent, plus que toute autre chose, le choix du maire. Pour les Finances, Zhang fait appel à Xu Fu, déjà engagé auprès du gouvernement provincial du Fujian. Les deux hommes se connaissent depuis qu'ils ont travaillé ensemble dans le gouvernement révolutionnaire du Guangdong au milieu des années vingt²¹.



DIAGR. 3. Les affinités de Zhang Qun avec ses directeurs

Lorsque Xu Fu décide de quitter son poste, il est remplacé par Tang Naikang, ancien participant au soulèvement de Shanghai en 1911 aux côtés de Zhang Qun. Ils se sont retrouvés ensuite parmi les conseillers de Chiang Kai-shek pendant l'Expédition du Nord²². À l'Éducation, comme nous l'avons vu au chapitre 8 (II^e partie), Zhang Qun préfère céder aux pressions de l'appareil local du GMD. C'est donc Chen Dezheng, responsable de la propagande et patron de fait de la section locale, qui est nommé. Il est arrêté un an et demi plus tard sur ordre de Chiang Kai-shek²³ et remplacé par

20. [c] SHEN Yi, 1970, p. 17.

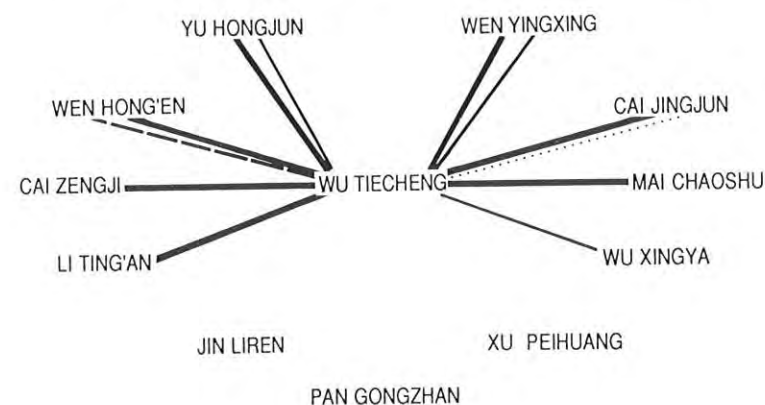
21. *SB*, 9 juil. 1929, p. 13 :4.

22. [c] YANG Jialuo, 1937, pp. 1/101-102.

23. Officiellement, c'est une inculpation pour détournement de fonds qui est à l'origine de l'arrestation de Chen Dezheng. En réalité, il semble qu'il soit devenu politiquement gênant pour le gouvernement municipal et pour certains dirigeants nationaux en raison

Xu Peihuang, membre du cabinet du maire, qui a l'avantage d'offrir des garanties de pureté révolutionnaire aux yeux de l'appareil local du parti : Xu a été secrétaire de la branche shanghaienne du Conseil politique après la purge anticommuniste d'avril 1927, avant d'être engagé comme conseiller par Zhang Qun²⁴.

L'arrivée de Wu Tiecheng entraîne un renouvellement important du personnel dirigeant de la municipalité, bien qu'on ne puisse lui en attribuer l'entière responsabilité. Wu décide en effet de maintenir à leur poste Yu Hongjun, au secrétariat, et Cai Zengji (nommé par Zhang Qun peu de temps auparavant au bureau des Finances).



DIAGR. 4. Les affinités de Wu Tiecheng avec ses directeurs

Tous les deux sont cantonnais : Cai est originaire du même *xian* que Wu Tiecheng, tandis que Yu Hongjun est apparenté au groupe des Études politiques (*Zhengxuexi*), comme le maire²⁵. À la Sécurité publique, Wu nomme Wen Yingxing, que les malversations de son plus proche collaborateur obligent à démissionner. Wu lui propose

des diverses campagnes actives qu'il anime à Shanghai (cf. *supra*, chap. 3 et 8). L'un de nos interlocuteurs, tout en confirmant l'intervention personnelle de Chiang Kai-shek, a déclaré que la raison principale de l'arrestation de Chen était son rapprochement avec Hu Hanmin. Cela nous semble peu crédible étant donné la chronologie des événements. L'arrestation de Chen précède de plus de cinq mois la rupture entre Chiang Kai-shek et Hu. Par ailleurs, aucune des déclarations publiques de Chen Dezheng ne donne à penser qu'il ait pu verser dans ce camp, ni même être concerné par la dispute entre Chiang et Hu. Cf. *SB*, 6 avr. 1929, p. 10 :3 ; 16 oct. 1930, p. 13 :1 ; *CWR*, 26 déc. 1931, p. 124.

24. *SB*, 16 oct. 1930, p. 13 :1.

25. [c] Wu Tiecheng, 1973, p. 94 ; [b] *Biographies of Kuomintang Leaders*, 1948, p. 193.

sans succès de rester comme conseiller²⁶. Le maire nomme Wen Hong'en qui décède moins de trois ans plus tard, et dont le poste est repris par Cai Jingjun²⁷.

Les trois directeurs successifs sont cantonnais et sont des proches du maire pour diverses raisons. Wen Yingxing a participé à la révolution de 1911 à Shanghai, puis il a travaillé comme secrétaire de Sun Yat-sen, avant de prendre le poste de chef d'état-major adjoint du gouvernement révolutionnaire du Guangdong en 1913. Wu Tiecheng et Wen Yingxing ont collaboré étroitement avec Sun à cette époque²⁸. Wen Hong'en a travaillé sous les ordres de Wu Tiecheng lorsque celui-ci était chef de la police de la municipalité de Canton et commandant des forces armées du Guangdong. Wen était alors colonel et commandant de la garde provinciale du Guangdong²⁹. Quant à Cai Jingjun, il a été reçu premier au concours d'entrée de l'Académie militaire fondée par Wu Tiecheng à Canton. Lorsque l'académie a fusionné avec celle de Huangpu (Whampoa), Cai y a poursuivi ses études avant d'être envoyé en stage à l'étranger. Cai se considère comme un disciple de Wu Tiecheng, qui a veillé sur sa carrière depuis sa sortie de l'Académie militaire³⁰.

A l'Éducation, Wu nomme Pan Gongzhan afin de satisfaire par un compromis habile une demande sans cesse renouvelée de l'appareil local du GMD, dont il n'a plus rien à craindre³¹. L'ancien titulaire du poste, Xu Peihuang, prend la tête du bureau des Utilités publiques qu'abandonne Huang Baiqiao pour un poste important au ministère des Communications³². Wu Tiecheng nomme un autre Cantonais aux Affaires sociales, Mai Chaoshu³³, mais ce dernier démissionne presque aussitôt. Il est remplacé par Wu Xingya, imposé par les autorités centrales. Wu est cependant lui aussi un des premiers membres de la Ligue jurée³⁴. Le directeur du bureau de

26. *SB*, 7 janv. 1932, p. 18 :1; 4 sept. 1932, p. 17 :1; *CWR*, 10 sept. 1932, p. 73.

27. [b] *Who's Who in China*, III, p. 116 sq.; *CWR*, 2 mars 1935, p. 12.

28. [b] *Who's Who in China*, IV, p. 258.

29. *Ibid.*, III, p. 116 sq.

30. [c] Wu Tiecheng, 1968, p. 119; *Id.*, 1973, pp. 166-167.

31. *SB*, 3 août 1932, p. 12 :1.

32. *SB*, 17 déc. 1932, p. 11 :1-2.

33. *SB*, 11 janv. 1932, p. 13 :5; 2 févr. 1932, p. 4 :7; 5 avr. 1932, p. 1 :8.

34. [b] *Who's Who in China*, IV, p. 261; entretien confidentiel, États-Unis, 13 août 1932.

l'Hygiène, tué dans un accident d'automobile, est remplacé par Li Ting'an, cantonnais³⁵, tandis qu'au bureau des Terrains, Jin Liren succède à Zhu Yan. De Jin, nous ne connaissons que l'origine provinciale, le Jiangxi. Celle-ci pourrait cependant expliquer sa relation au maire qui, bien que cantonnais, a été élevé dans cette province et y a été actif au moment de la révolution de 1911. Jin a suivi Wu dans le Guangdong en avril 1937.

35. *SB*, 17 oct. 1932, p. 11 :1; 19 oct. 1932, p. 9 :2; *CWR*, 22 oct. 1932, p. 357.

Bibliographie

Liste des abréviations

BDRC	<i>Biographical Dictionary of Republican China</i>
CQ	<i>China Quarterly</i>
CWR	<i>China Weekly Review</i>
DFZZ	<i>Dongfang zazhi</i>
PT	<i>People's Tribune</i>
SB	<i>Shen Bao</i>
SHB	<i>Shi Bao</i>
STQ	<i>Shanghai tongzhiguan qikan</i>
SYZL	<i>Shanghai yanjiu ziliao</i>
TWZ	<i>Minguo ershi niandai Zhongguo dalu tudi wenti ziliao</i>
YHZB	<i>Yinbang zhoubao (The Bankers' Weekly)</i>

Avertissement

Les ouvrages en langues occidentales et en langue chinoise sont classés par auteur ou par titre, dans l'ordre alphabétique. Dans le classement des titres de revues ou d'ouvrages, il n'a pas été tenu compte de l'article. Ex. *The China Critic* est classé à *China*.

Je n'ai donné, pour les périodiques, que les dates ou les années que j'ai consultées. Ce ne sont pas leurs dates de début et de fin de publication.

Dans les cas où il existait une traduction anglaise imprimée sur les ouvrages ou les périodiques cités, elle a été adoptée de préférence à une traduction en français.

Les références tirées de la presse sont formalisées de la manière suivante : *SB*, 23 janv. 1933, p. 12 :5. Le chiffre qui suit le numéro de page indique la colonne dans laquelle se trouve l'information citée. Dans le cas du *Yinbang zhoubao (The Bankers' Weekly)*, qui comporte une pagination diverse, les citations sont toutes tirées de la rubrique « *zhuanzai* », sauf indication contraire.

a. Périodiques

China Critic (The), Shanghai, publication décadaire, 1928-1937.

China Forum, Shanghai, mensuel, 1932-1934.

China Quarterly, Shanghai, trimestriel, 1935-1938.

China Weekly Review, Shanghai, hebdomadaire, 1926-1937.

- Dongfang zazhi* [La Revue d'Orient], Shanghai, bimensuel, 1927-1937.
Fuxing yuekan [Régénération], Shanghai, mensuel, 1932-1937.
Hankou Minguo Ribao [Le Républicain de Hankou], Hankou, quotidien, 1927.
Jingji tongji yuezhì [Statistiques économiques], Shanghai, mensuel, 1934-1935.
Minzhong [Les masses], Shanghai, bi-hebdomadaire, 1931.
North China Daily News, Shanghai, quotidien, 1927-1928.
People's Tribune, Hankou, bimensuel, 1931-1937.
Shanghai caizheng [Revue du bureau des Finances de Shanghai], trimestriel, 1930-1931.
Shanghai dangsheng [La Voix du Parti], Shanghai, hebdomadaire, 1935-1937.
Shanghai shi tongzhibiguan qikan [Revue du bureau de Compilation historique de Shanghai], Shanghai, trimestriel, 1933-1935.
Shanghai shizheng gongbao [Journal officiel de la municipalité de Shanghai], Shanghai, mensuel, 1927-1937.
Shanghai wujia niankan [Annuaire des cours des marchandises à Shanghai], Shanghai, trimestriel, puis annuel, 1928-1938.
Shanghai zhanhuakan (*Shanghai War Pictorials*), Shanghai, irrégulier, 1932.
Shehuiju ban yuekan (*Social Affairs Fortnightly*), Shanghai, bimensuel, 1934-1935 (?).
Shehuiju kanwu [Publication du bureau des Affaires sociales], n° 2 (oct. 1927).
Shehui yuekan (*Monthly Journal of the Bureau of Social Affairs*), Shanghai, mensuel, 1929-1932.
Shen Bao [Le Journal de Shanghai], Shanghai, quotidien, 1927-1937.
Shi Bao [Le Temps], Shanghai, quotidien, 1927-1937.
Xin Shanghai [Le nouveau Shanghai], Shanghai, mensuel, 1925-1927.
Xin Zhonghua (*New China*), Shanghai, mensuel, 1933-1937.
Yinhang zhubao (*The Bankers' Weekly*), Shanghai, hebdomadaire, 1927-1937.

b. Ouvrages en langues occidentales

- Analyse journalière de la presse chinoise, 1934-1937 Concession française, Service de police, police politique.
Anti-Japanese Boycott Movement in China (*The*) 1932 Shanghai, Press Union, 66 p.
 Balazs, Étienne
 1968 *La bureaucratie céleste*. Paris, Gallimard NRF, 346 p.
 Beleskir, Yamina
 1984 «Les gens du Subei à Shanghai». Mémoire de maîtrise, Paris, INALCO, 57 p. dactyl.
 Bergère, Marie-Claire
 1968 *La bourgeoisie chinoise et la révolution de 1911*. Paris-La Haye, Mouton, 158 p.
 1979 «Shanghai ou 'l'autre Chine', 1919-1949», *Annales ESC*, 5, sept.-oct., pp. 1039-1068.
 1986a *L'âge d'or de la bourgeoisie chinoise*. Paris, Flammarion, 370 p.

- 1986b «The Chinese Bourgeoisie, 1911-1937», in *Cambridge History of China*, vol. 12 : *Republican China, 1912-1949*. Cambridge, Cambridge University Press, part 1, pp. 721-825.
 Bergère, M.-C., Castelino, N., Henriot, C. & Ho, P.Y.
 1985 «Essai de prosopographie des élites shanghaiennes à l'époque républicaine, 1911-1949», *Annales ESC*, 4, juil.-août, pp. 901-930.
 Bernstein, Lewis
 1988 «A History of Tientsin in Early Modern Times, 1800-1910». Thèse de doctorat, The Pennsylvania State University, 303 p.
 Bieg-Brentzel, Rotraud
 1984 *Die Tongji Universität*. Francfort-sur-le-Main, Haag/Herchen («Heidelberger Schriften zur Ostasienkunde» 6), 167 p.
Biographies of Kuomintang Leaders
 1948 Committee on International and Regional Studies, Cambridge, Ma., Harvard University Press, iv-378 p.
 Boormann, Howard L.
 1967- *Biographical Dictionary of Republican China* (BDRC). New York,
 1971 Columbia University Press, 4 vol., 483, 481, 471, 418 p.
 Bruce, George
 1937 *Shanghai's Undeclared War*. Shanghai, Mercury Press, 88-116 p.
 Buck, David
 1975- «Directions in Chinese Urban Planning», *Urbanism, Past and Present*,
 1976 1, Winter, pp. 24-35.
 1978 *Urban Change in China. Politics and Development in Tsinan, Shantung, 1900-1949*. Madison, University of Wisconsin Press, 290 p.
 Bush, Richard
 1982 *The Politics of Cotton Textiles in Kuomintang China*. New York, Garland Publishing Co., 356 p.
Cambridge History of China
 Cambridge, Cambridge University Press.
 1978 *Late Ch'ing, 1800-1911*, vol. 10, part 1, 713 p.
 1980 *Late Ch'ing, 1800-1911*, vol. 11, part 2, 754 p.
 1986 *Republican China, 1912-1949*, vol. 12, part 1; vol. 13, part 2.
 Castelino, Noël
 1983 «Les intellectuels non-engagés et l'opinion publique en Chine, 1945-1949». Thèse de 3^e cycle, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 367 p.
 Cavendish, Patrick
 1969 «The 'New China' of the Kuomintang», in Jack Gray, ed., *Modern China's Search for a Political Form*. Londres, Oxford University Press, pp. 138-186.

- Chang Kuo-t'ao
1971 *The Rise of the Chinese Communist Party, 1921-1927*. Lawrence, The University of Kansas Press, 2 vol., xii-756, viii-628 p.
- Chao Ming-heng
1931 *The Foreign Press in China*. Shanghai, China Institute of Pacific Relations, 114 p.
- Chapman, H.O.
1928 *The Chinese Revolution of 1926-1927*. Londres, Constable and Co., 17-310 p.
- Chauncey, Helen R.
1982 «Education and Social Mobilization : Tradition and Radical Transformation in Central China». Thèse de doctorat, Stanford University, 330 p.
- Chen Kyi-tung
1937 *Le système municipal en Chine*. Gembloux (Belgique), Duculot, 1937, 178 p. (thèse de droit, Université Catholique de Louvain).
- Chen Ta
1931 *A Study of the Applicability of the Factory Act of the Chinese Government : A Preliminary Survey of the Shanghai Government*. Shanghai, China Institute of Scientific Management, 91 p.
- Chen Yao-sheng
1940 «The International Settlement of Shanghai». Thèse de doctorat, London School of Economics and Political Science, 515 p.
- Chesneaux, Jean
1962 *Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*. Paris, Mouton, 652 p.
- Ch'i Hsi-sheng
1976 *Warlord Politics in China, 1916-1928*. Stanford, Ca., Stanford University Press, 282 p.
- China Yearbook (The)*
1923 Shanghai, North China Herald, 1923-1926, 1928, 1929/1930, 1931/1932-1939.
- Chinese Yearbook (The)*
1935 Shanghai, The Yearbook Company (Nendeln, Klaus Reprint, 1968), 1935-1936, 2 vol., 1966 p.; 1936-1937, 2 vol., 1331 p.
- Chu, Samuel C.
1957 «The New Life Movement, 1933-1937», in John Lane, ed., *Researches in the Social Sciences on China*. New York, Columbia UP («East Asian Institute Studies» 3), pp. 1-17.
- Ch'u T'ung-tsu
1962 *Local Government under the Ch'ing*. Cambridge, Ma., Harvard UP, 1962, 14-360 p.

- Clark, J.D.
1921 *A Short History of Shanghai*. Shanghai, Mercury Press, 67 p.
- Clifford, Nicholas R.
1979 *Shanghai 1925 : Urban Nationalism and the Defense of Foreign Privileges*. Ann Arbor, University of Michigan Press, Center for Chinese Studies, 125 p.
- Coble, Parks Mc L.
1980 *The Shanghai Capitalists and the Nationalist Government, 1927-1937*. Cambridge, Ma., Harvard UP, 357 p.
- Coleman, Maryruth
1984 «Municipal Politics in Nationalist China : Nanjing, 1927-1937». Thèse de doctorat, Harvard University, 318 p.
- Davidson-Houston, James V.
1962 *Yellow Creek, the Story of Shanghai*. Londres, Putnam, 205 p.
- Des Courtils, Louis
1934 *La Concession française de Changhai*. Paris, Sirey («Recueil Sirey»), 230 p.
- Eastman, Lloyd E.
1974 *The Abortive Revolution*. Cambridge, Ma., Harvard UP, 16-398 p.
1984 «New Insights into the Nature of the Nationalist Regime», *Chinese Republican Studies Newsletter*, IX (2), feb., pp. 8-18.
- Elvin, Mark
1967 «The Gentry Democracy in Shanghai, 1905-1914». Thèse de doctorat, Oxford University, 276-xiii p.
1969 «The Gentry Democracy in Shanghai, 1905-1914», in Jack Gray, ed., *Modern China's Search for a Political Form*. Londres, OUP, pp. 41-65.
1974 «The Administration of Shanghai, 1905-1914», in M. Elvin & W.G. Skinner, eds., *The City between Two Worlds*. Stanford, Ca., Stanford UP, pp. 239-262.
- Esherick, Joseph W.
1976 *Reform and Revolution in China : The 1911 Revolution in Hunan and Hubei*. Berkeley, University of California Press.
- Feetham, Richard
1931 *Report of the Hon. Justice Feetham, C.M.G., to the Shanghai Municipal Council*. Shanghai, North China Daily News and Herald, 2 vol., 251, 237 p.
- Fewsmith, Joseph
1985a *Party, State, and Local Elites in Republican China*. Honolulu, The University of Hawaii Press, 275 p.
1985b «In Search of the Shanghai Connection», *Modern China*, 11 (1), jan., pp. 111-144.

- Finch, Percy
1953 *Shanghai and Beyond*. New York, Scribner, 357 p.
- Fishel, Wesley R.
1952 *The End of Extraterritoriality in China*. Berkeley, University of California Press, 318 p.
- Fredet, Jean & Maybon, Charles
1929 *Histoire de la Concession française de Shanghai*. Paris, Plon, 458 p.
- Fung, E.
1985 «Anti-Imperialism and the Left Guomindang», *Modern China*, 11 (2), jan., pp. 39-76.
- Geisert, Bradley K.
1979 «Power and Society : The Kuomintang and Local Elites in Kiangsu Province, China, 1924-1927». Thèse de doctorat, University of Virginia, xiv-346 p.
1982 «Toward a Pluralist Model of KMT Rule», *Chinese Republican Studies Newsletter*, 11 (2), feb., pp. 1-10.
- Germain, G.
1936 «L'œuvre sociale du général Wu Te-chen dans la banlieue de Shanghai», *Bulletin de l'Université l'Aurore*, sér. 34, 2, pp. 40-44.
- Gourlay, Walter E.
1953 «Yellow Unionism in Shanghai : A Study in KMT Technique in Labor Control, 1927-1937», *Papers on China*, 7, Harvard University, Committee on International and Regional Studies, pp. 103-135.
- Granotier, Bernard
1980 *La planète des bidonvilles*. Paris, Le Seuil, 381 p.
- Gray, Jack
1969 *Modern China's Search for a Political Form*. Londres, OUP, 379 p.
- Guillermaz, Jacques
1975 *Histoire du Parti communiste chinois*. Paris, Payot, 2 vol., 475 p.
- Hamilton, Thomas T.
1953 «The Impact of the Shanghai Incident upon the United States and the League of Nations». Thèse de doctorat, Duke University, 389 p.
- Hammond, Edward R.
1978 «Organized Labor in Shanghai, 1927-1937». Thèse de doctorat, Berkeley, University of California, 297 p.
- Hauser, Ernest O.
1940 *Shanghai : City for Sale*. New York, Harcourt, Brace and Co., 31-323 p.
- Hawks Pott, F.L.
1928 *A Short History of Shanghai*. Shanghai, Kelly & Walsh, 336 p.

- Henriot, Christian
1980 «Le nouveau journalisme politique chinois, 1895-1911», *Chine. Cahiers d'Études chinoises*, 1, Paris, INALCO/CNRS, pp. 5-80.
1986a «Municipal Power and Local Elites», *Republican China*, XI (2), pp. 1-21.
1986b «La rupture PCC-GMD en 1927 : suicide ou assassinat?», *Chine. Cahiers d'Études chinoises*, 5, Paris, INALCO/CNRS, pp. 45-99.
1989 «Municipal Reform in Guominang China (1927-1937) : A First Appraisal», *Republican China*, XV (1), pp. 19-38.
- Hinder, Eleanor M.
1942 *Social and Industrial Problems in Shanghai, with Special Reference to the Administrative and Regulatory Work of the Shanghai Municipal Council*. New York, Institute of Pacific Relations, 174 p.
1944 *Life and Labour in Shanghai*. New York, Institute of Pacific Relations, 143 p.
- Honig, Emily
1986 *Sisters and Strangers. Women in the Shanghai Cotton Mills, 1919-1949*. Stanford, Ca., Stanford UP.
- Hou Hsiang-ch'uan
1940 *Nutritional Studies in Shanghai*. Shanghai, Henry Lester Institute of Medical Research, 2-92 p.
- Howe, Christopher
1981 *Shanghai, Revolution and Development in an Asian Metropolis*. Cambridge, CUP, 444 p.
- Hsia Ching-lin
1929 *The Status of Shanghai*. Shanghai, Kelly & Walsh, 14-202 p.
- Hsueh Kuang-ch'ien
1970 *The Strenuous Decade : China's Nation-Building Efforts, 1927-1937*. New York, St. John's University Press, 21-385 p.
- Huang Yueh-bong
1932 «L'évolution de la ville de Nankin». Thèse, Institut d'Urbanisme de Paris, 104 p.
- Ienaga, Saburo
1978 *The Pacific War, World War II, and the Japanese, 1931-1945*. New York, Pantheon Books, 316 p.
- Industrial Disputes in Shanghai since 1928*
1934 Shanghai, Bureau of Social Affairs, Chung Hua Book Co., 78-252 p.
- Industrial Health in Shanghai*
1935 Shanghai, The Chinese Medical Association, 2 vol.

- Isaacs, Harold
 1932 *Five Years of Kuomintang Reaction*. Shanghai, China Forum Publishing Co., 136 p.
 1967 *La tragédie de la révolution chinoise*. Paris, Gallimard NRF, 445 p.
- Israel, John
 1966 *Student Nationalism, 1927-1937*. Stanford, Ca., Hoover Institution Press, ix-253 p.
- Jao Dain-houa
 1939 *La loi municipale du 20 mai 1930*. Bordeaux, Castera, 146 p. (thèse de droit, Faculté de Bordeaux).
- Japan's Military Agression in Shanghai*
 1933 *as Seen by Neutral Observers. Four reports by the Committee of Inquiry set up at Shanghai under article XV, paragr. 1 of the Covenant of the League of Nations*. Nanking, Waichiaopu, The Intelligence and Publicity Department, 3-20 p.
- Japanese Invasion of Shanghai (January 18 - March 7, 1932)*.
 s.d. *A Record of Facts*. Shanghai, Secretariat, City Government of Greater Shanghai, 11 p.
- Jaubert, Louis
 s.d. «Changhai, étude d'évolution urbaine». Thèse, Institut d'Urbanisme de Paris, 203 p.
- Johnstone, William C.
 1940 *The Shanghai Problem*. Stanford, Ca., Stanford UP, 11-326 p.
- Jones, Francis C.
 1940 *Shanghai and Tientsin, with Special Reference to Foreign Interests*. New York, Institute of Pacific Relations, 32-182 p.
- Jones, Susan M., Kuhn, Philip A.
 1978 «Dynastic Decline and the Roots of Rebellion», in *The Cambridge History of China*. Cambridge, CUP, vol. 10, pp. 107-162.
- Key, Sargent
 1932 *Eighty-eight Years of Commercial Progress Ruined : Shanghai Shelled and Bombed*. Shanghai, s. éd., 162 p.
- Kotenev, Anatol
 1925 *Shanghai, its Mixed Court and Council*. Shanghai, North China Daily News and Herald, 26-588 p.
 1927 *Shanghai, its Municipality and the Chinese*. Shanghai, North China News and Herald, 548 p.
- Kuhn, Philip A.
 1970 *Rebellion and its Enemies in Late Imperial China*. Cambridge, Ma., Harvard UP, 254 p.

- 1978 «The Taiping Rebellion», in *Cambridge History of China*. Cambridge, CUP, vol. 10, pp. 264-331.
- Lai Jeh-hang
 1976 «A Study of a Faltering Democrat : The Life of Sunfo, 1891-1949». Thèse de doctorat, University of Illinois, 347 p.
- League and Shanghai (The)*.
 1932 *The Fourth Phase of the Chinese Japanese Conflict. January 1 - April 30*. Genève, Geneva Research Center, 104 p.
- Lee Bing-shuey, Edward
 1934 *Two Years of Japan-China Undeclared War*. Shanghai, Mercury Press, 315 p.
 1936 *Modern Canton*. Shanghai, Mercury Press, xv-168 p.
- Liang, Weiss
 1925 «La vie urbaine dans une cité chinoise : Canton». Thèse, Institut d'Urbanisme de Paris, 91 p.
- Liu Kwang-ching
 1980 «The Military Challenge : The North-west and the Coast», in *Cambridge History of China*. Cambridge, CUP, vol. 11, pp. 202-273.
- Loo, Kon-tung
 1934 *La vie municipale et l'urbanisme en Chine*. Lyon, Bosc Frères, 172 p. (thèse, Université de Lyon).
- Lowe, Chuan-hua
 1932 *Official Documents Relating to Japan's Undeclared War in Shanghai*. Shanghai, Chinese Chamber of Commerce, 77 p.
- Marshall, Jonathan
 1976 «Opium and the Politics of Gangsterism in Nationalist China, 1927-1945», *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, 8, july-sept., pp. 19-48.
- Martin, Bryan G.
 1986 «Warlords and Gangsters : The Opium Traffic in Shanghai and the Creation of the Three Prosperities Company», Paper prepared for the Asian Studies Association of Australia, VIth national conference, 11-16 may, 31 p.
- Millard, Thomas
 1931 *The End of Extraterritoriality in China*. Shanghai, ABC Press, 278 p.
- Miner, Noel R.
 1973 «Chekiang : The Nationalists' Effort in Agrarian Reform and Construction, 1927-1937». Thèse de doctorat, Stanford University, ix-296 p.
- Month of Reign of Terror in Shanghai (A)*.
 1932 *What the Foreigners See, Say and Think from January 28, to February 27, 1932*. Shanghai, China Weekly Herald, 23 p.

- Murphey, Rhoads
1953 *Shanghai, Key to Modern China*. Cambridge, Ma., Harvard UP, 232 p.
- Nathan, Andrew J.
1976 *Peking Politics, 1918-1923*. Berkeley, University of California Press, 299 p.
- Nellist, George F.M.
1933 *Men of Shanghai and North China, A Standard Biographical Work*. Shanghai, Oriental Press, 516 p.
- Neuberg, A.
1931 *L'insurrection armée*. Paris, Bureau d'éditions, 278 p.
- Olenik, John K.
1973 «Left-Wing Radicalism in the Kuomintang : Teng Yen-ta and the Genesis of the Third Party Movement in China». Thèse de doctorat, Cornell University, 330 p.
- Osterhammel, Jürgen
1982 *Britischer Imperialismus im Fernen Osten. Strukturen der Eindringung und einheimischer Widerstand auf dem chinesischen Markt, 1932-1937*. Bochum, Brockmeyer, 631 p.
- Perleberg, Max
1954 *Who's Who in Modern China (from the Beginning to 1953)*. Hong Kong, Ye Olde Printerie, 428 p.
- Rankin, Mary Backus
1986 *Elite Activism and Political Transformation in China. Zhejiang Province, 1865-1911*. Stanford, Ca., Stanford UP, 427 p.
- Read, Bernard E.
1937 *Shanghai Foods*. Shanghai, Chinese Medical Association («Special Report Series» 8), 105 p.
- Remer, C.F.
1933 *A Study of Chinese Boycotts*. Baltimore, My., Johns Hopkins University Press, xii-306 p.
- Rhoads, Edward J.M.
1975 *China's Republican Revolution. The Case of Kwangtung Province, 1895-1913*. Cambridge, Ma., Harvard UP, 366 p.
- Roux, Alain
1974 «Une grève en 1928 à Changhai : un détournement d'héritage?», *Le Mouvement social*, 8, oct.-déc., pp. 3-35.
- Rowe, William T.
1986 *Hankow. Commerce and Society in a Chinese City, 1796-1889*. Stanford, Ca., Stanford UP, 436 p.

- Rozman, Gilbert
1973 *Urban Networks in Ch'ing China and Tokugawa Japan*. Princeton, Nj., Princeton UP, 1973, 354 p.
- Schenk, Hans
1972 «Notes on Urban Spatial Planning and Development in China», *Eastern Horizon*, 3 (11), nov., pp. 34-41.
- Schiffirin, Harold Z.
1980 *Sun Yat-sen, Reluctant Revolutionary*. Boston, Ma., Little, Brown & Co., 290 p.
- Shanghai Incident (The)*
1932 Shanghai, Press Union, 45 p.
- Shanghai Incident Misrepresented (The)*
1932 Shanghai, Press Union, 10 p.
- Shanghai's Refugee Problem*
1937 Shanghai, Shanghai Citizen's League, 15 p.
- Shanghai Under Fire, July 1937 - March 1938*
1938 (*Pictorial record of Shanghai's undeclared war, as photographed by Shanghai Evening Post and Mercury staff photographers*). Shanghai, Shanghai Evening Post and Mercury, 288 p.
- Sheridan, James E.
1966 *Chinese Warlord, the Career of Feng Yu-hsiang*. Stanford, Ca., Stanford UP, x-386 p.
- Shieh, Milton J.T.
1970 *The Kuomintang Selected Historical Documents, 1894-1969*. New York, St. John's University, 434 p.
- Sinclair, Michael
1973 «The French Settlement of Shanghai on the Eve of the Revolution of 1911». Thèse de doctorat, Stanford University, ix-414 p.
- Sino-Japanese War in Shanghai (The)*
1932 Shanghai, North China Daily News, 46 p.
- Skinner, William G., ed.
1977 *The City in Late Imperial China*. Stanford, Ca., Stanford UP, 820 p.
- Skinner, W.G. & Elvin, M., eds.
1974 *The Chinese City between Two Worlds*. Stanford, Ca., Stanford UP, xiii-458 p.
- Steele, A.T.
1977 *Shanghai and Manchuria 1932 : Recollections of a War Correspondant*. Arizona State University, Center for Asian Studies, 45 p.
- Symposium on Japan's Undeclared War in Shanghai*
1932 Shanghai, Chinese Chamber of Commerce, 15-207 p.

- Tchang Hsiung
1932 «L'évolution de la ville de Pékin». Thèse, Institut d'Urbanisme de Paris, 129 p.
- Tchang Yi
1928 «Évolution de la ville de Canton». Thèse, Institut d'Urbanisme de Paris, 69-4 p.
- Tien Hung-mao
1972 *Government and Politics in Kuomintang China, 1927-1937*. Stanford, Ca., Stanford UP, xii-226 p.
- Trombert, Éric
1977 «Monts de piété et maisons de prêt sur gage dans la Chine républicaine». Thèse de 3^e cycle, Paris, École des Hautes Études en Sciences sociales, 228 p.
- Tyau Min-ch'ien
1930 *Two Years of Nationalist China*. Shanghai, Kelly & Walsh, 3-523 p.
- Vincent, John C.
1970 *The Extraterritorial System in China : The Final Phase*. Cambridge, Ma., Harvard UP («Harvard East Asian Monographs»), 119 p.
- Wakasugi, Kaname
1932 *The Present Situation in Shanghai. The Statement of the Japanese Government, Dated February 7, 1932*. San Francisco, Ca., s. éd., 8 p.
- Wakeman, Frederic J.
1975 *The Fall of Imperial China*. New York, Free Press, 276 p.
1988 «Policing Modern Shanghai», *China Quarterly*, 115, sept., pp. 408-440.
- Wang Y.C.
1967 «Tu Yuch-sheng (1891-1951) : A Tentative Biography», *Journal of Asian Studies*, 6, may, pp. 433-455.
- Who's Who in China (Biographies of Chinese)*
Shanghai, China Weekly Review.
1920 Vol. I, 314-IV p.;
1925 Vol. II, 972-26; (1927) 135 p.;
1931 Vol. III, 512-25; (1933) 135- 8 p.;
1937 Vol. IV, 315; (1940) 83 p.; (1950) 263-49-8 p.
- Wilbur, Martin C.
1956 *Documents on Communism, Nationalism, and Soviet Advisers in China, 1918-1927*. New York, Columbia UP, 617 p.
1976 *Sun Yat-sen, Frustrated Patriot*. New York, Columbia UP, x-413 p.
- Will, Pierre-Étienne
1980 *Bureaucratie et famine en Chine au 18^e siècle*. Paris, Mouton/EHESS, 312 p.

- Willmott, W.E.
1972 *Economic Organization in Chinese Society*. Stanford, Ca., Stanford UP, viii-461 p.
- Wong Chi-yuen
1932 *The Japanese Invasion and China's Defence : A Symposium*. Shanghai, Publicity Department of the 19th Route Army, China United Press, 72 p.
- Wu, Eugene
1956 *Leaders of Twentieth Century China. An Annotated Bibliography of Selected Chinese Biographical Works in the Hoover Library*. Stanford, Ca., Hoover Institution Press, 106 p.
- Wu Pek-si
1940 «Urbanization in Shanghai : A Study of Shanghai and Peking». Master's thesis, University of Chicago, 164 p.
- Wu Song-ching
1931 «Évolution de la ville de Shanghai». Thèse, Institut d'Urbanisme de Paris, 155 p.
- Yang, S.
1931 *A Study of the Standard of Living of Working Families in Shanghai*. Peking, Institute of Social Research, 86-xvi p.
- Young, Ernest
1977 *The Presidency of Yuan Shih-k'ai*. Ann Arbor, The University of Michigan Press, 347 p.
- Young, Nichols
1971 *China's Nation-Building Effort, 1927-1937 : The Financial and Economic Record*. Stanford, Ca., Hoover Institution Press, 318 p.
- c. Ouvrages en langue chinoise
- Les ouvrages suivis d'un astérisque (*) sont des publications du gouvernement municipal, que j'ai identifiées et localisées à l'actuelle Bibliothèque municipale de Shanghai.
- Bao Lin & Zhang Hui
1963 *Shanghai jin bainian geming shibua* [Histoire de la révolution à Shanghai au cours du dernier siècle]. Shanghai, Renmin chubanshe, 231 p.
- Caizheng nianjian*
1935 [Annuaire des finances publiques]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, pag. div.
- Caizheng nianjian xubian*
1936 [Supplément à l'Annuaire des finances publiques]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, pag. div.

- Chen Xiangmei
1978 *Zhang Yuegong xianhua wangshi* [Zhang Qun parle du passé]. Taibei, Zhuanji wenxue chubanshe, 189 p.
- Chen Yanlin
1933 *Shanghai dichan daquan* [Encyclopédie de la propriété foncière à Shanghai]. Shanghai, Shanghai dichan yanjiusuo, 2-56-926 p.
- Dangdai dangguo mingren yanjiangji*
1935 [Recueil de discours d'hommes célèbres du parti et du gouvernement]. Shanghai, Junshi xinwenshe, 2 vol.
- Deng Ziba & Shao Xinshi
1948 *Shanghai shi laogong nianjian* [Annuaire du travail de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, Dagong tongxunshe, 248 p.
- Difang zhizhi fagui jiyao*
1936 [Recueil des lois et règlements sur l'autonomie locale]. Nanjing, Zhengzhong shuju, 526 p.
- Ding Richu & Du Xuncheng
1981 « Yu Xiaqing jianlun » [A propos de Yu Xiaqing], *Lishi yanjiu* [Études historiques], 3, pp. 145-166.
- Di yi ci guonei geming zhanzheng shiqi de gongren yundong*
1933 [Le mouvement ouvrier chinois pendant la première guerre civile révolutionnaire]. Beijing, Renmin chubanshe, 556 p.
- Dong Shu
1934 « Shanghai fazujie de duoshi shiqi » [La période de troubles dans la Concession française de Shanghai], *STQ*, I (4), mars, pp. 975-1024; II (1), juin, pp. 49-83.
- Dong Xiujia
1927 « Shanghai tebie shi tudi zhengce zhi yanjiu » [Étude de politique foncière de la municipalité de Shanghai], *DFZZ*, 24 (14), pp. 7-16.
1928a *Shizheng xinlun* [Nouveau traité d'administration municipale]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 7-216 p.
1828b *Shi zhuzhi lun* [Traité d'organisation des municipalités]. Shanghai, Shanwu yinshuguan, 3-185 p.
1936 *Shi caizhengxue gangyao* [Traité de finances municipales]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 6-918 p.
1937 *Zhongguo difang zhizhi wenti* [La question de l'autonomie locale en Chine]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 2 vol.
- Fandui Shanghai tingzhan xieding yanlunji*
1932 [Collection d'articles opposés à l'accord de cessez-le-feu à Shanghai]. Guangzhou, Zhongguo Guomindang Guangdong sheng zhixing weiyuanhui, 132 p.

- Fan Yinnan
1931 *Dangdai Zhongguo mingren lu* [Répertoire des personnages éminents de la Chine contemporaine]. Shanghai, Lianyou tushu yinshua gongsi, 460 p.
- Fan Zhengxiang & Li Xigeng
1949 *Zhongguo mingren dian* [Dictionnaire des hommes célèbres de la Chine]. Beijing, Lizhi, 78 p.
- Fu Runhua
1948 *Zhongguo dangdai mingren zhuan* [Biographies d'hommes célèbres de la Chine contemporaine]. Shanghai, Shijie wenhua, 310 p.
- Gendai chugoku jimmei jiten*
1966 [Dictionnaire des personnalités chinoises contemporaines]. Tokyo, Gaimusho ajiakyoku kanshu, 1209-22 p.
- Guo Tingyi
1966 *Jindai Zhongguo shishi rixi* [Chronologie des événements historiques de la Chine moderne]. Taibei, Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo, 2 vol.
- Haisang mingren zhuan*
1930 [Biographies de personnalités de Shanghai]. Shanghai, Wenming shuju, 100 p.
- Han Lu
1937 *Shanghai kangri quanshi* [Histoire complète de la guerre de résistance au Japon à Shanghai]. Shanghai, Yuzhou fengshe, 293 p.
- Han Min
1938 *Dangdai Zhongguo renwu zhi* [Biographies de personnalités de la Chine contemporaine]. Shanghai, Zhongliu shuju, 340 p.
- Han Si
1947 *Kan! Zhengxuexi* [Regarde, la clique des Études politiques!]. Hong Kong, Huanan chubanshe, 46 p.
- Hu Lingge, Xu Sheng & Zhu Bangxing
1939 *Shanghai chanye yu zhibigong* [Industrie et main-d'œuvre à Shanghai]. Hong Kong, Yuandong chubanshe, 635 p.
- Hu Shuji
1934 « Shanghai shi zhongxin quyuan jianshe » [La construction du Centre civique de la municipalité de Shanghai], *Fuxing yuekan* [Régénération], II (9), mai, pp. 1-7.
- Hu Zili & Xiao Xiao
1940 *Dangdai Zhongguo mingren zhi* [Biographies de personnages célèbres de la Chine contemporaine]. Shanghai, Shijie pinglun, 374 p.

- Hu Ziping
1948 *Zhongguo zhengzhi renwu* [Personnalités politiques de la Chine]. Fuzhou, s. éd., 95 p.
- Hua Gang
1931 *Zhongguo dageming shi* [Histoire de la grande révolution chinoise]. Shanghai, Chungeng shudian, 15-561 p.
- Hua Zhenzhong & Zhu Baikang
1932 *Shijiu lunjun kangri xuezhan shi* [Histoire de la lutte héroïque de la 19^e armée de route contre le Japon]. Shanghai, Shenzhou guoguangshe, 744 p.
- Ji Hao, Wang Jianming & Zhou Shifu
1976 *Pan Gongzhan zhuan* [Biographie de Pan Gongzhan]. Taibei, Taibei xinwen jizhe gonghui, 170 p.
- Jia Yijun
1940 *Zhonghua minguo mingren zhuan* [Biographies d'hommes célèbres de la République chinoise]. Beiping, s. éd., 2 vol.
- Jiang Shenwu
1935a « Shanghai shizheng de fen zhi shiqi » [La période de division de l'administration municipale à Shanghai], *STQ*, II (4), pp. 1213-1282.
1935b « Shanghai xian zai Minguo shidai » [Le xian de Shanghai sous la République], *STQ*, II (3).
1937 *Jindai Zhongguo shizheng* [L'administration municipale de la Chine moderne]. Shanghai, Zhonghua shuju, 150 p.
- Jiang Siyi & Wu Yuanshu
1933 « Shanghai qi bai ge qigai de shehui diaocha » [Enquête sociologique auprès de sept cents mendiants de Shanghai]. Shanghai, Jianghu daxue, 2 vol.
- Jin wu nianlai Shanghai zhi bagong tingye
1933 (*Strikes and Lockouts in Shanghai since 1928*). Shanghai, Shanghai shi shehuiju bian, Zhonghua shuju, 11-180 p.
- Jin wu nianlai Shanghai zhi laozi jiu fen
1934 (*Industrial Disputes in Shanghai since 1928*). Shanghai, Shanghai shi shehuiju bian, Zhonghua shuju, 7-252 p.
- Li Huaming, Rao Jingying & Weng Sanxin
1982 « Yi erba Shanghai kangzhan dashiji » [Chronologie de la guerre de résistance du 28 janvier [1932] à Shanghai], *Shehui kexue* [Sciences sociales], 1, pp. 65-68.
- Li Nansha
1932 *Shanghai xuezhan shikuang* [La véritable histoire de la guerre à Shanghai]. Shanghai, Rendao xueshe, 59 p.

- Lin Zhen
1930 *Shanghai zhinan* [Guide de Shanghai]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, pag. div.
- Liu Dajun
1940 *Shanghai gongyehua yanjiu* [Étude de l'industrialisation de Shanghai]. Changsha, Shangwu yinshuguan, 2-2-366 p.
- Liu Peiqian
1936 *Da Shanghai zhinan* [Guide du Grand Shanghai]. Shanghai, Zhonghua shuju, 394 p.
- Liu Yi & Xu Yi
1942 *Song-Hu yuri zhan shi* [Histoire de la résistance antijaponaise à Shanghai-Wusong]. Shanghai, Minzu jiaoyushe, 4-4-122-46 p.
- Luo Yinpu & Wen Zhaoyuan
1932 *Song-Hu xuezhan huiyilu* [Souvenirs de la bataille héroïque de Shanghai-Wusong]. Shanghai, Shen Bao yuekanshe, 130 p.
- Luo Zhiru
1932 *Tongjibiao zhong zhi Shanghai* [Shanghai en statistiques]. Nanjing (« Guoli zhongyang yanjiuyuan shehui kexue yanjiusuo jikan » 4), 20-143 p.
- Minguo ershi niandai Zhongguo dalu tudi wenti ziliao*
1977 [Documents sur les problèmes de la terre en Chine continentale dans les années trente]. Zhongguo dizheng yanjiusuo congkan, Taibei, Chengwen chubanshe.
- Minguo renwu zhuan*
1978- [Biographies de personnalités de la République chinoise]. Beijing, 1981 Zhonghua shuju, 3 vol., 408, 418, 398 p.
- Neizheng nianjian*
1935 [Annuaire du ministère de l'Intérieur]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 4 vol., pag. div.
- Pan Gongzhan
1923 *Xin cun shi* [Les villes nouvelles]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 100 p.
1930 *Qingnian xunlun* [La formation de la jeunesse]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 97 p.
1935 *Xuesheng de xin shengbu* [La vie nouvelle des étudiants]. Nanjing, Zhengzhong shuju, 84 p.
- Qian Chengxu
1940 *Zhanhou Shanghai zhi gongshang geye* [Le commerce et l'industrie à Shanghai après la guerre]. Shanghai, Zhongguo jingji yanjiuhui, 246 p.

- Qian Shengke
1929 *Shanghai heimu huibian* [Collection d'histoires secrètes de Shanghai]. Shanghai, Zhentan yanjiuhui, 4 vol., pag. div.
- Qiu Guozhen
1978 *Shijiu lunjun xingwang shi* [Histoire de l'essor et du déclin de la 19^e armée de route]. Taibei, Wenhai chubanshe, 179 p.
- Qiu Jinzhang & Xu Gongsu
1933 *Shanghai gonggong zujiejie zhidu* (*The Status of the Shanghai International Settlement*). Nanjing, Zhongyang yanjiuyuan shehui kexue yanjiusuo, 12-273 p.
- Ren Jiayao
1947 *Dangdai Zhongguo mingren cidian* [Dictionnaire des personnalités chinoises contemporaines]. Shanghai, Dongfang shudian, 153 p.
- Ruan Ducheng
1936 *Zujiejie zhidu yu Shanghai gonggong zujiejie* [Le système des ports ouverts et la Concession internationale de Shanghai]. Hangzhou, Fayun shudian, 136 p.
- Sha Zengshao
1977 *Shanghai shi zhi dushi sheji yu tudi liyong* [L'utilisation des terrains et la planification urbaine dans la municipalité de Shanghai], *TWZ*, 92, pp. 48 371-48 781.
- Shanghai chebing quyuan jieguan shilu*
1933 [Compte rendu de la reprise des zones d'occupation japonaise à Shanghai]. Shanghai, Shanghai chebing quyuan jieguan weiyuanhui bian, pag. div.
- Shanghai chungqiu*
1978 [Les printemps et les automnes de Shanghai]. Hong Kong, Zhongguo tushu bianyiguan, pag. div.
- Shanghai de guanghui geming shiji*
1978 [Événements de la glorieuse histoire révolutionnaire de Shanghai]. Shanghai, Jiaoyu chubanshe, 92 p.
- Shanghai de gushi*
1966 [Histoires shanghaiennes]. Shanghai, Renmin chubanshe, 3 vol., 78, 94, 71 p.
- Shanghai dili qianhua*
1974 [Précis de géographie de Shanghai]. Shanghai, Renmin chubanshe, 114 p.
- Shanghai fengtu zaji*
1932 [Notes variées sur les coutumes à Shanghai]. Shanghai, Shanghai xintuo gufen youxian gongsi, 2-92 p.

- Shanghai gangkou daquan*
1928 [Annuaire du port de Shanghai]. Shanghai, Shanghai junpu zongju, Shangwu yinshuguan, 16-135 p.
- Shanghai ge tuanti jiuguo lianhehui xunkan*
1932 [Bulletin de la Fédération des associations de salut national de Shanghai], 8, Shanghai, Shanghai ge tuanti jiuguo lianhehui xuanchuanzu.
- Shanghai gonggong zujiejie shigao*
1980 [Histoire de la Concession internationale de Shanghai]. Shanghai, Renmin chubanshe, 625 p.
- Shanghai gongshangye huibian*
1927 (*The Industrial and Commercial Directory of Shanghai*). Shanghai, Shanghai zongshanghui yuebaobu, 473 p.
- Shanghai jianshe*
1930 [La reconstruction à Shanghai]. Shanghai, Shanghai xian jiansheju bian, pag. div.
- Shanghai jiaoyu*
1929- [L'Éducation à Shanghai], mensuel, 1-8 (juin 1929 - nov. 1930), Shanghai.*
- Shanghai jiaoyu yuekan*
1930 [Mensuel du bureau de l'Éducation de Shanghai], 1, janv., Shanghai.*
- Shanghai jiefang qianhou wujia ziliao huibian*
1958 [Collection de matériaux sur le prix des marchandises à Shanghai avant et après la libération]. Zhongguo kexueyuan Shanghai jingji yanjiusuo, Shanghai, Renmin chubanshe, 4-8-600 p.
- Shanghai jinrong shihua*
1978 [Histoire des finances à Shanghai]. Shanghai, Renmin chubanshe, 201 p.
- Shanghai minsbi wenti*
1934 [Le problème de l'approvisionnement de Shanghai]. Shanghai, Shanghai shi liangshi weiyuanhui.
- Shanghai minzhong*
1936 [Le Peuple de Shanghai], 1-8 (nov. 1936 - juin 1937), Shanghai.*
- Shanghai penghuqu de bianqian*
1965 [La transformation des bidonvilles de Shanghai]. Shanghai, Renmin chubanshe.
- Shanghai qianzhuang shiliao*
1978 [Matériaux d'histoire des banques traditionnelles de Shanghai]. Zhongguo renmin yinhang Shanghai shi fenheng bian, Shanghai, Renmin chubanshe, xviii-854 p.

- « Shanghai shangtuan yu xin hai geming »
1980 [Les milices marchandes de Shanghai et la révolution de 1911], *Lishi yanjiu* [Études historiques], 3, pp. 67-88.
- Shanghai shangwu yinshuguan beibui ji*
1932 [Récit de la destruction des Presses commerciales de Shanghai]. Shanghai, *Shangwu yinshuguan shanhou banshichu bian*, 2-36-8 p.
- Shanghai shangye minglu*
1931 (*Commercial Directory of Shanghai*). Shanghai, *Shangwu yinshuguan*, 772 p.
- Shanghai shenmi zhiban*
s.d. [Guide secret de Shanghai]. Shanghai, Datong tushushe, pag. div.
- Shanghai shi caizhengju yewu baogao, 1931-1932*
1932 [Rapport d'activité du bureau des Finances de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi caizhengju bian*, 320 p.
- Shanghai shi di erci buchong cailiao*
1936 [Deuxième supplément aux Statistiques de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai difang xiehui*, 160 p.
- Shanghai shi geye tongye gonghui lijianshi minglu*
s.d. [Répertoire des membres des comités de direction et de contrôle des guildes de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi shanghui bian*, 27-116-289 p.
- Shanghai shi gong'anju yewu baogao, 1931-1932*
1932 [Rapport d'activité du bureau de la Sécurité publique de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi gong'anju bian*, 302 p.
- Shanghai shi gongren shenghuo chengdu*
1934 (*Standard of Living of Shanghai Workers*). Shanghai, *Shanghai shi shehuiju*, 186 p.
- Shanghai shi gongren shenghuofei zhisu*
1932 (*The Index Numbers of Earnings of the Factory Laborers in Greater Shanghai*). Shanghai, *Shanghai shi shehuiju*, 312 p.
- Shanghai shi gongye shiyansuo yewu baogao*
1931- [Rapport d'activité du Centre d'expérimentation industrielle de la
1932 municipalité de Shanghai]. Shanghai (« Shanghai shi shehuiju » 1-2).*
- Shanghai shi gongyongju xingzheng guanli shikuang*
1931 [La situation de la gestion administrative du bureau des Utilités publiques de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi gongyongju*, 292 p.
- Shanghai shi jianzhu guize*
1937 [Réglementation de la construction d'édifices dans la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi gongwujū*, 72 p.

- Shanghai shi zhenfu jiaoyuju wuxiandian boyin yanjiangji*
1933 [Recueil des conférences radiophoniques du bureau de l'Éducation de la municipalité de Shanghai], mensuel, 1933-1936, Shanghai.*
- Shanghai shi jiaoyuju yewu baogao, 1932*
1932 [Rapport d'activité du bureau de l'Éducation de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi jiaoyuju bian*, 310 p.
- Shanghai shi jiaoyuju zhoubao*
1929 [Revue hebdomadaire du bureau de l'Éducation de la municipalité de Shanghai], mai 1929 - avril 1936, Shanghai.*
- Shanghai shi jiaoyu tongji*
1931 [Statistiques sur l'éducation dans la municipalité de Shanghai], annuel, 1931-1946, Shanghai, *Shanghai shi jiaoyuju*.*
- Shanghai shi jiaoyu tongji*
1934 [Statistiques de l'éducation à Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi jiaoyuju*, 6-114 p.
- Shanghai shi laozi jinfen tongji, 1930*
1932 (*Industrial Disputes in Shanghai in 1930*). Shanghai, *Shanghai shi shehuiju*, 160-ix-124 p.
- Shanghai shi nianjian*
1935 [Annuaire de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi tongzhiguan*, 1935-1937, 6 vol., pag. div.
- Shanghai shiren zhi*
1947 [Biographies de personnalités de Shanghai]. Shanghai, *Zhanwang chubanshe*, 11-251 p.
- Shanghai shi shehuiju yewu baogao, 1931*
1931 [Rapport d'activité du bureau des Affaires sociales de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi shehuiju*, 352 p.
- Shanghai shi shehuiju yewu baogao, 1932*
1932 [Rapport d'activité du bureau des Affaires sociales de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi shehuiju*, 102 p.
- Shanghai shi shehui tongji gaiyao*
1935 [Précis de statistiques sociales de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi shehuiju*, 191 p.
- Shanghai shi shizheng fagui huibian*
s.d. [Recueil des lois et règlements d'administration municipale de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi zhengfu mishuchu*, 5^e éd., 394 p.
- Shanghai shi tongji*
1933 [Statistiques de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, *Shanghai shi difang xiehui*, 2 vol., 297, 112 p.

- Shanghai shi tudiju niankan*
1932 [Revue annuelle du bureau des Terrains de la municipalité de Shanghai], Shanghai, Shanghai shi tudiju, 202 p.
- Shanghai shi xingzheng tongji gaiyao, 1929*
1930 (*Administrative Statistics on Shanghai Municipality*). Shanghai, Shanghai shi zhengfu mishuchu, 249 p.
- Shanghai shi zhengfu xingzheng baogao*
1932 [Rapport administratif du gouvernement municipal de Shanghai]. Shanghai, Shanghai shi zhengfu mishuchu, sept. 1932 - mars 1937.*
- Shanghai shizheng gaiyao*
1934 [Précis de l'administration municipale de Shanghai]. Shanghai, Shanghai shi zhengfu mishuchu, pag. div.
- Shanghai shizheng gongbao fukan geju yewu huibao*
1927 [Rapport d'activité de chaque bureau, annexe du journal officiel du gouvernement municipal de Shanghai]. Shanghai (« Shanghai tebie shi zhengfu mishuchu » 1-5), sept. 1927-sept. 1929.*
- « Shanghai shizheng jiguan bianqian shilüe »
1936 [Brève histoire de l'évolution des organes d'administration municipale à Shanghai], SYZL, pp. 78-84.
- Shanghai shizheng zhoukan*
1927 [Revue hebdomadaire du gouvernement municipal de Shanghai], hebdomadaire, 1927-1937, Shanghai.*
- Shanghai shi zhi gongzili*
1935 [Taux des salaires dans la municipalité de Shanghai]. Shanghai, Shanghai shi shehuiju, Shangwu yinshuguan, 12-178 p.
- « Shanghai shizhi jinhua shilüe »
1936 [Brève histoire de l'évolution du système municipal à Shanghai], SYZL, pp. 75-78.
- Shanghai tebie shi bagong tingye tongji*
1928 (*Strikes and Lockouts, Greater Shanghai*), annuel, 1928-1929, Shanghai, Shanghai shi shehuiju, pag. div.
- Shanghai tebie shi caizhengju yewu baogao, 1927*
1928 [Rapport d'activité du bureau des Finances de la municipalité spéciale de Shanghai]. Shanghai, Shanghai tebie shi caizhengju, 475 p.
- Shanghai tebie shi gong'anju yewu baogao, 1928*
1929 [Rapport d'activité du bureau de la Sécurité publique de la municipalité spéciale de Shanghai]. Shanghai, Shanghai tebie shi gong'anju, 218 p.

- Shanghai tebie shi gong'anju yewu jiyao, 1927*
1928 [Rapport d'activité du bureau de la Sécurité publique de la municipalité spéciale de Shanghai]. Shanghai, Shanghai tebie shi gong'anju, 223 p.
- Shanghai tebie shi gongwuju yewu baogao, 1927*
1928 [Rapport d'activité du bureau des Travaux publics de la municipalité spéciale de Shanghai]. Shanghai, Shanghai tebie shi gongwuju, 6-246 p.
- Shanghai tebie shi gongyongju yi lan*
1928 [Les administrations d'utilité publique de la municipalité spéciale de Shanghai]. Shanghai tebie shi zhengfu mishuchu, 218 p.
- Shanghai tebie shi gongzi he gongzuo shijian, 1929*
1931 (*Wages and Hours of Labour, Greater Shanghai, 1929*). Shanghai, Shanghai tebie shi shehuiju, Shangwu yinshuguan, 139-153 p.
- Shanghai tebie shi gongzi zhibu zhi shibian, 1928*
1929 (*The Index Numbers of Earning of the Factory Laborers in Greater Shanghai*). Shanghai, Shanghai tebie shi shehuiju, Dadong shuju, pag. div.
- Shanghai tebie shi jiaoyu yuekan*
1929 [Mensuel de l'éducation à Shanghai], 1, mars, Shanghai, Shanghai tebie shi jiaoyuju.
- Shanghai tebie shi laozi jinfen tongji baogao, 1928*
1929 (*Report on Industrial Disputes in Greater Shanghai, 1928*). Shanghai, Shanghai tebie shi shehuiju, 172-30 p.
- Shanghai tebie shi laozi jinfen, 1929*
1931 (*Report on Industrial Disputes, Greater Shanghai, 1929*). Shanghai, Shanghai tebie shi shehuiju, Shangwu yinshuguan, 269-164 p.
- Shanghai tebie shi shili xiaoxue jiaoyu ceyan baogaoshu*
1929 [Rapport sur les tests d'éducation effectués dans les écoles primaires municipales de Shanghai]. Shanghai, Shanghai tebie shi jiaoyuju bian, 124 p.
- Shanghai tebie shi nei huafa shuidian jiaoshe huibian*
1929 [Recueil des négociations sur la distribution de l'eau et de l'électricité par les entreprises françaises et chinoises dans la municipalité spéciale de Shanghai]. Shanghai, Shanghai tebie shi gongyongju, 98 p.
- Shanghai tebie shi shiqi nian bagong tongji baogao*
1929 (*Annual Report on Strikes in Greater Shanghai, 1928*). Shanghai, Shanghai tebie shi shehuiju, Dadong shuju, pag. div.
- Shanghai tebie shi shizheng fagui huibian chujì*
1928 [Premier recueil des lois et règlements d'administration municipale de la municipalité spéciale de Shanghai]. Shanghai, Shanghai tebie shi zhengfu mishuchu, 2 vol., 143, 97 p.

- Shanghai tebie shi shi zhengfu nonggongshangju kanwu*
1927 [Publication du bureau des Affaires sociales de la municipalité spéciale de Shanghai], 1-8, Shanghai, Shanghai tebie shi nonggongshangju bian.
- Shanghai tebie shi shizheng tongji gaiyao, 1927*
1928 (*Administrative Statistics on Shanghai Special Municipality, 1927*). Shanghai, Shanghai tebie shi zhengfu mishuchu, 240 p.
- Shanghai tebie shi tudiju niankan, 1928*
1928 [Revue annuelle du bureau des Terrains de la municipalité spéciale de Shanghai], Shanghai, Shanghai tebie shi tudiju, 445 p.
- Shanghai tebie shi xingzheng tongji gaiyao, 1928*
1929 (*Administrative Statistics on Shanghai Special Municipality, 1928*). Shanghai, Shanghai tebie shi zhengfu mishuchu, 281 p.
- Shanghai tebie shi zhanxing jianzhu guize*
1928 [Règlements provisoires sur les constructions d'édifices dans la municipalité spéciale de Shanghai]. Shanghai, Shanghai tebie shi gongwujubiankan, 74 p.
- Shanghai yanjiu ziliao*
1936 [Matériaux de recherche sur Shanghai]. Shanghai, Shanghai tongshe, 26-696 p.
- Shanghai yanjiu ziliao xuji*
1939 [Supplément aux matériaux de recherche sur Shanghai]. Shanghai, Shanghai tongshe, 21-756 p.
- Shanghai zhanggu congshu*
1935 [Recueil d'anecdotes sur Shanghai]. Shanghai, Shanghai tongshe, 10 vol., pag. div.
- Shanghai zhanqu nanmin linshi jiujiuhui gongzuo baogaoshu*
1933 [Rapport d'activité de l'Association d'assistance provisoire aux réfugiés des zones de guerre de Shanghai]. Shanghai, Shanghai nanmin linshi jiujiuhui bian, pag. div.
- Shanghai zhi gongye*
s.d. [L'industrie à Shanghai]. Shanghai, Shanghai shi shehuiju (rééd. à Taibei, Shanghai chubanshe, 1970), 149-130 p.
- Shanghai zhi jizhi gongye*
1933 [L'industrie mécanique à Shanghai]. Shanghai, Shanghai shi shehuiju, Zhonghua shuju, 379 p.
- Shanghai zhi nongye*
1933 [L'agriculture à Shanghai]. Shanghai, Shanghai shi shehuiju, 12-322 p.
- Shanghai zhongri zhanzhan huabao*
1932 [Journal illustré de la guerre sino-japonaise à Shanghai], Shanghai, Xinmin ribaoshe, pag. div.

- Shanghai zonggonghui baogaoshu*
1927 [Rapport de l'Union générale du travail de Shanghai], 30 mai 1927 - 30 mai 1928. Shanghai, Shanghai zonggonghui bian.
- Shen Baijing
1933 *Shanghai shi zhinan* [Guide de la municipalité de Shanghai]. Shanghai, Zhonghua shuju, 410 p.
- Shen Bao nianjian*
1933 [Annuaire du Shen Bao]. Shanghai, Shen Bao, 1933-1937.
- Shen Naizheng
1936 « Zhongguo difang zhengfu zhi tezhi yu zhongyang zhengfu zhi kongzhi » [La nature des gouvernements locaux chinois et leur contrôle par le gouvernement central], *Shehui kexue* [Sciences sociales], 1 (2), janv., pp. 303-352.
- Shen Weibang & Yang Liqiang
1980 « Shanghai shangtuan yu xinhai geming » [Les milices marchandes de Shanghai et la révolution de 1911], *Lishi yanjiu* [Études historiques], 3, pp. 67-88.
- Shen Yi
1934 *Shizheng gongcheng gailun* [Court traité des travaux publics municipaux]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 2-76 p.
1970 « Shanghai tebie shi gongwujubian shi nian » [Dix années au bureau des Travaux publics de la municipalité spéciale de Shanghai], *Zhuanji wenxue zazhi* [Revue de Littérature biographique], 17 (2), pp. 11-19; (3), pp. 25-30; (4), pp. 81-85.
- Shen Yi
1932 *Song Hu zhanzhan suowen* [Anecdotes de la guerre de Shanghai-Wusong]. Shanghai, Minzu jiaoyushe, 2-6-114 p.
- Shen Yiyun
s.d. *Huang Yinbai xiansheng jiazhuan* [Biographie du sieur Huang Fu]. Taibei, Wenhai chubanshe, 388 p.
1980 *Yiyun huiyi* [Les souvenirs de (Shen) Yiyun]. Taibei, Zhuanji wenxue chubanshe, 2 vol., 682 p.
- Shi Baiheng
1931 *Shanghai jinrong shichang lun* [Le marché financier de Shanghai]. Shanghai, Shangye zhushuan xueshe, 10-290-22 p.
- Shijiu lunjun kangri zhanzhan*
1932 [Histoire de la lutte antijaponaise de la 19^e armée de route]. Shanghai, Zhandi xinwenshe, 142 p.
- Shijiu lunjun zhibuibu shouru kangri weilaojin baogaoshu*
1932 [Rapport sur les fonds de soutien à la résistance au Japon versés au quartier général de la 19^e armée de route]. Shanghai, s. éd., n° 1, 494-4 p., tableaux.

- Shi nianlai Shanghai shi gongyong shiye yanjin*
1937 [L'évolution des Utilités publiques de la municipalité de Shanghai depuis dix ans]. Shanghai, Shanghai shi gongyongju bian, 998 p.
- Shi nianlai zhi Nanjing*
1937 [Nanjing depuis dix ans]. Nanjing, Nanjing shi zhengfu mishuchu, 156 p.
- Shi Ying
1954 « Shanghai zuijin de bagong chao » [Les récents mouvements de grève à Shanghai], in *Di yici guonei geming zhanzheng shiqi de gongren yundong* [Le mouvement ouvrier à l'époque de la première guerre civile révolutionnaire]. Beijing, Renmin chubanshe, pp. 247-310.
- Shizheng gaikuang*
1928 [Présentation sommaire de l'administration municipale]. Shanghai, Shanghai tebie shi zhengfu mishuchu, 6-86 p.
- Shizheng yanjianglu chujì*
1928 [Premier recueil des rapports du Conseil municipal de la municipalité spéciale de Shanghai]. Shanghai, Shanghai tebie shi zhengfu mishuchu, pag. div.
- Sonoda Ikki & Huang Huiquan
1930 *Xin Zhongguo sheng renwu zhi* [Biographie des personnalités de la Chine nouvelle classées par province]. Shanghai, Liangyu, 23-578 p.
- Su Songfen
1934 *Xianxing difang zizhi faling jieshi huibian* [Explications des lois et règlements sur l'autonomie locale actuellement en vigueur]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 21-178 p.
- Sun Zhongshan
1925 *Jianguo fanglüe* [Stratégie de la reconstruction nationale]. Shanghai, Minzhi shuju, 482 p.
- Tan Gu
1938 *Dangdai Zhongguo minzu yingxiong zhuan* [Biographies des héros nationaux de la Chine contemporaine]. S. l., Guoji renwu nianjianshe, 2-10-360 p.
- Tan Tangtang
1935 *Xiandai Zhongguo mingren waisi* [Histoire secrète des hommes célèbres de la Chine contemporaine]. Beijing, Shibaoshe, 11-356 p.
- Tang Youfeng
1931 *Xin Shanghai* [Le nouveau Shanghai]. Shanghai, Shanghai yinshuguan, 491-99 p.
- Wang Chuntao
1935 *Shanghai* [Shanghai]. Shanghai, Shanghai qingnianhui zhiyubu, 2-2-202 p.

- Wang Dingjiu
1932 *Shanghai menjing* (*Gateway to Shanghai*). Shanghai, Zhongyang shudian, pag. div.
1934 *Shanghai guwen* [Guide de Shanghai]. Shanghai, Zhongyang shudian, pag. div.
- Wang Weizu
1977a « Shanghai shi fangzu zhi yanjiu » [Étude des loyers dans la municipalité de Shanghai], *TWZ*, 95, pp. 50 129-50 546.
1977b « Shanghai shi tudiju shixi zong baogao » [Rapport général d'enquête au bureau des Terrains de la municipalité de Shanghai], *TWZ*, 114, pp. 60 667-61 024.
- Wu Junyi
1978 *Qingmo Shanghai zujì shehui* [La société des Concessions à Shanghai à la fin des Qing]. Taibei, Wenshizhe chubanshe, 1-2-169 p.
- Wu Qirong
1977 « Shanghai shi shixi diaocha riji » [Journal d'enquête dans la municipalité de Shanghai], *TWZ*, 118, pp. 63 031-63 172.
- « Wusong zipi shanghu de jingguo »
1936 [L'ouverture du port commercial de Wusong], *JYZL*, pp. 84-88.
- Wu Tiecheng
1953 *Wu Tiecheng xiansheng jinianji* [Recueil commémoratif à l'occasion du décès de monsieur Wu Tiecheng]. Taibei, s. éd., 184 p.
1968 *Wu Tiecheng huiyilu* [Mémoires de Wu Tiecheng]. Taibei, Sanmin shuju, 284 p. (publié aussi sous le titre *Sishi nianlai zhi Zhongguo yu wo* [La Chine depuis quarante ans et moi], en 1957).
1973 *Wu Tiecheng tongzhi shishi ershi zhounian jinian* [Recueil commémoratif à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort du camarade Wu Tiecheng]. Taibei, s. éd., 122 p.
- Wu Xiangxiang
1971 *Minguo bairen zhuan* [Biographie de cent personnalités de la République]. Taibei, Zhuanji wenxue chubanshe, 4 vol., 448, 320, 364, 398 p.
- Wu Xingya
1935 *Dao jingji jianshe zhi lu* [Sur la voie de la construction économique]. Shanghai, Shanghai shi shehuiju congkan, 238 p.
- Xia Jinlin
1932 *Shanghai zujì wenti* [Le problème des Concessions à Shanghai]. China Council of the Institute of Pacific Relations, 150 p.
- Xiang Hua
1971 *Shanghai shihua* [Histoire de Shanghai]. Hong Kong, Muwen shuju, 174 p.

- Xiao Jianqing
1936 *Manhua Shanghai* [Shanghai en caricatures]. Shanghai, Jingwei suju, pag. div.
- Xingshi jingcha*
s.d. [La police judiciaire]. Shanghai, Shanghai shijingcha xunliansuo, 183 p.
- Xingzheng jingcha*
1932 [La police administrative]. Shanghai, Shanghai shi jingcha xunliansuo, 57 p.
- Xu Baiqi
1937 *Zhonghua minguo xianxing fagui daquan* [Grande encyclopédie des lois et règlements en vigueur en République de Chine]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 5 vol.
- Xu Guozhen
1929 *Shanghai de yanjiu* [Recherches sur Shanghai]. Shanghai, Shijie shuju, 71 p.
- Xu Wancheng
1940 *Shanghai daxue xiaoxue diaocha lu* (*Shanghai Educational Directory*). Shanghai, Longwen shudian, 3-140-10 p.
1939 *Zuijin Shanghai gejie lingxin renming lu* (*Who's Who in Shanghai*). Shanghai, Longwen shudian, 6-6-309-10 p.
- Xu Ying
1948 *Dangdai Zhongguo shiye renwu zhi* [Biographies d'industriels de la Chine contemporaine]. Shanghai, Zhonghua shuju, 202 p.
- Yang Jialuo
1937 *Minguo mingren tujian* (*Who's Who in the Republic*). Nanjing, Cidianguan, 2 vol., pag. div.
- Yang Yinpu
1930 *Shanghai jinrong zuzhi gaiyao* [Précis des organisations financières de Shanghai]. Shanghai, Shangwu yinshuguan, 22-404-50 p.
- Yang Zhengli
1977a « Shanghai shi banli dijiashui zhi yanjiu » [Étude de l'application de l'impôt sur la plus-value foncière dans la municipalité de Shanghai], *TWZ*, 82, pp. 43 205-43 469.
1977b « Shanghai shi shixi diaocha riji » [Journal d'enquête dans la municipalité de Shanghai], *TWZ*, 112, pp. 59 679-59 798.
- « Yi erba shibian sunshi tongji »
1932 [Statistiques des pertes subies lors de l'incident du 28 janvier], *Shangye yuebao* (*The National Journal of Commerce*), XII (11), nov.
- Yijiu sansan nian zhi Shanghai jiaoyu*
1934 [L'éducation à Shanghai en 1933]. Shanghai, Shanghai xinwenshe, pag. div.

- Yi Xun
1949 *Jiang dang zhenxiang* [Le vrai visage du parti de Chiang (Kai-shek)]. S. l., Dadong chubanshe, 6-176 p.
- « Yingmeiri san guo weiyuanhui chongcha hu'an baogao quanwen »
1926 [Texte complet du nouveau rapport d'enquête de la commission anglo-nippo-américaine sur l'incident de Shanghai], *DFZZ*, XXIII (4), pp. 141-144; (5), pp. 137-144; (6), pp. 137-146.
- Yinhang nianjian*
1935 (*National Banking Yearbook*). Shanghai, Zhongguo yinhang zong guanlichu jingji yanjiusuo, 1935-1937, pag. div.
- Yu Hongjun xiansheng jinianji*
1960 [Recueil commémoratif à l'occasion du décès de monsieur Yu Hongjun]. Taibei, s. éd., 102 p.
- Yuan Qingping
1936 *Dangdai dangguo mingren zhuan* (*Biographies of Eminent Chinese in the Service of the Party and the Government*). Guangzhou, Gujin tushushe, 2 vol., 548 p.
- Zenmeyang jinji zhuoyao gongye?*
1930 [Comment venir en aide aux principales industries?]. Shanghai, Shanghai shi shehuiju bian, 52 p.
- Zhang Hui
1977 « Shanghai shi tudiju shixi zong baogao », 1933 [Rapport général d'enquête au bureau des Terrains de la municipalité de Shanghai], *TWZ*, 109, pp. 57 421-57 776.
1935 *Shanghai shi diji yanjiu* (*A Study of the Land Value of Shanghai Municipality*). Nanjing, Nanjing dizheng xueyuan, 96 p.
- Zhang Jungu
1967 *Du Yuesheng zhuan* [Biographie de Du Yuesheng]. Taibei, Zhuanji wenxue zazhi chubanshe, 1967-1969, 4 vol.
- Zhang Qun zhuanji*
s.d. [Biographie de Zhang Qun], 10 p. (aucune référence).
- Zhang Xiaomei
1937 *Riben dui Hu touzi* [Les investissements japonais à Shanghai]. Shanghai, Zhongguo guomin jingji yanjiusuo congkan, 145 p.
- Zhang Yiwang
1938 *Lunxian qianhou de Shanghai* [Shanghai avant et après sa chute]. Hankou, Qunli shudian, 2-115 p.
- Zhang Yufan
1956 *Shanghai gongren wuzhuang qiyi* [Les soulèvements armés des ouvriers de Shanghai]. Beijing, Tongsu duwu chubanshe, 32 p.

Zhao Ruheng

- 1935 *Jiangsu sheng nianjian* [Annuaire de la province du Jiangsu]. Shanghai, Xin Zhongguo jianshe xuehui, 2 vol.

Zheng Zu'an

- 1984a «Guomindang zhengfu 'Da Shanghai jihua' shimo» [Histoire du «projet du Grand Shanghai» du gouvernement (municipal) Guomindang], in *Shanghai shi yanjiu* [Études d'histoire de Shanghai], Shanghai xuelin chubanshe, pp. 208-228.
- 1984b «Jindai Shanghai dushi de xingcheng — 1843 nian zhi 1914 nian Shanghai chengshi fazhan shulüe» [La formation de la ville de Shanghai à l'époque moderne — Bref récit du développement de Shanghai de 1843 à 1914], in *Shanghai shi yanjiu* [Études d'histoire de Shanghai], Shanghai xuelin chubanshe, pp. 171-207.

Zhongguo guomindang ge shengshi zong dengji bege dangyuan tongji

- 1929 [Statistiques des membres admis au Guomindang lors de l'enregistrement général]. Nanjing, Tongjichu, pag. div.

Zhongguo guomindang nianjian

- 1929 [Annuaire du Guomindang]. Nanjing, Zhongyang zhixing weiyuanhui dangshi shiliao bianzuan weiyuanhui, 1222, 1934, 1222 p.

Zhongguo guomindang Shanghai tebie shi dangbu dangwu baogao

- 1927 [Rapport d'activité de la section shanghaienne du Guomindang]. Shanghai («Dangbu mishuchu» 2), 221 p.

Zhongguo jingji nianjian, 1932-1933

- 1934 [Annuaire économique de la Chine]. Shanghai, Shiyebu Zhongguo jingji nianjian bianzuan weiyuanhui, 2 vol.

Zhonghua minguo dangdai mingren lu

- 1979 (*Who's Who in the Republic of China*). Taipei, Zhonghua shuju, 4 vol., 2344 p.

Zhou Yangrong

- 1977 «Shanghai shi tudiju shixi baogao» [Rapport d'enquête au bureau des Terrains de la municipalité de Shanghai], *TWZ*, 105, pp. 55 361-55 496.

Zhou Yongneng

- 1971 «Shanghai tebie shi zhengfu zhi huiyi» [Souvenirs du gouvernement municipal de Shanghai], *Zhuanji wenxue* [Littérature biographique], 18 (4), pp. 61-65.

Zhu Baikang

- 1947 *Shijiu lujun kangri xuezhanshi* [Histoire de la lutte antijaponaise héroïque de la 19^e armée de route]. Shanghai, Shenzhou guoguangshe, 5-744 p.

Zou Yiren

- 1980 *Jiu Shanghai renkou bianqian de yanjiu* [Étude de l'évolution de la population du vieux Shanghai]. Shanghai, Renmin chubanshe, 151 p.

Glossaire

- | | |
|--|-------------------|
| Bai Chongxi 白崇禧 | Cai Tingkai 蔡廷鍇 |
| Banshiyuan 辦事員 | Cai Zengji 蔡增基 |
| bao 包 | Caizhengju 財政局 |
| Bao'anchu 保安處 | canshi 參事 |
| Baoguan gonghui 報館公會 | canshihui 參事會 |
| Baoguan jijin weiyuanhui 保管委員會 | chejuan 車捐 |
| Bao Junjian 保君建 | Chen Bai 陳白 |
| baoweijuan 保衛捐 | Chen Bingqian 陳炳謙 |
| Baoweituan guanli weiyuanhui 保衛團管理委員會 | Chen Bulei 陳布雷 |
| Baoweituan zhengli weiyuanhui 保衛團整理委員會 | Chen Dezheng 陳德徵 |
| Beishi malu gong xun zongju 北馬路工巡總局 | Chen Guangfu 陳光甫 |
| biaoyu 標語 | Chen Guofu 陳果夫 |
| bihansuo 庇寒所 | Chen Junyi 陳君毅 |
| buxi xuexiao 補習學校 | Chen Kecheng 陳克成 |
| Cai Hongtian 蔡洪田 | Chen Lengzeng 陳冷曾 |
| Cai Jingjun 蔡勁軍 | Chen Qimei 陳其美 |

- Chen Xihao 陳希豪
 Chen Xizeng 陳希曾
 Chen Youren 陳友仁
 Chenxiang neiwai zong gongchengju
 城廂內外總工程局
 cheng zhen xiang difang zizhi zhang-
 cheng 城鎮鄉地方自治章程
 Cheng zizhi gongsuo 城自治公所
 Chiang Kai-shek 蔣介石
 chuanjuanchu 船捐處
 Dai Ji 戴戟
 Dai Shifu 戴石浮
 dan 丹
 danghua 黨化
 Dangwu gaijin weiyuanhui
 黨務改進委員會
 dangyi 黨義
 Da shanghai jihua 大上海計劃
 difang guanzhiquan 地方官治權
 difang zizhiquan 地方自治權
 difang zizhi shixing tiaoli 地方
 自治施行條例
 di liujie quanguo yundong dahui
 第六屆全國運動大會
 Ding Wenjiang 丁文江
 Dong Dayou 董大酋
 Dongfang dagang 東方大港
 Dong Xiujia 董修甲
 duanqi xiaoxue 短期小學
 dudufu 都督府
 Du Gang 杜剛
 Du Yuesheng 杜月笙
 fang 方
 fangjuan 房捐
 Fanri jiuguo lianhehui 反日救國
 聯合會
 Feng Shaoshan 馮少山
 Gangwuju 港務局
 Gong'anju 公安局
 gongdang 公當
 Gongli shanghai yiyuan 公立上海
 醫院
 Gongwuju 公務局
 gongyequ 工業區
 gongyifei 公益費
 Gongyiju 公益局

- Gongyongju 公用局
 Gu Xinyi 顧馨一
 guan du shang ban 官督商辦
 Guan Ji'an 管祭安
 Guangzhou shi zanxing tiaoli
 廣州市暫行條例
 guanxi 關係
 Haiguan 海關
 Han Guojun 韓國鈞
 Hangzhouwan 杭州灣
 Hongjiang 虹江
 Hou Dachun 后大椿
 Hu Hongji 胡鴻基
 Hu xi 滬西
 Huajingdui 華警隊
 Huang Baiqiao 黃伯樵
 Huan Chengxuan 黃承暄
 Huang Fu 黃鵠
 Huang Qinglan 黃慶瀾
 Huang Xuchu 黃旭初
 Huang Zhenxing 黃振興
 Huashang dianche gongsi 華商電
 車公司
 Hui Daiying 輝代英
 huifu 恢復
 jiandu shi zhengfu banfa 監督市政
 府辦法
 Jiang Huaisu 姜懷素
 Jianghuai tongxiang gonghui 江淮
 同鄉工會
 Jiangsu zanxing shi xiang zhi 江蘇
 暫行市鄉制
 Jiangsu ziyiju 江蘇諮議局
 Jiangwan 江灣
 Jianzu yundong weiyuanhui 減租
 運動委員會
 jiaoyangsuo 教養所
 Jiaoyubu 教育部
 Jiaoyuhui 教育會
 Jiaoyu jingfei duli weiyuanhui 教育
 經費獨立委員會
 Jiaoyuju 教育局
 Jiaoyuquan 教育權
 jie zhi 節制
 Jin Liren 金里仁
 jiuji suo 救濟所
 ju 局

juzhang	局長	Malu gongcheng shanhouju	馬路工程善後局
kejuan	苛捐	masaijuan	馬賽捐
keyuan	科員	matoujuan	碼頭捐
kezhang	科長	Miliang pingjia weiyuanhui	米糧平價委員會
Li Dachao	李大超	min ban shi du	民辦市督
Li Ming	李銘	Minguo ribao	民國日報
Li Ting'an	李廷安	Minzhong jiaoyuguan	民眾教育館
Li Zhongjue	李鍾珪	Minzhong xuexiao	民眾學校
Lianhe banshichu	聯合辦事處	Mishuchu	秘書處
lijin	釐金	mishuzhang	秘書長
Lin Kanghou	林康侯	mofan cun	模範村
Linshi zhixing weiyuanhui	臨時執行委員會	Nanshi malu gongchengju	南市馬路工程局
ling	鄰	Nanshi shangye zong lianhehui	南市商業總聯合會
Liu Hengjing	劉蘅靜	Nashui huarenhui	納稅華人會
Liu Zhan'en	劉湛恩	Nonggongshangju	農工商局
Lu Jiceng	魯繼曾	paizhaoshui	牌照稅
Lu Jingshi	陸京士	Penghu	棚戶
Lu Yongxiang	盧永祥	Pan Gongzhan	潘公展
Luo Qinghua	駱清華	Pingjia weiyuanhui	平價委員會
Mai Chaoshu	麥朝樞	Pingmin fuli shiye guanli weiyuanhui	平民福利事業管理委員會

Pingmin zhusuo	平民住所	Shanghai shi malu lianhehui	上海馬路聯合會
Pingmin zhusuo jianzhu weiyuanhui	平民住所建築委員會	Shanghai shimin daibiao dahui	上海市民代表大會
Pudong	浦東	Shanghai shimin difang weichihui	上海市民地方維持會
Pudong tanggong shanhouju	浦東塘工善後局	Shanghai shimin lianhehui	上海市民聯合會
Qi Xieyuan	齊燮元	Shanghai shi shi zhongxin quyu jianshe weiyuanhui	上海市中心區域建設委員會
Qian Yongming	錢永銘	Shanghai shi zhanhou fuxing shizheng gongzhai	上海市戰後復興市政公債
qianzhuang	錢莊	Shanghai shi shourong zaimin weiyuanhui	上海市收容災民委員會
Qin Runqing	秦潤卿	Shanghai tebieshi shangren yundong weiyuanhui	上海特別市商人運動委員會
qishui	契稅	Shanghai tebie shi zhengfu	上海特別市政府
qu	區	Shanghai tebie shi shi zhengfu gongzhai	上海特別市市政公債
Quanshi geye gonghui huiyi	全市各業公會會議	Shanghai yinhang	上海銀行
Rouye gonghui	肉業公會	Shanghai zaiqu gong shang ye fuxinghui	上海災區工商業復興會
Saochu yundong	掃除運動	Shanghai zhanqu nanmin linshi jiujiuhui	上海戰區難民臨時救濟會
Shanghai fazheng daxue	上海法政大學	Shangmin xiehui	商民協會
Shanghai linshi shi zhengfu	上海臨時市政府	Shangren tuanti zhengli weiyuanhui	商人團體整理委員會
Shanghai neidi zilaishui gongsi	上海內地自來水公司	shangyequ	商業區
Shanghai shi caizheng sheji weiyuanhui	上海市財政設計委員會	Shehuiju	社會局
Shanghai shi caizheng taolun weiyuanhui	上海市財政討論委員會	Shen Yi	沈怡
Shanghai shi jianshe taolun weiyuanhui	上海市建設討論委員會		
Shanghai shili xuexiao jiaozhiyuan lianhehui	上海市立學校教職員聯合會		

- Shen Yulin 沈毓麟
shi 市
Shi canyihui 市參議會
shi canyihui zuzhifa 市參議會
組織法
shi canyiyuan xuanjufa 市參議
會選舉法
shi gongchan 市公產
shi gongsuo 市公所
Shi jinku 市金庫
Shi Liangcai 史量才
shi xingzheng 市行政
Shi yinhang 市銀行
shi yingye 市營業
shizheng gongzhai 市政公債
Shizheng gongzhai choubei weiyuanhui 市政公債籌備委員會
shizhenghui 市政會
shizhengting 市政廳
shizheng weiyuan 市政委員
Shizheng weiyuanhui 市政委員會
shi zhongxin 市中心
shizi 識字
- Shizi yundong zhou 識字運動週
Shi zuzhifa 市組織法
shourong banshichu 收容辦事處
Shuize yanjiu weiyuanhui 稅則研究
委員會
sishu 私塾
Song-Hu jingbei silingbu 淞滬警
備司令部
Song Hu shanghu duban gongshu 淞滬
商埠督辦公署
Song Hu tebie shi choubeihui 淞滬
特別市籌備會
Song Hu tebie shi gongyue 淞滬
特別市公約
Song Hu zhanqu shanhou weiyuanhui 淞滬戰區善後委員會
Sun Chuanfang 孫傳芳
Sun Ke (Sun Fo) 孫科
Sun Yat-sen 孫中山 (逸仙)
Tang Jicang 唐繼倉
Tang Naikang 唐乃康
Tao Baichuan 陶百川
Tebie qu shimin dahui 特別區市民
大會
tebie shi 特別市
Tebie weiyuanhui 特別委員會
tianfu zhengshouchu 田賦徵收處

- tongxiang 同鄉
Tong Xingbai 童行白
tudi jiazhishui 土地價值稅
Tudiju 土地局
tuzaijuan 屠宰捐
Wang Hanliang 王漢良
Wang He 王和
Wang Linyan 王彬彥
Wang Xiaolai 王曉籟
Wang Yansong 王延松
Wang Zhen 王震
Wei Que 韋慤
Weishengju 衛生局
Wen Hong'en 文鴻恩
Wen Yingxing 溫應星
Whampoa 黃埔
weisheng shiwusuo 衛生事務所
Wu Kaixian 吳開先
Wu Rongchang 吳榮燾
Wusong 吳淞
- Wusong kaihu gongcheng zongju 吳淞
開埠工程總局
Wu Tiecheng 吳鐵成
Wu Xingya 吳醒亞
Wu Xiyong 吳錫永
Wuzhi jianshe 物質建設
Xi Dingmo 奚定謨
xian 縣
Xiangcun shifan xuexiao 鄉村師範
學校
Xingye xintuoshe 興業信託社
xingzhengfei 行政費
xingzhengqu 行政區
xingzheng weiyuanhui 行政委員會
Xiong Shihui 熊式輝
Xu Dingnian 徐鼎年
Xu Fu 徐桴
Xu Peihuang 徐佩璜
Xu Yongzuo 徐永祚
Xue Yue 薛岳
xunguan 巡官
xunjing 巡警

- xunzhang 巡長
- yadian 押店
- Yang Hu 楊虎
- Yao Mulian 姚慕蓮
- Yao Wennan 姚文楠
- Yao Ziruo 姚紫若
- Ye Huijun 葉惠鈞
- yingyeshui 營業社
- Youzhiyuan shifan xuexiao 幼稚
園師範學校
- yu 域
- Yu Hongjun 俞鴻鈞
- Yu Xiaqing 虞洽卿
- Yuan Liang 袁良
- Yuan Shuxun 袁樹勳
- Zhabei 開北
- Zhabei shimin weichihui 開北市民維持會
- Zhabei shizhengting 開北市政廳
- Zhabei shuidian gongsi 開北水電公司
- Zhabei zizhi xiejinhui 開北自治協進會
- zhanqu linshi jiuji jieben 戰區臨時救濟借本
- Zhanshi shiye gongren jiujihui 戰事失業工人救濟會
- Zhang Dingfan 張定藩
- Zhang Gongquan 張公權
- Zhang Jian 張謇
- Zhang Qun 張群
- Zhao Nangong 趙南公
- Zhao Xi'en 趙錫恩
- Zhengli weiyuanhui 整理委員會
- zhengshui 正稅
- Zhengxuexi 政學系
- zhenliaosuo 診療所
- Zhidao weiyuanhui 指導委員會
- Zhizaochang tongye gonghui 製造廠
同業公會
- Zhongguo gongli yiyuan 中國公立醫院
- zhouchang 粥廠
- Zhou Yongneng 周雍能
- Zhu Jingnong 朱經農
- Zhu Yan 朱炎
- zhuzhaiqu 住宅區
- zizhi gongsuo 自治公所
- zongjuan 總捐
- Zong shanghai 總商會

Index

- action sociale, 110-111, 119, 120, 235-238, 241-248.
- activités antijaponaises (boycottage), 14, 58, 66, 67, 83, 86, 89, 97, 100, 102-104.
- administration centrale, v. gouvernement national.
- alphabétisation, 235-238; v. aussi écoles populaires.
- aménagement urbain, 80, 155, 161, 172-173, 199-200, 201-206, 207-217, 276; v. aussi habitations populaires.
- parc immobilier, 199-201.
- terrains, 199, 204, 210, 212, 215.
- associations régionalistes (*tongxianghui*), 18, 111, 276.
- appareil local (GMD), v. Guomindang.
- approvisionnement (riz), 251-255.
- armée, 27-32, 33, 45, 56, 58, 59, 60, 66, 86, 88, 91, 92, 99, 101, 102, 106, 107, 109, 112, 113, 133-134, 136, 137, 138, 145, 150-151, 165, 178, 204, 247, 272, 274, 276, 285, 288, 289, 292.
- Armée nationale révolutionnaire, 30, 31, 33.
- assemblée populaire des zones spéciales (*tebie qu shimin dabui*), 68.
- assistance, v. réfugiés.
- Association d'assistance aux chômeurs de la guerre (*Zhanshi shiye gongren jiujihui*), 117.
- Association d'assistance temporaire aux réfugiés des zones de guerre de Shanghai (*Shanghai zhanqu nanmin linshi jiujihui*), 108-109, 112, 117.
- Association d'éducation (*Jiaoyuhui*), 231, 235.
- Association de protection des résidents de Zhabei (*Zhabei shimin weichihui*), 114.
- Association de salut national pour la résistance au Japon (*Fanri jinguo lianbehui*), 62, 83, 89, 91, 96, 98, 100, 102, 104, 105, 123.
- Association des citoyens pour la protection locale de Shanghai (*Shanghai difang weichihui*), 108, 255.
- Association des contribuables chinois (*Nashui huarenhui*), 71, 85, 184-185, 231, 263.
- Association des marchands (*Shangmin xiehui*), 18, 19, 71, 74, 93, 95-96, 165, 194, 198, 252-255, 257, 278-282.
- Association pour la promotion de l'autonomie locale de Zhabei (*Zhabei zizhi xiejinhui*), 114.
- associations de charité, 18, 19, 61, 64, 108, 110-112, 201, 233, 237, 241, 257-259, 262.
- attaque japonaise (1932), 14, 15, 16, 70, 76, 87, 91, 92, 98, 103, 105-107, 112-115, 123, 140, 160, 167, 168, 172, 176, 181, 201, 213, 217, 238, 264-266, 271, 275, 276; (1937), 14, 15, 271-272.
- autonomie (locale), 23-24, 27-30, 49-51, 64, 66, 138; (scolaire), 64, 66, 68, 190-192, 221, 231, 233.
- Bai Chongxi, 32, 33, 34, 43, 53, 72.
- Banque municipale, 159-160, 179, 180, 182, 203, 215.
- Bao Junjian, 132, 288-289.
- bidonvilles, 118, 243, 261, 265.
- bourgeoisie, 14, 24, 26, 28, 30, 31, 33, 34, 51, 53, 57, 58, 61-63, 68, 69, 72-73, 78, 81, 97, 101, 102, 104, 105, 119, 180-181, 192, 210, 242, 277-284; v. aussi marchands, notables locaux, conseil municipal.

- budget municipal, 45, 54-63, 64, 65, 68, 73, 80, 81, 108, 118, 155-158, 161-166, 167-171, 173-178, 179, 181, 183, 185, 194-196, 212, 224, 234, 247; v. aussi emprunts municipaux.
- bureau de l'Éducation (*jiaoyujū*), 45, 56, 58, 61, 64, 66, 110, 126-127, 132, 142, 174-175, 176, 220-221, 224-226, 227, 229-231, 234, 235, 238, 239, 286, 289, 290.
- bureau de l'Hygiène (*weishengjū*), 45, 79, 101, 127, 129, 132, 142, 156, 174-175, 177, 187, 205, 238-248, 287, 288, 293.
- bureau de la Sécurité publique (*gong'anju*), 45, 60, 74, 75, 88, 93-95, 102, 105, 106, 109, 115, 117, 118, 126-127, 136, 142, 150-151, 156, 168, 174-175, 286, 288, 289.
- bureau de liaison (*lianhe banshichū*), 88, 107-108.
- bureau des Affaires portuaires (*gangwujū*), 45, 61, 62, 132, 142, 158, 174-175, 177.
- bureau des Affaires sociales (*shehuijū*), 45, 56-57, 58, 61, 64, 79, 80, 95, 99, 100, 102, 105, 109, 110, 115, 117, 118, 119, 123, 132, 142, 174, 175, 225-226, 258-261, 266, 267, 268, 287-288, 292.
- bureau des Finances (*caizhengjū*), 45, 61-62, 80, 100, 119, 126-127, 132, 142-143, 149-150, 155-157, 160, 162, 164, 174-175, 182-186, 189-190, 194, 212, 239, 249-257, 263-264, 286, 288, 290, 291; v. aussi chap. Finances municipales.
- bureau des Terrains (*tudijū*), 45, 61, 79, 116, 126-127, 132, 142, 156, 157, 158, 174-175, 176, 199, 211, 261-262, 288, 293.
- bureau des Travaux publics (*gongwujū*), 45, 61, 79, 80, 101, 116, 120, 126-127, 129, 132, 142, 148-149, 172, 173-175, 199-201, 213, 248, 261, 262, 287-288; v. aussi chap. Aménagement urbain.
- bureau des Utilités publiques (*gongyongju*), 45, 61, 79, 116, 127, 132, 142, 161, 164, 173-175, 176, 189, 199, 202, 205-206, 292.
- bureau d'Intérêt public (*gongyijū*), 45, 185, 266, 287.
- bureaux municipaux, 45, 54-63, 64, 66, 102, 107, 108, 112-116, 130-132, 136, 141, 143, 145, 148, 155-156, 173-174, 249.
- cadastrage, 49, 176, 199.
- Cai Jingjun, 132, 291-292.
- Cai Tingkai, 92, 112.
- Cai Zengji, 130, 131-132, 149, 182, 291.
- Centre civique, 173, 179, 182, 209, 210-213, 214, 216, 245, 246, 271, 272; v. aussi plan du Grand Shanghai.
- centre de crédit populaire (*pinmin jiebenchū*), 118, 265-267.
- Chambre générale de commerce (*Zongshanghui*), 57, 63, 73, 85, 95, 96, 100, 111, 115, 123, 184, 192-193, 194, 235.
- charité, v. associations de charité.
- Chen Bingqian, 77.
- Chen Bulei, 287.
- Chen Dezheng, 53, 55, 56, 57, 58, 60, 64, 66, 82, 132, 176, 221, 226-227, 229-232, 290, 291.
- Chen Guangfu, 70, 77.
- Chen Guofu, 56, 287.
- Chen Lengzeng, 112.
- Chen Qimei, 26, 27, 28, 286.
- Chen Xizeng, 75, 94, 132, 289-290.
- Chen Youren, 92, 104.
- Chiang Kai-shek, 14, 32, 33, 34, 43, 53, 56, 70, 73, 78, 80, 92, 93, 95, 97, 101, 108, 123, 139, 140, 178, 179, 237, 277, 283, 286-291.
- circulation routière, 108, 201.
- chômage, licenciement, 86, 117, 143, 153, 227, 258, 261.
- Cité, 21, 29, 30, 32, 42, 75, 76, 162, 179, 184, 186, 202, 205, 206, 220, 224, 229, 245, 247, 261, 266-267.
- clique du Guangxi, 34, 43, 72.

- clique CC, 56, 67, 81, 277.
- clique des Études politiques, 139, 191.
- comité d'orientation (*Zhidao weiyuanhui*) (GMD), 53, 54, 58.
- comité de construction du Centre civique (*Shanghai shi shi zhongxin qunyan jianshe weiyuanhui*), 210.
- comité de gestion des milices (*baoweituan guanli weiyuanhui*), 74.
- comité de reconstruction des zones de guerre de Shanghai-Wusong, 79, 119.
- comité de réforme des affaires du Parti (*dangwu gaijin weiyuanhui*), 98-99.
- comité de réforme des associations commerciales (*Shanghai shangye tuanti zhengli weiyuanhui*), 195.
- comité de réorganisation (*zhengli weiyuanhui*) (GMD), v. comité d'orientation.
- comité de réorganisation des milices (*baoweituan zhengli weiyuanhui*), 75.
- comité du mouvement des marchands de la municipalité spéciale de Shanghai, 95, 96.
- comité exécutif provisoire (*linshi zhixing weiyuanhui*) (GMD), v. appareil local GMD.
- comité spécial (*tebie weiyuanhui*) (GMD), v. comité d'orientation.
- commission de discussion des finances municipales (*Shanghai shi caizheng taolun weiyuanhui*), 73, 158, 180-181, 189, 191-192.
- commission d'étude des impôts (*shuizhe yanjiu weiyuanhui*), 191.
- commission de discussion de l'aménagement urbain (*Shanghai shi jianshe taolun weiyuanhui*), 73, 79, 158, 179, 210, 262.
- commission de planification des finances municipales (*Shanghai shi caizheng sheji weiyuanhui*), 73, 158.
- commissions financières municipales, 72-73, 81, 115, 158.
- Concessions, 11, 20, 21, 22, 25, 40, 59, 61, 62, 63, 66, 71, 73, 76, 87, 103, 105, 108, 116, 131, 144, 162, 164, 166, 172, 177, 179, 184, 191, 193-194, 196, 201, 202, 206, 207, 208, 209, 216, 220, 221, 229, 230, 231-233, 236, 241, 243, 246, 254, 256, 261, 263-264, 266, 272, 274, 275, 277, 283, 289.
- conflits sociaux, 95-97.
- frondes antifiscales, 95, 120-122, 164, 183, 184-193, 196.
- instituteurs, 58, 225-226.
- v. aussi grèves.
- congrès du GMD (Shanghai), (1929), 58, 60, 62; (1930), 64, 66; (1931), 66, 67; (1932), 67.
- conseil municipal, 39, 40, 46-47, 49, 50, 58, 65-66, 69, 72, 76, 79-81, 119, 124, 156, 158, 178, 184, 185, 210.
- Corps de préservation de la paix (*Bao'anhu*), 45, 143, 172.
- Dai Ji, 92.
- Dai Shifu, 132, 151, 289.
- destructions japonaises, 107, 109, 113-116, 119-120, 162, 163, 176, 201, 213, 272.
- Directoire général de Shanghai-Wusong (*Song Hu shanghu duban gongshu*), 30, 41, 165, 238, 245, 287.
- Ding Wenjiang, 30.
- dirigeants municipaux, 40, 45, 46, 54, 62, 69-74, 76-79, 81, 90, 94, 100, 102, 104, 108, 112-114, 119, 122-123, 125-128, 140, 143, 147, 148-154, 156-158, 178, 184, 188, 194, 196, 199-201, 221, 227, 232, 238, 241, 248, 255, 268, 273-274, 276, 278, 282, 285-286.
- dirigeants politiques, v. Guomindang.
- Dong Xiujia, 211.
- droits de licence (*paizhaoshui*), 164, 167.
- droits de mutation, 167, 169-170.
- droits de port (*matoujuan*), 166, 170.
- droits sur les titres (*qishui*), 165.
- Du Yuesheng, 32, 33, 78.
- écoles municipales, 89, 214-215, 222-

- 223, 224, 225, 229, 237-238, 239-240.
- écoles populaires, 110, 220, 233-235, 247; v. aussi alphabétisation.
- écoles primaires municipales, 110, 176, 220, 222-224, 229, 239-240.
- écoles privées, 220, 221, 224-230, 238, 239.
- écoles traditionnelles (*sishu*), 146, 230.
- effectifs : - personnel municipal, 45, 77, 116, 136, 141-143, 148-152, 168, 170, 196.
- élèves, 223-224, 234.
- élites locales, 12, 15, 20, 25, 26, 35, 53, 62, 76, 124, 274, 279-281, 284; v. aussi notables locaux, bourgeoisie, marchands, dirigeants.
- emprunts municipaux, 80, 155, 158, 159-160, 161, 167, 173, 177, 178-179, 180-183, 211, 213, 214, 283.
- enseignants, 77, 79, 137-138, 145, 146, 220, 222-225, 227, 236, 238, 240.
- étudiants, 14, 31, 53, 55, 77, 79, 86, 88, 89, 90-94, 98, 99, 102, 105.
- Expédition du Nord, 30, 58, 83, 165, 273, 280, 286, 290.
- Fédération des citoyens de Shanghai (*Shanghai shimin lianhehui*), 66, 122.
- Fédération générale du commerce de Nanshi (*Nanshi shangye zong lianhehui*), 184, 187.
- Feng Shaoshan, 70, 78, 95, 96, 101, 187.
- forces armées, v. quartier général des forces armées.
- formation (dirigeants municipaux), 133-134, 136-137, 138-139, 145, 148, 201, 274, 276, 288; (personnel municipal), 136, 145-146.
- gouvernement central, v. gouvernement national.
- gouvernement fantoche (Shanghai), 114.
- gouvernement municipal, v. lois municipales.
- gouvernement municipal provisoire de Shanghai (*Shanghai shi linshi shi zhengfu*), 25, 32-35, 40, 96.
- gouvernement national, 13, 15, 17, 19, 22, 23, 25, 27, 28, 29, 30, 35, 37, 39, 42, 43, 44, 50, 59, 68, 73, 81-82, 83, 90, 104, 112, 124, 172, 179, 180, 181, 232, 250, 273, 274, 277, 278-284, 285-287, 292.
- gouvernement provincial du Jiangsu, 23, 24, 27, 29, 38, 41-51, 138, 166, 184, 188, 196, 221-223, 255, 282.
- Grand Shanghai, v. plan du Grand Shanghai.
- greniers publics, 255-256.
- grèves (insurrectionnelle), 31.
- bouchers, 187-189.
- instituteurs, 58, 225-226.
v. aussi conflits sociaux; étudiants.
- groupe des Collines de l'Ouest, 34, 43.
- Gu Xinyi, 70, 75.
- Guan Ji'an, 70.
- guildes, 18, 19, 70, 74, 95, 96, 105, 109, 111, 121, 187-189, 191-192, 195, 251-256, 268, 276.
- Guomindang (général), 11, 27, 31, 32, 33-34, 38, 43, 55, 57, 81, 138, 250, 282.
- appareil local, 13, 14, 15, 27, 40, 56, 57, 88-91, 93-96, 97-99, 105, 123-124, 174, 176-177, 191, 219-220, 231-232, 237, 238, 249, 257, 263, 268, 275, 279, 282-283, 287-292.
- dirigeants politiques, 13, 14, 55-57, 60, 68, 69, 101, 123, 220, 225, 233, 250, 268, 278.
- régime, 11-12, 50, 58, 60, 68, 73, 78, 81, 225-226, 229, 232-233, 261, 273, 274, 277-284, 285.
v. aussi congrès du GMD; comité d'orientation.
- Guo Shun, 77.
- habitations populaires (*pinmin zhushuo*), 118, 260, 261-265, 266.
- Han Guojun, 29.
- Hu Hongji, 130, 132, 238, 286-287.

- Huang Baiqiao, 130, 132, 286-287, 289.
- Huang Chengxuan, 20.
- Huan Fu, 34, 35, 39, 43, 56, 57, 69, 71, 100, 104, 128, 130-131, 139, 210, 238, 285-287.
- Huang Qinglan, 130, 132, 286-287.
- Huang Xing, 287.
- Huang Zhenxing, 132, 151.
- hygiène, 23, 201; (scolaire), 239-241, 244, 247; (sociale), 110, 116, 200, 205, 241-246, 248, 265, 276.
- impôt sur la plus-value des terrains (*dijishui*), 163-164, 169, 275.
- impôts, 40, 42, 59, 80, 114, 118, 120, 121, 161-164, 166, 168-170, 183, 192, 195; v. aussi réformes fiscales.
- institutions municipales (avant 1927), 17-20, 21, 22, 23, 24-26, 28, 30, 31, 221, 238, 245, 287; (après 1927), 30, 38-41, 44, 46-49, 79-82, 156, 210, 273.
- Japon : - communauté japonaise, 14, 20, 85-87, 91.
- militaires, 83, 87, 115, 216, 212.
- incident sino-japonais, 14, 20, 66, 67, 83, 85, 86, 87, 91, 103, 105-107, 110, 114, 115, 162.
voir aussi attaque japonaise, activités antijaponaises, destructions japonaises.
- Jiang Huaisu, 74.
- Jiang Jieshi, v. Chiang Kai-shek.
- Jin Liren, 130, 132, 291, 293.
- juridictions, v. querelle de juridiction.
- Kang Youwei, 20.
- Li Dachao, 214.
- Li Ming, 77.
- Li Ting'an, 130, 132, 291-293.
- Li Zhongjue, 21, 70.
- Liang Qichao, 20.
- Ligue jurée (*Tongmenghui*), 67, 220, 285, 287, 292.
- lijin*, 26, 67, 220, 285, 287, 292.
- Lin Kanghou, 70, 78.
- Liu Zhan'en, 77.
- lois municipales (avant 1927), 13, 17, 19-24, 25-27, 28, 29-30, 31, 183; (après 1927), 13, 37, 39-40, 41-43, 44-50, 59, 113, 114, 158, 183, 190-192.
- loyers, 68, 80, 121-122, 162, 180, 184-186, 200.
- Lu Jiceng, 132, 289.
- Lu Jingshi, 77.
- Luo Jingyou, 75.
- Luo Qinghua, 191-192.
- lycées (municipaux), 220, 222-223; (privés), 90, 221, 229, 230.
- Mai Chaoshu, 291-292.
- marchands, 14, 17, 18, 19, 21, 24-25, 57, 58, 63, 70, 71-73, 77-79, 88, 91, 101, 105, 157, 158, 160-161, 178, 180, 184-187, 189, 193, 194, 195, 215, 257; v. aussi bourgeoisie, notables locaux.
- milices, 26, 59, 74-75, 88.
- misère urbaine, 117-118, 200-201, 257, 259-265, 276.
- Nandao, v. Cité.
- Nanshi, v. Cité.
- notables locaux, 13, 15, 18, 21, 25, 27, 57, 59, 61, 70, 72-79, 81, 124, 158, 179, 181, 210, 278, 280; v. aussi bourgeoisie, marchands, conseil municipal.
- Office d'entretien des digues de Pudong (*Pudong tanggong shanbouju*), 22, 203.
- Office de construction des rues de la Cité (*Nanshi malu gongchengju*), 20, 21, 22.
- Office du port commercial de Wusong (*Wusong shanghujū*), 29.
- Office général de construction du port de Wusong (*Wusong kaibu gongcheng zongju*), 22, 23.
- Office général des travaux (*chengxiang*

- neiwai zong gongchengju*, 21, 23, 24, 26-28, 38, 287.
- Office général des travaux publics, des patrouilles et des taxes de la cité (*Nanshi gong xun juan zongju*), 22.
- organes financiers municipaux, 15, 32, 42, 43, 72, 80, 108, 118, 155-158, 159-161, 166, 189-192, 230, 265-268; v. aussi Banque municipale, chap. Finances municipales, Trésor municipal, commissions financières municipales.
- organisations de charité, v. associations de charité.
- origine géographique (dirigeants municipaux), 76, 77, 79, 101, 128-133, 144, 145, 150, 285-286, 288, 291, 293; (personnel municipal), 140, 143-144, 145, 149, 150, 152.
- ouvriers, v. syndicats.
- Pan Gongzhan, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 64, 68, 79, 95, 98-99, 112, 130, 132, 226, 230, 249-250, 286-288, 289-292.
- Parti communiste, 3, 31, 32, 33, 60, 98, 140, 172, 252, 291.
- pauvreté, v. misère urbaine.
- personnel municipal, 71, 102, 126-127, 140-148, 153, 154, 157.
- plan du Grand Shanghai, 120, 161, 172, 179, 207-217.
- police municipale, 18, 19, 20, 21, 23, 45, 61-62, 63, 64, 74, 75, 86, 87, 88, 100, 113, 114, 141, 143, 144, 145, 151-154, 153, 155, 166, 168, 172, 177, 186-187, 189, 196, 200, 237, 243, 247, 254, 256, 259, 292; v. aussi bureau de la Sécurité publique.
- propriétés municipales, 40, 60-62, 108, 166, 167, 169-170; v. aussi Banque municipale, Société de crédit Xingye.
- prosopographie, 15, 125.
- Pudong, 22, 42, 203, 205, 206, 207, 220.
- Qian Yongming, 77.
- Qin Runqing, 77.
- quartier général des forces armées, 33, 59, 165.
- querelle de juridiction, 41, 43.
- reconstruction, 115-119, 124-125, 162, 176, 201, 213, 267, 274.
- réformes fiscales, 65, 72, 73, 155-157, 161, 168, 181, 183-185, 186-193, 196.
- réfugiés, 108, 112, 116, 117, 259-262.
- réparations, v. reconstruction.
- réseau routier, 20, 23, 80, 179, 201, 208, 213, 214.
- révolution de 1911 (Shanghai; général), 26-28, 38, 71, 73, 75, 139, 278, 286, 287, 290, 292.
- salaires (personnel municipal), 146-147, 196, 220.
- santé (établissements de), 110, 116, 215, 239, 240, 245, 246, 247, 248, 258; v. aussi hygiène.
- secours, v. assistance, associations de charité.
- secrétariat général (*mishuchu*), 45, 62, 64, 100, 102, 108, 126-127, 132, 142, 151, 158, 173-175, 288, 289.
- seigneurs de la guerre, 12, 30, 35, 83, 144, 181, 187, 273, 280.
- services municipaux, 34, 40, 44-46, 61, 64, 81, 116, 141, 195, 214, 243-244, 248, 278; v. aussi bureaux municipaux.
- Shanghai Municipal Council, 71, 166, 232-233, 243, 265.
- Shen Yi, 130, 132, 148, 200-201, 286-287.
- Shen Yulin, 130, 132, 151, 152, 286.
- Shi Liangcai, 77, 80, 81.
- Société de crédit Xingye, 160, 215.
- Song Jiaoren, 27.
- souveraineté nationale, 61, 62, 63.
- Sun Chuanfang, 30, 165, 238.
- Sun Ke, 38, 92, 100, 101, 102, 104.
- Sun Yat-sen (Sun Zhongshan), 27, 30, 38, 49, 61, 67, 96, 100, 139, 207-208, 227, 280, 292; v. aussi Ligue jurée; révolution de 1911.

- syndicats, 31, 32, 33, 77, 85, 89, 91, 94, 95-97, 99, 100, 102, 105, 117.
- Tang Naikang, 132, 290-291.
- Tao Baichuan, 55, 77, 89, 94.
- taxe d'abattage (*tuzhaishui*), 188.
- taxe d'auto-défense, 59.
- taxe d'habitation (*fangjuan*), 120, 128, 157, 161-162, 167, 170-171, 177, 178, 184-186, 193.
- taxe foncière (*tianfu*), 119-121, 157, 161-164, 167, 170-171.
- taxe sur les affaires (*yingyeshui*), 161, 168-170, 190-193, 275.
- taxe sur les bateaux (*chuanjuan*), 20, 121, 157, 161, 165, 170, 189-190.
- taxe sur les courses (*masaijuan*), 165.
- taxe sur les véhicules (*chejuan*), 20, 121, 161, 182.
- Tong Xingbai, 55.
- transports publics (aériens), 204; (ferroviaires), 208; (maritimes et fluviaux; bacs), 141, 203, 208, 209, 259; (urbains: autobus, autocars, tramways), 202-203.
- travaux publics, v. aménagement urbain.
- Trésor municipal, 108, 156, 161-167, 169-171, 181, 183, 186, 194, 251, 255.
- unions de rue, 31, 74, 95, 96, 213.
- utilités publiques (eau), 164, 204-205, 213; (électricité), 204, 206.
- vaccination, 23, 1165, 239, 244-245, 248.
- Wang Hanliang, 96, 97-98, 122.
- Wang He, 132, 184, 288.
- Wang Jingwei, 92, 101.
- Wang Linyan, 75.
- Wang Xiaolai, 70, 75, 77, 104, 191-192.
- Wang Yansong, 55, 56, 70, 77, 98, 191.
- Wang Yiting, 70, 77, 266.
- Wei Que, 132, 288.
- Wen Hong'en, 130, 132, 291, 292.
- Wen Yingxing, 130, 132, 152, 153, 291, 292.
- Wu Jingxiong, 77.
- Wu Kaixian, 55, 99.
- Wu Rongchang, 130, 132.
- Wusong, 22, 108, 110, 113, 116, 120, 209, 213, 245, 247.
- Wu Tiecheng, 68, 76, 79, 100-103, 104, 106, 108, 112, 119, 122, 123, 124, 128, 130, 131-132, 139, 140, 151, 172, 213, 236, 257, 264, 271, 291, 292.
- Wu Xingya, 67, 123, 130, 139, 291, 292.
- Wu Xiyong, 132.
- Wu Yugan, 77.
- Wu Zhihui, 34, 287.
- Xi Dingmo, 132.
- Xie Wan, 124.
- Xiong Shihui, 66, 74, 88, 92, 289.
- Xu Dingnian, 130, 132.
- Xu Fu, 132, 149-150, 160, 290.
- Xu Peihuang, 132, 226, 232, 290-292.
- Xu Yongzuo, 77.
- Xue Yue, 32.
- Yang Hu, 130, 132.
- Yao Mulian, 75.
- Yao Wennan, 74, 75.
- Yao Ziruo, 70.
- Ye Chucang, 55.
- Ye Huijun, 70, 75.
- Yu Hongjun, 57, 67, 93, 100, 101, 112, 121, 124, 131, 132, 151, 186, 272, 290, 291.
- Yu Xiaqing, 34, 70, 71, 75, 77, 104, 187, 254.
- Yuan exécutif, 44, 102, 164-165, 221.
- Yuan Liang, 63, 64, 74, 132, 151, 289, 290.
- Yuan Shikai, 27, 28, 38, 139.
- Yuan Shuxun, 21.
- Zhabei, 22, 29, 30, 32, 33, 42, 75, 76, 88, 96, 104, 107, 108, 109, 113-115, 116-118, 120, 162, 179, 184, 186, 201, 202, 205, 206, 208, 220, 224, 245, 247, 261, 266-267, 272.
- Zhang Dingfan, 43, 56, 57, 60, 62, 72,

128, 131, 132, 139, 151, 178-179, 184-185, 187, 210, 287-288, 290.	Zhang Xun, 101.
Zhang Gongquan, 77.	Zhang Zuolin, 30.
Zhang Jian, 29.	Zhao Nangong, 96.
Zhang Qun, 60, 63, 65, 66, 72, 73, 74, 75, 85, 86, 87, 88, 93-95, 99, 101, 123, 128, 131, 132, 139, 151, 165, 179, 187, 210, 289-291.	Zhao Xi'en, 70.
	Zhou Yongneng, 132, 139, 288, 289.
	Zhu Jingnong, 130, 132, 231.
	Zhu Yan, 61, 130, 132, 286, 293.

Table des matières

Remerciements	9
Introduction	11
Chapitre 1. <i>Le poids de l'histoire</i>	17
Une lente maturation - La multiplication des initiatives locales - Les nouvelles structures municipales - 1911 : l'éphémère victoire - L'interminable attente - Les espoirs de la révolution nationale - Naissance d'un nouveau pouvoir	
Chapitre 2. <i>Les pesanteurs juridiques</i>	37
Lois municipales : les précédents - Le règlement de 1927 - La querelle de juridiction - Les lois de 1928 et 1930 - La structure du gouvernement municipal - Le conseil municipal	
Chapitre 3. <i>Pouvoir municipal et élites locales</i>	53
I. La section locale du Guomindang (Les jeunes loups du Guomindang à Shanghai - Les premiers échanges - Le congrès de 1929 et ses suites - 1930 : la maturation des revendications - 1932-1937 : l'engourdissement)	
II. Le petit cercle des notables (Le conseil municipal de 1927 - Le petit cercle des notables - La réforme des milices marchandes - 1932 : le retour à la force - Les attributions du conseil municipal)	
Chapitre 4. <i>La crise de 1931-1932</i>	83
Le mouvement de boycottage antijaponais - Les réactions japonaises - Le rôle du Guomindang - Crise nationale et conflits locaux - L'affaire du 8 décembre - L'agitation politique et sociale à Shanghai - L'éclatement de la section locale du Guomindang - La reconstitution du gouvernement municipal - La marche à la confrontation avec le Japon - L'agression japonaise - L'organisation des secours - La reprise des zones de combat - La reconstruction - Les plans de reconstruction - Les mouvements de protestation de la population	

Chapitre 5. <i>Le personnel municipal</i>	125
Les dirigeants municipaux - Le personnel municipal	
Chapitre 6. <i>Les finances municipales</i>	155
Les organismes financiers de la municipalité - Les institutions financières annexes de la municipalité - Les sources de revenu du gouvernement municipal - Les difficultés financières du gouvernement municipal - Les emprunts municipaux - Réformes fiscales et frondes marchandes	
Chapitre 7. <i>L'aménagement urbain</i>	199
Habitat et transports dans la municipalité - Les utilités publiques à Shanghai - Le projet du Grand Shanghai - Le projet municipal	
Chapitre 8. <i>Les nouveaux champs de la modernité</i>	219
I. L'action éducative (Le projet éducatif municipal : Querelles de pouvoir, querelles de juridiction ; les établissements scolaires municipaux - Les tentatives d'intégration du système scolaire : La question des écoles privées ; l'enseignement dans les Concessions - L'éducation des masses : Les écoles populaires ; le travail d'alphabétisation)	
II. La politique sanitaire (L'hygiène scolaire - L'hygiène sociale - Le développement d'une infrastructure sanitaire)	
Chapitre 9. <i>Tradition et modernisation</i>	249
I. Le champ d'action (Les méthodes de travail - La bataille du riz)	
II. Le défi de la pauvreté (Les relations avec les associations de charité - Le problème des réfugiés - La lutte contre les bidonvilles - Les centres de crédit populaire)	
Conclusion. <i>État, parti, élites et société chinoise : les leçons du cas shanghaien</i>	271
Annexe. <i>Les « guanxi » au sein du gouvernement municipal</i>	285
Bibliographie	295
Glossaire	325
Index	333

IMPRIMERIE A. BONTEMPS
LIMOGES (FRANCE)
N° imprimeur : 22513-90
Dépôt légal : Avril 1991
